



Etude « Services à la personne » Etat des lieux

Juliette BAILLET – Guillaume DELORME
2007

Edition du 28 septembre

Avant-propos

Ce document présente la première phase de l'étude « Services à la personne ».

Des renvois sont faits vers les supports cartographiques de l'« Atlas » constitué par un document indépendant joint à ce rapport.
Un lexique des abréviations utilisées dans ce rapport est proposé en page 185.

Nous nous efforcerons, tout au long de ce dossier, de respecter ces définitions :

- « type de service » : le service dans son sens générique (exemple : les crèches)
- « structure » : l'entité juridique portant le service (exemple : l'association Familles Rurales de Nueil-Les-Aubiers)
- « service » : le service spécifique mis en place par une structure donnée (exemple : la crèche de l'association Familles Rurales de Nueil-Les-Aubiers).

Un deuxième document présentera les enjeux qui découlent de ce diagnostic.

Remerciements

Nous tenons à remercier l'ensemble des personnes rencontrées pour élaborer ce document, et particulièrement :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes de Delta Sèvre Argent,
- Mesdames et Messieurs les présidents, directeurs, chargés de mission, et professionnels des structures étudiées,
- Mesdames et Messieurs les élus et chargés de mission des Communautés de Communes voisines,
- Mesdames et Messieurs les membres du comité de pilotage de l'étude.

Introduction

Les services à la personne et l'action sociale sont des domaines facilitant la vie quotidienne de la population aux différents âges de la vie.

- ⇒ Des solutions de garde et d'animation répondent aux problématiques de la Petite Enfance.
- ⇒ Des activités sont proposées aux jeunes. L'information et la prévention apparaissent comme des éléments essentiels d'une politique envers la jeunesse.
- ⇒ Pour les adultes, l'insertion sociale et l'insertion professionnelle sont des problématiques centrales.
- ⇒ La prise en compte du handicap est la ligne directrice d'une grande partie des politiques sociales tant dans ses aspects de vie quotidienne que dans l'accès à l'emploi.
- ⇒ Enfin, la population âgée et dépendante croît : l'hébergement, le maintien à domicile (services de soins, aide ménagère, portage de repas) mais également l'animation et tous les aspects de vie sociale sont autant de piliers de l'action vers les personnes âgées.

La présence de services de santé et leur adéquation avec les besoins de la population sont aussi des points importants pour maintenir la vitalité des territoires et l'assurance de pouvoir bénéficier de services satisfaisants.

L'action sociale se traduit aussi par une multiplicité d'acteurs intervenant sur des périmètres géographiques différents et avec des logiques, des organisations juridiques, des fonctionnements et des services le plus souvent distincts.

Malgré tout, les « services à la personne » ou l'« action sociale » se rapportent à l'être humain, au demandeur, au bénéficiaire des services, à l'usager. C'est en se mettant à la place de l'utilisateur que ce document va présenter l'offre de services sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

Tout d'abord, le rapport présentera des éléments à propos de la population de Delta Sèvre Argent et de ses possibles évolutions. Ensuite, par publics, chaque service proposé sur le territoire de la Communauté de Communes sera présenté. Enfin, plusieurs exemples d'organisation de l'action sociale à l'échelle intercommunale seront évoqués.

Sommaire

Avant-propos	3
Remerciements.....	5
Introduction	7
Sommaire	8
1 La mission	11
<u>1.1 La commande</u>	<u>13</u>
<u>1.2 Des études déjà réalisées.....</u>	<u>14</u>
<u>1.3 Les champs des « services à la personne » ou de « l'action sociale ».....</u>	<u>15</u>
<u>1.4 La méthode mise en œuvre pour la première phase 17</u>	
<u>1.5 Les limites de la méthode.....</u>	<u>20</u>
2 La population de Delta Sèvre Argent	21
<u>2.1 Le nombre d'habitants difficile à déterminer</u>	<u>23</u>
2.1.1 Les recensements depuis 1999.....	23
2.1.2 L'état-civil 1999-2005.....	24
2.1.3 Demande de projection à l'INSEE	25
2.1.4 La projection « Charte de territoire Pays du Bocage Bressuirais » 2003	25
<u>2.2 Un contexte influant sur la démographie.....</u>	<u>26</u>

3 Les services à la personne et l'action sociale sur Delta Sèvre Argent 27

<u>3.1 La petite enfance.....</u>	<u>29</u>
<u>3.1.1 Un organe de réflexion sur la Petite Enfance : le collectif P'tite enfance famille.....</u>	<u>31</u>
<u>3.1.2 Accueil collectif Petite Enfance : Multi-accueil, Crèche, Halte-garderie</u>	<u>32</u>
3.1.2.1 Définition	32
3.1.2.2 Les services existants.....	32
3.1.2.3 Eléments d'analyse	33
<u>3.1.3 Assistantes maternelles.....</u>	<u>35</u>
3.1.3.1 Définition	35
3.1.3.2 L'agrément : vers la reconnaissance d'une profession d'assistante maternelle	35
3.1.3.3 Un métier très exigeant	36
<u>3.1.4 Relais Assistantes Maternelles (RAM) et Lieux d'accueil Parent-Enfant.....</u>	<u>37</u>
3.1.4.1 Définition	37
3.1.4.2 L'organisation actuelle.....	38
3.1.4.3 Eléments d'analyse	38
<u>3.1.5 Accueil périscolaire et accueil du mercredi</u>	<u>41</u>
3.1.5.1 Définition	41
3.1.5.2 L'organisation actuelle.....	41
3.1.5.3 Eléments d'analyse	44
<u>3.1.6 Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH)</u>	<u>46</u>
3.1.6.1 Définition	46
3.1.6.2 L'organisation actuelle.....	46
3.1.6.3 Eléments d'analyse	51
<u>3.1.7 Ecole des sports.....</u>	<u>53</u>
3.1.7.1 Organisation actuelle	53

3.1.7.2	Une réussite difficile à pérenniser	53
3.1.8	Aides familiales : TISF (Technicien de l'intervention sociale et familiale).....	54
3.1.8.1	Définition	54
3.1.8.2	Organisation actuelle	54
3.1.8.3	Eléments d'analyse.....	54
3.1.9	Aide ménagère à la famille et garde d'enfants à domicile.....	56
3.1.10	Visites encadrées	57
3.1.11	Aide aux devoirs - Soutien scolaire - Accompagnement scolaire.....	57
3.1.11.1	Définition	57
3.1.11.2	L'organisation actuelle.....	57
3.1.11.3	Eléments d'analyse.....	58
3.1.12	Réseau de garde d'urgence	60
3.2	<i>La jeunesse.....</i>	61
3.2.1	Information – Prévention.....	63
3.2.2	Maison d'accueil à caractère social.....	65
3.2.2.1	Définition	65
3.2.2.2	La maison de l'enfance du Puy Genest à Cerizay	66
3.2.2.3	Des difficultés pour répondre à la demande ..	66
3.2.3	Foyers de jeunes	67
3.2.3.1	L'organisation actuelle.....	67
3.2.3.2	Eléments d'analyse.....	69
3.2.4	Activités pour les jeunes (activités, camps et séjours, école de musique).....	70
3.2.4.1	De multiples activités proposées aux jeunes	70
3.2.4.2	Eléments d'analyse.....	72
3.3	<i>Les adultes et les familles</i>	75
3.3.1	Hébergement d'urgence et Hébergement temporaire	77
3.3.1.1	Définition	77
3.3.1.2	L'organisation actuelle.....	77

3.3.1.3	Eléments d'analyse	78
3.3.2	Distribution alimentaire	79
3.3.3	Structures et dispositifs d'insertion	80
3.3.3.1	Définition et organisation actuelle	80
3.3.3.2	Eléments d'analyse	82
3.3.4	Information pour les familles.....	84
3.3.5	Médiation familiale.....	84
3.3.5.1	Définition	84
3.3.5.2	Une seule structure de médiation familiale....	85
3.4	<i>Les personnes handicapées.....</i>	87
3.4.1	Structures d'hébergement	89
3.4.1.1	Foyer de vie.....	90
3.4.1.2	Maison d'Accueil pour Personnes Handicapées Agées (MAPHA) :	91
3.4.2	Services à domicile.....	93
3.4.3	ESAT – Entreprises adaptées	95
3.4.3.1	Définition	95
3.4.3.2	L'organisation des services	95
3.4.3.3	Eléments d'analyse	95
3.4.4	Service d'accompagnement en milieu ouvert.....	97
3.5	<i>Les personnes âgées</i>	99
3.5.1	CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination	101
3.5.1.1	Définition	101
3.5.1.2	Eléments d'analyse	101
3.5.2	Services de soutien à domicile	104
3.5.2.1	Définition	104
3.5.2.2	L'organisation actuelle.....	104
3.5.2.3	Eléments d'analyse	106
3.5.3	Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)	108
3.5.3.1	Définition	108
3.5.3.2	L'organisation actuelle.....	108

3.5.3.3	Eléments d'analyse.....	109
3.5.4	Portage de repas.....	110
3.5.4.1	Définition	110
3.5.4.2	L'organisation actuelle.....	110
3.5.4.3	Eléments d'analyse.....	112
3.5.5	Services accessoires, une autre réponse aux besoins des personnes âgées.....	113
3.5.5.1	Définition et organisation actuelle	113
3.5.5.2	Eléments d'analyse.....	113
3.5.6	Structures d'hébergement	114
3.5.6.1	Foyers-logements.....	114
3.5.6.2	EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (Maison de retraite)...	115
3.5.6.3	L'Unité de Soins Longue Durée de l'Hôpital Local de Mauléon (ULSD)	117
3.5.6.4	Comparatif de l'ensemble des structures d'hébergement pour personnes âgées de Delta Sèvre Argent	118
3.6	<u>La santé.....</u>	121
3.6.1	Médecins généralistes.....	123
3.6.2	Chirurgiens dentistes.....	123
3.6.3	Kinésithérapeutes.....	123
3.6.4	Infirmiers libéraux	124
3.6.5	Pharmacies.....	124
3.6.6	Ambulances et Taxis	124
3.7	<u>Problématiques transversales</u>	125
3.7.1	La mobilité – les transports.....	127
3.7.2	Les repas.....	128
3.7.3	Les salariés et bénévoles dans l'action sociale	128
3.7.4	L'information et la coordination.....	129

4 L'action sociale, compétence de Communautés de Communes : exemples de territoires voisins 131

4.1 Exemples étudiés..... 133

4.2 Les enseignements..... 135

4.2.1 Le CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale... 135

4.2.2 Soutien financier et immobilier : implication minimale 137

4.2.3 Le portage de repas : très répandu 138

4.2.4 Les services de soutien à domicile : personnel intercommunal nombreux 138

4.2.5 Des initiatives locales intéressantes..... 140

4.2.5.1 Comm'Bus à Thouars..... 140

4.2.5.2 Epicerie sociale du Pays de Melle..... 142

4.2.5.3 Assistantes de convivialité à Thouars..... 143

4.2.5.4 Le cybercentre de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges..... 144

4.2.5.5 Gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges 144

Conclusion..... 145

Table des documents 147

Table des tableaux..... 147

Lexique 185

1. La mission

La mission a été définie par la réunion du groupe de pilotage de l'étude le 28 mai 2007.

1.1 La commande

L'objectif final de l'étude est multiple :

Tout d'abord, il s'agit de cerner les services d'action sociale et les services à la personne du territoire de Delta Sèvre Argent, c'est l'objet de ce premier document.

Ensuite, nous mettrons en évidence les axes stratégiques pour lesquels des actions pourraient être mises en place,

Enfin, nous proposerons un scénario d'actions et identifierons le rôle que peut avoir Delta Sèvre Argent dans ce domaine de l'action sociale.

La première phase correspond à la réalisation d'un état des lieux des divers services proposés aux habitants de la Communauté de Communes. Ce travail s'attachera à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les services proposés à la population ?
- Quelles sont les structures, les acteurs locaux et quelles missions exercent-ils ?
- Comment se répartissent-ils et s'organisent-ils sur l'ensemble du territoire ?
- Les services actuels sont-ils satisfaisants sur des aspects quantitatifs et qualitatifs ?

Cette première phase sera complétée par une photographie de la population de Delta Sèvre Argent afin de savoir quelles sont les caractéristiques de la population de la Communauté de Communes dans les limites de la disponibilité de données fiables.

La deuxième phase permettra une analyse de la situation actuelle. Elle permettra d'identifier les axes stratégiques sur lesquels des actions peuvent être portées pour améliorer, développer, rationaliser les services proposés. Nous nous efforcerons de mettre en évidence les disparités et différences que l'organisation des services génère selon les communes du territoire.

La troisième phase essaiera de répondre aux questions suivantes :

- Comment les services à la personne pourraient-ils s'organiser et être pris en charge sur le territoire ? (Communes, Pays, Communauté de Communes, Centre Intercommunal d'Action Sociale...)
- Quels services à la personne peuvent être classés d'intérêt communautaire ?
- Est-il opportun que la Communauté de Communes choisisse de développer une compétence « action sociale » ?
- Quel pourrait être le contenu de cette compétence ?
- Quelles seraient les conséquences sur le fonctionnement de la Communauté de Communes si un service « action sociale » est créé ?

Pour compléter cette étude, quelques retours d'expériences de Communautés de Communes ayant la compétence « action sociale » seront présentés.

1.2 Des études déjà réalisées

Des études ont déjà été réalisées sur le territoire en tant que tel, sur des parties de celui-ci ou à des échelles supérieures :

Réflexion du collectif p'tite enfance famille, Pays du Bocage Bressuirais, 2005

Ce document très complet et relativement récent permet de balayer largement les problématiques de la petite enfance sur le territoire du Pays. Elle met en avant les problématiques de gardes atypiques, du vieillissement des assistantes maternelles et du fonctionnement des structures d'accueil collectif.

Ce document nous a permis d'établir une typologie des services à la petite enfance.

Étude sur les services à destination des personnes âgées, Cabinet InSitu, 1997

Datant de 1997, cette étude est basée sur l'ancien périmètre de Delta Sèvre Argent, avant son élargissement. Les problématiques d'un certain nombre de communes ne sont donc pas abordées. De plus, les données de population sont basées sur des chiffres du recensement de 1990. On peut dire que cette étude est dépassée sur certains points mais elle propose néanmoins une typologie des services pour les personnes âgées et identifie des problématiques importantes.

L'apparition du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) est censée répondre à une partie des problématiques relevées.

Le schéma gérontologique des Deux-Sèvres, Conseil Général des Deux-Sèvres, 2004

Ce document stratégique est réalisé à l'échelle départementale. Il exprime les problématiques récurrentes pour l'ensemble du département des Deux-Sèvres. Il en ressort des stratégies globales pouvant s'appuyer sur la mise en évidence d'initiatives locales efficaces. Il s'agit du cadre général du traitement des questions liées aux personnes âgées sur le territoire des Deux Sèvres.

Document d'analyse pour la mise en place du CLIC, Pays du Bocage Bressuirais, 2005

Ce document présente le contexte de mise en place du CLIC.

Cet ensemble documentaire de départ a été enrichi des rapports d'activités de nombreuses structures, de documentations diverses et d'études plus générales sur les services à la personne ou l'action sociale.

De même, nous avons été associés aux diagnostics réalisés par la Mutualité Sociale Agricole (MSA) sur le canton de Cerizay dans son intégralité (c'est-à-dire en incluant Courlay) et sur le territoire du SIVOM du Pays Mauléonais.

1.3 Les champs des « services à la personne » ou de « l'action sociale »

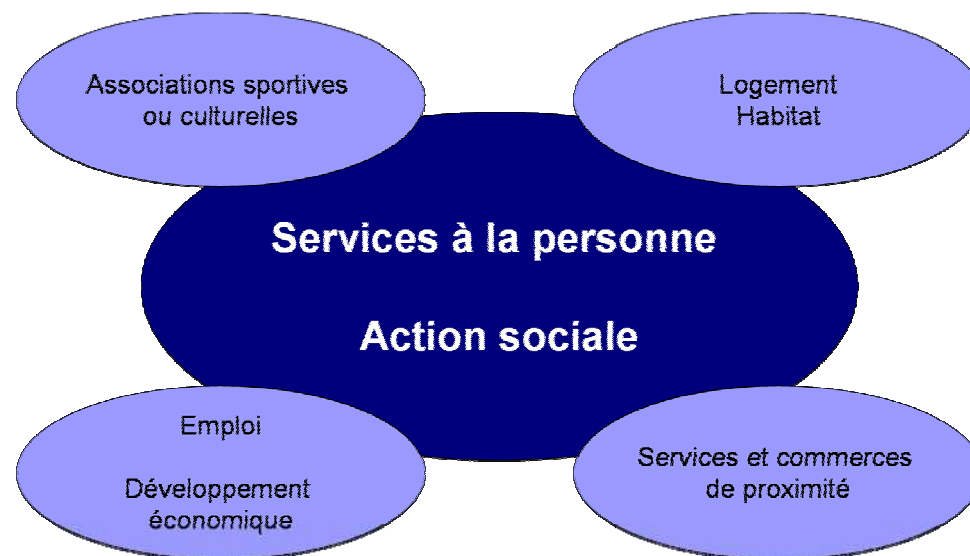
Les services à la personne et l'action sociale sont des domaines très vastes. Un cadrage des points à considérer était donc nécessaire. Le comité de pilotage du 28 mai 2007 a défini le champ de l'étude de la façon suivante :

Liste des services :	Liste des interlocuteurs et des acteurs locaux liés aux services à la personne :
<p>La petite enfance : Ensemble des moyens de garde d'enfants, collectifs ou à domicile (Assistentes maternelles, accueil périscolaire, centre de loisirs...) Soutien scolaire, aide aux devoirs. Aides familiales</p> <p>Jeunesse, pré ados et ados : Ensemble des activités pour les jeunes Animation de foyers de jeunes Ecole des sports, école de musique</p> <p>Adultes : Actions d'insertion - Chantiers d'insertion (association « Voir plus l'Ouin », « Chantiers Peupins »,...)</p> <p>Les personnes âgées et personnes handicapées : Aide à la mobilité et aux transports Les services de soutien à domicile L'aide-ménagère Livraison de repas à domicile Soins infirmiers et soutien à domicile Les structures d'hébergements (Familles d'accueils et autres structures...).</p> <p>Les services de santé : Pharmacies, kinésithérapeutes, médecins, chirurgiens dentistes, ambulances, taxis.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les communes - CLIC - Pays du Bocage Bressuirais - Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) - Centres Socioculturels - SIVOM de Mauléon - Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) - Assistantes maternelles - Associations Familles Rurales - Maisons de retraite - ADMR - Les professionnels de la santé (Médecins, infirmiers,...) - Relais Assistantes Maternelles (RAM) - Conseil Général - MSA - Caisse d'Allocations Familiales (CAF) - Associations

Sont exclus de l'étude : les loisirs et les entreprises privées.

Un entretien préalable avec les maires a été préconisé par le comité de pilotage afin de connaître les services existants sur leurs communes avant de rencontrer les acteurs organisant ces services.

Malgré la définition de la mission, on peut rappeler que les services à la personne et l'action sociale sont très proches de nombreux autres domaines, dont certains correspondent à des compétences de Delta Sèvre Argent.



Certains services étudiés se rapprochent fortement de ces domaines connexes. En conséquence, des éléments de notre étude peuvent ponctuellement traiter de sujets en limite du champ déterminé précédemment.

1.4 La méthode mise en œuvre pour la première phase

Lecture des études existantes :

La lecture des études existantes a permis de mettre en évidence un certain nombre de problématiques spécifiques au territoire. Les questions du renouvellement des assistantes maternelles ou des gardes atypiques par exemple étaient bien mises en évidence et ont été prises en compte dans l'enquête de terrain mise en place par la suite.

Définition d'une typologie des services :

A partir des études évoquées précédemment et de la définition des champs à étudier, une typologie des services a été mise en place.

- **Petite enfance :**
 - Multi-Accueils
 - Crèches
 - Haltes-garderies
 - Accueils périscolaires
 - Mercredis loisirs
 - Centres de Loisirs Sans Hébergement petites vacances
 - Centres de Loisirs Sans Hébergement grandes vacances
 - Crèches d'entreprise
 - Crèches parentales
 - Crèches familiales
 - Gardes d'enfants a domicile
 - Lieux d'accueil parents - enfants
 - RAM
 - Soutien scolaire - aide aux devoirs
 - Aides familiales
 - Ecole des sports
- **Jeunesse :**
 - Activités pour les jeunes
 - Camps et séjours pour les jeunes
 - Foyers de jeunes

- Ecole de musique
- Information – prévention
- Adultes - familles :
 - Entreprises ou chantiers d'insertion
 - Ateliers d'insertion
 - Hébergements d'urgence ou temporaire
- Personnes handicapées :
 - Hébergements pour les personnes handicapées
 - Services à domicile pour les personnes handicapées
 - Entreprise et Service d'Aide par le Travail (ESAT) / entreprises adaptées
 - Mobilité - transport
- Personnes âgées :
 - Services de soutien à domicile
 - Auxiliaires de vie
 - Aides ménagères
 - Portage de repas
 - SSIAD
 - Services accessoires
 - Gardes malades (jour et nuit)
 - Unité de soins longue durée
 - Maisons de retraite Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
 - Foyers-logements
 - Hébergements d'urgence ou temporaire

Entretiens avec les maires :

Cette typologie a été présentée auprès des maires de Delta Sèvre Argent pour savoir quels services étaient proposés sur leur commune. Le questionnaire est présenté dans les documents en fin de rapport : Document 1 : Questionnaire maire
Il faut préciser que dans le cas des communes associées, seul le maire principal ou son représentant a été rencontré.

Entretiens avec les structures :

Après les entretiens avec les maires, lorsque les services existent sur la commune, toutes les structures porteuses ont été rencontrées. Selon le type de structures, des questionnaires différents ont été utilisés (cf. Documents en fin de dossier) :

- Document 2 : Questionnaire Petite enfance - Accueil collectif
- Document 3 : Questionnaire Petite enfance - Espaces d'accueil
- Document 4 : Questionnaire Petite enfance - Autres services
- Document 5 : Questionnaire Jeunes
- Document 6 : Questionnaire Adultes – familles
- Document 7 : Questionnaire Personnes handicapées
- Document 8 : Questionnaire Personnes âgées - Structures d'hébergement
- Document 9 : Questionnaire Personnes âgées - Services à domicile
- Document 10 : Questionnaire Personnes âgées - Portage de repas

Ces entretiens ont permis de mettre en évidence :

- ⇒ ***l'organisation actuelle des services (coûts, horaires, conditions d'accès...),***
- ⇒ ***la couverture spatiale de ceux-ci,***
- ⇒ ***les limites et problèmes rencontrés par les structures pour rendre le service.***

Une soixantaine de structures ont été rencontrées, elles organisent plus de 200 services sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

Traitement des résultats de l'enquête de terrain dans une base de données :

Afin de réaliser un traitement le plus systématique possible des données collectées lors des entretiens, en particulier avec les structures, une base de données a été créée.

La structure de la base de données est présentée en fin de rapport dans le Document 11 : Structure de la base de données. Le système de codage des services et types de service y est également présenté.

Cette base de données concentre donc toutes les informations sur les services actuels, mais cet outil permet également un traitement cartographique grâce au Système d'Information Géographique (SIG). La plupart des cartes de ce rapport ont été réalisées avec cet outil.

1.5 Les limites de la méthode

Notre démarche reste à l'échelle des maires et des responsables de structures. La population en général, mais surtout les bénéficiaires des services ne sont pas directement pris en compte. On peut donc difficilement évaluer la satisfaction de la population vis-à-vis des services actuels mais aussi les besoins vis-à-vis de l'amélioration des services ou du développement de nouveaux services. De plus, les besoins exprimés, rapportés par certains acteurs lors de l'enquête, sont à relativiser pour se rapprocher des besoins réels de la population.

En revanche, le diagnostic réalisé par la MSA s'appuie directement sur l'avis de la population et les retours de cette étude, dans le cadre des Contrats de Développement Social Territorialisés, corrobore l'analyse faite avec les élus et les professionnels.

Par ailleurs, certains services ne correspondant pas avec les éléments de la typologie, ou dont les maires n'ont pas évoqué l'existence, peuvent ne pas apparaître dans ce rapport. Néanmoins, un recoupement avec d'autres sources d'informations a été fait permettant de corriger certains de ces oublis.

De plus, l'évaluation des problèmes et limites des services n'est pas toujours objective puisqu'ils sont exprimés par les responsables mêmes des structures qui les portent. Certains problèmes peuvent être surestimés, d'autres sous-estimés. Certaines structures ont clairement indiqué qu'elles ne souhaitent pas transmettre d'informations sur des aspects de leurs activités (budget). Généralement, la prise de parole est celle du responsable de la structure ou du service, pas toujours impliqué dans l'action de terrain, certaines problématiques ne sont donc pas évoquées.

Au-delà de la satisfaction des bénéficiaires des services, il est parfois difficile d'avoir des indications qualitatives sur les services.

Enfin, notre analyse s'est concentrée sur les services implantés sur Delta Sèvre Argent ou ayant comme territoire d'intervention celui de la Communauté de Communes. Des services de communes voisines comme Saint-Laurent sur Sèvre, Maulévrier, Bressuire, Cholet, Saint-Mesmin, Moncoutant... dont les habitants de Delta Sèvre Argent profitent largement, ne sont pas traités dans ce rapport.

2. La population de Delta Sèvre Argent

Evaluer la population de Delta Sèvre Argent apparaît très important pour connaître les dynamiques actuelles et envisager des projections pour les années futures. Une connaissance de la pyramide des âges actuelle et de son évolution pourrait être un bon outil d'évaluation de la population.

2.1 Le nombre d'habitants difficile à déterminer

2.1.1 Les recensements depuis 1999

Le dernier recensement général de la population date de 1999. Depuis, un dispositif de recensement pluri-annuel a été mis en place. Nous disposons donc des résultats des campagnes de recensement de 2004, 2005 et 2006. Les communes recensées en début d'année 2007 disposent d'un chiffre officieux amené à être corrigé par l'analyse des doubles comptes.

Il faut noter que les plus grands pôles de la Communauté de Communes n'ont pas encore été recensés : Mauléon, Nueil-Les-Aubiers et Cerizay.

Communes	RGP99 PSDC	RP2004	RP2005	RP2006	RP2007	RP2008
<i>Canton de Mauléon</i>	15394					
Mauléon	7327				à venir	
Nueil-Les-Aubiers	4992					à venir
La Petite Boissière	595					à venir
Saint Amand sur Sèvre	1229		1241			
Saint Pierre des Echaubrognes	1251			1378		
<i>Canton de Cerizay dans DSA</i>	11649					
Brétignolles	602			625		
Cerizay	4589				à venir	
Cirières	896				à venir	
Combrand	1122				à venir	
La Forêt sur Sèvre	2229		2267			
Montravers	286		356			
Le Pin	1020					à venir
Saint André sur Sèvre	653			648		
Saint Jouin de Milly	252	219				
TOTAL DSA	27043					

Tableau 1 : Données sur les recensements (Source INSEE)

Les données que nous avons ne nous permettent pas d'avoir une idée claire de la population de Delta Sèvre Argent. Il faut préciser que nous ne disposons que d'éléments de pyramide des âges pour les communes recensées en 2005. Ces résultats partiels ne permettent pas vraiment de donner une image précise de la population.

2.1.2 L'état-civil 1999-2005

Un moyen pour s'approcher du chiffre global et disposer d'éléments sur la population des communes peut être de s'intéresser aux fichiers d'état-civil depuis le recensement de 1999. Ces données ne prennent pas en compte les migrations et donnent, par définition, un chiffre ne correspondant pas à la population totale.

Communes	RGP99 PSDC	TOT 1999	TOT 2000	TOT 2001	TOT 2002	TOT 2003	TOT 2004	TOT 2005
<i>Canton de Mauléon</i>	15394	15456	15521	15626	15725	15809	15913	16084
Mauléon	7327	7350	7381	7406	7451	7487	7525	7603
Nueil-Les-Aubiers	4992	5008	5026	5054	5088	5121	5163	5209
La Petite Boissière	595	595	601	606	610	614	610	618
Saint Amand sur Sèvre	1229	1235	1237	1254	1259	1264	1272	1284
Saint Pierre des Echaubrognes	1251	1268	1276	1306	1317	1323	1343	1370
<i>Canton de Cerizay dans DSA</i>	11649	11695	11761	11824	11895	11971	12036	12083
Brétignolles	602	610	618	630	636	638	644	647
Cerizay	4589	4598	4626	4635	4656	4668	4689	4693
Cirières	896	898	912	911	913	927	933	935
Combrand	1122	1128	1134	1138	1148	1153	1163	1175
La Forêt sur Sèvre	2229	2237	2243	2251	2267	2291	2288	2295
Montravers	286	288	290	294	293	297	302	301
Le Pin	1020	1026	1032	1054	1062	1073	1082	1096
Saint André sur Sèvre	653	660	657	658	666	672	681	685
Saint Jouin de Milly	252	250	249	253	254	252	254	256
TOTAL DSA	27043	27151	27282	27450	27620	27780	27949	28167

Tableau 2 : Données sur l'état-civil (Source INSEE)

Nous ne disposons pas, avec ces données, d'informations exactes concernant la pyramide des âges. On peut simplement, pour évaluer les tranches basses par exemple, ajouter les naissances référencées dans les communes. Mais ceci ne permet pas d'avoir de données exactes puisque les migrations ne sont pas prises en compte.

2.1.3 Demande de projection à l'INSEE

Face à ces difficultés, nous avons fait une demande à l'INSEE afin d'estimer la population actuelle et disposer d'une projection pour 2030. L'INSEE nous a indiqué être dans l'incapacité de nous donner des indications pour la population actuelle. Quant à la projection, le territoire de Delta Sèvre Argent est trop petit pour que les modèles statistiques de projection qu'ils utilisent soient fiables.

2.1.4 La projection « Charte de territoire Pays du Bocage Bressuirais » 2003

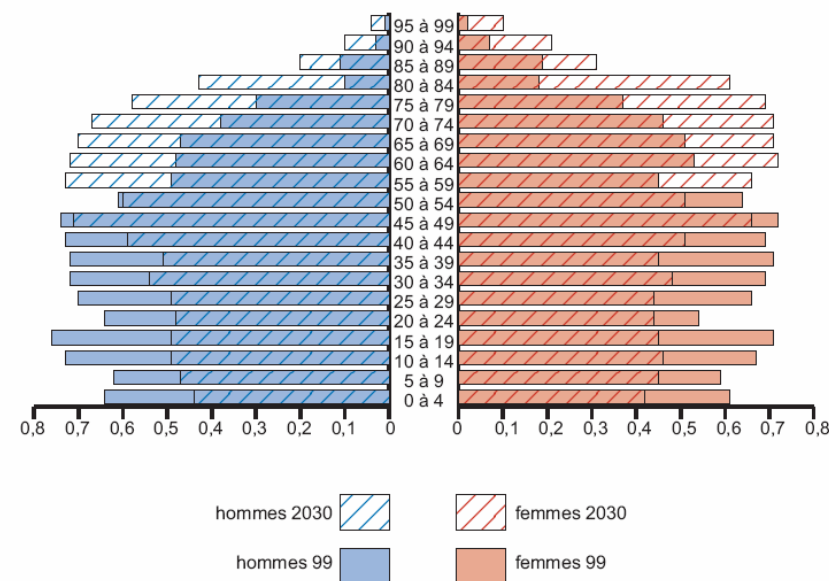
La seule projection dont nous disposons à ce jour est celle commandée par le Pays du Bocage Bressuirais pour sa charte de territoire.

Il faut préciser que cette pyramide concerne l'ensemble du Pays du Bocage Bressuirais et non uniquement Delta Sèvre Argent.

Les tranches hautes de la pyramide peuvent être considérées comme assez fiables puisque la population âgée est peu sujette aux migrations.

La situation locale a beaucoup évolué au niveau des familles rendant plus incertain le bas de la pyramide.

**Pyramide des âges du Pays du Bocage Bressuirais
1999 et 2030**



Source : INSEE, projections de population méthode Omphale

I A A T

2.2 Un contexte influant sur la démographie

Malgré ces données présentées, il faut rappeler que le contexte peut beaucoup jouer sur la démographie.

D'une part, l'ouverture de la 2x2 voies devrait conduire à un développement de l'urbanisation pavillonnaire dans les communes directement desservies par un échangeur. L'habitat pavillonnaire renvoie au schéma classique de l'habitat d'une famille. On peut donc imaginer que cette nouvelle population sera demandeuse de services, en particulier dans les domaines de la petite enfance et de la jeunesse.

D'autre part, le contexte économique, en raison de sa faible diversité sectorielle, peut être une source de modifications radicales des équilibres actuels.

Il est difficile de connaître avec précision la population de Delta Sèvre Argent, cependant des éléments restent importants à mettre en évidence :

- ⇒ la population est en croissance sur la Communauté de Communes,***
- ⇒ le développement de la population est très souvent corrélé avec les offres de lotissements qui sont elles-mêmes en augmentation,,***
- ⇒ un certain « dynamisme naturel » permet de garder un public important au niveau de la petite enfance, voire de la jeunesse,***
- ⇒ Delta Sèvre Argent n'échappe pas à la tendance nationale et le vieillissement de la population est une réalité à prendre en compte pour les années à venir.***

3. Les services à la personne et l'action sociale sur Delta Sèvre Argent

La présentation que nous proposons se découpe selon les publics ciblés par les différents services. Pour chaque service, nous essaierons de définir les concepts généraux, nous présenterons les services existants et donnerons des pistes d'analyse.

3.1 La petite enfance

Le secteur de la petite enfance évolue très rapidement : la demande de garde est très dépendante de l'état du marché du travail, lorsque le taux de chômage diminue, des difficultés de garde se font rapidement sentir et inversement. Cette fluctuation est à l'origine de l'échec de la participation d'une entreprise au financement de places en crèche (une négociation était sur le point d'aboutir avec l'entreprise Gastronome lorsque la grippe aviaire a mis fin au projet).

Le nombre de places et la localisation des assistantes maternelles évoluent également en raison de leur âge. Les cessations d'activités sont nombreuses dans ce secteur qui est encore aujourd'hui peu attractif (salaires peu élevés, manque de reconnaissance, multiples employeurs...).

Dans le domaine de l'accueil collectif, le CSC de Mauléon est une véritable force et un partenaire de poids qui a su mettre en réseau les différents acteurs afin d'apporter une offre claire et cohérente sur tout le territoire du Pays Mauléonais. Il existe néanmoins un manque de place en crèche sur Mauléon.

Le collectif P'tite enfance famille exerce une veille sur les services à destination de la petite enfance et est une source importante d'informations. Ce collectif est également porteur de réflexions sur l'évolution souhaitable des services.

3.1.1 Un organe de réflexion sur la Petite Enfance : le collectif P'tite enfance famille

Le Pays du Bocage Bressuirais n'a pas de compétence sociale à proprement parlé et n'a pas l'objectif de développer une telle compétence. Il intervient dans le domaine social uniquement en raison de ses compétences en aménagement du territoire / développement local et de son rôle de fédérateur des acteurs locaux. C'est à ce titre que le collectif P'tite enfance famille a été créé en 2002 à la demande de la CAF et du Conseil Général qui souhaitaient la présence d'un intervenant tiers afin de faciliter la mise en commun de réflexion dans le domaine de la petite enfance.

Le collectif P'tite enfance famille a réalisé entre 2005 et 2007 des animations annuelles dans le but d'amener les acteurs à se rencontrer et à travailler ensemble. Bien que ces temps forts aient eu un réel succès (700 personnes pour la dernière manifestation), le collectif n'a pas souhaité poursuivre cette activité cette année. Son objectif est désormais la réflexion et la mise en relation des acteurs.

Le collectif P'tite enfance famille se tourne vers de nouvelles réflexions :

- ⇒ Créer un outil d'analyse des besoins.
- ⇒ Inciter les entreprises à participer à la réflexion sur les modes de garde de la petite enfance.
- ⇒ Organiser une information à destination des collectivités territoriales.
 - Travailler à la mise en place de RAM sur le territoire du Pays du Bocage Bressuirais.
 - Promouvoir le métier d'assistante maternelle.
 - Créer une action « un emploi, un mode de garde ».
 - Créer un réseau de garde d'urgence.
 - Travailler sur la complémentarité des modes de garde.
 - Répondre aux besoins des familles ayant un enfant en situation de handicap.
- ⇒ Sensibiliser la société civile et les élus aux problèmes des personnes handicapées.

* * *

Le Pays du Bocage Bressuirais n'a pas la compétence sociale, celui-ci n'offre qu'un soutien logistique au collectif P'tite enfance famille. Ce collectif a pour objectif de mener une réflexion et d'amener les acteurs à travailler sur des problématiques spécifiques.

3.1.2 Accueil collectif Petite Enfance : Multi-accueil, Crèche, Halte-garderie

3.1.2.1 Définitions

Il existe plusieurs types de crèches :

Les crèches collectives sont des lieux conçus pour les tous petits (0 à 3 ans). Elles disposent d'un personnel spécialisé (éducatrice, puéricultrice ...) proposant un accueil à la journée et de façon régulière des enfants sans condition d'activité professionnelle des parents.

La crèche familiale regroupe des assistantes maternelles agréées sous la responsabilité d'un directeur ou d'une directrice. Les assistantes maternelles sont salariées d'une collectivité mais l'enfant est accueilli au domicile de l'assistante maternelle et rejoint la crèche pour des activités d'éveil en groupe. Les parents organisent alors la garde de leur enfant. Les questions de rémunération sont directement gérées avec la structure porteuse.

La crèche parentale est une crèche collective gérée par une association de parents participant eux-mêmes à la garde des enfants avec le soutien d'un personnel qualifié.

Les **multi-accueils** sont des lieux qui associent différentes formules dans un même local, offrant de l'accueil permanent (crèche) et de l'accueil temporaire (**halte-garderie**).

3.1.2.2 Les services existants

Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, il n'existe actuellement que des crèches collectives à la limite de leur possibilité d'extension. Néanmoins les crèches familiales et parentales pourraient être des solutions alternatives Mais ne sont pas développées actuellement.

Les solutions d'accueil actuelles se composent :

- d'un mutli-accueil à l'espace Petite Enfance de Cerizay,
- d'un multi-accueil à l'espace Méli-Mélo de Nueil-Les-Aubiers,
- d'un multi-accueil à Saint Pierre des Echaubrognes,
- d'une halte-garderie à Mauléon.

Un projet à Mauléon devrait permettre d'associer, à la halte-garderie actuelle, une crèche constituant alors un multi-accueil.

	Multi-accueil Espace Petite Enfance Cerizay		Multi-accueil Méli-mélo Familles Rurales Nueil Les Aubiers		Multi-accueil St Pierre des Echaubrognes CSC Mauléon		Halte - garderie Mauléon CSC Mauléon
Type de service	Crèche	Halte - garderie	Crèche	Halte - garderie	Crèche	Halte - garderie	Halte - garderie
Mode de gestion	Communal		Associatif		Associatif		Associatif
Jours d'ouverture	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi
Horaires d'ouverture	7h15 à 18h30	9h à 12h 14h à 17h	7h30 à 18h30	7h30 à 18h30	7h à 19h	9h à 16h30	9h à 16h30
Nombre de places	25 places		20 places		2 places	10 places	16 places
Coût	En fonction des revenus, du quotient familial et des prises en charges MSA ou CAF		En fonction des revenus, du quotient familial et des prises en charges MSA ou CAF		En fonction des revenus, du quotient familial et des prises en charges MSA ou CAF		En fonction des revenus, du quotient familial et des prises en charges MSA ou CAF
Remarques	Majoration pour les non résidents de la commune (+10%)		Priorité aux habitants de la commune				Manque de garde permanente sur Mauléon

Tableau 3 : Tableau comparatif des Accueils collectifs Petite Enfance

La carte n°1 de l'Atlas présente ces différentes implantations.

3.1.2.3 Eléments d'analyse

La couverture spatiale relativement satisfaisante :

Ces services qui correspondent à des équipements bien identifiés, se concentrent sur des points précis du territoire en particulier sur les trois pôles de Delta Sèvre Argent. Le cas de Saint-Pierre-des-Echaubrognes est une exception mais ce service accueille des enfants de l'ensemble du territoire du SIVOM du Pays Mauléonais.

Des expériences intéressantes :

- La structure Méli-Mélo à Nueil-Les-Aubiers regroupe tous les modes de garde d'enfants jusqu'au collège : multi-accueil, Relais Assistantes Maternelles, Centre de Loisirs Sans Hébergement et accueil périscolaire. Ce système permet une coordination des différents acteurs de la petite enfance, offre la possibilité de trouver une solution rapide et adaptée à la demande des parents, facilite le transport des enfants d'âges différents sur le lieu de garde, permet de mutualiser une partie du personnel et du matériel. Cette organisation permet aussi une meilleure lisibilité des services avec un interlocuteur unique.
- Les directrices des multi-accueils de Cerizay et de Nueil-Les-Aubiers sont également les responsables des RAM ce qui permet de mettre en relation les différents modes de garde (à Mauléon c'est le Centre Socioculturel (CSC) qui gère le RAM).
- La coopération entre le multi-accueil de Cerizay et la société Wesco est très intéressante : la société, spécialisée dans ce domaine, fournit du matériel à la crèche en contrepartie l'entreprise peut venir présenter son matériel à ses clients en situation réelle.
- Le secteur de la Petite Enfance est dynamique et très favorable à la prise de compétence par Delta Sèvre Argent pour assurer une certaine coopération entre les acteurs.

Des insatisfactions qui subsistent :

- Il existe une demande très forte de garde régulière sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement sur Mauléon qui n'a pas de structure qui permette d'assurer la garde d'enfants de moins de 3 ans en dehors de la halte-garderie qui n'offre que quelques heures de garde par semaine. L'ouverture d'un multi-accueil serait prévue pour l'année 2009.
- Bien que les locaux des structures d'accueil soient agréables et récents, ils ne peuvent plus permettre d'extension de l'activité (Cerizay, Nueil-Les-Aubiers).
- On note très souvent l'existence de sélection avec une préférence pour les habitants de la commune et une participation supplémentaire pour les enfants résidants hors de la commune (Cerizay). Il est pour autant impossible d'envisager une crèche dans chaque commune. La mutualisation des services de la Petite Enfance apparaît nécessaire aux acteurs pour permettre le cofinancement des multi-accueils par toutes les communes qui en bénéficient.
- Les structures souhaitent que les entreprises soient associées à la gestion des modes de garde proposés à leurs salariés. Pour les salariés, les exigences en termes d'horaires de travail sont très importantes et les solutions de garde ne suffisent pas forcément. La participation financière des entreprises serait nécessaire particulièrement lorsque les salariés doivent recourir à plusieurs modes de garde pour s'adapter aux horaires atypiques de leur entreprise (exemple : crèche et assistante maternelle). En effet, il est difficile, voire impossible et non souhaitable, pour les structures de garde collective de répondre aux demandes d'horaires atypiques (à partir de 4h du matin jusqu'à 22h30).

* * *

Malgré un manque de places souvent mis en évidence ainsi que des difficultés pour satisfaire certaines demandes particulières comme les gardes atypiques, les structures d'accueil collectif pour la Petite Enfance s'efforcent de répondre au mieux aux demandes

qui leurs sont adressées. On peut noter que le mode de gestion n'influe pas beaucoup sur la qualité du service et que les acteurs de ce domaine s'impliquent avec dynamisme dans leurs actions.

3.1.3 Assistantes maternelles

3.1.3.1 Définition

Les **assistantes maternelles** assurent, à leur domicile, la garde des enfants qui leur sont confiés. Les parents sont les employeurs et ont à leur charge, le salaire et les charges sociales. Les jours de garde et les horaires sont déterminés en accord avec les parents. Elles sont agréées par le Conseil Général pour accueillir un, deux ou trois enfants.

3.1.3.2 L'agrément : vers la reconnaissance d'une profession d'assistante maternelle

Le Service de la Protection Maternelle Infantile (PMI) est chargé d'agréer les assistantes maternelles.

Avant tout dépôt de demande d'agrément, une réunion d'information est organisée par le Conseil Général à raison de deux demies journées par mois aux Services d'Action Sociale Territorialisé (SAST) de Niort et de Bressuire. L'objectif de cette réunion est de renseigner les potentielles candidates sur le métier, les obligations et les droits déterminés par la loi, les démarches à effectuer, les méthodes d'évaluation utilisées par les puéricultrices de secteur, les Relais Assistantes Maternelles, les conventions collectives...

Lorsque le dossier a été déposé au Conseil Général, celui-ci effectue deux entretiens avec la candidate et les membres du foyer. Le premier a pour objet de vérifier la motivation, le projet professionnel, le projet d'accueil ; le second vise à vérifier les conditions de sécurité du logement de l'assistante maternelle. Le dossier d'agrément peut solliciter plusieurs places d'accueil (entre 1 et 3) mais c'est le Conseil Général qui décide du nombre de places octroyées. Généralement, il ne délivre jamais plus d'une place lors du premier agrément. Cependant, il est possible que l'assistante obtienne une modification du nombre de place au cours de la durée de l'agrément (au minimum après six mois d'exercice).

Préalablement, à l'accueil du premier enfant, l'assistante maternelle bénéficie d'une formation obligatoire de 60 heures. Une seconde formation de 120 heures sera effectuée au cours des 5 premières années de son activité. Ces formations permettent aux assistantes maternelles d'acquérir un statut professionnel, d'être reconnues, elles permettent une réflexion autour de l'enfant et responsabilisent les assistantes maternelles. De plus, elles acquièrent des connaissances sur l'enfant, mettent en place leur projet d'accueil qu'elles pourront faire valoir auprès des parents et qui pourra justifier une augmentation du coût du service. Les parents qui ont été interrogés à ce sujet ont tous signifiés qu'ils souhaitaient confier leur enfant à une assistante formée et qu'ils étaient prêt la rémunérer plus cher si celles-ci proposait à leur enfant un projet d'accueil stimulant son éveil.

Le service de la PMI reçoit entre 15 et 18 demandes d'agrément par mois, mais le nombre croissant d'assistantes maternelles en fin de carrière pose un véritable problème de renouvellement. En effet, les nouvelles assistantes maternelles n'ont un agrément que pour un enfant alors que celles qui partent en retraite avaient un agrément pour trois. Le renouvellement est assuré mais le nombre de place d'accueil diminue.

Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, le Conseil Général nous a communiqué des informations sur l'âge des assistantes maternelles :

Tranche d'âge	Nombre
50 ans à moins de 55 ans	57
55 ans à moins de 60 ans	57
60 ans et plus	14
TOTAL	306

Tableau 4 : Ages des assistantes maternelles

On constate que 42% des assistantes maternelles ont plus de 50 ans.

De plus, les informations disponibles sur les assistantes maternelles ne permettent ni de savoir si elles exercent réellement leur activité, ni si elles utilisent toutes les places pour lesquelles elles sont agréées. De plus, la population des assistantes maternelles évolue rapidement (différence importante entre le nombre et la répartition des assistantes maternelles en 2005 et en 2007). En outre, elles sont relativement mal réparties sur le territoire : manque d'assistantes maternelles dans certains secteurs (Saint-André-sur-Sèvre, Mauléon) et surabondance dans d'autres.

Par ailleurs, les Relais Assistantes Maternelles pourraient centraliser ce type d'informations, c'est la raison pour laquelle le Conseil Général souhaite développer des partenariats notamment pour obtenir ces informations et proposer des actions de prévention. Enfin, il existe des difficultés importantes de prise en charge des enfants handicapés (logements inadaptés, pas de formation sur le handicap..).

La carte n°6 de l'Atlas présente le nombre d'assistantes maternelles et de places agréées par le Conseil Général sur le territoire de Delta Sèvre Argent. Cette carte ne peut pas montrer une photographie réelle de l'accueil chez les assistantes maternelles en raison des limites évoquées précédemment.

3.1.3.3 Un métier très exigeant

Des entretiens ont été menés avec des assistantes maternelles nouvelles et expérimentées. Les assistantes maternelles sont toujours employées par les parents, essentiellement en contrat à durée indéterminée. Lorsqu'elles possèdent un agrément comportant plusieurs places, elles ont quasiment toujours plusieurs employeurs (souvent trois employeurs différents).

Les assistantes maternelles gardent quasiment toujours des enfants originaires de leur commune. Elles ne travaillent pas le week-end mais elles seraient disposées à le faire à titre exceptionnel.

Elles sont toutes en relation avec les Relais Assistantes Maternelles, cependant elles ne participent que très peu aux réunions et ne fréquentent pas beaucoup les lieux de rencontres qui ne correspondent que rarement au temps d'activité des enfants. En effet, les temps de rencontre sont souvent organisés le matin ou en début d'après midi et les enfants ne sont pas souvent réveillés à ces moments là.

Elles ne voient en général pas d'inconvénient au métier d'assistante maternelle, mais constatent que la demande est très forte dans ce secteur. Elles sont très souvent sollicitées par des parents qui cherchent à faire garder leurs enfants (environ une nouvelle demande chaque semaine).

En revanche, le nombre d'heures effectuées est très variable d'une assistante à l'autre (entre 10 heures et 90 heures par semaine) et les tarifs horaires varient entre 2 euros et 2,47 euros net (RAM de Cerizay) soit un salaire qui s'échelonne entre 103,50 euros et 889,20 euros par mois.

De nombreuses assistantes maternelles effectuent des horaires atypiques à partir de 4h du matin, mais dans ce cas, certaines gardent l'enfant à dormir la veille au soir.

* * *

La garde d'enfant par les assistantes maternelles permet de mettre en place une solution de garde aux conditions personnalisées : les parents, employeurs de l'assistante maternelle, déterminent en accord avec cette dernière l'organisation (horaires, rémunération...) de la garde de leur enfant. Le renouvellement du nombre de places d'accueil n'est pas directement assuré. Cependant les nouvelles assistantes maternelles, grâce à la formation en particulier, s'affirment de plus en plus en véritables professionnelles.

3.1.4 Relais Assistantes Maternelles (RAM) et Lieux d'accueil Parent-Enfant

3.1.4.1 Définition

Le **Relais Assistantes Maternelles** est un espace de parole et d'écoute sur le jeune enfant. Le RAM a pour objectif :

- d'aider les assistantes maternelles dans leur travail (réunion, ateliers d'éveil...),
- d'informer les parents et les assistantes maternelles sur leurs droits et leurs devoirs,
- d'informer les assistantes maternelles sur le dossier et les conditions d'octroi de l'agrément,
- d'assister les parents dans la recherche d'un mode de garde pour un enfant et dans toutes leurs démarches en tant qu'employeur.

3.1.4.2 L'organisation actuelle

La carte n°7 de l'Atlas présente la répartition des RAM sur le territoire de Delta Sèvre Argent. On constate qu'il existe trois RAM sur le territoire, implantés sur les trois pôles de la Communauté de Communes :

- Le RAM de Cerizay géré et animé par l'espace Petite Enfance (37 assistantes maternelles),
- Le RAM de Nueil-Les-Aubiers géré et animé par l'espace Méli-Mélo Familles Rurales (55 assistantes maternelles),
- Le RAM de Mauléon géré et animé par le CSC de Mauléon qui par une solution itinérante couvre le territoire du SIVOM du Pays Mauléonais (116 assistantes maternelles).

Au total, 208 assistantes maternelles adhèrent à un Relais Assistantes Maternelles, soit 68% de l'ensemble.

On remarque également sur la carte l'existence d'une association d'assistantes maternelles (16 assistantes maternelles) sur les communes du Pin, de Cirières et de Bretignolles qui remplit un certain nombre de services qu'un RAM pourrait fournir. Elle est développée dans le cadre de l'association Familles Rurales de Cirières Bretignolles en collaboration avec Familles Rurales Le Pin.

3.1.4.3 Eléments d'analyse

Le RAM, un lieu ressource :

Le RAM est une structure intéressante qui permet la centralisation des informations sur les assistantes maternelles et ceux qui existent sur territoire fonctionnent plutôt bien compte tenu de leur mise en place récente. Les RAM semblent bien répondre au fort besoin d'information exprimé tant par les assistantes maternelles que par les parents.

On note cependant que l'adhésion au RAM n'est pas encore systématique. S'adresser aux RAM ne permet pas d'avoir l'ensemble des informations relatives aux assistantes maternelles du territoire. En effet, le RAM n'a donc pas toujours les informations complètes sur les assistantes maternelles. Ceci s'explique, par exemple, parce que les assistantes maternelles intégrées dans un RAM n'ont pas encore le

réflexe de prévenir le RAM lorsque les places d'accueil ne sont plus libres. De plus, certaines assistantes maternelles souhaitent rester indépendantes et ne veulent pas intégrer le statut même si celui-ci est plus avantageux.

L'information sur les RAM n'est pas suffisante auprès des parents qui ne comprennent pas toujours l'intérêt du regroupement des assistantes maternelles pour la socialisation de leurs enfants. Mais lorsqu'ils sont informés, ils choisissent en priorité une assistante maternelle qui fait partie d'un RAM. Par ailleurs, les parents ne comprennent pas toujours que le responsable du RAM n'a aucune influence sur les assistantes maternelles au niveau de la prise en charge ou non d'un enfant ou de la tarification de la prestation.

Une couverture encore insuffisante sur le Cerizéen :

Certaines communes non desservies pour l'instant, particulièrement dans le canton de Cerizay, souhaiteraient pouvoir bénéficier d'un RAM. Pour certaines petites communes, comme Combrand, il y a une forte demande des assistantes maternelles pour adhérer à un RAM et ainsi rompre l'isolement qu'elles peuvent ressentir. La difficulté pour répondre à ces besoins exprimés se concentre sur les financements par les partenaires institutionnels, la CAF en particulier, qui sont nécessaires pour bénéficier d'une puéricultrice et donc pour créer un nouveau RAM. La CAF engage un financement à l'échelle de territoires ; l'accès aux RAM des plus grandes communes par les assistantes maternelles ne pouvant y adhérer pour l'instant semble être préféré par les financeurs. De plus, en créer de nouveaux conduirait à la multiplication des intervenants et à une certaine opacification de l'offre de renseignements, cependant l'élargissement du périmètre de couverture du RAM doit, pour certains acteurs, s'accompagner d'une implication réelle de tous les partenaires à la réflexion et à la prise de décision.

Lieux d'accueil et groupes d'échange parents-enfants :

Les RAM organisent également des lieux d'accueil et groupe d'échange parents-enfants dans lesquels se retrouvent les parents qui gardent leurs enfants et les assistantes maternelles. Ils se retrouvent pour des activités communes, pour sociabiliser les enfants et partager des expériences (une ou plusieurs demi-journées par semaine). Un de leurs objectifs est de proposer des activités et animations éducatives et culturelles. Ces lieux de rencontre sont parfois inadaptés (comme à Bretignolles, mais un projet est en cours). Les horaires d'ouverture de ces lieux d'accueil ne sont pas forcément bien adaptés au rythme des enfants.

* * *

Plus des deux tiers des assistantes maternelles du territoire sont regroupés en RAM alors que la couverture du territoire est incomplète. Ce dispositif est intéressant tout d'abord pour les assistantes maternelles qui trouvent, grâce au RAM, des informations juridiques mais aussi des aides à leur activité ; ensuite pour les parents, le RAM est l'interlocuteur facilement identifiable utilisé en

particulier pour l'accompagnement du rôle d'employeur ; enfin pour les enfants, le RAM, avec le lieu de rencontres, permet des activités régulières de socialisation.

3.1.5 Accueil périscolaire et accueil du mercredi

3.1.5.1 Définition

L'accueil périscolaire est un service qui accueille les enfants scolarisés avant et après l'école.

L'accueil du mercredi est un service qui accueille les enfants scolarisés lorsqu'il n'y a pas d'école ce jour-là.

3.1.5.2 L'organisation actuelle

L'accueil périscolaire est réalisé dans toutes les communes ayant une école publique ou privée sauf à La Ronde. Le plus souvent, lorsque l'effectif est suffisant, l'accueil périscolaire a directement lieu sur le site de l'école.

Les structures suivantes mettent en place un service d'accueil périscolaire :

- Familles Rurales Le Pin,
- Commune de Cerizay,
- Espace Méli-Mélo Familles Rurales Nueil-Les-Aubiers,
- Familles Rurales Cirières Bretignolles
- Ecole Saint Joseph de Combrand
- Familles Rurales La Forêt sur Sèvre
- CSC Mauléon

La répartition des sites et des structures intervenants dans le domaine est présentée sur la carte n°2 de l'Atlas et dans le tableau ci-après.

Structure de gestion	Familles Rurales Le Pin	Commune de Cerizay	Familles Rurales Nueil Les Aubiers	Familles Rurales Cirières Brétignolles		Ecole St Joseph Combrand	Familles Rurales La Forêt sur Sèvre		CSC Mauléon									
Nom du service	APS Le Pin	APS Cerizay	APS Nueil Les Aubiers	APS Bretignolles	APS Cirières	APS Combrand	APS La Forêt sur Sèvre	APS Saint Marsault	APS Mauléon	APS St Pierre des Echaubrounes	APS Loublande	APS Rorthais	APS La Petite Boissière	APS La Chapelle Largeau	APS Moulins	APS St Amand sur Sèvre	APS St Aubin de Baubigné	APS Le Temple
Mode de gestion	Associatif	Communal	Associatif	Associatif		Associatif	Associatif		Associatif									

Jours d'ouverture	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi	Lundi, mardi, mercredi (si école), jeudi, vendredi
Horaires matin	7H15 A 9H	7H A 8H50	6H45 A 9H	7H A 8H	7H A 8H	7H A 8H45	7H A 8H30	7H15 A 9H	7H30 A 9H
Horaires soir	16H30 A 18H30	16H30 A 18H30	16H30 A 19H30	16H30 A 18H30	16H30 A 18H30	16H15 A 18H30	16H15 A 18H30	16H45 A 18H30	16H30 A 19H
Nombre de participants	20	200	76	25		15	15	12	80900 heures facturées
Coût	1,80 euros (matin) et 1,80 euros (soir)	Entre 0,91 euros et 1,79 euros la journée selon le quotient familial	0,77 euros la demi-heure	1,45 euros l'heure et 0,30 euros le goûter		1,80 euros le forfait	Matin : entre 0,74 euros et 1,83 euros Soir : entre 1,83 euros et 3,67 euros selon le quotient familial	Matin : entre 1,45 euros et 2,69 euros Soir : entre 1,38 euros et 2,90 euros selon le quotient familial	Selon le quotient familial, chiffres non communiqués

Remarques		Majoration pour les non résidents de la commune			1 forfait = 7h - 7h45 ou 7h45 - 8h45 ou 16h15 - 17h20 ou 17h20 - 18h30		Pas assez de places pour satisfaire toutes les demandes
-----------	--	---	--	--	---	--	---

Tableau 5 : Tableau comparatif Accueil Périscolaire

L'accueil du mercredi connaît deux modes de gestions différents : dans certains cas, l'accueil est assuré par la structure périscolaire, dans d'autres cas, une gestion de type « centre de loisirs » est mise en place. On peut noter qu'il y a moins de sites proposant ce service que pour l'accueil périscolaire même si la zone de couverture est identique.

Les structures suivantes mettent en place un service d'accueil du mercredi :

- Familles Rurales Le Pin,
- Point de Mire CSC Cerizay,
- Espace Méli-Mélo Familles Rurales Nueil-Les-Aubiers,
- Familles Rurales Cirières Bretignolles
- Ecole Saint Joseph de Combrand
- Familles Rurales La Forêt sur Sèvre
- CSC Mauléon

La carte n°3 de l'Atlas présente les différents modes de gestion et les structures qui mettent en place ce service.

Le tableau suivant permet également de mieux comprendre l'organisation du service de l'accueil du mercredi sur le territoire :

Structure de gestion	Familles Rurales Le Pin	Point de Mire Cerizay	Familles Rurales Nueil Les Aubiers	Familles Rurales Cirières Brétignolles	Ecole St Joseph Combrand	Familles Rurales La Forêt sur Sèvre	CSC Mauléon	
Nom du service	CLSH Le Pin	CLSH Cerizay	Mercredi Loisirs Nueil Les Aubiers	APS Cirières	APS Combrand	APS La Forêt sur Sèvre	Accueil du mercredi Mauléon	Accueil du mercredi Loublande

Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	
Jours d'ouverture	Mercredi	Mercredi	Mercredi	Mercredi	Mercredi	Mercredi	Mercredi	
Horaires	7H15 A 18H30	7H A 18H (Activités de 9h à 17h)	6H45 A 19H30 (Activités de 9h30 à 17h30)	7H A 18H	7H A 18H30	7H A 18H30	7H30 A 19H	
Nombre de places	8	100	48	6	8	15	28	20
Coût	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA Journée : entre 4 euros et 16,50 euros Demi-journée : entre 2,50 et 7,25	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	6,75 euros la demi-journée	16 euros la journée et 6 euros la demi-journée	6 euros la demi-journée	Journée : 11,80 euros (MSA) et 10,20 euros (CAF) Demi-journée : 5,90 (MSA) et 5,10 (CAF)	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	
Remarques			Priorité aux enfants originaires de la commune					

Tableau 6 : Tableau comparatif de l'accueil du mercredi

3.1.5.3 Eléments d'analyse

Un service plutôt performant :

Il existe de nombreuses structures d'accueil périscolaire qui assurent une bonne couverture sur le territoire. En effet, on recense la présence d'une structure sur quasiment toutes les communes ayant au moins une école.

Les APS essayent de répondre à la demande des parents dans la mesure du possible (pas de liste d'attente, proximité...). Cependant, seule une structure pratique une amplitude horaire élargie (6h45 à 19h30) à Nueil-Les-Aubiers. Elle constate que quasiment aucun enfant n'est accueilli pendant toute la plage horaire. Cette amplitude répond à un besoin spécifique des parents qui s'organisent au plus près de leurs horaires de travail. Lorsqu'il n'y pas d'amplitude horaire satisfaisante en accueil périscolaire, les enfants parfois très jeunes, se retrouvent seuls le matin pour se préparer et aller à l'école, dans d'autres cas les parents doivent avoir recours à une double mode de garde (périscolaire + assistante maternelle). Cette structure ne remarque aucun abus ni aucun inconvénient pour les enfants accueillis. Cependant, il est nécessaire d'adapter les activités du matin (petit déjeuner, temps calme...). La gestion du personnel est plus délicate.

Des parents peu investis dans l'organisation des services :

De nombreux parents sont demandeurs d'un élargissement des horaires d'ouverture de l'APS (à partir de 6h30 jusqu'à 19h). Cependant la plupart des structures refusent dans l'intérêt des enfants (Cirières, Cerizay). Pourtant, élargir de 30 minutes les périodes d'accueil permettrait de satisfaire une grande partie de la demande.

Les parents ne sont pas impliqués dans l'organisation, la gestion, ni même le projet pédagogique de l'accueil périscolaire. Toutefois, il a une importance particulière, ce temps où les enfants sont autonomes peut être un moment privilégié pour mettre en place de petites actions d'éducation (activité physique pour lutter contre le surpoids, sensibilisation à l'environnement...).

Il existe une demande de la part des parents pour que les APS effectuent de l'aide aux devoirs mais si certaines structures le proposent la majorité estime que l'accueil périscolaire n'a pas vocation à se substituer aux parents.

De multiples besoins pour les structures d'accueil périscolaire et du mercredi:

Certaines structures expriment le besoin d'un moyen de transport afin qu'elles puissent, pour les activités du mercredi, diversifier leurs activités (Cirières, La Forêt sur Sèvre, Saint André sur Sèvre).

Le soutien financier des collectivités publiques est indispensable pour pouvoir assurer le recrutement ou la pérennisation du personnel. Certaines structures sont contraintes de recruter des stagiaires car leurs budgets ne leur donnent pas la possibilité de travailler uniquement avec des animateurs diplômés. Les animateurs stagiaires sont assez rares sur certaines communes. Il est nécessaire d'aider les structures des petites communes à se maintenir car ces activités nécessitent une grande proximité.

Le manque de bénévoles pour gérer les structures est important et a déjà failli entraîner la fermeture de l'APS de la Forêt sur Sèvre.

Les locaux limitent la possibilité d'accueil d'enfants supplémentaires (Nueil-Les-Aubiers). Certains sont inadaptés (Cirières : local du catéchisme, cour non clôturée).

Enfin, il n'y a pas de coordination entre les APS qui ont tous des horaires différents. De plus, lorsque les enfants proviennent de plusieurs écoles (publiques et privées par exemple), celles-ci n'ont pas toujours les mêmes horaires. La gestion de l'accueil périscolaire est d'autant plus difficile.

* * *

Les accueils périscolaires et les accueils du mercredi sont des services de proximité exigeant néanmoins un personnel qualifié. Un progrès pourrait être une extension de l'amplitude d'ouverture de certains accueils. La gestion associative de certaines structures montre des difficultés et pourrait jouer sur la permanence du service.

3.1.6 Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH)

3.1.6.1 Définition

Le **Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH)** est une structure qui accueille des enfants de plus de trois ans pendant les vacances scolaires (petites et grandes vacances). Le projet pédagogique des centres de loisirs se décline en activités internes au CLSH mais aussi en sorties.

3.1.6.2 L'organisation actuelle

On note des fonctionnements différents entre structures selon s'il agît des petites ou grandes vacances. Certaines structures gèrent les petites vacances avec une logique d'accueil périscolaire. Pour les vacances d'été, des CLSH sont gérés par des structures n'ayant pas de rôle particulier pendant l'année pour l'accueil collectif.

Pour les **CLSH des petites vacances**, six structures interviennent :

- Familles Rurales Le Pin,

- Point de Mire,
- Familles Rurales Nueil-Les-Aubiers,
- Familles Rurales Combrand,
- Familles Rurales La Forêt sur Sèvre,
- CSC Mauléon.

La carte n°4 de l'Atlas présente les structures et les modes de gestion. Le tableau suivant résume les détails de fonctionnement des services.

Structure de gestion	Familles Rurales Le Pin	Point de Mire Cerizay	Familles Rurales Nueil Les Aubiers	Familles Rurales Combrand	Familles Rurales La Forêt sur Sèvre	CSC Mauléon
Nom du service	CLSH Le Pin	CLSH Cerizay	CLSH Nueil Les Aubiers	CLSH Combrand	APS La Forêt sur Sèvre	CLSH Mauléon
Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif
Jours d'ouverture	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de petites vacances scolaires
Horaires	7H15 A 18H30	7H A 18H (Activités de 9h à 17h)	6H45 A 19H30 (Activités de 9h30 à 17h30)	7H30 A 18H30 (Activités de 9h à 17h30)	7H A 18H30	7H30 A 19H
Nombre de places	20	100	48	25	15	30
Coût	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA Journée : entre 4 euros et 16,50 euros Demi-journée : entre 2,50 et 7,25	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	20 euros la journée Formules à la semaine	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA Journée : entre 4,70 euros et 14,30 euros Demi-journée : entre 1,10 et 5,90	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA
Remarques			CLSH fermé pendant les vacances de Noël	Ouvert uniquement une semaine à Pâques		

Tableau 7 : Tableau comparatif CLSH Petites vacances

Pour les **CLSH des grandes vacances**, les huit structures suivantes interviennent :

- Familles Rurales Le Pin,
- Point de Mire,
- Familles Rurales Nueil-Les-Aubiers,
- Familles Rurales Combrand,
- Familles Rurales La Forêt sur Sèvre,
- Familles Rurales Mauléon,
- CSC Mauléon,
- La Ruche.

La carte n°5 de l'Atlas cartographique présente les structures et les modes de gestion. Le tableau suivant résume les détails de fonctionnement des services.

Structure de gestion	Familles Rurales Le Pin	Point de Mire	Familles Rurales Nueil Les Aubiers	Familles Rurales Combrand	Familles Rurales La Forêt sur Sèvre	Familles Rurales Mauléon	CSC Mauléon					La Ruche
Nom du service	CLSH Le Pin	CLSH Cerizay	CLSH Nueil Les Aubiers	CLSH Combrand	CLSH La Forêt sur Sèvre	CLSH Mauléon	CLSH St Pierre des Echaubrognes	CLSH Loublande avec FR	CLSH La Chapelle Largeau / Le Temple	CLSH St Amand sur Sèvre	CLSH St Aubin de Baubigné avec FR	CLSH La Petite Boissière
Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif					Associatif
Jours d'ouverture	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires	Lundi au vendredi en période de grandes vacances scolaires					NC
Horaires	7H15 A 18H30	7H A 18H (Activités de 9h à 17h)	6H45 A 19H30 (Activités de 9h30 à 17h30)	7H30 A 18H30 (Activités de 9h à 17h30)	7H A 18H30	7H A 18H30	7H30 A 18H30					NC
Nombre de places	30	100	48	30	35	Agrément pour 110 enfants, 450 journées enfants	2200 journées enfants facturées					NC

						facturées		
Coût	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA Journée : entre 4 euros et 16,50 euros Demi-journée : entre 2,50 et 7,25	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	20 euros la journée Formules à la semaine	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA Journée : 11,80 euros (MSA) ou 10,20 euros (CAF) Demi-journée : 5,90 euros (MSA) ou 5,10 euros (CAF) Repas : 2,50 euros	18 euros la journée	Selon le quotient familial et les aides CAF ou MSA	NC
Remarques	CLSH fermé pendant le mois d'août		CLSH fermé pendant 15 jours au mois d'août	CLSH ouvert uniquement 3 semaines en juillet	CLSH dans les locaux de l'école : pas très dépaysant !			NC

Tableau 8 : Tableau comparatif CLSH Grandes vacances

3.1.6.3 Eléments d'analyse

Une structure très lisible :

La gestion mutualisée des CLSH sur Mauléon, (4 CLSH grandes vacances et un pour les petites vacances) avec une unification des tarifs pour tous les centres et pour les petites et grandes vacances, permet une meilleure lisibilité et une cohérence territoriale remarquable.

Des contraintes qui influent sur la qualité du service et la satisfaction des usagers :

L'augmentation incessante de la réglementation, notamment des normes de sécurité, contribue à faire augmenter le coût des services. Par conséquent, certains organismes éprouvent des difficultés pour recruter des animateurs diplômés en particulier pour les surveillants de baignade (Point de Mire).

Certains CLSH sont organisés dans les locaux de l'école, ils doivent donc trouver des solutions pour les petites vacances puisque l'école ne peut pas être déménagée.

La plupart des CLSH font part de difficultés fortes autour des transports (La Forêt sur Sèvre, Cirières, Saint André sur Sèvre). Le territoire est pourvu de bonnes structures de loisirs (piscine, festivals, cinémas) mais il existe un problème de mobilité important pour permettre aux enfants accueillis en CLSH de participer à ces animations. Les CLSH organisent des inter-centres dont certaines structures sont exclues faute de transport (La Forêt sur Sèvre).

Les CLSH des CSC et ceux des associations Familles Rurales n'entretiennent pas beaucoup de relations hormis l'inter-centre au Domaine de la Roche à Cerizay. Dans la mesure où la plupart des structures sont de taille modeste, les rencontres avec les enfants des autres centres sont essentielles pour favoriser leur épanouissement.

Par ailleurs, les structures déplorent un manque de moyen pour proposer des activités culturelles.

Certains CLSH, plus confrontés à la prise en charge d'enfants en très grande difficulté sociale évoquent les difficultés que cela entraîne . Ceux-ci nécessitent quasiment la présence d'un éducateur spécialisé.

D'autre part, on note que les organisations sont très différentes dans chaque CLSH sauf ceux gérés par le CSC de Mauléon où les différences sont moins marquées :

- certains fonctionnent durant tout l'été,
- d'autres n'ouvrent que trois ou quatre semaines par an,
- tous n'offrent pas d'accueil pour les petites vacances,
- les tarifs sont différents...

* * *

Les CLSH, à la fois mode de garde pour les parents et lieux d'activités pour les enfants, répondent assez globalement à la demande. Les offres proposées ne sont cependant pas très lisibles, très variables en fonction de la structure porteuse. Il faut également noter que sur une même commune selon les périodes de l'année des acteurs différents peuvent intervenir.

3.1.7 Ecole des sports

3.1.7.1 Organisation actuelle

L'école des sports de Cerizay a pour objectif de faire découvrir aux jeunes enfants de moins de 10 ans, les différents sports de manière ludique. Les enfants sont intégrés à des ateliers, pendant une année, afin de pratiquer plusieurs sports de loisirs.

L'école des sports accueille près de 170 enfants sur différents créneaux horaires :

- pour les 5-6 ans : le samedi 9h30-10h30 ou 10h45-11h45 ou le lundi 17h15-18h15
- pour les 7-8 ans : le mardi ou le jeudi de 17h15 à 18h15
- pour les 9-10 ans : sur les horaires des associations sportives.

Le coût est de 16 euros pour les enfants originaires des communes de Cerizay, Cirières, La Forêt sur Sèvre, La Ronde, Montigny, Montravers, Saint Marsault et Saint André sur Sèvre et de 30 euros dans les autres cas.

La carte n°9 de l'Atlas présente les communes d'origine des enfants qui participent à l'école des sports de Cerizay.

3.1.7.2 Une réussite difficile à pérenniser

L'objectif de découverte des sports de loisirs est primordial, en conséquence il n'y a aucune compétition dans le cadre de cette activité. L'objectif à terme est de conduire les jeunes de plus de 10 ans à intégrer et à faire vivre les clubs sportifs. Cette association est victime de son succès puisque beaucoup d'enfants souhaitent intégrer l'école des sports mais l'association ne peut pas répondre à toutes les sollicitations (30 enfants sur liste d'attente).

La gestion du personnel est problématique puisque le budget ne permet d'embaucher que des animateurs à temps partiel (3 ou 4 heures/semaine) ce qui entraîne des départs réguliers qui désorganisent la structure. Cette difficulté financière est principalement due à la diminution progressive des aides notamment de la part du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

* * *

L'école des sports est une expérience très intéressante pour le développement des enfants et pour assurer un dynamisme aux clubs sportifs. Cependant, on développement est contraint par des questions financières en particulier.

3.1.8 Aides familiales : TISF (Technicien de l'intervention sociale et familiale)

3.1.8.1 Définition

Le service de TISF met à disposition des familles en difficulté « temporaire » (naissance multiple, maladie du parent...) des professionnels, afin de soutenir les parents dans leur rôle. Ils réalisent des actions de prévention, d'éducation, d'aide à la parentalité, à la vie quotidienne (courses, ménage, gestion du budget) mais également de la garde d'enfant lorsque la problématique de la famille le nécessite.

3.1.8.2 Organisation actuelle

Le service de TISF est assuré par l'association ADMR Famille de Parthenay.

Le coût de l'intervention d'une TISF est de 31.84 euros lorsqu'il n'y pas de prise en charge. Le tarif est de 19.90 euros dans le cadre des fonctions classiques d'aide ménagère et de garde d'enfant. Mais lorsque la prise en charge est préconisée par une assistante sociale, elle est gratuite pour le bénéficiaire.

Cette association départementale couvre naturellement l'ensemble du territoire de Delta Sèvre Argent comme la carte n°8 de l'Atlas le présente. 150 familles bénéficient ce service réalisé par 12 professionnelles pour l'ensemble du département.

3.1.8.3 Eléments d'analyse

Un service efficace :

La gestion départementale faite par l'ADMR est satisfaisante, c'est la seule structure à offrir ce type de service sur Delta Sèvre Argent. Le service TISF dispose d'un agrément départemental. La départementalisation permet de gérer la fluctuation des demandes.

La volonté de professionnalisation des bénévoles prônée par la CAF (formation, réglementation des enquêtes...) et le renforcement de l'encadrement de l'action des TISF est une bonne initiative mais a eu pour conséquence de désengager un nombre important de bénévoles.

Parallèlement, une hausse de l'activité sur le Nord Deux Sèvres est constatée. Elle est due soit :

- ⇒ à une augmentation des besoins,
- ⇒ à une meilleure détection des familles en situation difficile,
- ⇒ à une meilleure connaissance des services.

La prise en charge est de courte durée (5 ou 6 mois) mais elle peut être renouvelée et des aménagements sont possibles si le besoin perdure.

Une réunion est prévue par le Service Action Social Territorialisé à Bressuire en novembre 2007 pour tenter une coordination des acteurs du secteur de l'aide aux familles. Pour cette structure, il serait souhaitable que Delta Sèvre Argent prenne la compétence sociale pour coordonner les actions en faveur des familles et de la petite enfance sur le territoire, puisque ce service intervient auprès des parents mais dans l'intérêt de l'enfant.

Un service qui pourrait avoir un rôle encore plus important :

Le nombre de TISF en Deux Sèvres (12 en activité) est très inférieur au nombre de TISF dans les départements limitrophes : 100 en Maine et Loire, 100 en Charente et 100 en Charente Maritime. En outre, le regroupement et la professionnalisation entraînent une perte importante de bénévoles. Le service d'aide aux familles est donc dans une situation délicate tant pour la détection des besoins que pour les possibilités d'apporter une réponse satisfaisante aux familles en difficulté. Beaucoup de besoins ne sont pas satisfaits sur le territoire (faute de bénévoles dans les communes pour faire remonter les demandes).

Par ailleurs, la départementalisation du service est récente (1er janvier 2007) et n'a pas obtenu le soutien de tous les acteurs (bénévoles et certaines TISF). De plus, comme l'ADMR joue la carte de la concurrence, des conflits s'expriment avec des structures ayant des services connexes à celui des TISF comme l'Association des Paralysés de France pour l'accompagnement des personnes handicapées.

3.1.9 Aide ménagère à la famille et garde d'enfants à domicile

Ce service est exécuté par les associations d'aide à domicile avec le même personnel. L'activité est très variable et les prises en charge sont temporaires.

La carte n°11 de l'Atlas présente la couverture du territoire de Delta Sèvre Argent par les services de garde d'enfants à domicile. La carte n°12 de l'Atlas présente les associations ayant un service d'aides ménagères à la famille. Le tableau suivant présente les différents services proposés :

Nom de la structure	ASSOCIATION DEPARTEMENTA LE FAMILLES RURALES	ADMR CANTON DE MAULEON	PROXIM' SERVICES ACPADI 79	BOURSE D'AIDE AUX CHÔMEURS BRESSUIRAI S	ADMR COURLAY	ADMR NORD CERIZEEN	ADMR COURLAY
Type de service	Garde d'enfants à domicile	Garde d'enfants à domicile	Garde d'enfants à domicile	Garde d'enfants à domicile	Garde d'enfants à domicile	Aide ménagère à la famille	Aide ménagère à la famille
Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif
Jours de fonctionnement du service	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi	Tous les jours	Tous les jours	Tous les jours	Lundi au vendredi	Lundi au vendredi
Horaires	En fonction des besoins de la famille	En fonction des besoins de la famille	En fonction des besoins de la famille	En fonction des besoins de la famille	7h30 A 9h et de 18h A 2h du matin	Le matin	8h à 18h
Nombre de personnes bénéficiant du service	NC	3 enfants = 1 famille	NC	NC	NC	20 familles	25 familles
Coût	19 euros de l'heure	20.80 euros de l'heure	17,85 euros en prestataire et 13 euros en mandataire	14,50 à 16,50 euros de l'heure	20.80 euros de l'heure et 23.47 euros le dimanche et les jours fériés	En fonction des ressources	17.16 euros de l'heure et 19.83 euros le dimanche et les jours fériés
Remarques				Enfants de plus de 3 ans uniquement			

Tableau 9 : Tableau comparatif Garde d'enfants à domicile et Aide ménagère à la famille

3.1.10 Visites encadrées

Pour le territoire de Delta Sèvre Argent, deux services sont habilités à organiser des « visites encadrées » ordonnées par le juge aux affaires familiales :

- L'association Intermèdes Nord 79 qui propose un lieu de rencontre à Bressuire et un accompagnement de ces visites par des professionnels spécialisés.
- L'association ADMR Familles Deux Sèvres dispose également de l'habilitation pour exercer cette mission. Dans ce cas, le TISF organise dans un lieu neutre et assiste aux visites entre des enfants et des parents qui n'en ont plus la garde.

3.1.11 Aide aux devoirs - Soutien scolaire - Accompagnement scolaire

3.1.11.1 Définition

Tout d'abord, il faut distinguer l'aide aux devoirs mise en place dans certains accueils périscolaires et l'accompagnement à la scolarité mis en place par les CSC dans le cadre des contrats locaux d'accompagnement à la scolarité. Ce dispositif d'accompagnement à la scolarité est destiné aux enfants en difficulté scolaire. Un contrat de soutien et d'accompagnement scolaire est signé entre les parents et une association effectuant du soutien scolaire afin d'assurer une prise en charge de l'enfant en difficulté durant une année. Des objectifs sont fixés entre l'association, les parents et l'enfant et doivent être atteints en fin d'année (très proche du contrat de réussite éducative mis en place par les politiques de la ville, les sanctions financières en moins).

3.1.11.2 L'organisation actuelle

Les structures mettant en place de l'accompagnement scolaire sont :

- Point de Mire à Cerizay pour 16 enfants (uniquement pour le primaire)
- Le CSC de Nueil-Les-Aubiers pour 22 enfants (du CP à la 5ème)
- Le CSC de Mauléon.

L'aide aux devoirs est proposée dans certains accueils périscolaires comme au Pin par exemple.

La carte n°10 de l'Atlas présente la couverture du territoire par ces services.

3.1.11.3 Eléments d'analyse

L'accompagnement à la scolarité, une chance pour progresser :

Ce dispositif est à destination des enfants en classe primaire (ou parfois secondaire) orientés par l'éducation nationale. La prise en charge s'effectue sur un an (2 heures, 2 à 4 soirs par semaine) comprenant une aide aux devoirs, une aide méthodologique, de l'écoute, des activités collectives. Le soutien permet aux enfants en difficulté de sortir de l'échec scolaire, de se développer et d'acquérir des méthodes de travail. Il offre une assistance aux parents sans les culpabiliser et permet de faire sortir des enfants et des familles de l'isolement.

Un service qui ne peut pas satisfaire tout le monde :

Dans ce domaine les besoins sont bien plus importants que les capacités de prise en charge que les associations peuvent proposer. Les demandes sont nombreuses pour les enfants scolarisés dans le primaire (liste d'attentes). Par ailleurs, une action identique serait nécessaire pour tout le secondaire.

L'encadrement par des bénévoles est parfois insuffisant dans certaines matières mais également en raison de l'investissement fort qui est nécessaire pour mener à bien cet accompagnement. Cependant, le manque de moyens financiers rend impossible l'embauche de personnel qualifié et interdit l'élargissement du projet d'accompagnement à un nombre d'enfant plus important.

Il est regrettable qu'une solution transitoire ne puisse être proposée postérieurement à cette prise en charge afin de consolider les acquis lorsque cela est nécessaire.

Enfin, il existe probablement d'autres structures effectuant de l'aide aux devoirs mais le manque d'informations centralisées dans ce domaine ne permet pas de repérer toutes les structures qui offrent ce type de service. L'offre et la demande de service dans ce domaine ne sont donc pas correctement mises en relation.

* * *

L'accompagnement scolaire mis en place par les CSC permet des progrès importants pour les enfants qui en bénéficient. L'impact de cet accompagnement se traduit directement chez l'enfant mais aussi auprès de ses parents et de sa famille. Néanmoins ces services sont contraints par la disponibilité et la compétence des bénévoles qui les animent.

3.1.12 Réseau de garde d'urgence

Sous la responsabilité de Familles Rurales Le Pin et en collaboration avec Familles Rurales Cirières Bretignolles, un réseau de garde d'urgence a été mis en place sur les trois communes où interviennent ces associations. Il s'agit d'un système de prêt de temps aux autres membres du réseau pour pallier à des situations où aucun autre mode de garde n'est possible. Ce réseau peut être tout à fait intéressant en cas de petites maladies des enfants qui ne peuvent pas être accueillis en structure collective par exemple. Une vingtaine de parents adhèrent à ce réseau et ont choisi de donner de leur temps en cas de besoin.

* * *

Cette expérience de solution de garde d'urgence est très intéressante et le collectif P'tite enfance famille réfléchit à des possibilités d'extension de ce dispositif sur d'autres communes.

Les services à destination de la Petite Enfance s'efforcent de répondre aux demandes des familles le plus souvent à la recherche d'un mode de garde. Certaines demandes sont très contraintes par les horaires de travail des parents pas toujours en adéquation avec les horaires que proposent les différents services.

Les demandes de solutions de garde sont très importantes et devraient encore croître si de nouvelles populations s'installent sur le territoire grâce au développement de la 2x2 voies.

L'accueil collectif est assez efficace sur le territoire, mais on note un manque de places particulièrement sur Mauléon.

L'accueil chez les assistantes maternelles permet de répondre en particulier aux demandes de gardes atypiques. Le métier d'assistante maternelle se renforce par la formation, l'adhésion aux RAM, mais les salaires restent bas pour des métiers exigeants.

Les services d'accueil périscolaire, accueil du mercredi et CLSH permettent de proposer des animations aux enfants en dehors des périodes d'école. Cependant, les intervenants sont multiples et ont des gestions et des organisations très différentes et souvent inéquitables.

L'accompagnement scolaire et l'école des sports sont des initiatives très intéressantes pour aider au développement de l'enfant à la fois dans sa vie scolaire et dans ses loisirs. Malheureusement ces initiatives ne couvrent pas la totalité du territoire. De même, le réseau de garde d'urgence ne s'applique pour l'instant que sur trois communes.

Le service d'aides familiales permet de répondre à des situations de crise mais sa départementalisation pourrait mettre en danger ce service en raison de la non-adhésion au projet par de nombreux bénévoles.

Le secteur de la petite enfance est très dynamique et perçoit bien les apports que leurs services pourraient avoir si la coordination et la coopération à l'échelle intercommunale étaient développées.

3.2 La jeunesse

On note un déficit important de politiques sociales spécialement en faveur des jeunes, mis en évidence particulièrement par les responsables des CSC. Parallèlement les intervenants du secteur constatent une augmentation de la précarité chez les jeunes.

Les actions menées permettent de répondre aux difficultés urgentes mais il n'y a pas de suivi social ni d'accompagnement sur le long terme. En conséquence, de nombreux jeunes n'arrivent pas à se réinsérer durablement. Ils font face à des problématiques liées au logement, à l'emploi, à la santé, à la mobilité. De manière plus précise, concernant l'emploi, les situations sont particulièrement problématiques et nombreuses : emploi précaire (temps partiel, SMIC, peu de perspectives d'évolution...), conditions de travail difficiles (horaires décalés/de nuit, maladies professionnelles, accident du travail).

La lutte contre la précarité doit devenir une priorité pour aider les jeunes qui en sont victimes et qui sont dans l'incapacité d'accéder à une vie stable (prendre un logement avec des garanties suffisantes, faire une demande de crédit pour l'achat d'un véhicule...). Par ailleurs, l'organisation du travail en horaire décalé peut entraîner des difficultés dans l'organisation de la vie personnelle (accéder aux services administratifs lorsque que les créneaux de permanence sont réduits, faire garder les enfants...). Il est important de soutenir cette population et de l'aider à s'intégrer durablement sur le territoire afin d'éviter un départ massif des populations jeunes.

3.2.1 Information – Prévention

Des structures d'information intéressantes :

Des dispositifs d'information : les points informations jeunesse (PIJ) ont été mis en place aux CSC de Mauléon et de Nueil-Les-Aubiers et connaissent une forte affluence. L'accès au point information est encadré par du personnel ce qui permet aux usagers d'être accompagnés dans leurs recherches (études, formations, loisirs, logement, dossiers administratifs...).

Horaires d'ouverture des PIJ	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
PIJ Mauléon		10h à 12h	10h à 12h	10h à 12h	10h à 12h	10h à 12h	
		14h à 17h	14h à 17h				
PIJ Nueil-Les-Aubiers			9h à 12h	9h à 12h	9h à 12h	9h à 12h	
	14h à 18h	14h à 19h	14h à 19h	14h à 19h	14h à 19h		

Tableau 10 : Horaires d'ouverture des PIJ

A Cerizay des actions d'information et de prévention sont mises en place dans les collèges par l'association Point de Mire. Cf. carte n°17 de l'Atlas.

Il existe un centre de prévention et de dépistage des maladies sexuellement transmissibles à Bressuire.

La prévention négligée sur le territoire :

Il faut remarquer que les structures de planification comme le planning familial sont pour l'instant très éloignées (situées à Niort) et ne permettent pas aux jeunes d'avoir un accès à la prévention et aux services de santé facilement pour le dépistage de maladies, la contraception... ou à une écoute.

D'une part, il serait important de mettre en œuvre une politique de prévention forte sur les conduites à risque notamment sur la sexualité (recrudescence des grossesses précoces signalées par les chefs d'établissements).

D'autre part, il est nécessaire de renforcer voire de multiplier ces lieux de diffusion de l'information mais également de créer des lieux d'accès gratuit à Internet de type cybercentre avec un encadrement et une formation.

Une structure du Conseil Général, très efficace sur Niort, crée un service à Bressuire :

L'AGORA , créé en 2005, est un service de la protection maternelle et infantile (PMI) du Conseil Général des Deux Sèvres qui a pour mission l'information, l'écoute et l'aide aux jeunes entre 12 et 25 ans. Ce service est compétent pour exercer des missions de prévention, de planification, et d'information par le biais d'un Point Accueil et Ecoute Jeunes (PAEJ). Il est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 17h sans interruption et met également à disposition un site Internet qui renvoie aux sites nationaux d'information des jeunes (www.lagora.cg79.fr).

Son objectif est de diffuser une information et d'aider les jeunes qui rencontrent des difficultés sur des sujets tels que les drogues et dépendances, la vie affective et la sexualité, les problèmes psychologiques, les violences physiques et psychologiques et plus globalement toutes les conduites à risques. Ce centre est confidentiel et gratuit, les intervenants sont tenus au secret professionnel bien qu'ils soient dans l'obligation de faire un signalement de toute personne en danger ou en risque de danger. L'équipe est composée de sept professionnels : un médecin, une sage femme (également conseillère en économie sociale et familiale), une psychologue, une assistante sociale, une conseillère conjugale, une animatrice d'actions collectives et une secrétaire.

Le centre effectue deux types d'actions : des actions collectives sous forme de conférences et de débats dans les collèges et les lycées ou au sein d'associations qui en font la demande et des entretiens individuels qui restent avant tout la priorité de l'équipe.

Les entretiens individuels sont pris généralement sur rendez-vous, mais tout jeune qui franchit la porte sera accueilli. Les entretiens ont lieu entre 12h et 17h. Les jeunes sont reçus par un membre de l'équipe assurant l'accueil à tour de rôle. Cette première personne rencontrée orientera le jeune vers l'intervenant le plus adéquat. Parfois le premier entretien laisse entrevoir une problématique sous-jacente qui nécessite l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire, l'objectif est alors de faire accepter au jeune une prise en charge plus globale. Les entretiens ne sont jamais des consultations de soins. Malgré tout, ils peuvent parfois donner lieu à des prescriptions médicales pour des cas spécifiques (prescription de pilule, pilule du lendemain...) ou à des tests de dépistages d'infections sexuellement transmissibles (IST) ou encore à des tests de grossesse. Dans les autres cas, les jeunes sont orientés vers des intervenants partenaires : médecin de ville, hôpital, psychologue...

Les motifs de visite les plus fréquents sont relatifs à la sexualité (dépistage d'IST, contraception, test de grossesse...) qui sont d'ailleurs souvent un prétexte pour évoquer des situations plus difficiles. Il faut noter que les demandes d'avortement sont fréquentes et en augmentation (au cours du mois de juillet, 7 cas de grossesses précoces ont été constatées dont 5 ont donné lieu à une orientation vers l'hôpital pour un avortement). Les questions d'ordre psychologique sont fréquentes et peuvent aller jusqu'à des demandes d'hospitalisation en psychiatrie. Il existe aussi un nombre important de jeunes rencontrant des difficultés avec leurs familles (rupture avec un ou plusieurs membres de la famille, cas de maltraitance...). Enfin, il existe également quelques cas de prostitution de couple (la jeune femme reste avec un homme plus âgé dans le seul but de se faire entretenir avec une forte soumission de sa part, des maltraitances constatées).

Le public rencontré est majoritairement féminin (les demandes relatives à la contraception sont nombreuses), mais la fréquentation du centre par des jeunes hommes représente une part non négligeable et en augmentation forte. La moyenne d'âge est jeune puisqu'elle se situe entre 12 et 15 ans.

Enfin, il arrive que les parents recherchent des informations ou un soutien auprès de l'AGORA bien que ce service n'ait pas pour mission l'information des adultes. En effet, être un lieu d'information pour les parents aurait pour conséquence probable de dissuader les jeunes de recourir à ces services.

Les parents sont donc renseignés, la plupart du temps par téléphone, sur les services que l'AGORA peut apporter à leurs enfants, ou sinon orientés vers d'autres structures qui pourront répondre à leurs questions. Bien sûr, aucune information concernant les mineurs qui consultent ne sont délivrées à qui que ce soit (ni à la police, ni aux parents).

AGORA Nord, une ouverture annoncée mais incertaine :

Un nouveau service de la PMI va voir le jour sur Bressuire « AGORA Nord » au mois de septembre 2007. L'équipe sera composée d'un médecin, d'une psychologue, d'une sage-femme, d'une secrétaire. Les missions et le fonctionnement seront identiques mais les interventions seront adaptées aux problématiques de la population jeune du territoire du Pays du Bocage Bressuirais. A terme, l'AGORA Nord devrait mettre en place un PAEJ qui permettra aux jeunes de venir s'informer sur tous les domaines de la santé et de la prévention.

* * *

L'information et la prévention pour les jeunes sont des préoccupations très importantes. Les actions développées dans ce sens permettent d'accompagner les jeunes et de dépasser durablement les problèmes auxquels ils peuvent être confrontés. Même si certaines structures se rapprochent en s'implantant à Bressuire, le déplacement jusqu'à celles-ci peut encore s'avérer délicat pour des jeunes en difficulté.

3.2.2 Maison d'accueil à caractère social

3.2.2.1 Définition

Une **maison d'accueil à caractère social** est une structure qui accueille des enfants placés au titre de l'aide sociale à l'enfance, soit par décision administrative soit par décision judiciaire.

L'association porteuse de cette structure sur Delta Sèvre Argent est également employeur **d'assistants familiaux**. Ces personnes accueillent à titre permanent et moyennant rémunération des enfants âgés de 6 à 21 ans placés au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

3.2.2.2 La maison de l'enfance du Puy Genest à Cerizay

Une maison d'accueil à caractère social (maison de l'enfance) a été inaugurée à Cerizay le 6 juillet 2007. Cet établissement est destiné à accueillir 15 enfants à temps complet. La structure a pour objectif de mettre en place un accueil mixte : un temps en milieu ouvert (au domicile des parents) et un temps dans la structure d'hébergement. Ce mode d'accueil concernera à terme 15 autres enfants.

Elle se destine également à l'accueil d'enfants par des assistants familiaux (familles d'accueil) qui seront salariés de l'association R.E.B.O.N.D.S (Réseau Enfance Bocage Nord Deux Sèvres, association qui gère la maison de l'enfance). Les assistants familiaux prendront en charge 15 enfants également.

La maison de l'enfance entretient des relations avec les autres associations de protection de l'enfance des Deux Sèvres, le Conseil Général des Deux Sèvres, Intermèdes Nord 79. Elle est en lien avec de nombreuses associations sportives et culturelles sur Cerizay (Point de Mire, école des sports, associations sportives...).

Elle tient à rester ouverte sur l'extérieur, en interaction avec la vie de la commune et a fait participer la population au projet de l'établissement dès l'origine (exemple : plusieurs réunions d'information de la population, le parc du château est également un espace de jeux public et ouvert à tous, l'établissement dispose d'un appartement qui peut accueillir momentanément des intervenants...).

De plus, l'association organise des journées de formation et d'information pour les assistants familiaux.

3.2.2.3 Des difficultés pour répondre à la demande

La structure ne peut pas faire face au nombre important de demandes de placement sur le Pays du Bocage Bressuirais. Par ailleurs, il existe un besoin important de relais enfant/famille mais aucune structure ne propose ce type de service en Nord Deux Sèvres.

Le CMPEA (Centre Médico-Psychologique pour Enfant et Adolescent) n'est pas en capacité de répondre aux besoins spécifiques des enfants pris en charge par la maison de l'enfance (pendant une longue période il n'y a pas eu de médecin sur le secteur). En outre, aucune structure

ne permet la prise en charge des enfants sur le plan psychologique, l'hospitalisation des enfants en grande souffrance morale ne peut se faire qu'à l'hôpital psychiatrique de Niort.

Enfin, Il n'existe pas de structure de proximité pour la scolarisation adaptée aux enfants souffrants de problèmes comportementaux importants.

* * *

Au final, bien que la création de la maison de l'enfance à Cerizay ait permis de pallier à une défaillance en terme de prise en charge des enfants en danger, en risque de danger, mais également de l'enfance délinquante, les capacités d'accueil sont bien inférieures aux besoins. Il manque également tout un maillage de structures partenaires permettant d'offrir une prise en charge de tous les aspects des difficultés spécifiques que rencontre ce public.

3.2.3 Foyers de jeunes

3.2.3.1 L'organisation actuelle

On compte de nombreux foyers de jeunes sur le territoire. Ce sont des lieux de vie ouverts aux jeunes dans les communes. En parallèle de ce lieu de vie, certains foyers sont supports de projets des jeunes pour cela ils peuvent bénéficier de l'accompagnement d'un animateur.

On trouve des foyers de jeunes dans les communes suivantes :

- Loublande animé par le CSC de Mauléon,
- Saint-Pierre des Echaubrognes animé par le CSC de Mauléon,
- Saint-Aubin de Baubigné animé par le CSC de Mauléon,
- Moulins animé par le CSC de Mauléon,
- La Chapelle Largeau animé par le CSC de Mauléon,
- Le Temple animé par le CSC de Mauléon,
- Mauléon animé par le CSC de Mauléon,
- Saint-Amand sur Sèvre animé par le CSC de Mauléon,
- Rorthais animé par le CSC de Mauléon,
- Nueil-Les-Aubiers animé par le CSC de Nueil-Les-Aubiers,
- La Petite Boissière,
- Montravers,
- Bretignolles animé par l'association Familles Rurales Cirières Bretignolles,
- Combrand,
- Cerizay animé par le CSC Point de Mire,
- Saint-André sur Sèvre,
- Saint-Marsault,
- La Ronde animé par l'association Familles Rurales La Ronde.

La carte n°16 de l'Atlas présente les différentes implantations et l'intervention d'animateur. Le tableau suivant présente les différents foyers de jeunes et leurs organisations :

Foyer de jeunes	Loublande	Saint-Pierre des Echaubrognes	Saint-Aubin de Baubigné	Moulins	La Chapelle Lareau	Le Temple	Mauléon	Rorthais	Saint Amand sur Sèvre	La Petite Boissière	Montravers	Combrand	Nueil Les Aubiers	Bretignolles	Cerizay	Saint André sur Sèvre	Saint Marsault	La Ronde
Structure porteuse	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	Association	CSC Nueil-Les-Aubiers	NC	Point de Mire	Association	Association	Familles Rurales La Ronde
Animation	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon	CSC Mauléon				CSC Nueil-Les-Aubiers	Familles Rurales Cirières Bretignolles	Point de Mire			Familles Rurales La Ronde
Nombre de jeunes	NC	NC	NC	Fermé (classe d'âge creuse)	NC	NC	NC	NC	NC	40	15	28	100	NC	60	25	90	16
Bureau jeunes	NC	NC	NC	NC	NC	NC	oui	NC	NC	oui	oui	oui	non	NC	non	oui	oui	oui
Bureau adultes	NC	NC	NC	NC	NC	NC	oui	NC	NC	NC	oui	oui	Bureau CSC	NC	Bureau Point de Mire	non	oui	Bureau Familles Rurales La Ronde
Jours d'ouverture	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	Tous les jours : ouverture à la demande	Selon la demande	Vendredi, Samedi et Dimanche	Mercredi, Vendredi et Samedi (Semaine pendant les vacances)	NC	Samedi et dimanche (Semaine pendant les vacances)	Vendredi, Samedi et Dimanche	NC	Vendredi et Samedi (Tous les jours pendant les vacances)

Horaires	N C	NC	NC	NC	N C	N C	N C	N C	N C	ouverture à la demande	Heure de fermeture maximale : 2h du matin	Vendredi : 20h à 23h Samedi : 14h à 19h et 20h à 0h Dimanche 14h à 20h	14h à 18h (Vendredi 20h30 à 23h)	NC	14h à 23h	Vendredi soir, Samedi et Dimanche après-midi	NC	Samedi après- midi Heure de fermeture maximale : 2h du matin
----------	--------	----	----	----	--------	--------	--------	--------	--------	------------------------------	---	---	--	----	-----------	--	----	--

Tableau 11 : Tableau comparatif Foyers de jeunes

3.2.3.2 Eléments d'analyse

L'animation des foyers par un professionnel, un moyen pour accompagner et enrichir ce service :

Les jeunes sont fortement impliqués dans la création et la gestion des foyers de jeunes. Certains foyers bénéficient de l'intervention d'animateurs : il s'agit des foyers gérés par le CSC de Mauléon, par le CSC de Nueil-Les-Aubiers, par Point de Mire et par Familles Rurales. Cette présence d'un animateur adulte permet de cadrer les activités du foyer mais aussi de concrétiser certains projets, initiés par les jeunes, mais dont le montage est parfois complexe.

Malheureusement tous les foyers de jeunes ne disposent pas d'un éducateur ou animateur pour intervenir notamment dans les petites communes.

Une pérennité souvent fragile :

L'activité des associations de jeunes est fluctuante en fonction du nombre de jeunes de la tranche d'âge sur les communes, les besoins évoluent en conséquence. On peut aussi noter que parfois un groupe de jeunes s'approprie l'accès au lieu de vie en excluant, de fait, certains.

Il est indispensable d'organiser une double gestion : jeunes et parents bénévoles ou animateurs pour pérenniser l'organisation des foyers et l'encadrement des activités. Cependant, seuls quelques foyers ont adopté ce mode de gestion.

Enfin, on constate que les jeunes partent souvent étudier dans d'autres départements et ne gardent pas beaucoup d'attaches sur le territoire faute d'actions adaptées à leurs besoins. (à Montravers, les deux responsables sont étudiantes à Bordeaux et à Angers et sont très rarement présentes).

Par ailleurs, il faut noter que certains foyers de jeunes souhaitent rester indépendants et ne veulent ni être intégrés aux actions communes des autres foyers de jeunes, ni bénéficier d'un animateur (foyer de jeunes de la Petite Boissière). Cependant, cette volonté d'indépendance traduit souvent le désir de ne pas être « contrôlé » pour rester libre de consommer de l'alcool par exemple.

* * *

Les foyers de jeunes contribuent à maintenir des activités dans les communes, y compris les plus petites. C'est un moyen d'ancrer les jeunes du territoire à une échelle locale alors que pour le collège ou le lycée, ils sont regroupés sur des pôles principaux. Les foyers de jeunes sont de véritables acteurs de la vitalité de certaines communes. L'animation est importante pour cadrer les activités et promouvoir le développement de projets.

3.2.4 Activités pour les jeunes (activités, camps et séjours, école de musique)

3.2.4.1 De multiples activités proposées aux jeunes

De multiples activités sont proposées aux jeunes, on peut distinguer trois types d'activités :

- des activités de loisirs,
- des camps et séjours,
- l'école de musique du Pays du Bocage

Les activités de loisirs sont proposées par des animateurs, ce sont des activités sur place mais également des sorties plus événementielles. Ces activités ont lieu dans l'année mais surtout au cours des petites et grandes vacances.

Les structures qui proposent des activités de loisirs pour les jeunes sont les suivantes :

- L'association Peace Vache de Combrand,
- L'association CSC Point de Mire à Cerizay (Centre d'Animation Jeunesse),
- Le CSC de Nueil-Les-Aubiers (Centre d'Animation Jeunesse et Centre de loisirs et d'animation pour tous),
- Le CSC de Mauléon (Activités et ateliers pour les jeunes),
- Les associations Familles Rurales du Pin et de Cirières-Bretignolles.

La carte n°13 de l'Atlas présente les communes couvertes par des activités pour les jeunes.

Le tableau suivant présente les différentes activités de loisirs pour les jeunes.

Structure de gestion	Association Peace Vache	Point de Mire	Familles Rurales Le Pin	CSC Nueil Les Aubiers	CSC Nueil les Aubiers	CSC Mauléon
Nom du service	Activités pour jeunes	Centre d'Animation Jeunesse	Activités pour jeunes	Centre de Loisirs et d'Animation Pour Tous	Centre d'Animation Jeunesse	Ateliers - activités pour les jeunes
Période	Toute l'année	été	Toute l'année	Toute l'année	Toute l'année	Toute l'année

Jour	Indéfini	Du lundi au vendredi	Indéfini	Du lundi au vendredi	Du lundi au vendredi	Mercredi et samedi
Horaires	Pas d'horaire	14h à 23h	Selon les activités	Selon les activités	Selon les activités	Selon les activités
Nombre de places	Indéfini	60	8 ou 12 selon les possibilités du minibus	16, 24 ou 48 en fonction du moyen de transport	16, 24 ou 48 en fonction du moyen de transport	115
Coût	Gratuit	15,50 d'adhésion/5,50 pour l'été/+ coût en fonction des sorties	Selon les activités	Selon ressources et aides	Selon ressources et aides	NC
Remarques				Jeunes de 9 à 12 ans	Jeunes de 12 à 17 ans	

Tableau 12 : Tableau comparatif Activités de loisirs pour les jeunes

Les camps et séjours sont proposés par différentes structures : il s'agit dans la plupart des cas de séjours courts (une semaine). La majorité de ces séjours ont lieu durant l'été. Seul le CSC de Nueil-Les-Aubiers organise un séjour à la montagne en hiver. Le nombre de places pour ces séjours correspond en général aux possibilités de déplacement (1 ou 2 minibus, 1 grand car...).

La carte n°14 de l'Atlas présente les communes où une offre de séjour existe. Le tableau suivant présente les différents séjours :

Structure de gestion	Point de Mire	Familles Rurales Le Pin	CSC Nueil Les Aubiers	CSC Nueil Les Aubiers	CSC Mauléon
Nom du service	Séjours « Vacances plein les yeux »	Camps et mini camps	Séjour à la neige	Séjours « Vacances plein les yeux »	Chantier de jeunes « Vacances plein les yeux »
Période	été	été	une semaine en mars	été	été
Durée	Semaine	Journée ou semaine	1 semaine	Semaine	Semaine
Destinations	Séjour Paris / Camps nature	nature/mer/bisonland/Tunisie/	montagne	Dordogne / Randonnée équestre / Aventure sensation	Mauléon
Nombre de places	32	77	58	48	16
Coût	210 euros / 260 euros	Selon les camps et en fonction du quotient familial	400 euros	270 euros / 220 euros / 250 euros	130 euros
Remarques				Jeunes entre 12 et 15 ans	

Tableau 13 : Tableau comparatif des séjours et camps pour les jeunes

Les données présentées dans le tableau ne prennent pas en compte les participations à d'autres séjours organisés par d'autres CSC des Deux-Sèvres dans le cadre de Vacances Plein les Yeux (49 enfants du CSC de Mauléon participent à d'autres séjours).

L'école de musique du Pays du Bocage Bressuirais a son siège à Bressuire et des antennes dans les trois pôles de Delta Sèvre Argent : Mauléon, Nueil-Les-Aubiers et Cerizay. 224 enfants de la Communauté de Communes fréquentent ce service. La carte n°15 de l'Atlas présente le nombre de participants par communes. Cette structure est portée par le Pays du Bocage Bressuirais.

3.2.4.2 Eléments d'analyse

Une offre de loisirs pour les adolescents qui répond bien à la demande :

Il existe, notamment pendant les périodes de vacances, des activités de loisirs qui ont un réel succès auprès des adolescents. De nombreux séjours, voyages à l'étranger, ateliers sont proposés aux jeunes.

Les chantiers de jeunes servent parfois de support à des relations intergénérationnelles. Les personnes âgées partagent leur savoir sur l'histoire d'un bâtiment à rénover ou les techniques de construction par exemple.

Une école de musique qui n'est accessible pour tous :

L'école de musique du Pays du Bocage dispose de trois antennes (Nueil-Les-Aubiers, Cerizay, Mauléon) ce qui facilite l'accès à la pratique musicale. Les 3 antennes de l'école proposent toutes de l'éveil musical et la pratique des nombreux instruments (entre 8 et 10 instruments par antennes).

L'inexistence de transport vers les antennes de l'école de musique diminue le public potentiel. Les exigences de mobilité sont fortes pour pouvoir participer à l'école de musique : il y a au moins trois cours par semaine. Les personnes habitant dans les communes les plus éloignées des antennes sont beaucoup moins représentées (Saint Marsault, La Ronde, Saint Jouin de Milly, La Forêt sur Sèvre, Loublande, Saint Pierre des Echaubrognes).

Selon le directeur, la communication sur l'école de musique est insuffisante. Un animateur va être recruté pour développer la communication et une offre événementielle. Il précise également que le coût élevé de la pratique musicale peut être dissuasif (entre 111 euros et 883 euros). Enfin, on peut noter que les locaux de Mauléon ne sont pas très adaptés pour la pratique musicale.

* * *

Une offre de loisirs est proposée aux adolescents qui l'apprécient et fréquentent ces diverses activités. Cependant certaines communes, souvent de petites tailles, ne permettent pas l'accès à ces services ou sont relativement éloignées des lieux d'activités. La question des déplacements peut poser problème à certains jeunes pour participer aux animations. On peut rappeler que globalement les sports et les loisirs ne sont pas traités dans cette étude.

De nombreuses activités sont mises en place pour constituer une offre de loisirs éducatifs aux jeunes du territoire. Les foyers de jeunes sont des lieux de vie qui permettent aux jeunes de vivre des activités sur leur commune. Les autres animations, souvent ponctuelles, ainsi que les camps et séjours s'appuient sur l'aspect événementiel qui motive assez bien les jeunes. Au-delà de toutes ces animations, l'information et la prévention sont des axes importants de l'action sociale en faveur des jeunes, les PIJ sont des relais d'information importants. Le développement de l'AGORA Nord devrait être un point positif sur le plan de la prévention. La question des déplacements des jeunes pour participer aux activités, à l'école de musique ou pour aller aux futures permanences de l'AGORA Nord ne doit pas être négligée.

3.3 Les adultes et les familles

Sur le territoire comme au niveau national on constate une augmentation régulière du nombre de familles monoparentales en situation difficile. Parallèlement, l'augmentation régulière de la fréquentation des foyers d'urgence et d'hébergement reflète de nombreuses situations problématiques sur le territoire.

Les structures estiment qu'il demeure un nombre important de personnes très éloignées du marché du travail. Cette population en difficulté professionnelle est plutôt âgée (50 ans), exclue du monde du travail (licenciement). Une autre catégorie de personnes se trouve de plus en plus souvent dans une situation financière instable. Ce sont les personnes embauchées dans des emplois précaires tel que les salariés ou ouvriers à temps partiel, les travailleurs agricoles dont le salaire ne permet pas de vivre correctement, mais aussi les personnes qui travaillent dans le domaine des services à la personne. Les femmes sont particulièrement touchées par le chômage. Ces personnes sont contraintes de rechercher une source de revenus complémentaires et font souvent appel aux services de la Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais (BACB) pour effectuer quelques heures de travail supplémentaires.

3.3.1 Hébergement d'urgence et Hébergement temporaire

3.3.1.1 Définition

Hébergement d'urgence : Lieu dans lequel une personne peut être accueillie sans délai pour une ou deux nuits.

Hébergement temporaire : Logement mis à disposition d'une personne en grande difficulté dans un délai bref (quelques jours) pour une période de trois à six mois.

3.3.1.2 L'organisation actuelle

Des solutions d'hébergement d'urgence ou d'hébergement temporaire existent sur Delta Sèvre Argent.

La carte n°18 de l'Atlas présente la localisation de ces services. Le tableau suivant détaille quelques éléments de leur fonctionnement.

Structure de gestion	Point de Mire	CCAS Nueil Les Aubiers	Emmaüs Peupins	Association voir plus l'Ouin	Commune de Cerizay	Accueil de nuit des SDF de Nueil Les Aubiers
Nom du service	Logement temporaire Point de Mire	Local ALT (Allocation Logement temporaire)	Emmaüs Peupins Hébergement	Foyer d'accueil d'urgence	Accueil SDF de la ville de Cerizay	Accueil de nuit des SDF de Nueil Les Aubiers
Type de service	Hébergement temporaire	Hébergement temporaire	Hébergement temporaire	Hébergement d'urgence	Hébergement d'urgence	Hébergement d'urgence
durée d'accueil	1 à 6 mois	1 à 6 mois		3 jours maximum	2 jours maximum	3 jours maximum
condition d'accès	Passage préalable en mairie	Passage préalable en mairie	Passage préalable en mairie	passage en mairie préalable	Passage en mairie préalable	Passage à la gendarmerie préalable
Nombre de places	2 logements familiaux	1 adulte et 1 enfant	55 personnes	3 personnes	2 personnes	3 personnes
jours et horaires d'ouverture	Tous les jours et 24h/24	Tous les jours et 24h/24	Tous les jours et 24h/24	Tous les jours de 17h30 à 9h	Tous les jours et 24h/24	Tous les jours de 16h30 à 10h
Remarques	Besoins importants Loyer de 30 euros					

Tableau 14 : Tableau comparatif Hébergement d'urgence et hébergement temporaire

3.3.1.3 Eléments d'analyse

Un hébergement qui offre une réponse aux situations de crise :

Les foyers d'hébergement d'urgence sont efficaces et appréciés par les usagers. De plus, ces solutions d'hébergement offrent systématiquement la possibilité de prise de repas. Ils sont fournis aux « voyageurs » soit par des bénévoles, soit par un organisme de portage de repas tel qu'un EHPAD. La plupart du temps, le travail est effectué en coordination avec les services de la Croix Rouge.

Il existe deux hébergements temporaires qui se situent à Cerizay, gérés par Point de Mire et un à Nueil-Les-Aubiers. Ces foyers sont très fréquentés et les personnes sont hébergées sur des périodes allant de quelques nuits à quelques mois. Ils constituent une solution temporaire indispensable pour faire face le plus souvent à des situations de crise familiale. Ils permettent à la personne de prendre le temps de trouver une solution réfléchie.

Des hébergements dépourvus d'accompagnement social :

Un besoin d'un accompagnement social adapté à l'urgence se fait sentir. L'accompagnement social n'est proposé que par l'assistante sociale du SAST de Bressuire qui n'est pas suffisamment présente sur le territoire de Delta Sèvre Argent alors que les SDF n'attendent pas un rendez-vous différé dans le temps. En revanche, une médiatrice sociale est présente sur le Foyer AMI (Mauléon) mais est employée en contrat aidé qui ne sera pas pérennisé ensuite.

On note, de manière générale un vieillissement et un non renouvellement des bénévoles qui gèrent ces structures. Cette situation est particulièrement problématique pour les foyers qui s'appuient sur les bénévoles pour la confection et le transport des repas, notamment pour le Foyer AMI. Il va donc être nécessaire de prévoir une organisation différente pour l'avenir.

L'hébergement temporaire connaît une forte demande à laquelle les structures actuelles ne peuvent pas faire face comme les nombreuses situations de décohabitation brutales.

La localisation des foyers d'hébergement temporaire à Cerizay et à Nueil-Les-Aubiers est dommageable. En effet, les personnes qui sollicitent un hébergement mais ne résident pas forcément à proximité de Cerizay ou de Nueil-Les-Aubiers sont obligées de s'y réorganiser temporairement (éloignement du lieu de travail, scolarisation des enfants....), alors que cette situation n'est que provisoire.

Ce service souffre également d'un manque de suivi ou d'accompagnement social. A l'heure actuelle, seules les femmes victimes de violences conjugales bénéficient d'un accompagnement proposé par la DDASS. Pour toutes les autres situations aucun soutien psychologique n'est prévu.

Enfin, les structures d'hébergement d'urgence ou temporaire ont un besoin essentiel de financement pour pallier au désinvestissement des bénévoles et pour offrir un soutien social préalable à tout projet de réinsertion social ou professionnel.

* * *

L'hébergement d'urgence existant sur le territoire est suffisant pour répondre à la demande. Le manque d'accompagnement social est le principal élément faisant défaut à ce service.

L'hébergement temporaire souffre également de la même défaillance mais a, quant à lui, des difficultés pour faire face aux nombreuses demandes.

3.3.2 Distribution alimentaire

Un service à mi-chemin entre don alimentaire et épicerie sociale :

Seules les communes de Nueil-Les-Aubiers et de Mauléon organisent un service de distribution alimentaire.

Le demande est forte puisqu'en 2006, 862 colis familiaux ont été distribués à Nueil-Les-Aubiers soit 184 personnes dont 68 familles. Le service distribue en moyenne 20 colis par semaine. Il est ouvert le jeudi matin, 2 fois par mois entre 9h30 et 12h. Le colis est délivré pour un 1 euro par adulte.

A Mauléon en 2006, 139 colis ont été distribués sur les mois de Janvier, Février, Mars, Avril, Novembre et Décembre. 77 personnes ont bénéficié du service soit 27 ménages. Il est ouvert le jeudi après-midi, entre 16h30 et 17h30. Une participation financière est demandée aux bénéficiaires de 0.80 euros par semaine et par personne.

Les deux services de distribution alimentaire sont approvisionnés par la banque alimentaire. Pour le moment, à Nueil-Les-Aubiers, il est en capacité de répondre à la demande mais une augmentation de 5 à 10 personnes pourrait entraîner des complications de gestion.

Les personnes sont orientées vers la distribution alimentaire par les assistantes sociales du secteur. Elles sont également suivies par le responsable des ateliers d'insertion du CSC à Nueil-Les-Aubiers et par le personnel du CCAS à Mauléon. Ils fournissent un soutien mais également un accompagnement dans la distribution des colis.

L'aide alimentaire peu répandue sur le territoire :

On peut remarquer également un manque de coordination des associations caritatives, essentiellement dans le domaine des dons alimentaires.

La plupart des autres communes fonctionnent sur le mode des bons alimentaires qui sont distribués aux bénéficiaires qui vont ensuite chercher les vivres au centre commercial.

La distribution alimentaire connaît des difficultés d'approvisionnement en produits destinés spécifiquement aux enfants en bas âge.

* * *

La distribution alimentaire semble être un compromis satisfaisant entre les bons alimentaires et l'épicerie sociale. Cependant, l'aspect de responsabilisation du bénéficiaire est malgré tout, beaucoup moins présent dans la distribution alimentaire que dans le concept d'épicerie sociale.

Seuls les CCAS de Nueil-Les-Aubiers et de Mauléon proposent ce type de service. Les autres communes fonctionnent sur le mode du bon alimentaire qui a l'inconvénient majeur de ne proposer aucun accompagnement social et laisse donc la personne seule face à ses difficultés.

3.3.3 Structures et dispositifs d'insertion

3.3.3.1 Définition et organisation actuelle

Le chantier d'insertion permet à des hommes et des femmes sans emploi, de toute nationalité, de bénéficier d'un contrat de travail qui facilite leur insertion sociale et professionnelle. Le contrat de travail est à durée déterminée et au maximum de 20 heures par semaine. La rémunération est fixée sur la base du SMIC horaire. La durée d'emploi est de 3 à 12 mois avec possibilité de renouvellement jusqu'à 24 mois.

Les chantiers d'insertion sont utilisés essentiellement dans 4 grands secteurs d'activités :

- aménagement et entretien des espaces naturels,
- bâtiment et restauration du petit patrimoine,
- maraîchage et horticulture,
- services aux personnes et aux collectivités.

Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, on recense trois chantiers d'insertion :

- Emmaüs Peupins,
- Chantiers Peupins,
- Le chantier d'insertion de la commune de Nueil-Les-Aubiers.

L'entreprise d'insertion par la production ou par le travail temporaire produit des biens et/ou des services et son activité est exercée selon la législation en vigueur avec les mêmes règles, les mêmes droits et la même rigueur que toute entreprise inscrite dans le secteur marchand. Les salariés ou intérimaires en insertion sont employés dans cette entreprise pour une durée déterminée. Ils sont encadrés par un personnel qualifié. Avec les personnes qu'elle salarie, l'entreprise d'insertion met en œuvre des parcours d'insertion cohérents, ascendants et temporaires, fondés et organisés sur la mise en situation de travail. Elle assure ainsi à la fois :

- une fonction de « requalification sociale »
- une fonction de « requalification professionnelle de base »
- une fonction de médiation ou de « passerelle » vers l'emploi.

Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, on recense trois entreprises d'insertion :

- les Ateliers du Bocage,
- la Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais,
- Proxim'service ACPADI 79.

Les ateliers d'insertion sont des activités proposées à un public plus ou moins désocialisé afin de lui offrir un apprentissage de manière ludique et collective. Ces ateliers sont généralement proposés dans deux domaines : les savoirs scolaires basiques (lecture, écriture, calcul) et dans la gestion de la vie quotidienne (gestion d'un budget, achat raisonné, cuisine...).

Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, Point de Mire et le CSC de Nueil-Les-Aubiers organisent ces ateliers.

Les cartes n°19 et n°20 de l'Atlas présentent les différentes structures et actions d'insertion.
Le tableau suivant détaille les services d'entreprises et de chantiers d'insertion.

Structure de gestion	Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais	Ateliers du Bocage	Chantiers Peupins	Commune de Neuil Les Aubiers	Emmaüs Peupins
Nom du service	Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais	Ateliers du Bocage	Chantiers Peupins	Chantier d'insertion de Nueil Les Aubiers	Emmaüs Peupins
Type de service	Entreprise d'insertion	Entreprise d'insertion	Chantier d'insertion	Chantier d'insertion	Chantier d'insertion et économie de la récupération
Activités	Services à la personne	Recyclage de cartouche d'encre / Tri de déchets / Déchets industriels banaux	Débroussaillage et recyclage de bois	Entretien des espaces verts et petit patrimoine	Friperie
Nombre de places	88	176	23	8	74
Jours et horaires d'ouverture	Tous les jours / accompagnement du lundi au vendredi	Du lundi au vendredi	Du lundi au vendredi	Du lundi au vendredi	Tous les jours de la semaine
Chiffre d'affaire 2006	431 000 euros	7 650 340 euros	620 298 euros	104 855 euros	NC

Tableau 15 : Tableau comparatif des structures d'insertion

3.3.3.2 Eléments d'analyse

Dynamisme du secteur de l'insertion :

Emmaüs Peupins et ses structures associées (Ateliers du Bocage et Chantiers Peupins) sont dynamiques et reconnus sur tout le territoire et même au-delà du département. En effet, les Ateliers du Bocage sont spécialisés dans le traitement des cartouches usagées et le recyclage de matériel informatique collectés sur toute la France.

Une insertion réussie :

Les structures d'insertion sociale arrivent à concilier plutôt bien leur objectif d'intégration sociale et professionnelle de leur public avec la nécessité de maintenir un équilibre économique et financier indispensable aux structures.

Le taux d'insertion est satisfaisant, même si le public est toujours plus délicat à insérer. L'amélioration du marché du travail a permis l'intégration des personnes les plus proches de l'emploi. Toutefois, le public accueilli par Emmaüs est de plus en plus en difficulté. Ces personnes, dans un contexte moins favorable, n'auraient pas fait l'objet d'une réinsertion professionnelle.

L'association BACB propose à ces demandeurs d'emplois une formation dans le domaine des services à la personne qui peut déboucher parfois sur une embauche par Proxim'service ACPADI 79.

Toutes les structures proposent un accompagnement social des demandeurs d'emploi, c'est-à-dire un suivi pendant leur mission de travail qui permet de vérifier la capacité des personnes à exercer une activité professionnelle.

Un manque de structures partenaires :

Tout d'abord, on constate une insuffisance des activités d'insertion sur le territoire (notamment en faveur des hommes) pour lutter contre l'isolement. Il serait, non seulement nécessaire de multiplier les actions de lutte contre l'illettrisme, mais aussi de proposer une aide à la vie quotidienne ou des actions culturelles.

De plus, il n'existe pas d'accompagnement post-psychiatrique. De même, il n'y a pas d'établissement d'accueil et d'encadrement des personnes qui ont subi un internement et qui ont donc perdu tous leurs repères. Ces personnes se retrouvent souvent dans les structures d'insertion bien qu'elles ne soient pas en capacité de se réinsérer immédiatement.

L'insertion des chômeurs dans le domaine des services à la personne est concurrencée par le CESU qui facilite l'emploi de particuliers et le manque de soutien financier des associations d'insertion met en péril leur pérennité sur le territoire. Cependant, le souhait de ces structures est davantage d'être soutenu par des commandes qui sont absolument nécessaires pour offrir du travail à leur personnel en réinsertion.

Les collectivités publiques peuvent donc participer au développement de ces structures notamment par des commandes publiques sociales et solidaires afin de fournir du travail à ces chantiers et entreprises d'insertion.

* * *

Il existe de nombreuses structures qui proposent différents types de dispositifs d'aide à la réinsertion sociale et professionnelle. Elles fonctionnent plutôt bien mais elles manquent de structures partenaires notamment pour gérer les difficultés des bénéficiaires qui ne relèvent pas de leur compétence (soutien psychiatrique, établissement d'hébergement) mais également de débouchés

économiques. Les collectivités publiques pourraient être des pourvoyeurs de commandes publiques plus présents qu'ils ne le sont actuellement.

3.3.4 Information pour les familles

Succès du Point Information famille :

Il existe une forte demande d'information à laquelle répond le Point Information Famille (PIF) à Mauléon. Ce PIF a vocation à couvrir les besoins de l'ensemble du territoire du Pays du Bocage Bressuirais.

Un service qui nécessite une proximité renforcée :

Il serait nécessaire de créer des relais du Point Info Famille de Mauléon à Cerizay et Nueil-Les-Aubiers pour mieux couvrir le territoire.

* * *

Le Point Information Famille fonctionne correctement mais a des difficultés à étendre son rayonnement au-delà de Mauléon bien qu'il ait vocation à s'adresser à l'ensemble du territoire du Pays du Bocage Bressuirais.

3.3.5 Médiation familiale

3.3.5.1 Définition

La médiation familiale est un processus qui vise à résoudre ou apaiser les conflits familiaux notamment en cas de rupture du couple parental ou à l'occasion de crise parents – enfants, souvent pendant l'adolescence. Elle prend la forme de rencontres entre les membres de la famille et une personne neutre qui va écouter et tenter de proposer des solutions afin d'aboutir à un consensus ou une conciliation. Elle peut être mise en place soit à l'occasion d'une demande directe de la part des intéressés, soit sur requête des autorités judiciaires (dans les procédures civiles par le juge aux affaires familiales et dans les procédures pénales par le juge des enfants ou par le Procureur de la République).

3.3.5.2 Une seule structure de médiation familiale

Importance de la médiation familiale :

Le service de médiation familiale mis en place par l'association Intermèdes Nord 79 offre un soutien psychologique non négligeable et contribue à améliorer les relations au sein des familles qui rencontrent un conflit interne. Il permet de préserver des relations familiales dans les cas pour lesquels les liens entre parents et enfants sont menacés. Ce service, bien qu'il ne s'adresse pas exclusivement aux familles avec enfants agit avant tout dans leur intérêt.

Un besoin de soutien financier :

L'association Intermèdes Nord 79 connaît des difficultés de trésorerie remettant en question son existence même. Pour autant, le nombre de demandes, notamment les demandes faites directement par les intéressés, ne cessent d'augmenter.

* * *

La médiation familiale permet de rétablir ou conserver des relations au sein de familles en conflits. Il est indispensable pour éviter aux enfants de trop souffrir d'une rupture du couple parental. Malheureusement, l'association Intermèdes Nord 79 connaît des difficultés importantes remettant en cause sa pérennité. Dans ces conditions, il n'y aurait plus aucune structure offrant une médiation familiale sur le Nord Deux Sèvres.

<p><i>Les services pour les adultes se concentrent sur la solidarité, l'insertion sociale et professionnelle, la famille. Le besoin d'accompagnement social est flagrant pour les solutions d'hébergement d'urgence ou temporaire. L'exemple de la distribution alimentaire sur Nueil-Les-Aubiers et Mauléon est intéressant. Les structures d'insertion présentes sur le territoire font un travail remarquable mais souhaitent être soutenues par des commandes. Le Point Information Famille localisé à Mauléon ne couvre que très théoriquement le territoire du Pays du Bocage Bressuirais.</i></p>

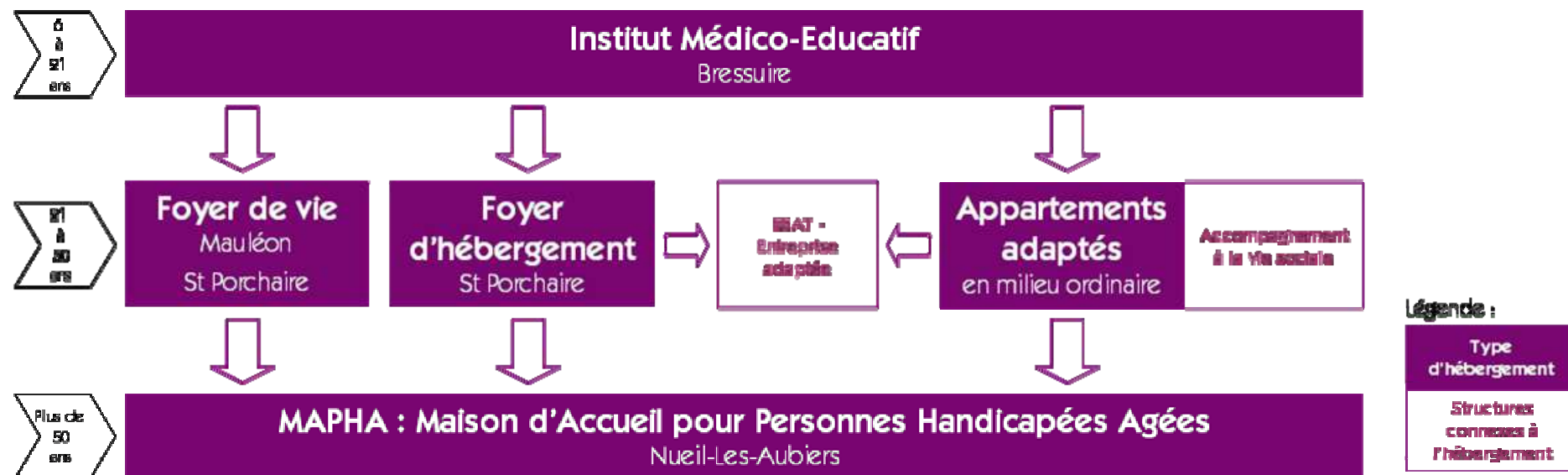
3.4 Les personnes handicapées

3.4.1 Structures d'hébergement

Des structures spécialisées pour personnes handicapées mentales :

Les établissements présents sur le territoire sont destinés exclusivement aux personnes atteintes d'un handicap mental. Une des raisons pouvant expliquer ce constat est que les qualifications nécessaires pour l'encadrement des personnes souffrant d'un handicap physique ou mental sont très différentes. De plus, les personnes handicapées physiquement essaient au maximum de vivre à domicile.

Une filière d'hébergement saturée :



La difficulté majeure des établissements pour personnes handicapées est la mauvaise capacité de transition d'une structure adaptée à une autre. En effet, les jeunes handicapés sont pris en charge par les Instituts Médico-éducatifs (IME) jusqu'à 21 ans. Au delà de cet âge, ils doivent être admis soit dans des foyers de vie (s'ils ne peuvent pas travailler), soit dans des foyers d'hébergement s'ils peuvent avoir une activité dans un ESAT ou dans une entreprise adaptée. Lorsque les personnes handicapées atteignent 50 ans, qu'elles ne sont plus en mesure de travailler ou deviennent dépendantes, elles doivent intégrer des Maisons d'Accueil pour Personnes Handicapées Agées (MAPHA) où elles séjournent jusqu'à la fin de leur vie.

Cependant, le manque de place en MAPHA bloque tout le système. De fait, les établissements finissent par ne plus accueillir le public pour lequel ils sont agréés. La filière ne permet donc pas d'accueillir de nouvelles personnes handicapées ayant besoin d'une prise en charge. Enfin, les personnes handicapées ne peuvent pas être accueillies en EHPAD (maison de retraite) car elles nécessitent une surveillance et des activités adaptées à leur déficience. De plus, les EHPAD manquent eux aussi de places pour accueillir toutes les personnes âgées dépendantes.

Il n'existe pas sur le territoire de Maisons d'Accueil Spécialisées (MAS) qui sont des établissements pour personnes handicapées mais qui ont la particularité d'être médicalisées et donc, d'assurer en parallèle la prise en charge médicale des personnes.

3.4.1.1 Foyer de vie

Définition :

Un foyer de vie est un établissement qui accueille des personnes handicapées dans l'incapacité de travailler. Les personnes sont logées et bénéficient d'animations adaptées à leur handicap.

L'organisation actuelle des services :

Le foyer de vie de la Mignauderie à Mauléon accueille 16 personnes handicapées (8 hommes et 8 femmes, moyenne d'âge de 36.5 ans) toutes placées sous tutelle. Le foyer de vie de l'ADAPEI à Saint-Porchaire (hors de la Communauté de Communes) accueille également 22 personnes handicapées.

Par ailleurs, l'association ADAPEI loue des appartements sur Bressuire et Moncoutant pour permettre un accompagnement des personnes handicapées ayant une certaine autonomie. La création d'appartements thérapeutiques pourrait permettre de répondre à une partie de la demande sans créer de nouveaux établissements.

Le foyer de vie de Mauléon : une prise en charge des personnes handicapées dans de bonnes conditions :

Le foyer de vie de Mauléon fonctionne correctement, il bénéficie de locaux spacieux et agréables, son personnel est qualifié et motivé. Il permet aux résidents de pratiquer des activités à l'intérieur mais également à l'extérieur des locaux. Il bénéficie d'un créneau exclusif à Aquadel Cerizay mais regrette de ne pas bénéficier de tarifs de groupe. Le foyer dispose d'un minibus de 9 places qui leur permet de pratiquer des

activités à l'extérieur mais souhaiterait que certains transports soient proposés par la Communauté de Communes (trajets pour la piscine, le cinéma...).

Une demande forte qui ne trouve pas toujours de réponses :

Le foyer de vie de Mauléon est un établissement social, cependant la nature des prises en charge a évolué et cette catégorie d'établissement ne correspond plus à son activité. Il souhaiterait être considéré comme un établissement médico-social ce qui lui permettrait d'obtenir un taux d'encadrement plus adapté au type de personnes qu'il accueille (troubles psychiatriques graves, maladies mentales lourdes, crises fréquentes, violences...). Actuellement pour 16 patients, seuls deux intervenants sont présents tout au long de la journée.

Les capacités d'accueil ne permettent pas de répondre à la demande qui est forte et en constante augmentation et les temps de prise en charge sont très longs (toute la vie de la personne handicapée : de 21 ans à 60 ans).

Dans ces conditions, l'établissement n'est ni en mesure de proposer de l'accueil temporaire, ni de l'accueil d'urgence, faute de places disponibles. Il ne peut pas non plus faire de l'accueil de jour.

Par ailleurs, l'établissement éprouve des difficultés à recruter le personnel compétent notamment pour le remplacement du personnel pendant les périodes de congés.

3.4.1.2 Maison d'Accueil pour Personnes Handicapées Agées (MAPHA) :

La MAPHA, une structure spécifique :

La MAPHA est située à proximité du centre ville de Nueil-Les-Aubiers ce qui permet aux bénéficiaires les plus autonomes de faire des courses ou des promenades en milieu ordinaire.

Les locaux sont récents, spacieux et agréables. L'établissement est composé de 5 unités comprenant chacune 10 chambres avec salle de bain individuelle, une cuisine et lieu de vie. Ces unités sont toutes encadrées par une équipe de 2 intervenants. Cela permet aux personnes handicapées atteintes d'un handicap mental de trouver les repères nécessaires avec un lieu de taille réduite, un nombre de résidents limité mais également une certaine autonomie avec une chambre qui est un espace privatif. Au total, l'établissement a une capacité d'accueil de 41 personnes (moyenne d'âge : 60 ans).

Des besoins futurs très importants :

Il existe actuellement une forte demande à laquelle la MAPHA ne peut pas répondre. En effet, le maintien des personnes handicapées vieillissantes à domicile, en foyer de vie ou en foyer d'hébergement est très problématique en raison de l'incapacité à gérer la dépendance dans ce contexte. Ces besoins ne vont cesser d'augmenter à l'avenir (250 personnes handicapées de plus de 45 ans sont actuellement recensées dans le Nord Deux Sèvres). L'association ADAPEI prévoit la nécessité de 40 à 60 places dans les quatre prochaines années.

De plus, il y a peu de sortie de structure puisque les personnes handicapées sont considérées âgées à partir de 50 ans et restent parfois 15 ans en structure, donc une gestion prévisionnelle des entrées est difficile à mettre en place.

La structure constate un besoin de personnel de plus en plus qualifié en fonction de l'augmentation de la dépendance. A terme, la MAPHA devra intégrer un tarif soin. Les limites de la structure découlent du problème posé par le nombre réduit de personnels dont elle dispose ce qui ne lui permet pas de prendre en charge les personnes violentes ou ayant des troubles psychiatriques non stabilisés.

Sur le plan spatial, la MAPHA de Nueil-Les-Aubiers se trouve isolée des lieux proposant des activités et des autres structures accueillant des personnes handicapées. Ce sentiment est d'autant plus fort qu'aucun service de transport ne permet de faciliter le déplacement des résidents ni d'organiser aisément des activités en dehors de la commune de Nueil-Les-Aubiers. Lorsqu'il y a un besoin de transport celui-ci est organisé par l'ADAPEI dans la mesure de ses moyens techniques et humains. Cependant, l'association est dans l'incapacité de proposer les transports de visite en famille, ce qui prive parfois les résidents de leurs relations familiales, si celles-ci sont dans l'incapacité de se déplacer.

A noter, la fabrication des repas est effectuée par le CAT de Saint-Porchaire (Livraison 3 fois par semaine en liaison froide avec respect des régimes).

Emmaüs peupins, dans le cadre de ses structures, accueille des personnes handicapées, y compris pour de l'hébergement. La carte n°22 de l'Atlas présente les différentes solutions d'hébergement pour personnes handicapées sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

* * *

On note sur le territoire l'existence de deux structures dédiées spécifiquement à l'accueil de personnes handicapées mentales. Le foyer de vie accueille des personnes ne pouvant pas avoir d'activité professionnelle. La MAPHA accueille des personnes handicapées âgées.

On peut retenir que le manque de place est important et qu'il contribue au blocage de toute la chaîne d'accueil des personnes handicapées.

La demande est amenée à devenir très forte dans les années à venir, mais les structures ne pourront pas faire face.

3.4.2 Services à domicile

Paradoxalement, les services de soutien à domicile (présentés dans la partie sur les personnes âgées) ne prennent quasiment pas en charge de personnes handicapées bien qu'ils aient tous cette compétence. Le travail auprès des personnes handicapées, les horaires des interventions doivent être différents (coucher plus tard, lever plus tôt...) de ceux des personnes âgées, ce que les services classiques ne peuvent généralement pas proposer. Les personnes handicapées ont donc plutôt tendance à employer directement des professionnels qui interviennent à leur domicile.

La carte n°23 de l'atlas montre la couverture du territoire de Delta Sèvre Argent par les services de soutien à domicile.
Le tableau suivant détaille l'organisation des services de soutien qui interviennent :

Nom du service	ADMR NORD CERIZEEN	ADMR CANTON DE MAULEON	ADMR LA FORET SUR SEVRE ET SES ENVIRONS	ADMR COURLAY MONTIGNY CHANTELOUP	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FAMILLES RURALES	CCAS COMBRAND	PROXIM' SERVICES ACPADI 79
Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif
Jours de fonctionnement du service	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours
Horaires	7h30 à 22h	Aide ménagère : 8h à 18h Auxiliaire de vie : 8h à 21h	Aide ménagère : 8h à 17h30 Auxiliaire de vie : 7h30 à 20h30	Aide ménagère : 8h à 18h Auxiliaire de vie : 8h à 20h30	En fonction des besoins du service	De 7h30 à 21h	De 7h30 à 21h
Nombre de bénéficiaires	0	3	0	2	NC	0	NC
Coût	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17 Auxiliaire de vie : 19	NC	Prestataire : 17,85 euros Mandataire : 13 euros Forfait déplacement : 17 euros

Remarques	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Forfaits de 60h, 120h, 160h en fonction de l'intensité du handicap qui donnent lieu à différents niveaux de prise en charge	Chiffre du nombre de bénéficiaires sur l'ensemble de la zone de couverture
-----------	---	---	---	---	---	---	--

Tableau 16 : Tableau comparatif Services à domicile pour personnes handicapées

3.4.3 ESAT – Entreprises adaptées

3.4.3.1 Définition

Les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), anciens Centres d'Aide par le Travail (CAT), et les entreprises adaptées sont des établissements qui emploient du personnel handicapé afin d'exercer une activité productive en milieu adapté. Les personnes handicapées bénéficient d'un encadrement fort. L'entreprise adaptée est soumise au droit du travail et a pour objectif la rentabilité.

3.4.3.2 L'organisation des services

Plusieurs structures proposent des emplois adaptés pour les personnes handicapées (voir carte n°24 de l'Atlas) :

- L'ESAT géré par l'ADAPEI accueille 134 personnes handicapées sur le site de Saint-Porchaire (hors Communauté de Communes) et 18 personnes handicapées pour l'annexe de Nueil-Les-Aubiers.
- Les Ateliers du Bocage, dont une sous-entité est une entreprise adaptée, accueille 22 personnes (activités dans le démantèlement en vue du recyclage de matériel informatique).
- Les Chantiers Peupins accueillent 11 personnes (activités dans le domaine des espaces verts).

3.4.3.3 Eléments d'analyse

L'ADAPEI à Saint-Porchaire, une offre complète :

L'établissement de Saint-Porchaire est une structure polyvalente particulièrement complète puisqu'elle comprend un ESAT, un foyer d'hébergement, un foyer de vie et un service d'accompagnement. L'ESAT et le CAT ont une forte activité, de nombreuses commandes et

pourraient faire travailler plus de personnes handicapées. L'agrément ne permet pas d'embaucher de nouvelles personnes puisqu'il n'autorise l'emploi que de 145 équivalents temps pleins. Ceux-ci sont actuellement tous utilisés. Le Conseil Général des Deux Sèvres semble réticent à accorder une extension de l'agrément de l'établissement.

* * *

On peut mettre en évidence l'existence sur le territoire de Delta Sèvre Argent de plusieurs structures adaptées pour le travail des personnes handicapées. Ce sont de très bonnes expériences et une réflexion sur la commande publique pourrait inciter à la prise en compte de critères sociaux et solidaires.

3.4.4 Service d'accompagnement en milieu ouvert

Deux services d'accompagnement sont proposés par des associations à portée départementale :

- l'ADAPEI pour les situations de handicap mental,
- l'Association des Paralysés de France pour les situations de handicap physique.

Le Service Départemental d'Accompagnement (SDA) de l'ADAPEI est sous la responsabilité de la directrice de la MAPHA de Nueil-Les-Aubiers. Ce service permet de mettre en place des projets d'accompagnement pour l'autonomie des personnes handicapées mentales en milieu ouvert (100 personnes en Deux Sèvres). La coordination entre la MAPHA et le SDA permet de trouver la solution la plus adaptée pour la personne handicapée mais également de prévoir les futures entrées en établissement.

Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) de l'Association des Paralysés de France (APF) : c'est un service qui vise à favoriser le soutien des personnes adultes (à partir de 20 ans, un autre service de l'APF prend en charge 40 enfants dans le département). Il s'adresse aux personnes en situation de handicap moteur lié à un accident de la vie ou une maladie atteignant le système nerveux souhaitant se maintenir ou retourner à domicile sur tout le département des Deux Sèvres.

Ce service existe depuis l'année 2000 et est financé essentiellement par le Conseil Général avec le concours de la CPAM, de la MSA, les CCAS de Niort, Parthenay, Bressuire et Cerizay. Il mène des actions qui permettent d'améliorer la qualité de vie à domicile de ces personnes et de leur entourage. L'équipe est composée d'une directrice, de deux assistantes sociales, d'un ergothérapeute, d'un psychologue, d'une animatrice sociale, d'un médecin rééducateur, d'un médecin conseil, d'une secrétaire et d'un comptable.

Le service propose :

- Un accompagnement social :
 - o accès aux droits, à la législation sociale spécifique au handicap,
 - o recherche de solution alternative à la vie à domicile,
 - o recherche de moyens de financement des solutions de compensation.
- Un accès aux moyens de compensation :
 - o aide et conseil au niveau des aides techniques,
 - o évaluation de la vie quotidienne,
 - o aide et conseils en matière d'accessibilité, de construction de logement, d'aménagement du logement.
- Un accompagnement à la vie relationnelle et sociale :
 - o entretiens psychologiques de soutien ou préparatoires à une prise en charge extérieure,
 - o aide au développement de la vie relationnelle, vacances, loisirs,
 - o information relative à la formation et l'insertion professionnelle.
- Organisation de la vie quotidienne :

- évaluation des besoins et information sur les services d'aide humaine (coordination),
- suivi médical et paramédical (information et liaison).

Le service intervient soit à la demande directe de la personne handicapée ou de ses proches, soit à l'occasion d'une orientation de la part de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.) ou de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).

Ce service accompagne actuellement 50 personnes mais devrait bientôt obtenir une extension d'agrément lui permettant de prendre en charge 65 personnes. Aujourd'hui 120 personnes ont un projet de vie en cours avec le SAVS sur le département.

Les secteurs géographiques dans lesquels le SAVS intervient le plus sont : le Pays du Bocage Bressuirais et la Communauté d'Agglomération de Niort.

Le service est submergé de demandes, actuellement les délais d'attentes pour bénéficier de l'intervention de l'ergothérapeute sont de 10 mois. Le service constate de nombreuses entrées, des prises en charge plutôt longues et très peu de sorties.

Il travaille en coordination avec les services de SSIAD, les équipes mobiles de soins palliatifs, les services sociaux du Conseil Général, de la CRAM et des hôpitaux.

Enfin, le SAVS constate que le manque de transport réduit considérablement les possibilités de vie sociale des personnes handicapées. Il préconise plutôt une adaptation des transports en commun lorsqu'ils existent que la création de transports spécifiques pour ce public. Seules la Communauté d'Agglomération de Niort et la ville de Parthenay sont correctement pourvues en terme de transport.

Le service rappelle également qu'il peut être sollicité pour fournir des conseils en terme d'adaptation de l'environnement des personnes handicapées et notamment pour l'aménagement de véhicules et de locaux.

* * *

L'accompagnement des personnes handicapées en milieu ordinaire est un service important, qui fonctionne plutôt bien grâce à de grandes associations bien connues. Le relais d'information au niveau local pourrait être néanmoins amélioré.

La prise en charge des personnes handicapées se concentre sur des établissements pour personnes ayant un handicap mental avec un manque de places à la fois dans les structures d'hébergements et dans certaines structures de travail adapté. Les services à domicile pour personnes handicapées concernent plutôt les personnes ayant un handicap physique dans les aspects de services de soutien mais aussi d'accompagnement à la vie sociale. Certains services, non spécialisés pour les personnes handicapées, ne répondent pas complètement au désir de se rapprocher d'une vie normale.

3.5 Les personnes âgées

D'un point de vue général, on constate **une augmentation de la population âgée et de la dépendance** sur le territoire. Parallèlement on remarque une baisse progressive de la prise en charge par la famille en raison de l'éloignement progressif des proches pour des raisons professionnelles. Ces deux tendances imposent aux collectivités territoriales de proposer des solutions aux personnes vieillissantes et en perte d'autonomie.

Se pose alors la question des services qui doivent leur être proposés afin de les **maintenir à domicile le plus longtemps possible**. Cette question est d'autant plus cruciale que les établissements seraient dans l'incapacité d'accueillir toutes les personnes âgées dont la dépendance est relativement faible. De plus, aucune création de place d'accueil supplémentaire en établissement pour personnes âgées n'est prévue par le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire (SROS).

Il existe, de manière globale, **un manque de coopération** entre les médecins, assistantes sociales, infirmières libérales, SSIAD, aide à domicile et déjà deux tentatives de coordination ont échouées. Cette situation nuit à la qualité du service et à la rapidité de la prise en charge des bénéficiaires.

Par ailleurs, on constate des difficultés importantes de solvabilité des services visant à compenser la dépendance pour deux raisons principales. D'une part, la **baisse des financements de la part des organismes payeurs** tel que le Conseil Général, les caisses de retraite, et les mutuelles, réduit considérablement le nombre de personnes pouvant bénéficier d'une aide financière. D'autre part, l'Allocation Personnalisée pour l'Autonomie (APA) a vu ses conditions d'accès se durcir (relèvement des seuils financiers permettant de percevoir cette allocation, augmentation de la participation financière des bénéficiaires au paiement des heures attribuées) et le nombre d'heures de SSIAD ou de services à domicile accordés a fortement diminué.

En conséquence, un **nombre important de personnes âgées n'a pas les moyens financiers d'accéder aux services à domicile**. Lorsque cela est possible c'est la famille qui pallie aux besoins de la personne âgée, **mais ils ne peuvent compter sur aucun soutien de la part de la collectivité**. L'aide aux aidants familiaux est insuffisante mais cependant nécessaire surtout pour les familles qui accompagnent les personnes âgées atteintes de troubles psychologiques. Lorsque les personnes âgées n'ont pas de famille proche, elles n'utilisent pas les services proposés (SSIAD, service de soutien à domicile, portage de repas) même lorsqu'elles ont un réel besoin d'assistance. L'isolement qui en découle est une des caractéristiques fortes des personnes âgées en raison du désir de thésauriser et de conserver un patrimoine à transmettre.

Les professionnels du secteur et le CLIC recensent beaucoup de demandes de prise en charge de **personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer** mais actuellement seul l'Hôpital Local de Mauléon est adapté aux besoins spécifiques de cette maladie (locaux appropriés, activités de stimulation de la mémoire...). Il existe plusieurs projets de création de services spécialisés pour ces malades notamment dans les EHPAD de la Cressonnière et de Béthanie. Mais ceux-ci, s'ils se réalisent, ne seront opérationnels que d'ici 2009.

Enfin, le territoire de Delta Sèvre Argent souffre d'un **manque de transport adapté aux personnes âgées** avec un confort minimum nécessaire, une possibilité adaptation aux fauteuils roulants. En effet, il existe un besoin réel de transport évoqué par les personnes âgées qui se présentent au CLIC. L'inexistence de **transport adapté aux personnes âgées** a déjà été signalée aux élus par le CLIC mais certains considèrent que ce besoin est mineur faute de demandes directes en mairie d'un tel service. Cependant, il faut noter que ce besoin existant ne va cesser de croître dans les années à venir du fait de l'éclatement progressif des cellules familiales. En outre, la mise en place d'un service de transport pourrait constituer une aide précieuse aux aidants familiaux qui s'occupent des membres vieillissants de leur famille et qui ont besoin d'être soutenus dans cette tâche.

3.5.1 CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination

3.5.1.1 Définition

Le CLIC est un guichet d'accueil, d'information et de coordination, une structure de proximité pour les personnes âgées et leur entourage mais également pour les professionnels de la gérontologie et du maintien à domicile. L'équipe du CLIC est composée d'un ou plusieurs professionnels à l'écoute des personnes âgées (un chargé d'accueil et de la coordination entre les professionnels sociaux, médico-sociaux ou de santé en lien avec les acteurs de la gérontologie).

Les missions sont déclinées en fonction du niveau de label :

- niveau 1 : informer, orienter, faciliter les démarches, fédérer les acteurs locaux
- niveau 2 : informer, orienter, faciliter les démarches, fédérer les acteurs locaux, évaluer les besoins, élaborer un plan d'accompagnement, ou un plan d'intervention
- niveau 3 : informer, orienter, faciliter les démarches, fédérer les acteurs locaux, évaluer les besoins, élaborer un plan d'aide, accompagner, assurer le suivi du plan d'aide, en lien avec les intervenants extérieurs, coordonner.

3.5.1.2 Eléments d'analyse

Le CLIC du Pays du Pays du Bocage Bressuirais :

Le CLIC est un acteur essentiel du maintien à domicile. Il a été mis en place récemment (1^{er} février 2006) à Bressuire. Il a compétence sur le territoire du Pays du Bocage Bressuirais et devrait permettre une meilleure coordination des acteurs. Il effectue des permanences :

- à Nueil-Les-Aubiers (2 mardis par mois de 10h à 12h),
- à Cerizay (2 mercredis par mois, de 10h à 12h),
- à Mauléon (2 jeudis par mois, de 10h à 12h).

Ce territoire d'intervention semble être bien adapté selon la responsable du CLIC. Il n'est ni trop grand puisque l'objectif est la coordination globale d'un territoire cohérent, ni trop petit puisqu'il correspond à un bassin de vie et d'emploi que constitue le Pays du Bocage Bressuirais. Cependant, comparativement à l'étendue du territoire, la diversité des structures et leur nombre (8 intervenants différents) peut s'avérer être un frein à l'organisation d'une coopération efficace entre les acteurs.

Les actions du CLIC :

Le CLIC mène en 2007, une étude sur les besoins en terme de prise en charge de la maladie d'Alzheimer et de garde de nuit itinérante. Cette étude va permettre d'évaluer les besoins dans ces domaines. Il faut rappeler que deux EHPAD ont intégré dans leurs projets des unités spécialisées pour la maladie d'Alzheimer et des maladies associées.

Les difficultés du CLIC :

Le diagnostic mené ainsi que l'entretien avec la responsable du CLIC nous ont permis de connaître les difficultés principales du secteur de l'aide aux personnes âgées sur le territoire.

La **première difficulté** est que le CLIC du Pays du bocage ne dispose que d'une labellisation de niveau 1 censée traduire son degré d'implication dans le secteur des services à la personne. Il est donc chargé d'informer le public sur les différents services proposés sur le territoire et d'orienter les demandes vers des intervenants.

Ce niveau d'investissement est cependant très théorique et sert en réalité plus à définir le montant de la subvention accordée par le Conseil Général que les limites de compétences du CLIC qui dépasse souvent le stade de la simple information. En pratique, près de 60 % des dossiers traités par le CLIC font l'objet d'une prestation de niveau 2. La plupart des personnes qui s'adressent au CLIC ne recherchent pas uniquement une information sur les prestataires de services existants. Ces personnes viennent exposer une problématique et souhaitent obtenir une solution adaptée à l'urgence de leur situation.

Dans ces conditions, avant toute orientation vers un ou plusieurs intervenants, il est nécessaire d'évaluer la situation et les besoins qui en découlent. L'évaluation des besoins est une démarche de niveau 2, la mise en place d'un plan de prise en charge et le suivi du plan sont quant à elles des actions de niveau 3. Une réponse globale adaptée aux personnes faisant appel aux services du CLIC nécessite dans la majorité des cas une compétence de niveau 3. C'est pour cette raison que le CLIC demandera lors du renouvellement de sa convention avec le Conseil Général des Deux Sèvres au mois de septembre 2007 une labellisation de niveau 3 pour le début de l'année 2008.

La **deuxième difficulté** porte sur la fréquentation qui laisse percevoir une forte représentation des personnes âgées de Bressuire sur le total des personnes aidées (47%). La localisation du CLIC sur la ville la plus importante du Pays du Bocage Bressuirais a pour conséquence logique de favoriser la venue de la population en théorie la moins isolée. Cependant, on remarque que les permanences du CLIC dans les communes de Cerizay, Mauléon et Nueil-Les-Aubiers sont très peu fréquentées. Outre le manque d'information sur l'existence de ces permanences c'est avant tout leur inadaptation qui est à l'origine du manque de visite. Les personnes âgées en difficulté ne se déplacent quasiment pas, mais le plus souvent téléphonent au CLIC qui lui se déplace au domicile. Lorsque la problématique de la personne nécessite la mise en place d'un service d'aide à domicile, il est préférable de constater sur place les besoins de la personne (l'adaptation du logement, l'isolement ou non du

lieu...). L'urgence de la plupart des prises en charge n'est pas compatible avec la fréquence des permanences dans les différentes antennes (deux matinées par mois de 10h à 12h). Lorsque les personnes âgées sont en capacité de se déplacer elles s'orientent plus volontiers vers le siège du CLIC à Bressuire. Selon la responsable, il serait préférable de remplacer les permanences par la mise à disposition occasionnelle d'un bureau dans chaque commune. Le CLIC pourrait en cas de besoin réserver cette salle pour y effectuer un rendez-vous. Ce dispositif aurait l'avantage d'assurer une plus grande proximité pour la personne âgée et mettrait toutes les communes sur un pied d'égalité quant à l'accès de la population aux services du CLIC.

La **troisième difficulté** est relative à une mauvaise identification des intervenants par les personnes âgées malgré la création du CLIC, alors même que les besoins décrits sur le territoire sont ceux auxquels le CLIC est censé pouvoir répondre.

En réalité, le CLIC est méconnu par le public auquel il est destiné car les campagnes d'information dans la presse et au sein des mairies de chaque commune ne permettent pas de toucher l'ensemble de la population. En premier lieu, les personnes les plus en difficulté n'ont pas toujours accès à la presse (problème de vue, illettrisme...). En second lieu, la documentation dans les mairies n'est pas toujours suffisante et les secrétaires de mairie n'ont pas toujours le réflexe d'orienter les demandes vers le CLIC. Une campagne d'information est prévue pour le mois de septembre et devrait remédier à ce défaut. De plus, les actions qui seront menées en 2008 (atelier de prévention des chutes, réunion sur la sécurité routière et sur la maladie d'Alzheimer) ainsi que la semaine nationale « Semaine Bleue » en faveur des personnes âgées vont permettre une communication sur les missions et le rôle du CLIC. La conséquence principale de cette mauvaise information est que les personnes âgées n'ont pas le réflexe de s'adresser au CLIC pour s'informer au sujet des aides auxquelles elles pourraient avoir droit, ou sur les intervenants qui fournissent des services à la personne.

Le CLIC est un outil essentiel à la coordination du secteur des personnes âgées. C'est un lieu ressource qui permet la centralisation des informations. Cependant, pour être efficace, il doit recueillir l'adhésion des professionnels du secteur et être connu par l'ensemble de la population. Le CLIC du Pays du Bocage Bressuirais devra approfondir ces deux aspects afin d'être totalement efficace. Une labellisation de niveau 2 serait également souhaitable pour renforcer son rôle et conforter son assise territoriale.

Par ailleurs, malgré la participation des intervenants à la création du CLIC, il existe encore de leur part une certaine méfiance qui se traduit par un manque de coopération. Les structures porteuses des services à la personne hésitent à communiquer leurs informations au CLIC par crainte que celui-ci les contrôle ou n'intervienne dans la prise en charge, bien que cela ne fasse pas partie de ses missions. Il faudra sûrement quelques temps pour que le CLIC soit complètement intégré dans le paysage des services à la personne.

3.5.2 Services de soutien à domicile

3.5.2.1 Définition

Ce service regroupe l'ensemble des aides au maintien à domicile à l'exception des actes de soins. Les interventions sont effectuées par des aides ménagères pour toutes les activités relatives à l'entretien du logement (ménage, repassage, courses...) et par des auxiliaires de vie pour les activités d'aide à la personne (toilette, habillage, lever, coucher, prise des repas...).

3.5.2.2 L'organisation actuelle

Les services de soutien à domicile sont assurés par sept structures :

- L'association ADMR Nord Cerizéen,
- L'association ADMR Canton de Mauléon,
- L'association ADMR La Forêt sur Sèvre et ses environs,
- L'association ADMR Courlay,
- L'association départementale des familles rurales,
- Le CCAS de Combrand,
- L'association Proxim'Service ACPADI 79.

La carte n°25 de l'Atlas présente la couverture du territoire par ces services. Le tableau suivant en présente l'organisation.

Nom du service	ADMR NORD CERIZEEN	ADMR CANTON DE MAULEON	ADMR LA FORET SUR SEVRE ET SES ENVIRONS	ADMR COURLAY	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FAMILLES RURALES	CCAS COMBRAND	PROXIM' SERVICES ACPADI 79
Mode de gestion	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	Associatif	CCAS	Associatif
Jours de fonctionnement du service	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours	Aide ménagère : du lundi au samedi Auxiliaire de vie : tous les jours
Horaires	7h30 à 22h	Aide ménagère : 8h à 18h Auxiliaire de vie : 8h à 21h	Aide ménagère : 8h à 17h30 Auxiliaire de vie : 7h30 à 20h30	Aide ménagère : 8h à 18h Auxiliaire de vie : 8h à 20h30	En fonction des besoins du service	De 7h30 à 21h	De 7h30 à 21h
Nombre de personnes bénéficiant du service	130	66	75	122	397	75	75
Coût	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17,16 euros de l'heure (19,83 le dimanche et les jours fériés) Auxiliaire de vie : 20,80 de l'heure (23,47 le dimanche et les jours fériés) Mandataire : 12,33	Aide ménagère : 17 Auxiliaire de vie : 19	NC	Prestataire : 17,85 euros Mandataire : 13 euros Forfait déplacement : 17 euros
Remarques				Chiffre du nombre de bénéficiaires sur l'ensemble de la zone de couverture			Chiffre du nombre de bénéficiaires sur l'ensemble de la zone de couverture

Tableau 17 : Tableau comparatif Services de soutien à domicile

3.5.2.3 Eléments d'analyse

Bonne couverture territoriale des services de soutien à domicile :

Le CLIC a orienté vers les services d'aide à domicile 23% des personnes qui s'y sont présentées. Ces services apportent donc bien une réponse adaptée aux besoins de nombreuses personnes âgées. Le secteur est bien pourvu puisqu'à la différence de certains territoires, les associations d'aide à domicile sont présentes sur l'ensemble de la Communauté de Communes. De plus, l'existence de plusieurs acteurs permet aux bénéficiaires de choisir leur interlocuteur.

Tendance à la départementalisation : un plus pour la mutualisation

Parallèlement, la tendance générale à la départementalisation des services d'aide à domicile notamment celle réalisée récemment par l'association Familles Rurales est positive pour l'écêtement de la demande de service grâce à la mutualisation des intervenants. De plus, le maintien des secrétaires locales au sein de la structure permet de conserver un échelon de proximité.

Il est indispensable de mutualiser les structures d'aide à domicile afin d'avoir une gestion moins difficile en terme de personnel (variation importante des charges de travail du fait des décès et hospitalisations). Le mouvement de départementalisation doit être suivi par l'ensemble des acteurs, notamment pour l'ADMR dont les services sont gérés par quatre associations. La centralisation permettrait d'éviter que certaines associations aient des difficultés matérielles comme notamment des locaux exigües (ADMR Nord Cerizéen et ADMR du canton de Mauléon) ou des problèmes d'accessibilités des locaux (ADMR Courlay et ADMR La Forêt sur Sèvre).

Un manque de places problématique :

Tout d'abord, le nombre de places disponibles dans les services de maintien à domicile est insuffisant et les professionnels manquent de temps pour la prise en charge des personnes. Le délai pour l'entrée d'une personne dans un service est parfois long alors que le besoin d'aide est toujours urgent et fait suite à la dégradation importante et rapide de l'état de la personne. Le manque de temps se traduit, quant à lui, par l'impossibilité pour les intervenants de passer le temps nécessaire avec les personnes âgées pour rompre le sentiment d'isolement et renforcer le lien social.

Des secteurs d'intervention qui se chevauchent : une offre opaque pour le bénéficiaire

On constate une mauvaise lisibilité des territoires d'intervention des structures due à leur trop grande abondance (BACB, ADMR, Familles Rurales, Proxim'service, les CCAS...) comme le montre la carte n°25. Pourtant, au sujet des intervenants, la responsable du CLIC estime que le nombre d'intervenants est correct sur le territoire. Il est important qu'il existe plusieurs intervenants pour maintenir une certaine concurrence propice à l'amélioration de la qualité des services offerts mais il ne faut pas non plus qu'ils soient trop nombreux pour ne pas rendre illisible l'offre de services. Cependant, il est nécessaire de favoriser le regroupement et la départementalisation des petites structures pour permettre une offre claire de qualité identique à toute la population. Les structures locales sont insuffisamment dotées en personnel et en matériel pour assurer des services dans les meilleures conditions possibles. Faute de moyens, elles ont trop souvent recours à du personnel bénévole non formé. Les structures les plus petites ne devraient pas couvrir moins d'un canton pour rester lisible pour le public.

Les services de soins infirmiers à domicile (carte n°27) sont divisés en deux secteurs et les services d'aide à domicile (carte n°25) sont divisés en sept secteurs. Mais les secteurs couverts entre ces deux types de services sont également différents alors qu'ils sont très souvent complémentaires.

Ces services sont gérés par des associations différentes qui parfois entretiennent de mauvaises relations puisqu'elles sont en concurrence. Les personnes âgées ne savent pas comment trouver l'interlocuteur territorialement compétent. On constate une réelle concurrence entre les associations offrant le même type de service.

Une concurrence accrue par l'utilisation du Chèque Emploi Service Universel :

La multiplication des intervenants privés dans le domaine de l'offre de service à domicile causée par la loi Borloo de 2005 opacifie le secteur. Cette législation destinée à favoriser les emplois de service par la création d'un titre de paiement spécifique pour rémunérer les intervenants à domicile : le Chèque Emploi Service Universel (CESU) a eu de réels effets.

De plus, la multiplication des modes de financement plus ou moins complexes (formule prestataire, mandataire, Chèque Emploi Service Universel...) brouille un peu plus le fonctionnement des services aux personnes âgées.

Une double mission : insertion et services à domicile, difficile à concilier

Il existe des difficultés spécifiques à certaines associations. L'association Proxim'service souffre d'un a priori négatif pour les services à la personne. Le public a tendance à confondre cette association avec la BACB, bien qu'elles soient distinctes l'une de l'autre. Proxim'service dispose d'un agrément qualité qui lui permet d'offrir les mêmes services que les associations spécialisées dans le maintien à domicile (Familles Rurales et ADMR) avec du personnel formé et qualifié. De plus, les prescripteurs n'informent pas les personnes âgées qui bénéficient de l'APA sur les prestations de Proxim'service, bien que ce service soit agréé par le Conseil Général.

Certaines associations évoquent la difficulté d'appartenir à plusieurs Communautés de Communes (ADMR Courlay).

* * *

Les services à domicile couvrent l'ensemble du territoire et effectuent un travail globalement satisfaisant. Malgré tout, une centralisation des structures est souhaitable afin d'accroître leur efficacité.

Ce secteur est composé de nombreuses associations concurrentes ce qui favorise les démarches qualité et l'amélioration des services rendus au public. L'inconvénient principal du nombre important d'associations de service à domicile est de rendre difficilement compréhensible les secteurs d'intervention et l'organisation des services de chacune d'entre elles pour l'ensemble de la population.

3.5.3 Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)

3.5.3.1 Définition

Ce service effectue tous les actes de soins prescrits par le médecin au domicile des personnes âgées. Il a pour objectif de favoriser le retour à l'autonomie, de permettre le maintien à domicile, et de lutter contre la dépendance liée au vieillissement, handicap ou maladie. Il contribue à éviter ou à raccourcir une hospitalisation. Il doit permettre également aux personnes en fin de vie de rester chez elles entourées de leur famille. Les actes sont effectués par des aides soignantes et des infirmières.

3.5.3.2 L'organisation actuelle

Les Services de Soins Infirmiers à Domicile sont assurés par deux associations qui se partagent le territoire par cantons (voir carte n°27 de l'Atlas) :

- le SSIAD ADMR des cantons de Cerizay et Moncoutant.
- Le SSIAD Familles Rurales du canton de Mauléon.

Le tableau suivant présente le fonctionnement des deux services de SSIAD.

Nom du service	SSIAD ADMR CERIZAY MONCOUTANT	SSIAD UNION CANTONALE DES ASSOCIATIONS DE FAMILLES RURALES CANTON DE MAULEON
Mode de gestion	Associatif	Associatif
Jours de fonctionnement du service	Tous les jours	Tous les jours
Horaires	8h à 12h et 17h à 19h30	7h30 à 12h et 17h à 20h
Nombre de personnes bénéficiant du service	42	30
Coût	Prise en charge par l'assurance maladie	Prise en charge par l'assurance maladie

Tableau 18 : Tableau comparatif SSIAD

3.5.3.3 Eléments d'analyse

Bonne lisibilité pour le public :

Le service de SSIAD est découpé en deux secteurs ce qui permet une bonne lisibilité pour le public. Ce découpage apparaît pertinent et optimum pour les intervenants des secteurs. Cependant, une mutualisation du personnel serait souhaitable pour une gestion plus souple sans trop d'éloignement géographique puisque la distance des tournées est une contrainte forte du secteur. Ce service intervient 7 jours sur 7 ce qui permet le maintien à domicile ainsi que l'hospitalisation à domicile des personnes âgées nécessitant des soins quotidiens.

Une coordination défailante

Les SSIAD estiment que le CLIC ne renseigne pas suffisamment sur les soins à domicile puisque toutes les personnes qui nécessitent l'intervention du SSIAD ne sont pas identifiées.

De plus, une grande coopération entre l'hôpital local ou l'hôpital Nord Deux-Sèvres et le SSIAD pour les sorties d'hospitalisation permettrait de mieux anticiper la prise en charge des personnes.

Par ailleurs, la coopération est souvent difficile entre les services de SSIAD et les services d'aide à domicile. Le SSIAD souhaiterait que les services d'aide à domicile se regroupent avec une direction commune pour faciliter la mise en oeuvre des interventions au domicile.

Une concurrence au détriment de la qualité de prise en charge

Une concurrence non justifiée est présente entre les SSIAD, les services d'aides à domicile et les infirmières libérales ce qui nuit à la prise en charge globale des personnes âgées.

Sur certaines communes, il n'y a aucune demande de prise en charge (Saint Amand sur Sèvre, La Petite Boissière). Il semble que les demandes de prise en charge soient interceptées par d'autres interlocuteurs tel que les infirmières libérales ou les services de soutien à domicile de certaines associations. Cette situation pose deux problèmes. Si le service à domicile prend la place du SSIAD il existe un danger pour les bénéficiaires puisque seules les infirmières sont autorisées à exécuter des soins ou administrer des médicaments. Par ailleurs, si la demande est captée par des infirmières libérales, les bénéficiaires ne seront pas entièrement remboursés de leurs frais car l'assurance maladie, tout comme l'Allocation Personnalisée pour l'Autonomie, ne soldent les dépenses que sur une base forfaitaire. Dans ces conditions, les personnes âgées sans le savoir ne peuvent pas bénéficier d'une couverture totale de leur frais de maintien à domicile.

3.5.4 Portage de repas

3.5.4.1 Définition

Le portage de repas est un service qui confectionne et distribue des repas au domicile des personnes qui en font la demande. La livraison peut être faite soit en liaison chaude, soit en liaison froide.

3.5.4.2 L'organisation actuelle

Ce service a pour objectif de permettre le maintien au domicile des personnes dépendantes ou à mobilité réduite qui ne sont pas ou plus en capacité de faire elles mêmes leurs repas ou qui en ont perdu le désir. Le portage de repas est le service essentiel au maintien à domicile. Il vise également à rompre l'isolement des personnes âgées et à leur fournir des repas équilibrés pour leur assurer une alimentation saine, essentielle à un public particulièrement touché par la malnutrition voir la dénutrition. Le besoin de portage de repas est en augmentation régulière notamment sur le secteur de la Forêt sur Sèvre et ses environs.

La carte n°26 de l'Atlas présente la couverture du territoire par le service de portage de repas. Le tableau suivant en présente l'organisation.

Nom du service	CCAS de Cerizay	CCAS de Cirières	Maison de retraite de la Sainte Famille	CCAS de Mauléon	Maison de retraite Béthanie	CCAS de Combrand	Restaurant de la Sèvre	Restaurant de La Ronde	Familles Rurales Saint Aubin de Baubigné
Mode de gestion	CCAS	CCAS	CCAS	CCAS	EPA	CCAS	Privé	Privé	Association
Liaison	CHAUDE	CHAUDE	CHAUDE	FROIDE	CHAUDE	CHAUDE	CHAUDE	CHAUDE	CHAUDE
Cuisine d'origine	Maison de retraite de la Cressonnière	CCAS de Cerizay	Maison de retraite de la Sainte Famille	Restoria St Barthelemy d'Anjou	Maison de retraite Béthanie	Restaurant le Marigny	Restaurant de la Sèvre	Restaurant de La Ronde	Résidence des Tilleuls St Aubin
Formules	Entrée + plat + fromage + dessert	Entrée + plat + fromage + dessert	Entrée + plat + fromage + dessert + potage	Déjeuner = entrée + plat + dessert journée repas : déjeuner + soupe + légume + dessert	Entrée + plat + fromage + dessert + potage	Formule midi + complément pour le soir	Menu du restaurant	NC	NC
Régimes suivis	Sans sel ou sans sucre	Sans sel ou sans sucre	Sans sel ou sans sucre	Sans sel ou sans sucre ou hypocalorique ou sans féculents	Tous régimes possibles	Pas de régimes	Pas de régimes	NC	NC
Jours de fonctionnement du service	Tous les jours sauf dimanches et jours fériés	Tous les jours sauf dimanches et jours fériés	Du lundi au vendredi	Tous les jours	Du lundi au vendredi	Tous les jours sauf le lundi	Tous les jours sauf le lundi	NC	NC
Réservation	Du jour au lendemain	Du jour au lendemain	Du jour au lendemain	Délai d'une semaine solution d'urgence possible	Du jour au lendemain	Du jour au lendemain	Du jour au lendemain	NC	NC
Nombre de repas servis	20	6	25	43	25	1	20	NC	NC
Coût	5.60 euros pour une personne et 10.80 euros pour un couple	7,86 euros	6,24 euros	6.10 euros le déjeuner et 7.80 euros la journée repas	7,20 euros	5,95 euros	8 euros à 9,10 euros en fonction du kilométrage	NC	NC

Remarques	Remise en question de la problématique de la restauration collective sur Cerizay	Remise en question de la problématique de la restauration collective sur Cerizay		Livraison anticipée pour le week-end			Solution de dépannage	NC	NC
-----------	--	--	--	--------------------------------------	--	--	-----------------------	----	----

Tableau 19 : Tableau comparatif Portage de repas

3.5.4.3 Eléments d'analyse

Il existe une difficulté particulière pour le portage de repas à domicile. Cette offre qui lorsqu'elle n'est pas inexistante est inégalement répartie sur le territoire. Elle fonctionne correctement sur le canton de Mauléon mais est défaillante sur celui de Cerizay. De plus, certaines communes ne sont pas couvertes par ce service notamment Montravers, Le Pin, Brétignolles et Saint Jouin de Milly.

Certaines structures de portage de repas ne proposent pas de suivi des régimes et d'autres ne font que du dépannage et ne pourraient pas accueillir de demandes supplémentaires (La Forêt sur Sèvre). Alors même qu'il semble indispensable d'offrir ce service sur tout le territoire et d'unifier les tarifs (type de liaison froide ou chaude, jours de fonctionnement) afin que toutes les personnes âgées puissent avoir accès à ce service quelque soit leur lieu de résidence sur le territoire.

Actuellement les services proposés ne permettent pas de développer les relations sociales (exemple : assister la personne âgée le temps du déjeuner...) pourtant ce service se prête bien à fournir ce type de relations.

* * *

Ce service est un des piliers du maintien à domicile des personnes âgées. Il assure une alimentation régulière et équilibrée. Pourtant, ce service est très inégal sur le territoire de Delta Sèvre Argent. Certaines communes ne sont pas couvertes, d'autres ne le sont que par des services qui ne permettent pas d'offrir des régimes spécifiques (sans sel, mixé...) et certains services sont aux limites de leur capacité de production. Les tarifs sont également très inégaux, les variations de prix sont fortes.

Néanmoins, il est impératif de fournir des services de portage de repas cohérents sur l'ensemble du territoire mais également d'intégrer une dimension sociale par des contacts qui vont au-delà du simple dépôt de repas, pour satisfaire les besoins de lien social des personnes âgées.

3.5.5 Services accessoires, une autre réponse aux besoins des personnes âgées

3.5.5.1 Définition et organisation actuelle

Ce terme regroupe l'ensemble des services qui ne nécessitent pas un agrément qualité et peuvent être destinés à l'ensemble des publics. Ils regroupent les petits services à domicile tel que le jardinage, bricolage, repassage, garde d'enfant de plus de trois ans...

Ils peuvent être réglés au moyen du CESU et actuellement de nombreuses personnes proposent à titre individuel leurs services. Les banques et assurances, via leurs plates-formes multi-services interviennent également.

3.5.5.2 Eléments d'analyse

Ces services vont se développer avec la possibilité de paiement par le CESU. Ils pourront faciliter le maintien à domicile par des services non essentiels pour la personne mais néanmoins importants pour son bien être.

Ne faisant pas partie de l'étude, il n'a pas été possible d'évaluer l'importance des services rendus par l'intermédiaire du CESU, toutefois certains éléments d'analyse ont pu être mis en avant.

Les services accessoires souffrent d'un défaut d'information auprès des usagers potentiels. De plus, la BACB et Proxim'services sont les seules associations qui proposent ce type de service. Cependant, elles souffrent d'un a priori négatif auprès des usagers potentiels, qui parfois perçoivent mal que les intervenants soient des personnes en réinsertion.

La responsable du CLIC estime d'une part, que les services accessoires (bricolage, jardinage, courses, repassage, ménage...) actuels ne sont pas suffisamment proposés aux personnes âgées et d'autre part, que les services accessoires ne sont pas assez diversifiés et ne correspondront pas longtemps aux besoins des populations vieillissantes.

En effet, les services accessoires disponibles sur le territoire ne sont pas systématiquement proposés aux personnes âgées. De plus, leur publicité n'est pas suffisante et leur coût élevé empêche de nombreuses personnes âgées d'avoir accès à ces services dont elles ont pourtant besoin.

Selon l'infirmière coordinatrice du CLIC, les services de confort tel que les soins du corps, d'esthétique, promenades culturelles, activités nouvelles, ne font pas partie des services proposés à la population. Ces besoins vont néanmoins se développer et le manque de réponse à ce type de désirs risque de devenir une cause de départ du territoire des populations « retraités actifs » qui ne trouverons pas, avec les services offerts sur le territoire, une image positive du vieillissement.

Enfin, les besoins en garde de nuit ne sont pas satisfaits par les structures existantes (de nombreuses demandes de gardes de nuits sont recensés par le CLIC). Ce service n'existe qu'à titre exceptionnel, pour des urgences pour lesquelles aucune autre solution n'est envisageable

mais ce système est extrêmement coûteux. Les structures sont confrontées au manque de personnel pour effectuer des gardes de nuit. D'ailleurs une réflexion est menée par le CLIC mais aussi par la MSA sur le canton de Cerizay pour la garde de nuit itinérante.

* * *

Les services accessoires ne sont pas très développés pour le moment, peu d'associations en proposent mais le secteur privé est amené à s'étendre. Ils ne sont pas indispensables au maintien à domicile mais vont devenir prochainement des services très utiles particulièrement pour les nouveaux retraités. Il semble important de veiller à un développement harmonieux de ce type d'offre et d'accompagner son évolution par une organisation efficace de ce nouveau secteur.

3.5.6 Structures d'hébergement

3.5.6.1 Foyers-logements

Définition :

La circulaire du 5 décembre 1974 donnait la définition suivante des foyers-logements : « Les logements-foyers sont destinés aux personnes âgées capables de vivre de manière habituelle dans un logement indépendant mais ayant besoin occasionnellement d'être aidées. Cette formule convient tout particulièrement aux personnes isolées, aux couples dont les forces déclinent, aux personnes sortant de centres de rééducation fonctionnelle ne pouvant vivre en logement autonome ».

Ils devront pouvoir être facilement adaptés aux besoins des personnes handicapées. Les logements-foyers comportent comme tout foyer :

- des logements (80 maximum),
- des locaux communs (circulation horizontale et verticale avec des halls d'entrée et des dégagements),
- des services collectifs (locaux nécessaires aux activités, à l'animation et à la gestion).

Les logements-foyers doivent être implantés à proximité de moyens de transports et de centres d'activités (commerces, lieux de culte et de réunion).

Les logements-foyers devront être orientés de manière à procurer le maximum d'ensoleillement aux personnes âgées qui peuvent être appelées à demeurer de façon presque continue dans leur logement.

Aujourd'hui, en France, les logements-foyers représentent une proportion non négligeable de l'offre de places d'hébergement en institution sociale et médico-sociale. Autre particularité, la forte empreinte des collectivités locales et des CCAS dans la promotion et la gestion des logements-foyers (plus de 70 % des établissements en gestion publique).

Des niveaux de prestations très variables selon les établissements :

Delta Sèvre Argent compte deux foyers logements qui n'offrent cependant pas les mêmes services.

La *résidence des tilleuls* est située à Saint Aubin de Baubigné. Cette structure propose 21 logements pour des personnes seules ou en couple. Les loyers sont entre 310 et 445 euros par mois. Les services proposés sont : les repas (pris soit en salle collective, soit dans le logement), et les services identiques à ceux proposés par l'aide à domicile (ménage, lingerie, aide à la personne). Le SSIAD intervient également chaque jour pour tous les actes de soins. Une téléalarme est en plus proposée bien qu'un surveillant de nuit soit présent.

La *résidence du chemin vert* est située à Mauléon. Elle met à disposition 15 logements pour personnes âgées. Tous les services sont externalisés : un service propose du portage de repas, des activités sont parfois proposées par le CCAS de Mauléon.

Ces structures répondent bien aux besoins des personnes âgées les moins dépendantes, recherchant de la sécurité et souhaitant rompre l'isolement.

La limite du service est que les publics très dépendants ou atteints de maladies type Alzheimer peuvent difficilement être pris en charge.

3.5.6.2 EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (Maison de retraite).

Définition :

Depuis la réforme de la tarification en 1999, les établissements accueillant des personnes âgées sont appelés Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). Les personnes accueillies en EHPAD sont généralement classées dans les GIR 2, 3 et 4.

La tarification journalière applicable à tous les EHPAD se décline selon 3 tarifs :

- hébergement : administration, accueil hôtelier, entretien, animation... et un tarif unique dépendance (ticket modérateur) à charge du résident, de sa famille, de l'aide sociale (avec allocation logement possible).
- dépendance : soins de base, aides médico-psychologiques... Ce tarif varie selon la dépendance de la personne et est à la charge du résident (L'APA permet de financer cette dépense).
- soins : aide, surveillance et vie quotidienne financé par l'assurance maladie.

Le GMP (GIR moyen pondéré) est le niveau moyen de dépendance des pensionnaires d'un établissement. C'est cet indicateur qui détermine les financements qui seront accordés à la structure. Le GMP s'obtient en divisant le total des points GIR d'un établissement par le nombre de personnes hébergées. Le nombre de points attribués à chaque personne âgée dépendante est valorisé selon un barème qui permet de déterminer le montant de participation de chaque financeur.

Une bonne couverture du territoire :

Le nombre d'EHPAD sur le territoire est important, actuellement il en existe cinq. Cependant, le nombre de places offertes ne permet pas de répondre à la demande. Tous les établissements possèdent des listes d'attentes conséquentes mais peu fiables car les personnes âgées sont inscrites dans plusieurs établissements.

Les établissements sont assez anciens mais des projets de rénovation et d'agrandissement sont en cours ou prévus.

On discerne une volonté forte de la part des professionnels pour adapter les activités aux désirs des résidents mais également afin d'encourager les relations avec l'extérieur. Les EHPAD, souvent considérés comme des structures fermées et austères, souhaitent se moderniser et s'ouvrir sur l'extérieur. Ils évoquent également un besoin de transport pour permettre aux personnes âgées bénéficiant du portage de repas de participer aux activités des maisons de retraite par exemple.

Enfin, ils sont bien répartis géographiquement et organisent une bonne complémentarité avec les services de maintien à domicile.

Un manque de places récurrent :

Compte tenu du manque de place chronique en établissement, il est nécessaire de maintenir les personnes à domicile le plus longtemps possible. Cette solution repose sur 3 services de base : le portage de repas, les services de soutien, la téléalarme, tant que la personne n'est pas trop dépendante.

Les « maisons de retraites » ne pouvant pas faire face à la demande importante de placement en établissement, le maintien à domicile est une solution indispensable. De plus, il serait souhaitable de faire une transition progressive entre service de maintien à domicile et EHPAD (activités à la maison de retraite, prise des repas, entrée temporaire pour quelques jours...).

Cependant, lorsque les personnes âgées voient leur dépendance s'aggraver et ne peuvent pas entrer en maison de retraite rapidement, elles sont prises en charge par le SSIAD. Ce dernier n'a pourtant pas vocation à prendre en charge les personnes très dépendantes (il ne peut pas faire de la garde 24h/24, coût de prise en charge est élevé et le forfait maximal de prise en charge est de 120h/mois...).

La plupart des établissements n'ont pas la possibilité d'offrir un espace individuel à tous leurs résidents, certains établissements ont de nombreuses chambres doubles (l'EHPAD de l'Hôpital Local de Mauléon, Sainte Famille, Béthanie, la Cressonnière...). Par ailleurs, la plupart de ces établissements ont besoin d'être rénovés notamment les locaux de l'EHPAD de l'Hôpital Local de Mauléon qui sont vétustes.

La grande dépendance pose problème :

Les EHPAD ont des difficultés à prendre en charge des personnes très dépendantes pour lesquelles la médicalisation devient trop importante. Les EHPAD ne disposent pas de personnel hospitalier suffisant pour assurer une présence infirmière continue. La médicalisation est en

augmentation constante cependant, les maisons de retraites ne peuvent pas se médicaliser à outrance (elles n'ont pas vocation à se substituer aux Unités de Soins de Longue Durée).

3.5.6.3 L'Unité de Soins Longue Durée de l'Hôpital Local de Mauléon (ULSD)

Définition :

Autrefois appelées "Hospices" puis "Centres de long séjour", les USLD (Unité de Soins de Longue Durée) relèvent du secteur hospitalier. Elles sont réservées aux personnes âgées n'ayant plus leur autonomie de vie et dont l'état de santé nécessite une surveillance médicale permanente, des soins continus (affection chronique grave) et un suivi médical conséquent.

La Sécurité Sociale prend en charge les dépenses de soins mais ne rembourse ni l'hébergement, ni les repas. Toutefois, ces frais peuvent, dans certaines conditions, être pris en charge partiellement ou totalement par l'aide sociale, sous réserve de l'habilitation de l'établissement à ce titre.

Une structure efficace :

L'USLD est une plateforme médicalisées de proximité ce qui permet la prise en charge de personnes âgées très dépendantes qui nécessitent des actes médicaux. Les locaux sont neufs, le confort et l'organisation sont satisfaisants. Cependant les locaux des services de restauration, de lingerie et d'administration, communs pour tout l'hôpital local sont vétustes.

3.5.6.4 Comparatif de l'ensemble des structures d'hébergement pour personnes âgées de Delta Sèvre Argent

Le tableau suivant résume le fonctionnement des différents services d'hébergement pour personnes âgées, qui sont également présentés sur la carte n°30 de l'Atlas.

Nom du service	HOPITAL LOCAL DE MAULEON	HOPITAL LOCAL DE MAULEON	MAISON DE RETRAITE DE LA SAINTE FAMILLE	MAISON DE RETRAITE BETHANIE	MAISON DE RETRAITE NICOLAS SEVILEANO	MAISON DE RETRAITE DE LA CRESSONNIERE	MARPA RESIDENCE DES TILLEULS	RESIDENCE DU CHEMIN VERT CCAS MAULEON
Type de service	USLD	EHPAD	EHPAD	EHPAD	EHPAD	EHPAD	FOYER - LOGEMENT	FOYER - LOGEMENT
Nombre de places	62	58	55	43	26	62	24	16
Chambres seules	42	22	37	NC	22	50	0	0
Chambres doubles	10	18	9	NC	2	6	0	0
Appartements	0	0	0	0	0	0	21	15 : 7 T1BIS ET 8 T2
Coût pour l'hébergement	48.61 EUROS (70.95 POUR LES MOINS DE 60 ANS)	CHAMBRE A 1 LIT : 36.33 EUROS CHAMBRE A 2 LITS : 34.60 EUROS	CHAMBRE A 1 LIT : 32.42 EUROS CHAMBRE A 2 LITS : 30.80 EUROS	CHAMBRE A 1 LIT : 36.54 EUROS CHAMBRE A 2 LITS : 35.48 EUROS	43 EUROS	CHAMBRE A 1 LIT : 38.99 EUROS CHAMBRE A 2 LITS : 35.41 EUROS	T1 : 310 EUROS T1BIS : 410 EUROS T2 : 445 EUROS	T1BIS : 310 EUROS T2 : 415.03 EUROS
Ticket modérateur	6.34 EUROS	5.74 EUROS	4.64 EUROS	5.27 EUROS	3.73 EUROS	DE 4.48 EUROS A 16.57 EUROS		
GIR moyen pondéré	902	628	570	650	700	530		
Hébergement d'urgence ou temporaire	TEMPORAIRE : 2	TEMPORAIRE : 1			TEMPORAIRE EN FONCTION DES DISPONIBILITES		TEMPORAIRE : 1	
Remarques	20 LITS SPECIFIQUES POUR LES PERSONNES ATTEINTES DE LA MALADIE D'ALZHEIMER	LOCAUX VETUSTES CHAMBRES DOUBLES PAS DE SANITAIRES	QUELQUES CHAMBRES DOUBLES	AGRANDISSEMENT ET REHABILITATION EN COURS : 82 LITS EN 2009 SERVICE SPECIFIQUE				DIFFICULTE DE LOUER DES T1BIS DANS LESQUELS LA CUISINE N'EST PAS SEPARÉE

		DANS LES CHAMBRES		ALZHEIMER EN PREVISION			
--	--	----------------------	--	---------------------------	--	--	--

Tableau 20 : Tableau comparatif Hébergement personnes âgées

* * *

Les foyers logements permettent l'accueil de personnes âgées pour une première étape de leur prise en charge en établissement. Ce type d'accueil souffre de la concurrence des services à domicile. Le placement dans ce type d'institution répond plus à des problématiques de peur ou de crainte de chutes, de l'isolement...

Les EHPAD sont nombreux sur le territoire, mais n'arrivent pas à répondre à la demande qui ne cesse de se renforcer. Pourtant, la plupart d'entre eux ont des projets de rénovation et d'agrandissement à l'horizon 2009. La complémentarité avec les services de maintien à domicile est plutôt bonne et d'autant plus cruciale que les SSIAD et les services d'aide à domicile doivent s'organiser en fonction des possibilités ou non d'entrée en établissement des personnes âgées. Néanmoins, les EHPAD manquent de souplesse puisque rares sont ceux qui permettent un accueil d'urgence, un accueil temporaire ou progressif, ou proposent des activités ou des repas en collectivité pour les non résidents. Ces services alternatifs sont à développer afin de pouvoir proposer des prises en charges plus individualisées.

Une Unité de Soins Longue Durée est présente à l'Hôpital Local de Mauléon et permet de placer les personnes âgées malades ou dont la dépendance est trop importante pour pouvoir être assumée par un EHPAD. Ce service de l'hôpital bénéficie de locaux récents lui donnant la capacité d'offrir un lieu de vie agréable.

L'offre de services à destination des personnes âgées se concentre sur deux aspects :

- les services à domicile,
- les établissements.

Le CLIC a pour l'instant une mission d'information et souhaiterait développer les aspects de coordination et de parcours de prise en charge.

Les services de soutien à domicile sont concurrents sur le territoire ce qui rend leur offre parfois peu compréhensible. Ils ne sont pas bien coordonnés avec les SSIAD.

Le portage de repas existe sur une majeure partie du territoire mais les offres sont très différentes et certaines ne répondent pas bien aux exigences de la nutrition des personnes âgées.

On retrouve sur le territoire de Delta Sèvre Argent tous les établissements de la filière d'hébergement des personnes âgées : du foyer-logement à l'USLD en passant par les EHPAD. Les places manquent, les locaux ne sont pas toujours bien adaptés mais les structures d'hébergement accueillent près de 350 personnes âgées sur la Communauté de Communes.

3.6 La santé

3.6.1 Médecins généralistes

Voir carte n°31 de l'Atlas.

Le territoire compte 17 médecins généralistes, relativement bien répartis, mis à part sur la zone de Cerizay qui est en voie de désertification médicale mis en évidence dans l'enquête menée par l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie (URCAM). La ville de Cerizay comprend deux médecins qui ne peuvent pas faire face aux besoins de la population Cerizéenne. La population a tendance à ce tourner vers Bressuire, Moncoutant et Saint-Mesmin pour trouver des professionnels disponibles. Il faut également noter que la commune de Nueil-Les-Aubiers accueille 4 médecins qui attirent une clientèle extérieure à la Communauté de Communes.

D'après le site de l'URCAM, on constate que le nombre de consultations par personne est dans les plus faibles. Le nombre de consultations par médecin généraliste est néanmoins très élevé. Par conséquent, le nombre de médecins ne serait pas suffisant pour répondre à une hausse du nombre de consultations par personne ou une arrivée de population nouvelle.

3.6.2 Chirurgiens dentistes

Voir carte n°32 de l'Atlas.

Sur le territoire, on compte 13 chirurgiens dentistes qui sont répartis sur Mauléon, Cerizay, Nueil-Les-Aubiers et Saint-Amand sur Sèvre. Les communes de Brétignolles, Cirières et Montigny s'orientent vers Bressuire. Les communes de Saint André sur Sèvre, Saint Jouin de Milly, Saint Marsault, La Ronde sont elles, plutôt attirées vers Moncoutant.

3.6.3 Kinésithérapeutes

Voir carte n°33 de l'Atlas.

Delta Sèvre Argent est pourvu de 11 kinésithérapeutes. La répartition des kinésithérapeutes est relativement similaire à celle des médecins avec la même zone de désertification. La proportion de professionnels sur le canton de Cerizay est insuffisante par rapport à la population. Les personnes sont donc obligées de s'éloigner afin de pouvoir avoir accès à un kinésithérapeute.

3.6.4 Infirmiers libéraux

Voir carte n°34 de l'Atlas.

On recense sur le territoire de la Communauté de Communes une densité relativement faible d'infirmiers (9 infirmiers plus un cabinet). En conséquence, le nombre d'actes par professionnel est plutôt fort. Ils pourraient tout de même absorber une demande légèrement plus importante.

3.6.5 Pharmacies

Voir carte n°35 de l'Atlas.

Neuf pharmacies sont présentes sur le territoire. L'URCAM estime que leur nombre suffit à répondre à la demande de la population. Cependant, il faut noter qu'elles sont localisées uniquement sur les pôles principaux (Cerizay, Mauléon, Nueil-Les-Aubiers), mise à part les communes de Saint Amand sur Sèvre et la Forêt sur Sèvre. Accéder à une pharmacie peut être parfois difficile pour des personnes ne disposant pas de moyens de transports.

3.6.6 Ambulances et Taxis

Voir carte n°36 de l'Atlas.

La proportion d'ambulances et de taxis est satisfaisante puisqu'on dénombre 10 entreprises sur le territoire. Néanmoins, il est important de considérer que ces structures vont au-delà de leur mission en fournissant un service de transport afin de pallier au manque de réseau de transport collectif. Leur existence est donc indispensable.

3.7 Problématiques transversales

L'étude sur les services à la personne a mis en évidence un certain nombre de problématiques communes à l'ensemble des publics ciblés par le diagnostic. En effet, les insuffisances constatées dans le domaine de la petite enfance, de la jeunesse, de l'insertion, des personnes handicapées et des personnes âgées sont similaires sur certains points. Les difficultés principales relevées sont relatives au transport, aux repas, aux intervenants, à l'information et à la coordination pour chacun des publics.

3.7.1 La mobilité – les transports

Le transport fait partie des problématiques transversales puisqu'il a été évoqué dans les différents domaines étudiés.

- Dans le domaine de la petite enfance
 - o Les CLSH et les structures d'accueil périscolaire font part d'un besoin de transport collectif pour participer à des activités, pour l'utilisation des équipements collectifs (piscine, cinéma, activités inter-centres...).
 - o Les Relais d'Assistantes Maternelles souhaiteraient que se développe une solution de transport pour la mise en place de lieux d'accueil parents-enfants itinérants (comprenant une ludothèque par exemple).
- Dans le domaine de la jeunesse
 - o L'école de Musique du Pays du Bocage estime que la mise en place d'un système de transport faciliterait l'accès à la pratique d'un instrument de musique pour les populations les plus éloignées des antennes qui sont actuellement sous représentées dans les effectifs (toute la partie sud de Delta Sèvre Argent).
- Dans le domaine de l'insertion
 - o La mobilité est le principal frein au retour à l'emploi. Elle est également essentielle à l'autonomie des jeunes. Des projets de mobilité sont à l'étude (location de scooter) mais l'organisation d'un réseau de transport de dépannage serait une avancée importante pour les actions d'insertion.
- Dans le domaine des personnes handicapées
 - o Le transport des personnes handicapées n'est assuré que par les établissements d'accueil dans la limite de leurs moyens financiers. La problématique du transport diminue beaucoup les possibilités de sorties des établissements et l'organisation d'activités à l'extérieur.
 - o De plus, compte tenu de la pénurie de places en établissement, les « foyers de ville » (logement en milieu ordinaire bénéficiant d'un accompagnement de l'autonomie par du personnel spécialisé) seront une solution pertinente si un transport vers les ESAT est organisé pour un accueil de jour.
- Dans le domaine des personnes âgées :
 - o Il n'existe pas d'offre de transport adaptée aux personnes âgées (transport de fauteuil roulant, déambulateur...). Les personnes âgées ont néanmoins besoin de transport (en dehors des trajets médicaux effectués par les ambulances) afin de leur permettre de rester mobiles (se promener, faire des courses, participer aux activités d'une maison de retraite...).

3.7.2 Les repas

De nombreuses structures, en raison de leur organisation, proposent des repas à leurs bénéficiaires. La fourniture de repas est actuellement régie par une logique sectorielle mais celle-ci n'est pas forcément la plus adaptée au point de vue spatial. Par exemple, l'ESAT de Saint-Porchaire fournit les repas de la MAPHA de Nueil-Les-Aubiers mais également du foyer de vie de Mauléon (par liaison froide, 3 fois par semaine). Les CLSH et les accueils périscolaires s'organisent avec les cantines scolaires. Certaines structures essaient de dépasser ces limites de secteurs comme la maison de retraite de la Sainte-Famille par exemple.

Cependant, des réflexions sont menées actuellement sur la création de cuisines centrales sur le territoire (commune de Cerizay ou encore par l'Hôpital Local de Mauléon). Ces solutions potentielles ne devront être prises qu'après une réelle évaluation des besoins et projection des organisations les plus pertinentes.

3.7.3 Les salariés et bénévoles dans l'action sociale

Dans les cinq secteurs étudiés, les structures nous ont fait part de difficultés de recrutement de personnels qualifiés ou non, mais également d'un fort taux de rotation des personnels. L'organisation des plannings en vue de répondre à la demande est souvent problématique.

Le secteur des services à la personne se caractérise par des emplois à temps partiels, parfois peu rémunérateurs, qui souffrent d'une mauvaise image. Les budgets sont restreints et le personnel est souvent en sous-effectif. La période d'été est particulièrement problématique notamment dans le domaine du soutien à domicile. On recense un manque d'infirmières, d'auxiliaires de vie, mais également d'assistantes maternelles.

De multiples services sont organisés par de nombreuses associations qui éprouvent des difficultés à conserver un nombre de bénévoles suffisant pour faire vivre les structures. Les bénévoles refusent de supporter des responsabilités de plus en plus importantes et d'assumer les risques juridiques associés. On constate un vieillissement des bénévoles.

La réorganisation des services et la volonté de professionnalisation des bénévoles dans les associations de soutien à domicile et d'aide aux familles participe à ce phénomène. Néanmoins, le travail des bénévoles est indispensable pour le repérage des besoins de la population et pour répondre à l'exigence de proximité (notamment pour les structures qui gèrent le périscolaire, l'aide à domicile, l'insertion).

3.7.4 L'information et la coordination

Le diagnostic fait ressortir un manque d'information du public sur les services existants notamment. La multiplicité des intervenants et des services proposés rend l'offre opaque et le destinataire de l'information ne sait ni à qui s'adresser, ni de quels services il peut disposer.

Les lieux d'information ne sont pas bien identifiés : les gens se rendent au CCAS, à la mairie, au CLIC, ou directement dans les associations sans savoir s'ils s'adressent à l'interlocuteur adéquat.

Enfin et surtout, dans chacun de ces domaines, il est mis en évidence un manque cruel de coordination entre les acteurs qui nuit à l'efficacité des services proposés au public et limite les possibilités de réactivité de l'offre face aux évolutions de la demande.

Il est essentiel de garder à l'esprit que les actions menées ont pour objectif de satisfaire au mieux les besoins de populations particulièrement fragilisées et il est important de leur permettre d'accéder le plus facilement possible aux informations dont ils ont besoin pour bénéficier des services existants sur le territoire.

4. L'action sociale, compétence de Communautés de Communes : exemples de territoires voisins

Plusieurs Communautés de Communes en Deux-Sèvres ou en Vendée ont une compétence dans le champ de l'action sociale ou des actions s'y rapportant. Il faut noter que la transposabilité de ces exemples n'est pas forcément simple : la taille des territoires sont souvent différentes, de même les polarisations sont assez différentes (soit une ville centre, soit l'absence de pôles identifiés...).

4.1 Exemples étudiés

Nous avons étudié les Communauté de Communes suivantes :

- la Communauté de Communes Val de Sèvre gère son action sociale grâce à un CIAS. Les compétences de ce CIAS concernent :
 - o un service de portage de repas,
 - o un centre de loisirs sans hébergement intercommunal
 - o un chantier d'insertion
 - o une offre de logements pour les personnes âgées non dépendantes « Résidences Mon Village ».
- la Communauté de Communes Terre de Sèvre où l'action sociale est gérée en direct sous plusieurs services :
 - o le portage de repas,
 - o le chantier d'insertion,
 - o l'animation jeunesse.
- La Communauté de Communes de l'Argentonnais dispose d'un service d'action sociale, prochainement CIAS, qui organise :
 - o le portage de repas,
 - o le service d'aides ménagères,
 - o le service d'auxiliaires de vie,
 - o le service d'auxiliaires familiales,
 - o le SSIAD : Service de Soins Infirmiers à Domicile,
 - o le réseau « Brin de caouette » pour maintenir le lien social par des visites à domicile,
 - o la construction et la gestion à terme d'une MARPA.
- La Communauté de Communes de Pouzauges qui propose différents services :
 - o un cybercentre pour l'apprentissage et l'accès libre à du matériel informatique,
 - o un service de transports à la demande,
 - o le subventionnement du CLIC et des associations de maintien à domicile,
 - o la participation à des actions départementales de prévention contre les comportements à risques,
 - o la construction d'un centre médico-social,
 - o l'organisation de la semaine de la Petite Enfance.
- La Communauté de Communes Sud Gâtine opère la compétence sociale sous deux volets :
 - o la mise à disposition de locaux pour les associations à vocation sociale,
 - o les subventions et les aides financières aux acteurs locaux de ce domaine.

- La Communauté de Communes du Saint Varentais dispose d'une compétence sociale qui se divise en :
 - o un service de portage de repas,
 - o l'extension et la gestion d'un village retraite.
- La Communauté de Communes du Thouarsais gère par le biais de son service développement social quatre services :
 - o un chantier d'insertion,
 - o un service d'assistants de convivialité pour les personnes âgées,
 - o des animations collectives pour personnes âgées,
 - o l'accompagnement social des gens du voyage.

Le service transport propose trois services :

- o des lignes de transports en commun pour rejoindre les marchés,
 - o un service de transport à la demande,
 - o la location de minibus aux associations locales.
- La Communauté de Communes du canton de Melle propose plusieurs services dans le cadre de l'action sociale :
 - o les services de soutien à domicile (aide ménagère et auxiliaire de vie),
 - o le portage de repas,
 - o la collecte de témoignages de personnes âgées dans le cadre d'un atelier multimédia,
 - o le subventionnement et le soutien de l'épicerie sociale du Pays Mellois,
 - o la mise à disposition de locaux pour les services de la Petite Enfance et de la Jeunesse,
 - o la contractualisation avec certains organismes dans le cadre des contrats pour la Petite Enfance et la Jeunesse,
 - o un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance.

4.2 Les enseignements

4.2.1 Le CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale

Une seule Communauté de Communes parmi celles rencontrées gère son action sociale via un CIAS. Il s'agit de la Communauté de Communes du Val de Sèvre. La Communauté de Communes de l'Argentonnois qui dispose d'un service social va au 1^{er} janvier 2008 basculer toute son action sociale sur un CIAS. Les deux organisations de CIAS étudiées sont assez différentes.

Le CIAS de la Communauté de Communes du Val de Sèvre, créé en 2005 regroupe les activités :

- de gestion des logements sociaux intercommunaux en particulier de logements sociaux pour personnes âgées,
- de portage de repas,
- de chantier d'insertion.

Le CLSH reste service de la Communauté de Communes mais devrait à terme être intégré au CIAS.

A terme les différents CCAS vont se voir intégrés dans le CIAS, pour la plupart ils ne sont pas très dynamiques. Un seul assure un service d'aide à domicile.

Le CIAS du Val de Sèvre a une unique salariée : une directrice qui assume aussi sur ce poste l'ensemble de la thématique habitat pour la Communauté de Communes. Du personnel est mis à disposition par la Communauté de Communes : 1 secrétaire 20h par mois, 1 mi-temps pour le portage de repas, et le comptable de la Communauté de Communes assure la comptabilité du CIAS.

La directrice insiste sur l'importance pour le directeur du CIAS de bien connaître les autres compétences de la Communauté de Communes dont les interactions avec le domaine social sont par définition assez fortes. Cela permet d'avoir une vision plus large et de créer des liens entre les différents services donc d'obtenir une meilleure satisfaction du public.

La structure CIAS donne accès à un réseau, initiateur de réflexions générales, proposant des forums de discussion, des réunions régulières de partage d'expériences et de formation. La participation à ce réseau est signalée comme une expérience enrichissante.

La grande réussite du CIAS va être consacrée très prochainement par des actions d'envergure comme la construction de logements dans le cadre de « résidences mon village » pour les personnes âgées. La structure s'affirme comme un interlocuteur des problématiques sociales avec un volet fort sur le logement.

L'évolution vers le CIAS de la Communauté de Communes de l'Argentonnois

Avant 1982, le domaine de l'aide à domicile reposait sur les associations et particulièrement sur l'ADMR. En 1982, un SIVU, gérant les aides ménagères voit le jour pour la partie Ouest du canton (Argenton Château). En 1986, avec l'apparition de la distinction entre auxiliaire de vie et aide ménagère, le SIVU est transformé en SIVOM proposant des services d'Auxiliaire de vie et d'Aide ménagère. D'autre part, un SIVU existe sur Argenton L'église et gère des aides ménagères et le portage de repas.

En 1995, la Communauté de Communes de l'Argentonnois est créée, en intégrant dans le projet de service social pour la Communauté de communes, le service de soins infirmiers à domicile. La DDASS trouve alors l'échelon trop petit ; mais après négociation, la mise en place du SSIAD est finalement acceptée. En 1996, le SIVOM est donc dissout et intègre le service social de la Communauté de Communes. En 1999, le service d'action sociale de la Communauté de Communes s'installe à Cersay, au centre de son territoire. Des bâtiments lui sont spécialement dédiés et indépendants du siège de la Communauté de Communes localisé à Argenton les Vallées. Ce service assure les services d'aides ménagères pour la partie Ouest du territoire (le SIVU d'Argenton L'église subsistant), les services d'auxiliaire de vie et de SSIAD sur l'ensemble du territoire de l'intercommunalité. Une auxiliaire familiale gérée par l'ADMR a également été intégrée dans les effectifs intercommunaux. Le portage de repas est assuré par le SIVU d'Argenton L'église pour son secteur et par convention, l'autre partie du territoire y accède également. Le service social correspond à un budget annexe de la collectivité.

Au 1^{er} janvier 2008, le service d'action sociale de la Communauté de Communes et le SIVU fusionneront donnant naissance à un CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale. Ce service assurera la gestion pour l'ensemble du territoire de l'intercommunalité, avec un lieu d'organisation unique :

- Le portage de repas,
- Le service d'aides ménagères,
- Le service d'auxiliaires de vie,
- Le service d'auxiliaires familiales,
- Le SSIAD : service de soins infirmiers à domicile.

Ce CIAS assurera également le portage du projet de MARPA sur le territoire (Bâtiment HQE de 24 appartements, 1 en hébergement temporaire, accord du CROSS obtenu).

Le choix de cette évolution vers un CIAS s'explique par le projet de MARPA mais surtout par le besoin ressenti par les professionnels d'appartenir à un réseau apportant une veille juridique dans un secteur où la réglementation change souvent, de pouvoir bénéficier de réflexions globales, de porter un vrai projet social sur un territoire. L'organisation actuelle sous la forme de service de la Communauté de Communes ne permet pas suffisamment de répondre à ces aspirations.

Le CIAS : une des organisations les plus efficaces pour porter un projet social global

Constater que seules deux organisations travaillent ou vont travailler en CIAS peut apparaître une faible utilisation de la structure. Cependant, il faut noter que lorsque ce dispositif est en place, c'est qu'il correspond à un portage réel d'une politique sociale globale.

Le cas de la Communauté de Communes du canton de Melle est une exception : elle bénéficie des réseaux de différents dispositifs auxquels elle participe, et particulièrement au CLIC. La Communauté de Communes a également mis en place une commission sociale portant les sujets de réflexion.

Pour les autres Communauté de Communes, les compétences en lien avec l'action sociale relèvent plus de la prestation de services que d'une vision globale d'une politique sociale.

Le CIAS apparaît comme une structure intéressante en particulier pour bénéficier d'un soutien via le réseau qui les fédèrent à l'échelle nationale. Ce réseau apporte :

- une veille juridique sur tous les aspects de l'action sociale,
- une réflexion sur des questions spécifiques,
- un portage d'une vision de terrain et des retours d'expériences pour promouvoir certaines initiatives ou défendre des avis dans le cadre de réformes de la législation.

Le CIAS est une entité indépendante, avec un budget indépendant mais aussi une gouvernance qui allie des représentants élus et des représentants de la société civile. Il est donc important de choisir des représentants en rapport avec les compétences que l'on souhaite prendre.

4.2.2 Soutien financier et immobilier : implication minimale

Pour de nombreuses Communautés de Communes, l'action sociale passe par du soutien financier et du soutien immobilier.

Il s'agit donc pour ces collectivités de financer des associations qui portent des services à la personne ou de l'action sociale.

Dans certains cas, le soutien est immobilier par la mise à disposition de locaux et leur gestion locative. Ces mises à disposition de locaux donnent lieu à des « maisons des services » qui deviennent des lieux bien identifiés par la population.

Ces solutions de soutien aux acteurs de l'action sociale ne nécessitent pas une implication forte de la collectivité mais ne permettent pas pour autant de développer une action sociale coordonnée sur un territoire.

4.2.3 Le portage de repas : très répandu

Pour de nombreuses Communautés de Communes la compétence du portage de repas a été prise. La dimension intercommunale apparaît très souvent nécessaire pour développer ce type de service avec une certaine rigueur qualitative : jours de service, prise en compte des régimes, maintien du lien social...

Le plus souvent la solution de la liaison froide est privilégiée pour permettre de rester suffisamment chez les personnes âgées et ne pas assurer qu'une distribution brute de repas.

La plupart du temps, un prestataire extérieur fabrique les repas (hôpital, foyer de jeunes travailleurs, maison de retraite, prestataire privé...) mais la distribution est le plus souvent assurée par du personnel intercommunal.

La Communauté de Communes du canton de Melle a confié l'intégralité du service à un prestataire extérieur et constate que la dimension sociale est inexistante et projette de revoir très rapidement son organisation.

4.2.4 Les services de soutien à domicile : personnel intercommunal nombreux

Deux Communautés de Communes gèrent directement un service de soutien à domicile :

Le service « action sociale » de la Communauté de Communes de l'Argentonnois assure, en plus du portage de repas (10 000 repas par an, 27 repas en moyenne par jour), et d'un service d'auxiliaires familiales, les services de soutien à domicile (273 bénéficiaires en 2006) et le SSIAD (55 bénéficiaires).

Ce service est assuré par un personnel nombreux (71 personnes) :

- 13 auxiliaires de vie titulaires
- 1 auxiliaire familiale titulaire
- 18 aides ménagères titulaires
- 4 aides soignantes titulaires
- 1 infirmière titulaire
- 1 agent administratif
- 1 chef de service

L'intégration des effectifs du SIVU d'Argenton L'église dans le futur CIAS ajoutera 32 aides ménagères et un adjoint technique.

En plus du personnel titulaire, un ou deux vacataires par type de poste complète l'effectif selon les besoins pendant l'année. Pour les congés d'été, d'autres vacataires supplémentaires sont embauchés.

Les aides ménagères travaillent généralement sur leur commune ou les communes limitrophes. Les auxiliaires de vie et les aides soignantes disposent de véhicules de service et peuvent intervenir sur l'ensemble du territoire.

Il a été mis en place un système de badges que les intervenants à domicile doivent flasher en début et en fin d'intervention. Une majoration de 4 ou 5% du salaire total est réalisée pour prendre en compte les déplacements.

La Communauté de Communes assure la publicité pour son service grâce au journal intercommunal. Cependant la population n'a pas forcément intégré que ce service était géré par la Communauté de Communes. « Aides à domiciles » signifient souvent dans les esprits « ADMR ». La prise en charge facile par le service n'est pas évidente. Pour répondre à ce problème, ils souhaiteraient distribuer aux personnes âgées une carte à ranger avec la carte vitale sur laquelle toutes les informations des régimes, mutuelles et services à domicile qu'utilise la personne sont identifiées.

On peut noter que le nombre de personnes traitées a quasiment doublé alors que le nombre d'heures reste constant (constat sur les 10 dernières années).

En 2006 : les dépenses de fonctionnement s'élevaient à 620 000 euros. La balance était excédentaire. La distribution de prime en 2007 au personnel devrait mettre ce service à l'équilibre.

Le service à destination des personnes âgées de la Communauté de Communes du canton de Melle a été créé en 1973 et porté initialement par un SIVOM. En 1992, il est intégré comme service de la Communauté de Communes. Les associations ADMR ou Familles Rurales ne sont pas présentes sur le territoire.

Le personnel (31 aides à domicile équivalent 20 ETP pour 304 bénéficiaires), est recruté avec le diplôme d'assistant de vie ou le DEAVS. Le personnel ancien bénéficie régulièrement de formations et d'un dispositif de validation des acquis de l'expérience. Ce personnel fait partie du personnel intercommunal. Tout le personnel bénéficie d'une même grille de rémunération, les différences de formations initiales ne sont pas prises en compte.

Il reste toutefois difficile de moduler les pics et creux liés aux besoins du service. Il est quasiment impossible de proposer des temps pleins pour les aides à domicile mais avec des heures complémentaires, l'ETP est approché.

Ce service s'appuie largement sur le CLIC du Pays Mellois (de niveau 3). Les auxiliaires de vie sont en rapport avec l'infirmière coordinatrice du CLIC. Le CLIC réalise les évaluations de dossiers CRAMCO et a un réel rôle de coordination de l'intervention des professionnels pour des cas précis.

La gestion par un service public de l'aide à domicile peut apparaître comme trop rigoureuse, avec des lourdeurs administratives. Le CLIC apporte le côté humain.

Le SSIAD est partagé en deux services pour l'ensemble du Pays. Ils sont gérés à partir des EHPAD et ne sont pas de la compétence de la Communauté de Communes.

Madame Grelier, vice-présidente aux affaires sociales de la Communauté de Communes, met en avant des remarques sur le service rendu actuellement :

- Elle constate que les métiers de l'aide à domicile n'apparaissent pas comme une profession à part entière.
- Les personnes âgées ne voient pas forcément bien les compétences nécessaires à l'exercice de cette profession.
- Une réunion hebdomadaire de partage d'expériences, de questions et de réponses est souhaitée pour mieux identifier les problèmes et pour trouver des solutions plus efficaces avec les différents services qui peuvent intervenir.
- La fidélisation d'un personnel à un bénéficiaire peut conduire à une familiarisation de l'intervenant pas toujours propice à la mise en place d'un service le plus efficient possible. Il apparaît pas inconciliable de limiter cette familiarisation et d'avoir la proximité nécessaire à la prise en charge des personnes âgées.

Des services très efficaces mais impliquant un personnel nombreux

Les expériences présentées montrent l'importance en terme de personnel d'une prise de compétence dans les services de soutien à domicile. La qualité du service est néanmoins très satisfaisante pour les usagers. La mise en place de ce service par les collectivités conduit souvent à des tarifs plus faibles pour l'utilisateur, un statut plus intéressant pour les salariés, et un équilibre financier réalisé.

4.2.5 Des initiatives locales intéressantes

4.2.5.1 Comm'Bus à Thouars

Un système de transport de personnes existe depuis de nombreuses années d'abord à Thouars puis ensuite sur le Thouarsais.

2 véhicules sont affiliés au service :

- 1 minibus publicitaire de 9 places
- 1 minibus de 20 places

1 véhicule est utilisé en majorité pour de la desserte sur des lignes définies préalablement qui desservent les marchés, les hôpitaux, les zones commerciales, les services administratifs... et qui intervient en renfort sur le transport à la demande.

L'autre véhicule est affecté en priorité au transport à la demande (TAD) et est utilisé en renfort pour les marchés.

Pour le transport à la demande (TAD), la réservation est obligatoire auprès de la Communauté de Communes qui organise les voyages pour rentabiliser au mieux les voyages en fonction des disponibilités du service. L'organisation est faite sans outil technique ou informatique particulier.

Ce service fonctionne du lundi au vendredi (sauf le vendredi matin en raison des marchés).

Le prix du service pour l'usager est de 1.20 euros. Les circuits ne desservent que le territoire de la Communauté de Communes et n'en sortent pas. Les caisses sont gérées par les chauffeurs avec le service comptabilité de la Communauté de Communes.

Les véhicules ne permettent pas la prise en charge de personnes à mobilité réduite.

Excepté les PMR et les manques de disponibilité du service : la population est très satisfaite par ce service.

Les demandes sont en progression, en 2006 : 6393 voyages ont été facturés, une augmentation de 700 voyages a été observée en comparant les périodes de janvier à juin 2006 et 2007.

Une centaine de clients habitués utilisent en majorité le service.

Ce service est géré par :

- une secrétaire à temps plein pour les réservations
- deux chauffeurs titulaires à temps plein
- un chauffeur remplaçant (agent partagé avec d'autres services)

Ce service de transport est complété par un service de location de minibus 9 places aux associations : trois minibus sont affectés à ce service et sont loués par les associations culturelles, sportives, les clubs divers, les centres de loisirs...

Le coût du service est de :

- 0.28 euros / kilomètre pour des trajets inférieurs à 50 Km (carburant inclus)
- 0.17 euros / kilomètre pour des trajets supérieurs à 50 Km (carburant à la charge du locataire).
- Une participation de 3.50 euros par jour est demandée lorsque la location dure plusieurs jours.
- La franchise en cas d'accident est de 150 euros.

Ce service fonctionne très bien et les trois véhicules sont loués la plupart du temps.

Ces véhicules ne permettent pas la prise en charge de personnes à mobilité réduite.

Des conventions sont donc signées avec les utilisateurs en fonction des disponibilités des véhicules.

Un service de transport à la demande existe sur la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges et est délégué à deux ambulanciers du territoire.

4.2.5.2 Epicerie sociale du Pays de Melle

Le pays Mellois, en association avec les Communautés de Communes qui le constituent, a mis en place en mars 2002 une épicerie sociale gérée par une association. Cette initiative est née du constat fait par les intervenants sociaux, les élus locaux et les représentants d'associations que les demandes d'aide alimentaire et les situations d'exclusion sociale ne cessaient d'augmenter.

Le désir des différents partenaires était d'apporter une aide alimentaire, de proposer des réponses aux personnes en situation d'exclusion, de fédérer les unités de distribution de l'aide alimentaire tout en reconnaissant leur complémentarité. La création d'une épicerie sociale semblait être la mieux à même pour répondre à ces souhaits. Ce concept est un moyen utilisé pour une démarche globale d'insertion et permet de contribuer à réaliser plusieurs objectifs.

Tout d'abord, rompre avec l'isolement, mais aussi apporter une aide ponctuelle afin de responsabiliser la personne. Il permet également de recréer du lien social tout en coordonnant les actions sociales (insertion et accompagnement social) et enfin d'élaborer des actions socio-éducatives.

L'approche alimentaire dans le cadre de l'épicerie sociale est différente de l'approche alimentaire d'urgence (distribution de colis alimentaire). Elle est intégrée dans un travail global de restauration du réseau relationnel qui vient renforcer le lien social. Il vise à amorcer une dynamique de réinsertion durable sur le plan social, professionnel voir amical.

L'action de l'épicerie sociale s'étend sur 6 cantons et l'unité centrale de l'association se situe à Melle et assure l'approvisionnement des locaux adaptés ouverts dans chaque canton. Ces locaux sont accessibles au public une demie journée tous les quinze jours.

L'approvisionnement vient de plusieurs partenaires : la banque alimentaire, les unités de grande distribution, les jardins collectifs, les associations caritatives, les épiceries locales et parfois des compléments par quelques achats.

L'accès à l'épicerie sociale est prescrit par les professionnels habilités : les assistantes sociales de secteur, les présidents et secrétaires des CCAS du Pays Mellois et la Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation de Melle. Ces professionnels font une évaluation de la situation sociale du demandeur afin de déterminer sa situation globale et son projet d'insertion. En outre un barème est fixé mais il reste assez souple afin de permettre l'orientation de situations particulières.

Cependant, l'épicerie sociale fonctionne avec une légère participation financière (entre 10% et 30% du prix du produit) de la part du « bénéficiaire/client ». Par conséquent, les personnes qui sont totalement dépourvues de ressources financières sont orientées vers d'autres systèmes d'aide (don alimentaire...).

Le recours à l'épicerie sociale est prescrit soit de manière ponctuelle, soit pour des périodes plus longues pouvant aller jusqu'à 4 mois renouvelable 2 fois maximum. Au bout d'une année de prescription, une suspension de la distribution doit être observée durant 2 mois au minimum.

L'équipe professionnelle est composée d'un salarié permanent, actuellement assisté d'une stagiaire, de bénévoles, ainsi que les travailleurs sociaux. L'association organise des formations pour améliorer les compétences de ses bénévoles.

4.2.5.3 Assistantes de convivialité à Thouars

La Communauté de Communes du Thouarssais gère un service d'assistantes de convivialité. Il est destiné aux personnes âgées et a été créé en 1990 dans plusieurs communes avant d'être confié à la Communauté de Communes en 1999. Son objectif est de proposer aux personnes âgées des visites à domicile ainsi que des animations collectives. Ces activités sont entièrement gratuites pour les personnes âgées.

L'équipe est composée de 3 assistantes de convivialité embauchées à l'origine en emplois jeunes mais qui viennent d'être titularisées. Elles effectuent en moyenne 5 visites par jour d'environ 45 minutes. Il s'agit de visites d'animation adaptées aux différentes personnes âgées (lecture du journal, jeu...).

Les communes participent à la détection des besoins en fournissant aux services de la Communauté de Communes la liste des personnes âgées de plus de 70 ans. Les personnes une fois recensées, sont contactées pour mener une évaluation de leur situation d'isolement. Le service est proposé en moyenne pendant une durée de 2 à 4 ans et la moyenne d'âge est identique à celle des maisons de retraite. Il semblerait que ce service contribue à prolonger le maintien à domicile mais il est impossible d'évaluer la mesure de son impact. Le service a visité 147 personnes en 2006.

L'appréciation de la situation est faite au moyen d'une « grille d'isolement » conçue sur le modèle de la grille AGGIR. Le taux d'isolement est défini à l'aide de cette grille qui prend la forme d'un questionnaire.

Les éléments évalués sont :

- la situation familiale de la personne (marié, célibataire, veuf, avec ou sans enfants, proximité ou non de la famille...),
- le logement (maison ou appartement, étage ou non, situé en ville ou en milieu rural, ou isolé),
- la prise en charge ou non par un service à la personne (afin de savoir si la personne bénéficie de visites ou non),

- la pathologie (maladie, handicap...).

Un nombre de points est associé à chaque réponse. L'addition donne un chiffre entre 1 et 10 qui traduit le taux d'isolement. Ce taux sert à déterminer le réel besoin d'aide et la fréquence des visites qui vont être proposées à la personne âgée.

Le service est victime de son succès puisqu'à l'heure actuelle toutes les demandes sur la commune de Thouars, initialement exclue du dispositif, ne peuvent pas être satisfaites.

Parallèlement, ce service propose des activités collectives ponctuelles telles que des visites culturelles, des ateliers de mémoire qui servent de support à la transmission des savoirs et des souvenirs, la création d'expositions annuelles... L'organisation et l'animation de ces activités est assurée par une animatrice à temps complet.

Enfin, le service a actuellement des difficultés de financement et bien qu'il soit cité en exemple par le Conseil Général, ce dernier ne donne aucune subvention car il ne correspond à aucun cadre de financements possibles.

4.2.5.4 Le cybercentre de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges

La Communauté de Communes du Pays de Pouzauges a mis en place depuis plusieurs années un cybercentre : il s'agit d'un lieu principal et d'antennes dans toutes les communes (bibliothèques, mairies...). Le cybercentre propose d'une part un accès libre à du matériel informatique connecté à internet avec une surveillance évitant des utilisations abusives. D'autre part, des initiations ou formations sont mises en places pour répondre aux attentes des utilisateurs de cet équipement.

50 % des bénéficiaires disposent d'un ordinateur à la maison et 22 % d'un accès à internet.

Ce service est financé par la Communauté de Communes avec des aides du Conseil Régional des Pays de la Loire et le soutien de la caisse des dépôts et consignations.

4.2.5.5 Gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges

La gestion des aires d'accueil des gens du voyage peut être opérée avec un volet social important. En Deux-Sèvres, une association départementale basée à Parthenay assure l'accompagnement social pour plusieurs aires d'accueil des gens du voyage. L'aire d'accueil de Pouzauges, comme une quinzaine d'aires en Vendée, est gérée par une association basée en Loire Atlantique « Le Relais » qui assure la gestion technique et la gestion quotidienne de l'aire dont l'accompagnement social. Leurs services sont joignables tous les jours et une coordination est assurée sur l'ensemble des aires gérées (périodes de fermeture coordonnées...).

Conclusion

Ce document a présenté un état des lieux de l'action sociale et des services à la personne sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

Nous avons tout d'abord mis en évidence les difficultés pour obtenir une photographie de la population actuelle du territoire et pour prévoir ses évolutions en terme de pyramide des âges. Le contexte économique local et l'aménagement lié à la 2x2 voies devrait fortement interagir avec les dynamiques de la population.

Ensuite, cette étude s'est attachée à décrire les différents services proposés à la population de Delta Sèvre Argent. Nous nous sommes concentrés sur l'analyse du fonctionnement de ces services, leur couverture spatiale et la qualité de l'intervention qu'ils proposent.

L'analyse par public a mis en évidence l'articulation entre les différents services. Des aspects transversaux ont également été relevés, ils concernent tous les publics et ont une influence forte sur l'action sociale.

D'un point de vue spatial, des logiques de travail et d'action sociale ont été mises en évidence (Carte n°37 de l'Atlas cartographique).

- ⇒ On peut identifier une unité d'action assez forte sur le territoire du SIVOM du Pays Mauléonnais avec une logique intercommunale marquée,
- ⇒ Nueil-Les-Aubiers a un fonctionnement relativement autonome, en raison de sa position géographique,
- ⇒ Le Pin, Cirières et Bretignolles travaillent ensemble dans une logique d'égal à égal et mettent en place un certain nombre de services. Ces trois communes se tournent parfois vers Cerizay mais souhaitent être associées à la décision et à la gestion des structures et ne pas seulement contribuer au financement de celles-ci.
- ⇒ Combrand mène une logique comparable à la précédente.
- ⇒ Montravers et Saint-André sur Sèvre sont fortement polarisées vers Cerizay en raison particulièrement de l'absence d'école sur le territoire.
- ⇒ Le Grand La Forêt essaie de construire une unité bien que La Ronde soit plus naturellement tournée vers Moncoutant et Montiny vers Courlay et Bressuire.
- ⇒ Saint-Jouin de Milly est plutôt polarisé vers Moncoutant.

De cet état des lieux, une analyse sous forme d'enjeux ou axes stratégiques va être proposée. Elle débouchera sur des propositions d'actions pouvant être mises en place par l'intercommunalité pour répondre aux attentes de la population en terme d'action sociale et de services à la personne.

Table des documents

Document 1 : Questionnaire maire.....	149
Document 2 : Questionnaire Petite enfance - Accueil collectif.....	154
Document 3 : Questionnaire Petite enfance - Espaces d'accueil	158
Document 4 : Questionnaire Petite enfance - Autres services.....	161
Document 5 : Questionnaire Jeunes.....	164
Document 6 : Questionnaire Adultes – familles	167
Document 7 : Questionnaire Personnes handicapées	170
Document 8 : Questionnaire Personnes âgées - Structures d'hébergement	173
Document 9 : Questionnaire Personnes âgées - Services à domicile	176
Document 10 : Questionnaire Personnes âgées - Portage de repas	179
Document 11 : Structure de la base de données	182

Table des tableaux

Tableau 1 : Données sur les recensements (Source INSEE)	24
Tableau 2 : Données sur l'état-civil (Source INSEE).....	24
Tableau 3 : Tableau comparatif des Accueils collectifs Petite Enfance	33
Tableau 4 : Ages des assistantes maternelles.....	36
Tableau 5 : Tableau comparatif Accueil Périscolaire	43
Tableau 6 : Tableau comparatif de l'accueil du mercredi.....	44
Tableau 7 : Tableau comparatif CLSH Petites vacances.....	48
Tableau 8 : Tableau comparatif CLSH Grandes vacances.....	51
Tableau 9 : Tableau comparatif Garde d'enfants à domicile et Aide ménagère à la famille.....	57
Tableau 10 : Horaires d'ouverture des PIJ.....	63
Tableau 11 : Tableau comparatif Foyers de jeunes	69
Tableau 12 : Tableau comparatif Activités de loisirs pour les jeunes	71
Tableau 13 : Tableau comparatif des séjours et camps pour les jeunes	71
Tableau 14 : Tableau comparatif Hébergement d'urgence et hébergement temporaire	78
Tableau 15 : Tableau comparatif des structures d'insertion	82
Tableau 16 : Tableau comparatif Services à domicile pour personnes handicapées.....	95
Tableau 17 : Tableau comparatif Services de soutien à domicile	106
Tableau 18 : Tableau comparatif SSIAD	109
Tableau 19 : Tableau comparatif Portage de repas	112
Tableau 20 : Tableau comparatif Hébergement personnes âgées	119

Récapitulatif Commune

Commune de :

Canton :

Personne rencontrée :

Fonction :

Adresse :

Téléphone :

Date de l'entretien :

/ / 2007

--

Quelles structures avez-vous sur votre territoire ?

Petite enfance

<i>Accueil collectif</i>	<i>Qui et quoi ?</i>
<input type="checkbox"/> Multi accueil : plusieurs services petite enfance	
<input type="checkbox"/> Crèche : accueil collectif enfants de moins de 4 ans	
<input type="checkbox"/> Halte garderie : accueil collectif enfants de moins de 6 ans de manière occasionnelle	
<input type="checkbox"/> Centre de loisirs sans hébergement : accueil d'enfants de 3 à 12 ans les mercredis et vacances scolaires	
<input type="checkbox"/> Accueil périscolaire : accueil des enfants scolarisés avant et après l'école	
<input type="checkbox"/> Crèche d'entreprise	
<input type="checkbox"/> Crèche parentale : accueil par les parents à tour de rôle	
<input type="checkbox"/> Crèche familiale : accueil au domicile de la puéricultrice employée par une association ou une municipalité	

<u>Accueil familial</u>	<u>Qui et quoi ?</u>
<input type="checkbox"/> Assistantes maternelles : accueil au domicile de l'assistante maternelle employée par les parents	
<input type="checkbox"/> Gardes d'enfants à domicile : emploi d'une personne pour la garde d'enfants au domicile des parents	

<u>Espaces d'accueil petite enfance</u>	<u>Qui et quoi ?</u>
<input type="checkbox"/> Lieux d'accueil enfants-parents : pour les enfants de moins de 6 ans accompagnés par un adulte	
<input type="checkbox"/> Relais assistantes maternelles : accueil parents et regroupement assistantes maternelles	
<input type="checkbox"/> Groupes d'échanges des parents : discussions entre parents	
<input type="checkbox"/> Animations associatives ou communales pour des enfants de moins de 6 ans	

<u>Autres services</u>	<u>Qui et quoi ?</u>
<input type="checkbox"/> Soutien scolaire – aide aux devoirs	
<input type="checkbox"/> Aides familiales	
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser)	

Jeunesse, pré-ados, ados

Activités pour les jeunes et/ou Foyers de jeunes

Ecole des sports – Ecole artistique

Adultes

Actions ou chantiers d'insertion

Hébergement d'urgence

Personnes handicapées

<input type="checkbox"/> Hébergement	
<input type="checkbox"/> Services à domicile	
<input type="checkbox"/> ESAT / Entreprises adaptées (CAT / Ateliers protégés)	
<input type="checkbox"/> Autre (à préciser)	

Personnes âgées

Mobilité – transport

<u>Services à domicile</u>	<u>Qui et quoi ?</u>
<input type="checkbox"/> Services de soutien à domicile	
<input type="checkbox"/> Auxiliaire de vie	
<input type="checkbox"/> Aide ménagère	
<input type="checkbox"/> Portage de repas	
<input type="checkbox"/> Services de soins infirmiers à domicile	
<input type="checkbox"/> Services accessoires (bricolage, animaux...)	

<u>Structures d'hébergements</u>	<u>Qui et quoi ?</u>
<input type="checkbox"/> Unité de soins longue durée	
<input type="checkbox"/> Maison de retraite EHPAD	
<input type="checkbox"/> Logements foyers	
<input type="checkbox"/> Villages retraites	
<input type="checkbox"/> Accueils familiaux	
<input type="checkbox"/> Hébergement d'urgence ou temporaire	

CCAS

Responsable :

Nom,
Prénom
Adresse
Téléphone

Actions :

Services de santé

Médecins généralistes

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Plein temps	Age

Chirurgiens dentistes

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Plein temps	Age

Autres spécialistes

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Plein temps	Age

Kinésithérapeutes

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Plein temps	Age

Infirmiers

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Plein temps	Age

Pharmacie

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Age

Ambulance Taxi

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone	Age

Les services à la personne sur DSA ?

Votre perception des services à la personne actuels sur le territoire ? les +, les - ?

Quels besoins peuvent être identifiés ?

Quel rôle voyez-vous jouer par DSA dans le cadre de l'action sociale ?

Autres remarques

Petite enfance Accueil collectif

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+
Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Multi accueil : plusieurs services petite enfance
- ☐ Crèche : accueil collectif enfants de moins de 4 ans
- ☐ Halte garderie : accueil collectif enfants de moins de 6 ans de manière occasionnelle

- ☐ Centre de loisirs sans hébergement : accueil d'enfants de 3 à 12 ans les mercredis et vacances scolaires
- ☐ Accueil périscolaire : accueil des enfants scolarisés avant et après l'école
- ☐ Crèche d'entreprise
- ☐ Crèche parentale
- ☐ Crèche familiale : accueil au domicile de la puéricultrice employée par une association ou une municipalité

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> La Ronde | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Rorthais | |

Nombre d'enfants accueillis (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Petite enfance

Espaces d'accueil petite enfance

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Lieux d'accueil enfants-parents : pour les enfants de moins de 6 ans accompagnés par un adulte
- ☐ Relais assistantes maternelles : accueil parents et regroupement assistantes maternelles
- ☐ Groupes d'échanges des parents : discussions entre parents

- ☐ Animations associatives ou communales pour des enfants de moins de 6 ans

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Petite enfance Autres services

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Soutien scolaire – aide aux devoirs
- ☐ Aides familiales
- ☐ Autres (à préciser)

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

--

Les besoins

--

Des idées pour une nouvelle organisation ?

--

Jeunesse, pré-ados, ados Services

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Activités pour les jeunes
- ☐ Foyer de jeunes
- ☐ Ecole des sports
- ☐ Ecole artistique
- ☐ Autres (à préciser)

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

--

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

--

Les besoins

--

Des idées pour une nouvelle organisation ?

--

Adultes Services

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Actions ou chantiers d'insertion
- ☐ Hébergements d'urgence
- ☐ Autres (à préciser)

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | <input type="checkbox"/> Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | <input type="checkbox"/> Baubigné | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Personnes handicapées Services

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Hébergement
- ☐ Services à domicile (précisez _____)
- ☐ ESAT / Entreprises adaptées (CAT / Ateliers protégés)
- ☐ Autre (à préciser)

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Forêt sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires - Périodicité

Coûts du service pour les usagers

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Personnes Agées Structures d'hébergement

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+
Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Unité de soins longue durée
- ☐ Maison de retraite EHPAD
- ☐ Logements foyers
- ☐ Villages retraites
- ☐ Accueils familiaux
- ☐ Hébergement d'urgence ou temporaire

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires – Périodicité

Coûts du service pour les usagers

Type de chambres

- ☐ Chambre seule (Nombre _____)
- ☐ Chambre collective (Nombre _____)

Niveau de prise en charge de la dépendance

Niveau de médicalisation

Activités proposées aux personnes âgées

Relations avec l'extérieur (accueil de jour...)

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Personnes Agées Services à domicile

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

- ☐ Services de soutien à domicile
- ☐ Auxiliaire de vie
- ☐ Aide ménagère
- ☐ Services de soins infirmiers à domicile
- ☐ Services accessoires (bricolage, animaux...)
- ☐ Autre (à préciser)

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires - Périodicité

Coûts du service pour les usagers

Tâches effectuées au domicile de la personne âgée

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Personnes Agées Portage des repas à domicile

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

Nom de la personne rencontrée et fonction dans la structure :

+

Si ≠, nom du resp.

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél. 1 :

Tél. 2 :

Fax :

Courriel :

Site internet :

Nombre de personnels ou de bénévoles selon qualifications ou postes :

Budget : (global et financeurs)

CARACTERISTIQUES DE LA STRUCTURE

Le type de structure :

☐ Portage de repas

La mission :

Les services que vous proposez :

Les communes d'intervention :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Brétignolles | <input type="checkbox"/> Loublande | <input type="checkbox"/> Saint-Amand-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Cerizay | <input type="checkbox"/> Mauléon | <input type="checkbox"/> Saint-André-sur-Sèvre |
| <input type="checkbox"/> Combrand | <input type="checkbox"/> Montigny | <input type="checkbox"/> Saint-Jouin-de-Milly |
| <input type="checkbox"/> Cirières | <input type="checkbox"/> Montravers | <input type="checkbox"/> Saint-Marsault |
| <input type="checkbox"/> La Foret sur Sèvre | <input type="checkbox"/> Moulins | <input type="checkbox"/> Saint-Pierre des |
| <input type="checkbox"/> La Petite Boissière | <input type="checkbox"/> Neuil-Les-Aubiers | <input type="checkbox"/> Echaubrognes |
| <input type="checkbox"/> Le Pin | <input type="checkbox"/> Rorthais | |
| <input type="checkbox"/> La Chapelle Largeau | <input type="checkbox"/> Saint Aubin de Baubigné | |
| <input type="checkbox"/> La Ronde | | |

Nombre de personnes concernées (et âges) :

Jours de fonctionnement

Lundi – Mardi – Mercredi – Jeudi – Vendredi – Samedi – Dimanche

Horaires – Périodicité (gestion des WE, vacances, jours fériés)

Coûts du service pour les usagers

Transport

- ☐ Liaison chaude
- ☐ Liaison froide

Types de menus – formules proposées – suivi des régimes

Mode de réservation (commande combien de temps à l'avance ?)

Cuisine dans quel organisme – capacité de production

Appartenance à un réseau, une fédération,.... ?

Partenariats avec d'autres structures similaires dans le périmètre de DSA ?

Réponse à la demande ? (liste d'attentes...)

Problèmes ou limites du service ?

Demandes auxquelles votre service ne peut pas répondre ?

REMARQUES SUR...

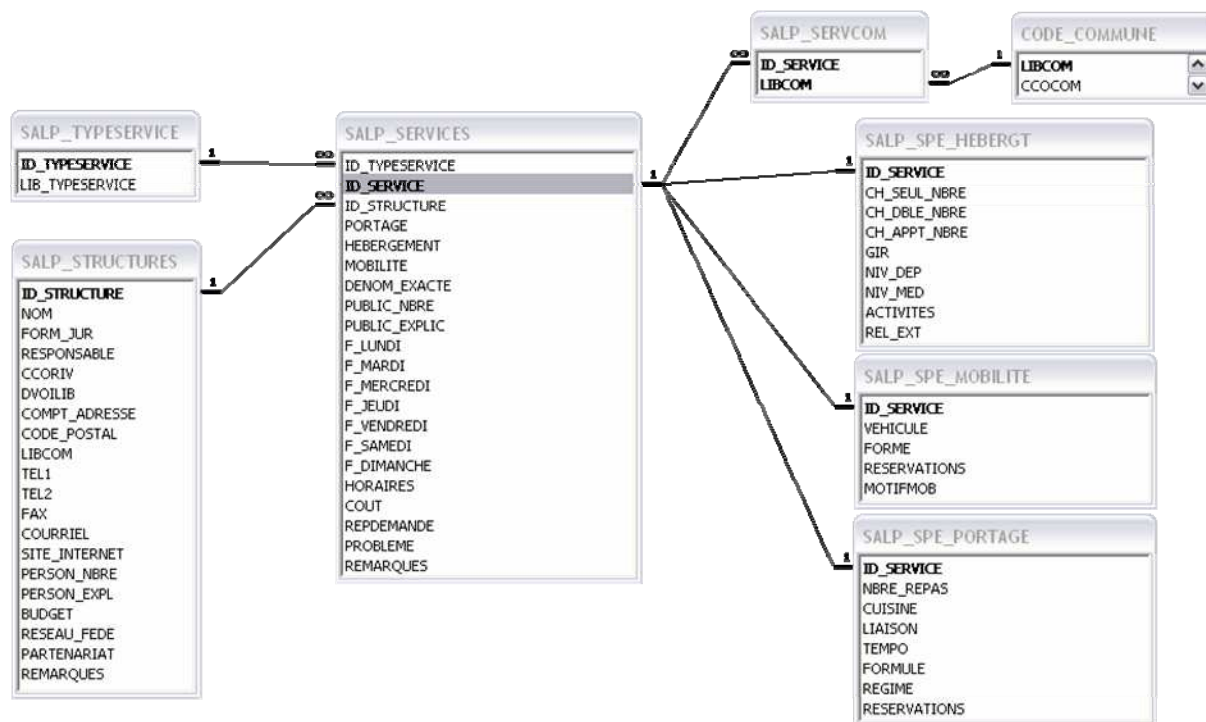
L'organisation des services à la personne sur le territoire

Les besoins

Des idées pour une nouvelle organisation ?

Document 11 : Structure de la base de données

La structure de la base de données concernant les services à la personne est la suivante :



Elle est composée de plusieurs tables définies de la façon suivante :

- La table « SALP_SERVICES » est la table centrale de la base de données :

Nom du champ	Type de données	Description
ID_Typeservice	Texte	RECUP IDENTIFIANT TABLE TYPESERVICE
ID_Service	Texte	CLE ALPHANUMERIQUE EX : PE0201
ID_Structure	Texte	RECUP IDENTIFIANT STRUCTURE
PORTAGE	Oui/Non	PORTAGE DE REPAS OUI=1 NON=0
HEBERGEMENT	Oui/Non	STRUCTURE D'HEBERGEMENT POUR PERSONNE AGEES OUI=1 NON=0
MOBILITE	Oui/Non	OFFRE DE MOBILITE OUI=1 NON=0
DENOM_EXACTE	Texte	DENOMINATION EXACTE DU SERVICE
PUBLIC_NBRE	Texte	NOMBRE DE PERSONNES BENEFICIAIRE DU SERVICE
PUBLIC_EXPLIC	Texte	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LE PUBLIC
F_LUNDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE LUNDI
F_MARDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE MARDI
F_MERCREDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE MERCREDI
F_JEUDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE JEUDI
F_VENDREDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE VENDREDI
F_SAMEDI	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE SAMEDI
F_DIMANCHE	Oui/Non	SERVICE FONCTIONNE LE DIMANCHE
HORAIRES	Texte	HORAIRES D'OUVERTURE
COUT	Texte	COUT DU SERVICE
REPDEMANDE	Texte	REPONSE A LA DEMANDE
PROBLEME	Texte	PROBLEMES LIMITE DU SERVICE
REMARQUES	Texte	REMARQUES SUR LE SERVICE

- La table « SALP_Typeservice » permet de renvoyer à la typologie des services étudiés :

Nom du champ	Type de données	Description
ID_Typeservice	Texte	CLE ALPHANUMERIQUE DU TYPE DE SERVICE EX : PA01
LIB_Typeservice	Texte	LIBELLE DU TYPE DE SERVICE

- La table « SALP_STRUCTURES » décrit la structure porteuse d'un ou de plusieurs services, l'identifiant de la structure est donc reporté dans la table service :

	Nom du champ	Type de données	Description
?	ID_STRUCTURE	Texte	IDENTIFIANT DE LA STRUCTURE EX : 001
	NOM	Texte	NOM DE LA STRUCTURE
	FORM_JUR	Texte	FORME JURIDIQUE
	RESPONSABLE	Texte	NOM DU RESPONSABLE DE LA STRUCTURE
	CCORIV	Texte	NUMERO DE RUE
	DVOILIB	Texte	NOM DE RUE
	COMPT_ADRESSE	Texte	COMPLEMENT D'ADRESSE
	CODE_POSTAL	Texte	CODE POSTAL
	LIBCOM	Texte	CODE COMMUNE
	TEL1	Texte	TELEPHONE PRINCIPAL
	TEL2	Texte	TELEPHONE AUTRE LIGNE
	FAX	Texte	FAX
	COURRIEL	Texte	COURRIEL
	SITE_INTERNET	Texte	SITE INTERNET
	PERSON_NBRE	Texte	NOMBRE DE PERSONNELS TOTAL
	PERSON_EXPL	Texte	DETAILS SUR LES PERSONNELS
	BUDGET	Texte	BUDGET DE LA STRUCTURE
	RESEAU_FEDE	Texte	APPARTENANCE DE LA STRUCTURE A UN RESEAU ? UNE FEDERATION ?
	PARTENARIAT	Texte	PARTENARIATS INTERNE A DSA
	REMARQUES	Texte	AUTRES INFORMATIONS SUR LA STRUCTURE

- La table « SALP_SERVCOM » associée à la table « CODE_COMMUNE » permet de mettre en relation les services et les communes desservies par le service. La table « CODE_COMMUNE » permet de définir la liste de choix des communes concernées.

	Nom du champ	Type de données	Description
?	ID_SERVICE	Texte	IDENTIFIANT DU SERVICE
?	LIBCOM	Texte	COMMUNE COUVERTE PAR LE SERVICE

- Trois tables spécifiques ont été mises en place pour compléter les informations pour des services spécifiques :

- o Les structures d'hébergement (Table « SALP_SPE_HEBERGT ») :

	Nom du champ	Type de données	Description
?	ID_SERVICE	Texte	REPORT IDENTIFIANT SERVICE
	CH_SEUL_NBRE	Texte	NOMBRE DE CHAMBRES SEULES
	CH_DBLE_NBRE	Texte	NOMBRE DE CHAMBRES DOUBLES
	CH_APPT_NBRE	Texte	NOMBRE D'APPARTEMENTS
	GIR	Texte	GIR MOYEN PONDERE
	NIV_DEP	Texte	NIVEAU DE PRISE EN CHARGE DE LA DEPENDANCE
	NIV_MED	Texte	NIVEAU DE MEDICALISATION
	ACTIVITES	Texte	ACTIVITES PROPOSEES AUX PERSONNES AGEES
	REL_EXT	Texte	RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

- o Le portage de repas (Table « SALP_SPE_PORTAGE ») :

	Nom du champ	Type de données	Description
?	ID_SERVICE	Texte	REPORT IDENTIFIANT SERVICE
	NBRE_REPAS	Texte	NOMBRE DE REPAS LIVRES
	CUISINE	Texte	CUISINE CENTRALE
	LIAISON	Texte	LIAISON CHAUDE OU FROIDE
	TEMPO	Texte	CONTINUITE DE L'OFFRE - TEMPORALITES
	FORMULE	Texte	FORMULE DU REPAS
	REGIME	Texte	SUIVI DES REGIMES
	RESERVATIONS	Texte	MODE DE RESERVATION

- o La mobilité (Table « SALP_SPE_MOBILITE ») :

	Nom du champ	Type de données	Description
?	ID_SERVICE	Texte	REPORT IDENTIFIANT SERVICE
	VEHICULE	Texte	TYPE DE VEHICULE UTILISE
	FORME	Texte	PORTE A PORTE, A LA DEMANDE...
	RESERVATIONS	Texte	MODE DE RESERVATION
	MOTIFMOB	Texte	MOTIFS DE DEPLACEMENTS

Une codification a été retenue pour identifier les services étudiés en fonction de leur type de service. Les indices des types de service sont les suivants :

AD00	ENTREPRISE OU CHANTIER D'INSERTION
AD01	HEBERGEMENT D'URGENCE OU TEMPORAIRE
AD02	AUTRE
AD03	ATELIERS D'INSERTION
JN00	ACTIVITES POUR LES JEUNES
JN01	FOYER DE JEUNES
JN02	ECOLE DES SPORTS
JN03	ECOLE ARTISTIQUE
JN04	AUTRE
JN05	CAMPS ET SEJOURS POUR LES JEUNES
PA10	SERVICES DE SOUTIEN A DOMICILE
PA11	AUXILIAIRE DE VIE
PA12	AIDE MENAGERE
PA13	PORTAGE DES REPAS
PA14	SSIAD
PA15	SERVICES ACCESSOIRES
PA16	AUTRES SERVICES PERSONNES AGEES
PA17	GARDE MALADE (JOUR ET NUIT)
PA20	UNITE DE SOINS LONGUE DUREE
PA21	MAISON DE RETRAITE EHPAD
PA22	FOYERS LOGEMENT
PA23	VILLAGES RETRAITES
PA24	ACCUEIL FAMILIAUX
PA25	HEBERGEMENT D'URGENCE OU TEMPORAIRE
PE01	MULTI-ACCUEIL

PE02	CRECHE
PE03	HALTE GARDERIE
PE04	CLSH
PE05	ACCUEIL PERISCOLAIRE
PE06	CRECHE D'ENTREPRISE
PE07	CRECHE PARENTALE
PE08	CRECHE FAMILIALE
PE09	GARDE D'ENFANTS A DOMICILE
PE10	LIEUX ACCUEIL PARENTS-ENFANTS
PE11	RAM
PE12	GROUPE D'ECHANGE PARENTS
PE13	ANIMATIONS COMMUNALES OU ASSOCIATIVES (- DE 6 ANS)
PE20	SOUTIEN SCOLAIRE - AIDE AUX DEVOIRS
PE21	AIDES FAMILIALES
PE22	AUTRE
PE30	MERCREDI LOISIRS
PE31	CLSH PETITES VACANCES
PE32	CLSH GRANDES VACANCES
PH00	HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES
PH01	SERVICE A DOMICILE POUR PERSONNES HANDICAPEES
PH02	ESAT / ENTREPRISES ADAPTEES
PH03	AUTRE
TT00	MOBILITE - TRANSPORT

Un service étudié portera l'identifiant de son type de service + un numéro incrémenté.

Exemple :

Le portage de repas opéré par le CCAS de Mauléon est codé PA1304

- PA13 pour le portage de repas
- 04 puisqu'il correspond au 4^{ème} service saisi dans la base de données.

Lexique

ADAPEI : Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés
ADMR : Aide à Domicile en Milieu Rural
AGGIR : Autonomie Gérontologie Groupes Iso-Ressource
ALT : Allocation Logement Temporaire
APA : Allocation Personnalisée d'Autonomie
APF : Association des Paralysés de FRANCE
APS : Accueil Périscolaire
ASE : Aide Sociale à l'enfance
BACB : Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais
CAF : Caisse d'Allocation Familiales
CAT : Centre d'aide par le Travail
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CDAPH : Commission des droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
CDST : Contrat de Développement Social Territorialisé
CESU : Chèque Emploi Service Universel
CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale
CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination
CLSH : Centre de Loisirs Sans Hébergement
CMPEA : Centre Médico-psychologique pour Enfants et Adolescents
CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CRAM : Caisse Régional d'Assurance Maladie
CSC : Centre Socio Culturel
DDASS : Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale
DEAVS : Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale
DIPASS : Direction de la Prévention de l'Action Sociale et de la Santé
DSA : Delta Sèvre Argent
EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EPA : Etablissement Public Administratif
ESAT : Etablissements Services d'Aide par le Travail
ETP : Equivalent Temps Plein

GMP : GIR Moyen Pondéré
HQE : Haute Qualité Environnementale
IME : Institut Médico-Educatif
INSEE : Institut National Statistiques et des Etudes Economiques
IST : Infections Sexuellement Transmissibles
MAPHA : Maison d'Accueil pour Personnes handicapées Agées
MARPA : Maison accueil Rurale pour Personnes Agées
MAS : Maison d'Accueil Spécialisée
MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées
MSA : Mutualité Sociale Agricole
NC : Non Communiqué
PAEJ : Point d'Accueil et d'Ecoute Jeune
PIE : Point d'Information Emploi
PIF : Point d'Information Famille
PIJ : Point d'Information Jeunesse
PMI : Protection Maternelle Infantile
PMR : Personne à Mobilité Réduite
RAM : Relais d'Assistants Maternelles
REBONDS : Réseau Enfance Bocage Nord Deux Sèvres
SALP : Services à la Personne
SAST : Service d'Action Sociale Territorialisé
SAVS : Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SDA : Service départemental d'Accompagnement
SIG : Système d'Information Géographique
SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
SMIC : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
SROS : Schémas Régional d'Organisation Sanitaire
SSIAD : Service de Soins Infirmier à Domicile
TAD : Transport à la Demande
TISF : Technicien des Interventions Sociales et Familiales
URCAM : Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie
USLD : Unité de Soins Longue Durée



Etude

« Services à la personne »

Enjeux

Juliette BAILLET – Guillaume DELORME
2007

Edition du 28 septembre

Introduction

Le document « état des lieux » présente la situation actuelle des services à la personne sur le territoire de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent. L'analyse qui y est faite porte sur la couverture spatiale du territoire, les aspects quantitatifs et qualitatifs des services.

Ce deuxième document « enjeux » extrait les éléments de constat issus du diagnostic et identifie des stratégies possibles qui se déclinent en pistes d'action.

Les enjeux présentés ci-après sont de deux ordres :

- les enjeux qui répondent directement à des problématiques identifiées dans les différents publics étudiés,
- les principes d'action globale.

L'étude prend en compte uniquement la dimension actuelle des services. Compte tenu du manque de données prospectives fiables en terme de population principalement, l'étude se concentre sur l'amélioration des services existants et leur adaptation aux tendances déjà identifiées.

Ces enjeux ne se limitent pas à un portage par la Communauté de Communes mais, plus globalement, à tous les acteurs des services à la personne susceptibles de se saisir de certains aspects pour améliorer leur action.

La vision proposée ici, est une vision globale des questions sociales sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

Sommaire

Introduction	3
Sommaire	4
1 Enjeux par public	5
<u>1.1 Petite enfance.....</u>	<u>5</u>
1.1.1 Multi-accueil.....	5
1.1.2 Assistantes Maternelles.....	5
1.1.3 Relais Assistantes Maternelles	7
1.1.4 Garde atypique.....	7
<u>1.2 Jeunesse.....</u>	<u>9</u>
1.2.1 Prévention.....	9
1.2.2 Information pour les jeunes.....	9
1.2.3 Foyer de Jeunes.....	10
1.2.4 Ecole des sports.....	10
1.2.5 Ecole de musique du Pays du Bocage Bressuirais.....	11
<u>1.3 Adultes et Familles</u>	<u>12</u>
1.3.1 Aide alimentaire.....	12
1.3.2 Hébergement temporaire	12
1.3.3 Insertion.....	13
<u>1.4 Personnes handicapées.....</u>	<u>14</u>
1.4.1 Structure pour personnes handicapées.....	14
1.4.2 Activités personnes handicapées	14
1.4.3 Accès à l'emploi.....	15
1.4.4 Mobilité et accessibilité.....	15
<u>1.5 Personnes Agées.....</u>	<u>16</u>
1.5.1 Portage de repas.....	16
1.5.2 Service à domicile.....	16
1.5.3 Services de Soins Infirmiers à Domicile	17
1.5.4 Lien social.....	17
1.5.5 Garde de nuit.....	18
1.5.6 Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.....	18
1.5.7 Ouverture vers l'extérieur.....	19
1.5.8 Le Centre Local d'Information et de Coordination	19
<u>1.6 Santé.....</u>	<u>20</u>
2 Enjeux transversaux.....	21
2.1.1 Transport.....	21
2.1.2 Portage de repas.....	21
2.1.3 Assistants familiaux.....	22
2.1.4 Le bénévolat.....	22
2.1.5 Les établissements sociaux et médico-sociaux	23
3 Principes d'action	25
<u>3.1 L'évaluation.....</u>	<u>25</u>
<u>3.2 L'information et la coordination.....</u>	<u>26</u>
<u>3.3 Egalité, équité ? :</u>	<u>27</u>
<u>3.4 L'intercommunalité : une échelle pertinente pour les services à la personne.....</u>	<u>28</u>
Conclusion	29
Lexique	30

1 Enjeux par public

1.1 Petite enfance

Dans le secteur de la petite enfance, la problématique essentielle est le mode de garde proposé par les communes. Ces modes de gardes sont :

- soit collectifs avec des crèches ou haltes-garderies, qui lorsqu'elles sont regroupées dans un même lieu, forment des multi-accueils,
- soit individuels grâce à des assistantes maternelles qui peuvent se regrouper entre elles par le biais des Relais Assistantes Maternelles.

Ces deux modes de gardes sont confrontés aux mêmes difficultés pour répondre aux demandes de garde atypique.

1.1.1 Multi-accueil

1.1.1.1 Contexte :

Il existe des multi-accueils à Cerizay, Nueil-Les-Aubiers et Saint-Pierre-des-Echaubrognes. Les structures ne sont pas en capacité de répondre à la demande et les locaux sont à la limite de leur possibilité d'extension. La commune de Mauléon manque de place de garde collective permanente, la halte-garderie qui existe actuellement, proposant uniquement un accueil occasionnel, ne répond pas aux besoins.

De plus, la question de la garde des enfants risque de s'avérer une problématique forte de la population nouvelle et notamment des jeunes familles qui pourraient s'installer sur le territoire avec la création de la 2x2 voies.

1.1.1.2 Enjeux :

Les enjeux qui se dessinent pour le territoire de Delta Sèvre Argent sont :

- d'une part, de garantir la disponibilité de places en accueil collectif ;
- d'autre part, de développer des solutions alternatives de garde collective pour pallier au manque de places dans les structures actuelles.

1.1.1.3 Proposition d'actions :

La priorité est de concrétiser le projet de crèche à Mauléon.

Des solutions alternatives de garde collective (micro-crèches, crèches familiales, crèches parentales...) pourront aussi être mises en œuvre pour répondre à la demande de garde sur un mode collectif sans forcément générer la mise en place de structures lourdes.

1.1.2 Assistants Maternelles

1.1.2.1 Contexte :

Le métier d'assistante maternelle est en voie de professionnalisation (formation obligatoire après obtention de l'agrément, statut légal...). Ce mode de garde est très utilisé en raison de son coût relativement faible et de la flexibilité des horaires qu'il offre. Il est le mieux à même pour répondre aux besoins de garde atypique.

Le renouvellement progressif des nombreuses assistantes maternelles en fin de carrière est relativement comblé par les nouvelles demandes d'agrément. Cependant, le nombre de places d'accueil diminue en raison de l'attribution d'une unique place à une nouvelle assistante alors que les assistantes maternelles qui cessent leur activité étaient la plupart du temps agréées pour trois enfants.

Certaines assistantes maternelles rencontrent des problèmes dans la gestion des relations avec l'employeur, c'est-à-dire le parent (fiche de salaire, tarifs, horaires...). Elles peuvent être accompagnées dans cette mission par le RAM mais certaines préféreraient se concentrer sur leur métier auprès des enfants.

1.1.2.2 Enjeu :

L'enjeu principal est la promotion du métier d'assistante maternelle.

1.1.2.3 Proposition d'actions :

Pour répondre à ces besoins des actions de **communication et d'information sur le métier** d'assistante maternelle pourraient être menées dans des lieux tels que le Point Information Famille.

Proposer la **création de micro-crèches** pourrait motiver de nouvelles assistantes maternelles qui ne souhaitent pas travailler à domicile. En effet, ces structures regroupent 2, 3 ou 4 assistantes maternelles qui accueillent les enfants hors de leur domicile, dans un local. Elles peuvent avoir un agrément pour 4 enfants. Ces structures sont gérées par des associations ou des collectivités qui rémunèrent les assistantes. Dans ces conditions, les assistantes maternelles ont des garanties d'emploi et n'ont pas de relation avec les parents au sujet de leur rémunération en particulier.

Pour les assistantes maternelles, il y a un **avantage majeur** : le soutien. En effet, seules à leur domicile, elles ne peuvent pas avoir l'appui d'autre professionnelle quand une difficulté se présente avec un enfant. Dans une micro crèche, elles peuvent demander le soutien d'une collègue. Elles ont également par ce biais la possibilité de partager leurs expériences et leurs opinions. Elles bénéficient également d'une meilleure reconnaissance de leur travail et peuvent se remplacer en cas d'absence ou de maladie.

1.1.3 Relais Assistantes Maternelles

1.1.3.1 Contexte :

Les Relais Assistantes Maternelles ont été récemment mis en place. Ils couvrent actuellement le canton de Mauléon mais pas celui de Cerizay à l'exception de la ville de Cerizay. La difficulté est que le RAM n'est pas toujours au courant de la disponibilité des assistantes maternelles, il n'arrive pas à recueillir l'ensemble des informations sur leur activité.

Les lieux de rencontre mis en place ne fonctionnent pas très bien puisque les horaires ne correspondent pas toujours aux heures d'éveil des enfants.

Enfin, les Relais Assistantes Maternelles ne sont pas encore connus par l'ensemble des parents ni des assistantes maternelles.

1.1.3.2 Enjeu :

Il est important de renforcer le rôle des RAM mais également de couvrir l'ensemble du territoire.

1.1.3.3 Proposition d'actions :

Avant tout, il est important que l'ensemble du canton de Cerizay soit couvert par un RAM, soit par l'extension de celui qui existe, soit par la création d'un nouveau RAM.

Les RAM pourraient proposer une charte de l'assistante maternelle ; Celle-ci aurait pour objectif de renforcer l'adhésion des assistantes maternelles au projet du RAM et de tenir à jour les informations les concernant.

Les horaires des temps de rencontre doivent être adaptés en tenant compte des rythmes d'éveil de l'enfant.

1.1.4 Garde atypique

1.1.4.1 Contexte :

La demande est importante dans le domaine de la garde atypique. Elle est générée par les horaires de travail de certaines entreprises. Cette contrainte nécessite souvent pour les parents d'avoir recours à un double mode de garde (garde collective et assistante maternelle) ou de laisser les enfants livrés à eux mêmes.

1.1.4.2 Enjeu :

Pour venir en aide à ces familles dont l'emploi du temps complique l'organisation de la vie quotidienne, il serait important d'étudier des solutions acceptables de garde atypique.

Il semble légitime d'impliquer les acteurs économiques dans les solutions pour gérer ces modes de garde.

1.1.4.3 Proposition d'actions:

Le financement d'une partie des modes de garde par les employeurs pratiquant des horaires décalés peut être une solution pertinente.

La coordination des horaires d'ouverture des structures d'accueil collectif avec les horaires de travail des principaux employeurs peut également permettre de répondre à un certain nombre de difficultés.

Il peut aussi être envisagé la création de crèches d'entreprise, le financement de place en crèche ou encore la mise en place de crèches de zone.

1.2 Jeunesse

1.2.1 Prévention

1.2.1.1 Contexte :

Les politiques de prévention, de planification et de dépistage sont actuellement inexistantes sur le Nord Deux Sèvres. Il n'existe aucune structure adaptée pour mener ce type d'action en faveur du public jeune.

A court terme, un projet est prévu avec la mise en place de l'AGORA Nord, service rattaché à la Protection Maternelle Infantile (PMI), spécialisé dans la prévention et planification pour les jeunes de 12 à 25 ans.

Il subsistera un problème d'accessibilité à Bocapôle pour un jeune en situation difficile.

1.2.1.2 Enjeu :

Engager une politique publique forte dans le domaine de la prévention et encourager les initiatives de prévention que les associations proposent sont des enjeux essentiels.

1.2.1.3 Proposition d'actions :

Soutenir la mise en place de l'AGORA Nord mais aussi permettre aux jeunes d'y accéder par une offre de transport adaptée permettrait d'apporter une réponse à ce public.

Il serait intéressant d'encourager les actions de prévention et d'information dans les collèges et lycées (délivrer des kits de prévention, présenter des témoignages...).

1.2.2 Information pour les jeunes

1.2.2.1 Contexte :

Il existe deux Points Information Jeunesse (PIJ), l'un à Nueil-Les-Aubiers et l'autre à Mauléon. A Cerizay, seules des actions sont menées, sans lieu ressource.

Les Points Information Jeunesse sont utiles mais ils ne sont animés que sur des temps partiels.

A l'heure actuelle, ils ne sont pas suffisamment identifiés.

1.2.2.2 Enjeu :

Développer l'action des Points Information Jeunesse sur le territoire, permettrait de garantir une action d'information complète en faveur des jeunes.

1.2.2.3 Proposition d'actions :

La réalisation de cet objectif passe par la création d'un Point Information Jeunesse à Cerizay.

Le financement d'un équivalent temps plein sur chaque Point Information Jeunesse pour des horaires d'ouverture adaptés pourrait permettre d'optimiser leur fonctionnement.

Afin de toucher l'ensemble de la population, il faudrait mettre en évidence visuellement les Points Information Jeunesse (totem, logos...).

1.2.3 Foyer de Jeunes

1.2.3.1 Contexte :

Les foyers constituent des lieux de vie pour les jeunes à l'échelle de leur commune y compris pour les plus petites. Il est important pour elles, de conserver un foyer de jeunes qui fait vivre la commune. Certains foyers, souvent ceux qui sont soutenus par les Centres Sociaux Culturels, bénéficient d'un animateur utile pour la concrétisation des projets des jeunes.

1.2.3.2 Enjeu :

L'enjeu principal est d'offrir la possibilité de faire appel à un animateur à tous les foyers de jeunes.

1.2.3.3 Proposition d'actions :

Pour concrétiser cet enjeu, il faudrait étudier les possibilités de mutualisation des animateurs. Dans ces conditions ils auraient vocation à intervenir sur l'ensemble des foyers de jeunes. Si besoin, il peut être envisagé de mettre à disposition un animateur jeune intercommunal.

1.2.4 Ecole des sports

1.2.4.1 Contexte :

L'école des sports est une initiative très intéressante. Mais l'association qui la gère rencontre un problème pour l'emploi des animateurs qui ne peuvent être embauchés que sur des contrats de quelques heures par semaine (4 à 6 heures par semaine). Le risque pour Delta Sèvre Argent est que l'école des sports se délocalise vers des territoires qui offriraient un soutien financier (Bressuire, Moncoutant...).

1.2.4.2 Enjeu :

Le soutien de l'école des sports participe de la valorisation du sport et du maintien de la vitalité des clubs sportifs.

1.2.4.3 Proposition d'actions:

La généralisation de l'école des sports sur l'ensemble du territoire pourrait permettre d'augmenter le volume horaire des animateurs sportifs, de les fidéliser, en leur offrant des emplois moins précaires. Le soutien au développement de l'école des sports contribuerait à solidifier ses activités.

Il serait intéressant d'ouvrir ce service à toutes les communes de Delta Sèvre Argent.

1.2.5 Ecole de musique du Pays du Bocage Bressuirais

1.2.5.1 Contexte :

L'école de musique du Pays du Bocage Bressuirais se situe à Bressuire mais dispose de trois antennes à Mauléon, Nueil-Les-Aubiers et Cerizay. Il existe un problème de déplacement vers les sites de l'école de musique pour les jeunes (au minimum 3 cours de musique par semaine...).

1.2.5.2 Enjeu :

Il est important de faciliter l'accès à l'école de musique.

1.2.5.3 Proposition d'actions :

La concrétisation de cet enjeu pourrait être de proposer une offre de transport occasionnelle pour accéder aux sites de l'école de musique.

Les communes pourraient envisager une aide financière pour que les familles les plus modestes ne soient pas exclues de la pratique musicale.

1.3 Adultes et Familles

1.3.1 Aide alimentaire

1.3.1.1 Contexte :

Actuellement sur le territoire la politique d'aide alimentaire se traduit par le don de « bons d'achat » sans accompagnement social.

Deux expériences de distribution alimentaire existent sur Mauléon et Nueil-Les-Aubiers avec un minimum d'accompagnement pour les bénéficiaires.

1.3.1.2 Enjeu :

Le principal enjeu est d'accentuer l'accompagnement social autour du don alimentaire.

1.3.1.3 Proposition d'actions :

Il est impératif de favoriser les dispositifs de distribution alimentaire avec accompagnement social.

La mutualisation de l'action des professionnels qui assurent l'accompagnement social permettrait un accompagnement plus efficace et moins coûteux.

Le concept d'épicerie sociale pourrait être envisagé comme la politique d'aide alimentaire la plus aboutie.

1.3.2 Hébergement temporaire

1.3.2.1 Contexte :

Les hébergements temporaires qui existent sur le territoire ne permettent pas de répondre à la demande. Ils n'associent pas d'accompagnement social sauf pour les femmes victimes de violences conjugales qui sont prises en charge par les services du Conseil Général.

1.3.2.2 Enjeu :

Il est nécessaire de développer l'hébergement temporaire en y incluant un accompagnement social pour soutenir les familles en situation difficile.

1.3.2.3 Proposition d'actions :

La création d'un hébergement temporaire sur Mauléon et Nueil-Les-Aubiers permettrait de pallier aux défaillances d'accueil sur le territoire. Toutefois, il serait important d'étudier la possibilité d'y associer un accompagnement social adapté.

1.3.3 Insertion

1.3.3.1 Contexte :

Les structures d'insertion présentes sont nombreuses et reconnues. Elles assurent un bon encadrement et suivi des personnes. Néanmoins, elles manquent de commandes pour soutenir leur activité et permettre la réinsertion du public qu'elles ont en charge.

1.3.3.2 Enjeu :

Il est essentiel de soutenir les actions menées par les structures d'insertion.

1.3.3.3 Proposition d'actions :

Le soutien des actions d'insertion peut passer par des commandes publiques sociales et solidaires sur des travaux simples (espaces verts, entretien des locaux....).

1.4 Personnes handicapées

1.4.1 Structure pour personnes handicapées

1.4.1.1 Contexte :

L'ensemble de la filière d'hébergement pour personnes handicapées est saturé par le manque de place. Le manque de logements privés adaptés ne permet pas d'offrir ce type de logement à toutes les personnes handicapées autonomes. Il n'existe pas non plus de solutions de transport vers les lieux de travail.

1.4.1.2 Enjeu :

Il est impératif de pallier au manque de place en établissement par l'hébergement de personnes handicapées en milieu ordinaire.

1.4.1.3 Proposition d'actions :

Il serait possible de proposer des solutions alternatives pour pallier au manque de place en établissement comme des appartements en milieu ordinaire avec accompagnement. Cela impliquerait la construction ou la rénovation de logements spécifiques pour les personnes handicapées. Afin que cette solution soit adaptée aux personnes handicapées travaillant en Etablissements et Services d'Aide par le travail (ESAT) et Entreprises adaptées, une offre de transport couplée à ces hébergements doit leur permettre d'y accéder.

1.4.2 Activités personnes handicapées

1.4.2.1 Contexte :

Les faibles budgets des structures en faveur des animations pour les personnes handicapées et le coût élevé de certaines animations ne leur permettent pas de bénéficier de beaucoup d'activités à l'extérieur des structures.

1.4.2.2 Enjeu :

Il serait souhaitable de leur permettre un accès aux équipements publics à des tarifs privilégiés.

1.4.2.3 Proposition d'actions :

Il serait possible d'offrir des tarifs spécifiques pour l'entrée dans des équipements comme Aquadel, le cinéma, les spectacles.

1.4.3 Accès à l'emploi

1.4.3.1 Contexte :

On constate que la plupart des structures publiques et privées ne respectent pas les quotas d'accueil de personnes handicapées dans leurs effectifs, notamment en raison des difficultés financières pour l'adaptation des postes de travail.

1.4.3.2 Enjeu :

Promouvoir l'accès à l'emploi des personnes handicapées est un enjeu essentiel.

1.4.3.3 Proposition d'actions :

Des aides financières majorées aux entreprises ayant un projet d'accueil de travailleurs handicapés pourraient être données pour l'adaptation des locaux ou des postes de travail. Ce peut être un bon moyen d'encourager l'emploi de ces personnes.

1.4.4 Mobilité et accessibilité

1.4.4.1 Contexte :

Il n'y a pas de prise en compte ni de réflexion au sujet de l'accessibilité des lieux publics pour les personnes à mobilité réduite. Cependant, il est obligatoire de prendre en compte l'accès de ce type de personnes dans les nouveaux projets d'aménagement de l'espace public et dans les établissements recevant du public.

1.4.4.2 Enjeu :

La prise en compte des handicaps (moteurs et sensoriels) dans les aménagements urbains et les équipements publics doit devenir une priorité.

1.4.4.3 Proposition d'actions :

La concrétisation de cet enjeu passe, tout d'abord, par la sensibilisation des élus et des promoteurs aux difficultés spécifiques rencontrées par ce public. Ensuite l'évaluation des points faibles et des zones inaccessibles pour les personnes handicapées dans l'espace urbain et dans les édifices publics permettrait de mettre en place un plan d'action pour remédier progressivement à ces difficultés.

1.5 Personnes Âgées

1.5.1 Portage de repas

1.5.1.1 Contexte :

Le portage de repas se caractérise sur le territoire par une grande disparité entre les communes : certaines ne sont pas couvertes, d'autres ont des structures qui ne proposent pas de régimes spécifiques aux personnes âgées.

Les formules sont très diverses, et les passages au domicile des personnes âgées sont souvent trop rapides.

1.5.1.2 Enjeu :

Il est impératif de généraliser le portage de repas et d'améliorer la qualité du service proposé aux personnes âgées.

1.5.1.3 Proposition d'actions :

L'amélioration du service passe par :

- une couverture de l'ensemble du territoire,
- la mise en place d'une offre correspondant aux besoins réels (régimes, lien social).

L'harmonisation de ce service peut se faire par la création d'une cuisine centrale.

1.5.2 Service à domicile

1.5.2.1 Contexte :

Le domaine des services à domicile est soumis à de forte fluctuation de l'activité. Ce qui est difficile à gérer pour certaines structures.

1.5.2.2 Enjeu :

Il est important d'inciter les intervenants à élargir leur périmètre d'intervention pour leur permettre de mieux répondre à la demande.

1.5.2.3 Proposition d'actions :

L'élargissement des périmètres et le regroupement des structures augmenteraient l'efficacité des services existants. Ces actions pourraient permettre de professionnaliser le personnel qui intervient dans l'évaluation des besoins de la personne.

1.5.3 Services de Soins Infirmiers à Domicile

1.5.3.1 Contexte :

Les Services de Soins Infirmiers à Domicile et services d'aide à domicile ont peu de contacts entre eux, puisqu'ils dépendent parfois d'associations concurrentes. Cependant, ils ont vocation à intervenir chez les mêmes personnes de façon coordonnée. Il n'y a donc pas de cohérence dans la prise en charge de la personne âgée.

Il n'y a pas non plus beaucoup de contacts entre les SSIAD et la résidence *Les Tilleuls* quant à l'état de santé des personnes résidentes.

1.5.3.2 Enjeu :

Il est important d'améliorer la coordination entre les SSIAD et les autres services à la personne âgée.

1.5.3.3 Proposition d'actions :

Il faut organiser la coordination des différents acteurs par la création de carnets de liaison ou encore le renforcement de la légitimité du CLIC.

1.5.4 Lien social

1.5.4.1 Contexte :

Le lien social s'amenuise, l'isolement des personnes âgées est de plus en plus fréquent. Les difficultés de fonctionnement, avec le désengagement des bénévoles, contribuent à accentuer le malaise autour du soutien de la personne âgée.

1.5.4.2 Enjeu :

Il serait important d'encourager le développement des actions pour maintenir le lien social.

1.5.4.3 Proposition d'actions :

Pour concrétiser cet enjeu, il serait possible de mettre en place un réseau d'animations destinées aux personnes âgées. Des actions existent grâce à des bénévoles, il serait opportun de soutenir et former les bénévoles qui visitent les personnes à domicile (assistantes de convivialité...).

1.5.5 Garde de nuit

1.5.5.1 Contexte :

Il existe un fort besoin de garde de nuit mais les solutions actuelles sont très onéreuses.

1.5.5.2 Enjeu :

Il est important de réfléchir à des solutions de garde de nuit à coût raisonnable.

1.5.5.3 Proposition d'actions :

L'organisation des acteurs pouvant intervenir serait nécessaire afin de mettre en place une garde de nuit itinérante.

1.5.6 Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

1.5.6.1 Contexte :

Les établissements manquent de place. Cependant, il existe deux projets de rénovation, et d'agrandissement comprenant des unités spécifiques Alzheimer.

Il n'y a pas ou peu de solutions non seulement d'accueil de jour mais aussi d'accueil temporaire ou d'urgence. Malgré une demande forte que ce soit pour l'accompagnement des personnes âgées vers un hébergement définitif en structure ou le relais des aidants et des assistants familiaux pendant leurs vacances, aucune structure ne permet à l'heure actuelle de répondre à ce besoin.

1.5.6.2 Enjeux :

Il serait souhaitable de veiller à la réalisation des projets en cours et futurs.

Encourager les modes d'accueil alternatif en établissement (jour, temporaire, urgence...) permettrait aux structures de s'ouvrir d'avantage vers l'extérieur et aux personnes âgées d'avoir la sécurité de pouvoir être accueillies plus facilement en établissement.

1.5.6.3 Proposition d'actions :

Il est important que les forces politiques mettent en évidence les besoins du territoire dans les documents de planification des besoins (schémas régionaux, schémas départementaux...).

1.5.7 Ouverture vers l'extérieur

1.5.7.1 Contexte :

Les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et les foyers-logements ont tendance à être fermés sur eux-mêmes.

1.5.7.2 Enjeu :

Il est nécessaire de promouvoir les actions vers l'extérieur pour faire évoluer la vision que la population a de ces structures.

1.5.7.3 Proposition d'actions :

Organiser des activités intergénérationnelles pourrait être la solution à ce manque d'ouverture. Ces activités peuvent prendre différentes formes :

- la transmission de mémoire ;
- des expositions artistiques ;
- et l'accueil de jour ou temporaire.

1.5.8 Le Centre Local d'Information et de Coordination

1.5.8.1 Contexte :

Le CLIC ne remplit pas complètement sa mission de niveau 1 :

- information incomplète
- mise en relation des acteurs peu pratiqués
- méconnaissance du CLIC

1.5.8.2 Enjeu :

Il est indispensable de renforcer le rôle du CLIC pour qu'il atteigne ses objectifs tant d'information que de coordination.

1.5.8.3 Proposition d'actions :

La formation des secrétaires de mairie serait envisageable pour qu'elles orientent plus aisément les demandes vers le CLIC.

Accentuer les campagnes d'information sur le CLIC et impliquer d'avantage les intervenants accentuerait son influence.

1.6 Santé

1.6.1.1 Contexte :

La désertification médicale sur le Cerizéen est avérée et la situation est délicate sur le Mauléonais.

L'URCAM met en évidence un vieillissement des professionnels de santé et un non renouvellement des départs en retraite.

1.6.1.2 Enjeu :

Il est essentiel de promouvoir l'installation de professionnels de santé et maintenir les professionnels actuels.

1.6.1.3 Proposition d'actions :

La création de maisons médicales et l'offre d'un cadre de vie agréable sont des atouts pour faire venir cette population de professionnels de santé. Les bourses d'étude ne donnent quant à elles pas de bons résultats sur le long terme.

2 Enjeux transversaux

2.1.1 Transport

2.1.1.1 Contexte :

Des difficultés de transport pour tous les publics sont recensées par l'ensemble des acteurs des services à la personne.

2.1.1.2 Enjeu :

L'intercommunalité doit répondre aux difficultés de transport rencontrées par la population de Delta Sèvre Argent.

2.1.1.3 Proposition d'actions :

Un projet de mise à disposition de scooters se met en place actuellement à l'initiative des CSC.

La solution la plus pertinente sur le territoire serait de développer un transport à la demande, qui s'adapterait mieux au besoins fluctuant un transport en réseau défini à l'avance.

La Communauté de Communes aurait la possibilité de bénéficier d'un minibus publicitaire.

2.1.2 Portage de repas

2.1.2.1 Contexte :

De nombreuses structures servent des repas. Actuellement, le raisonnement est organisé par filière et des conventions multiples organisent le portage de repas.

2.1.2.2 Enjeu :

Il serait pertinent de mutualiser la production et le transport de repas pour les structures sociales.

2.1.2.3 Proposition d'actions :

Une réflexion autour de cuisines centrales et de services pouvant en bénéficier devrait être engagée pour améliorer l'efficacité et la qualité de ce service.

2.1.3 Assistants familiaux

2.1.3.1 Contexte :

L'accueil par des assistants familiaux de personnes âgées ou handicapées est une solution peu utilisée sur le territoire. Ce métier à part entière, n'est pas assez connu ni assez valorisé. De plus, il existe désormais pour ces professionnels un droit aux vacances affirmé par la législation.

2.1.3.2 Enjeu :

Promouvoir la profession d'assistant familial est un enjeu important.

2.1.3.3 Proposition d'actions :

Informier et proposer des formations ainsi qu'assurer des places en structure d'accueil pour garantir le droit aux vacances des assistants familiaux sont des actions à mener pour encourager les vocations.

2.1.4 Le bénévolat

2.1.4.1 Contexte :

Certaines activités associatives doivent basculer dans la professionnalisation, néanmoins le milieu associatif est nécessaire à ce secteur. Malheureusement le secteur subit une perte et un vieillissement des bénévoles.

2.1.4.2 Enjeu :

Il faut promouvoir le bénévolat (hors activités nécessitant un professionnel).

2.1.4.3 Proposition d'actions :

La valorisation du rôle de bénévole permettrait de susciter de nouvelles vocations. Des campagnes d'information, au sujet des différentes activités qui peuvent être exercées par les bénévoles, donneraient peut-être envie à de jeunes retraités de s'investir dans ce secteur.

2.1.5 Les établissements sociaux et médico-sociaux

2.1.5.1 Contexte :

Le manque de place chronique dans toutes les structures accueillant les différents publics étudiés est une problématique extrêmement gênante.

2.1.5.2 Enjeu :

Il est nécessaire de prévoir et planifier de nouvelles places en structure.

2.1.5.3 Proposition d'actions :

Les projets communaux ; l'implication des politiques dans les schémas départementaux, régionaux, nationaux ; le soutien public ; et les solutions alternatives (crèches familiales, appartement adaptés pour les personnes handicapées, assistants familiaux...) sont autant de solutions possibles à étudier.

3 Principes d'action

Nous proposons dans cette troisième partie de mettre en évidence des principes d'action intercommunale dans le domaine des services à la personne.

Nous mettons donc en évidence différents axes dont la prise en compte est importante dans le cadre d'une politique sociale intercommunale.

3.1 L'évaluation

L'évaluation est un préalable à toute action dans le secteur des services à la personne. Il s'agit de l'objet même de la phase de l'étude présentée dans le document « état des lieux ».

On peut déterminer plusieurs aspects d'évaluation.

- Les points faibles et les points forts des services existants : comment les services fonctionnent-ils et quelles sont les limites de l'action de ceux-ci ?
- Les besoins exprimés et les besoins réels ainsi que leurs évolutions doivent être évalués. Des situations spécifiques mais aussi l'évolution des attentes de la population entraînent nécessairement des modifications des besoins de la population. Cet aspect n'a pas été directement traité dans notre étude, mais a été approché par le diagnostic de la MSA auquel nous avons été associé.
- La satisfaction des besoins est un aspect important de l'évaluation des services à la personne. On peut étudier la satisfaction des besoins d'un point de vue quantitatif sur le nombre de places offertes et l'importance des listes d'attente, mais aussi sur des aspects qualitatifs tout aussi déterminants pour répondre aux attentes de la population.

On a vu que l'évaluation est un préalable mais elle doit être renouvelée régulièrement pour maintenir une connaissance la plus juste possible de la situation globale du domaine. Les évolutions des attentes doivent être bien cernées pour adapter l'offre de services en conséquence.

L'évaluation de la situation actuelle doit également être engagée sur des thématiques plus réduites dans le cadre du développement de certaines actions. Dans ce cadre là, il est important de cerner la part des besoins réels, très souvent distincte des besoins exprimés.

3.2 L'information et la coordination

Informier et coordonner apparaissent, après l'exploration de la situation actuelle des services à la personne sur le territoire de Delta Sèvre Argent, comme les principales réponses aux dysfonctionnements relevés.

Les structures ont des territoires d'intervention liés à l'histoire de leurs actions. Les organisations sont très différentes pour un même type de service. Parfois, des concurrences sont exacerbées entre structures proposant des services identiques.

Les besoins d'information neutre et de coordination entre les services s'expriment pour permettre aux bénéficiaires des services de se retrouver dans l'ensemble des propositions.

L'information peut se décliner sous trois aspects :

- Tout d'abord, on peut s'intéresser à l'information en réponse à une demande. Il s'agit donc de donner au bénéficiaire une information claire et non partisane de l'ensemble des services qui peuvent répondre à son besoin précis.
- Ensuite, l'information est aussi la capacité à communiquer et à faire la publicité des services. Dans ce cas, l'information a pour but de toucher un public qui n'a pas exprimé de besoin particulier mais qui peut trouver un intérêt dans le service proposé.
- Enfin, l'information peut porter un message spécifique et être le support de contenus importants en terme de prévention particulièrement.

Un certain nombre d'organismes ont, pour mission, l'information des bénéficiaires : il s'agit des RAM (Relais Assistantes Maternelles), des PIJ (Points Informations Jeunesse), du PIF (Point Information Famille), de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées), du CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique). On peut également préciser l'importance du rôle des structures de proximité dans l'information comme les mairies et les CCAS. Ces organismes publics doivent, eux aussi, apporter une information neutre sur les services existants.

Des actions en faveur de l'information peuvent être mises en œuvre afin de mieux identifier les lieux ressources tels que des logos spécifiques peuvent être mis en évidence.

La solution optimale serait la mise en place de *Maisons des Services* qui rassemblant toutes les informations au sujet des services.

Une ligne téléphonique spécialement dédiée pourrait aussi être mise en place pour répondre aux questions de la population au sujet des services.

La coordination apparaît indispensable pour augmenter l'efficacité des services.

Elle peut se décliner sur de nombreux aspects :

- **La mutualisation** : une coordination des activités peut permettre aux différentes structures de mutualiser du matériel, des véhicules... et par conséquent de rentabiliser l'investissement dans ces équipements.
- **Les horaires et jours d'ouverture** : la coordination entre les différentes structures pourrait permettre d'assurer la permanence du service, certes avec un nombre de places plus réduit, par exemple pour les multi-accueils durant les congés annuels. Pour répondre aux besoins spécifiques de gardes atypiques : une structure d'accueil

périscolaire pourrait adapter ses horaires et accueillir tous les enfants concernés par cette demande.

- **La coordination dans une prestation** complète pour une personne est fondamentale. L'exemple de la personne âgée à domicile est assez significatif : elle peut bénéficier de l'intervention d'un service de soutien à domicile, d'un portage de repas, d'un SSIAD, du médecin... La coordination de ces différents acteurs est indispensable pour assurer un suivi pertinent. Le service de portage de repas peut constater que les repas précédents n'ont pas été consommés mais, si la coordination est efficace, les services de soutien ou le SSIAD seront informés que la personne âgée n'a pas mangé son repas.

Des structures comme les RAM ou le CLIC ont pour mission de coordonner les services. Ce sont des actions que ces organismes ont du mal à mettre en œuvre. De plus, tous les publics ne sont pas couverts par ces services. Il apparaît donc nécessaire de porter une réelle coordination pour chacun des publics.

3.3 Egalité, équité ? :

On peut relever une première déclinaison de l'égalité dans l'égalité d'accès aux services. Il est important de distinguer d'une part, l'accessibilité physique aux équipements et aux services. Ceci recouvre les notions d'adaptation des équipements à l'accueil des publics concernés (personnes handicapées, personnes âgées...), mais aussi de mobilité des personnes pour venir jusqu'aux équipements.

D'autre part, l'égalité d'accès peut s'exprimer par une préférence communautaire en remplacement des préférences communales préexistantes qui pénalisent assez fortement les populations des petites communes ayant peu de services.

On peut également s'interroger sur une nécessaire égalité ou équité de traitement pour un même type de service proposé par des structures différentes. La question des tarifications peut être considérée par exemple dans ce cadre. On constate des différences importantes entre deux services à vocation identique en terme de tarifs, parfois du simple au double. Sans entrer forcément dans une logique de prix fixés et égaux, une certaine cohérence peut apparaître souhaitable.

On peut s'intéresser également à la couverture temporelle des services, un CLSH ne fonctionnant que durant une seule période de vacances ne propose pas un traitement identique à une organisation fonctionnelle lors de toutes les vacances scolaires.

Il ne s'agit pas de niveler l'ensemble mais plutôt d'offrir une cohérence renforcée.

Dans le meilleur des cas même si cela peut apparaître assez utopique, il serait souhaitable de permettre aux usagers de choisir le type de service que l'ils souhaitent utiliser pour répondre à un besoin précis. Par exemple, ils devraient pouvoir choisir entre une solution de garde en crèche ou chez une assistante maternelle. De même, les personnes handicapées ou âgées devraient pouvoir choisir entre un maintien à domicile ou une entrée en établissement de type foyer par exemple.

3.4 L'intercommunalité : une échelle pertinente pour les services à la personne

Le diagnostic a montré que de nombreux services étaient organisés à l'échelle de plusieurs communes. L'échelon intercommunal est donc pertinent pour organiser de nombreux services à la personne. Néanmoins, cette intercommunalité pour les services n'est pas nécessairement à l'échelle de Delta Sèvre Argent.

Un raisonnement intercommunal permet une certaine coordination du service, une mutualisation des équipements et du matériel, un écrêtement des pics d'activité, une organisation plus cohérente.

Malgré tout, certains services nécessitent une grande proximité. De par leur nature, les services à la personne doivent être d'accès facile pour l'ensemble de la population. Un travail à l'échelle intercommunale doit donc être associé à une prise en compte de l'échelon de proximité. Néanmoins, cette proximité ne doit pas conduire à des organisations inefficaces. L'organisation de permanences locales n'est pas forcément un atout lorsqu'elles ont des fréquences faibles alors que leur objectif est de répondre à une situation d'urgence (CLIC, prévention, dépistage...).

D'autres services peuvent être organisés à l'échelle intercommunale mais ceci ne peut se faire que si les organes de décision de la structure évoluent. Une co-conception et une co-gestion de la structure sont indispensables pour que les nouveaux contributeurs y trouvent leur intérêt et s'y investissent.

Au-delà de ces coopérations locales et à petites échelles, une vision intercommunale doit émerger pour les services à la personne. Celle-ci permettra, dans une dynamique d'amélioration globale des services, de proposer une offre de services efficace sur l'ensemble du territoire.

Conclusion

Les enjeux présentés ci-dessus ont vocation à être portés par tous les acteurs des services à la personne du territoire : associations, entreprises, collectivités territoriales, organismes publics, particuliers...

Les pistes d'actions proposées dans ce rapport, ne sont pas exhaustives mais permettent de préciser quels types d'actions peuvent être mises en places pour répondre aux différents enjeux énoncés.

Lexique

ADAPEI : Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés
ADMR : Aide à Domicile en Milieu Rural
AGGIR : Autonomie Gérontologie Groupes Iso-Ressource
ALT : Allocation Logement Temporaire
APA : Allocation Personnalisée d'Autonomie
APF : Association des Paralysés de FRANCE
APS : Accueil Périscolaire
ASE : Aide Sociale à l'enfance
BACB : Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais
CAF : Caisse d'Allocation Familiales
CAT : Centre d'aide par le Travail
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CDAPH : Commission des droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
CDST : Contrat de Développement Social Territorialisé
CESU : Chèque Emploi Service Universel
CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale
CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination
CLSH : Centre de Loisirs Sans Hébergement
CMPEA : Centre Médico-psychologique pour Enfants et Adolescents
CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CRAM : Caisse Régional d'Assurance Maladie
CSC : Centre Socio Culturel
DDASS : Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale
DEAVS : Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale
DIPASS : Direction de la Prévention de l'Action Sociale et de la Santé
DSA : Delta Sèvre Argent
EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EPA : Etablissement Public Administratif
ESAT : Etablissements Services d'Aide par le Travail
ETP : Equivalent Temps Plein
GMP : GIR Moyen Pondéré
HQE : Haute Qualité Environnementale
IME : Institut Médico-Educatif
INSEE : Institut National Statistiques et des Etudes Economiques
IST : Infections Sexuellement Transmissibles
MAPHA : Maison d'Accueil pour Personnes handicapées Agées
MARPA : Maison accueil Rurale pour Personnes Agées
MAS : Maison d'Accueil Spécialisée
MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées
MSA : Mutualité Sociale Agricole
NC : Non Communiqué
PAEJ : Point d'Accueil et d'Ecoute Jeune
PIE : Point d'Information Emploi
PIF : Point d'Information Famille
PIJ : Point d'Information Jeunesse
PMI : Protection Maternelle Infantile
PMR : Personne à Mobilité Réduite
RAM : Relais d'Assistants Maternelles
REBONDS : Réseau Enfance Bocage Nord Deux Sèvres
SALP : Services à la Personne
SAST : Service d'Action Sociale Territorialisé
SAVS : Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SDA : Service départemental d'Accompagnement
SIG : Système d'Information Géographique
SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
SMIC : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
SROS : Schémas Régional d'Organisation Sanitaire
SSIAD : Service de Soins Infirmier à Domicile
TAD : Transport à la Demande
TISF : Technicien des Interventions Sociales et Familiales
URCAM : Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie
USLD : Unité de Soins Longue Durée



Etude

« Services à la personne »

Proposition de prise de compétence

Juliette BAILLET – Guillaume DELORME
2007

Edition du 28 septembre

Introduction

Le document « état des lieux » présente la situation actuelle des services à la personne sur le territoire de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent. L'analyse qui y est faite porte sur la couverture spatiale du territoire, les aspects quantitatifs et qualitatifs des services.

Le deuxième document « enjeux » extrait les éléments de constat issus du diagnostic et identifie des stratégies possibles qui se déclinent en pistes d'action. Des principes fondamentaux d'action dans le champ de l'action sociale et des services à la personne sont identifiés.

Ce troisième document s'attache à présenter un scénario de prise de compétence et de développement d'une stratégie intercommunale dans les services à la personne et l'action sociale. L'objectif de ce travail est d'alimenter la réflexion à venir sur les choix que les élus de la Communauté de Communes seront amenés à faire dans le futur.

Ce document s'attachera tout d'abord à mettre en évidence les arguments en faveur d'une prise de compétence intercommunale. Ensuite, une justification des services que l'on peut exclure de la réflexion, et ceux que l'on peut retenir ainsi que les temporalités que l'on peut prévoir dans leur prise en charge, sera proposée. Enfin la réflexion portera sur le type d'organisation qui peut être mise en place pour porter une prise de compétence.

Sommaire

Introduction	3
Sommaire	4
1 La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent doit-elle prendre la compétence sociale ?	5
<u>1.1 L'intercommunalité : pertinente et reconnue.....</u>	<u>5</u>
1.1.1 Un échelon pertinent.....	5
1.1.2 Echelon reconnu et échelon de financement.....	6
<u>1.2 Vers une amélioration des services existants.....</u>	<u>6</u>
<u>1.3 Les services à la personne et l'action sociale : des secteurs de l'action publique</u>	<u>7</u>
<u>1.4 Une action qui valorise le territoire</u>	<u>8</u>
<u>1.5 La Communauté de Communes : un bon relais des acteurs locaux.....</u>	<u>8</u>
2 Les éléments d'une compétence « action sociale d'intérêt communautaire »	9
<u>2.1 Les actions évacuées du programme :</u>	<u>9</u>
<u>2.2 Les éléments de compétence à prendre dans un premier temps :.....</u>	<u>10</u>
<u>2.3 Les actions à mener dans un deuxième temps :</u>	<u>13</u>
<u>2.4 Les actions à mener dans un troisième temps :</u>	<u>15</u>
<u>2.5 Les éléments de compétence sur lesquels il faut rester vigilant :</u>	<u>17</u>
3 Une structure adaptée à l'action sociale intercommunale : Le CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale)	19
<u>3.1 Le contexte général.....</u>	<u>19</u>
<u>3.2 Le CIAS : outil pertinent de la politique sociale</u>	<u>19</u>
Conclusion.....	21
Lexique.....	23

1 La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent doit-elle prendre la compétence sociale ?

La prise de compétence nous apparaît nécessaire et l'échelle que constitue Delta Sèvre Argent peut permettre une bonne prise en compte des questions sociales. On peut le justifier selon plusieurs points.

1.1 L'intercommunalité : pertinente et reconnue

La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent forme une unité territoriale qui dispose d'une structure administrative identifiée. Dans les domaines de l'action sociale et des services à la personne, on constate qu'à l'intérieur de Delta Sèvre Argent qu'il existe de fortes disparités entre les offres. L'intercommunalité traduit l'existence d'un bassin de vie avec une certaine cohérence. L'organisation intercommunale des services de l'action sociale et des services à la personne pourrait enrichir la cohérence du bassin de vie.

1.1.1 Un échelon pertinent

Selon une enquête de la Gazette des communes (10/01/05), 76% des maires estiment que l'intercommunalité est l'échelle la plus adaptée pour mener une politique d'action sociale efficace.

Ceci s'explique par différents éléments particulièrement applicables sur le territoire de Delta Sèvre Argent.

- L'action sociale est une compétence départementalisée. L'aide sociale doit être relayée à l'échelon local afin de permettre une réponse aux attentes de la population à une échelle de proximité. L'éloignement de Delta Sèvre Argent du chef-lieu de département doit être compensé, en particulier dans le cadre de l'action sociale. Certains services départementaux sont accessibles à Bressuire mais restent à l'extérieur de la Communauté de Communes.
- Un certain nombre de communes de petites tailles n'ont pas la possibilité de développer des services en raison d'un public réduit, mais aussi de contraintes financières importantes.
- L'action dans une logique intercommunale peut se faire par différents moyens :
 - o Tout d'abord, par conventions entre communes, ou entre CCAS. C'est alors un interlocuteur qui organise le service seul et conventionne pour permettre à d'autres bénéficiaires d'accéder au service. Ce type de fonctionnement comporte quelques limites : d'une part le portage du service par un unique interlocuteur qui n'est pas forcément à l'écoute des attentes des autres. D'autre part, cette solution conduit à des montages juridiques complexes qui s'empilent et deviennent peu lisibles.
 - o Ensuite, des syndicats à vocation unique ou multiples peuvent être le support de services. C'est le cas sur le territoire de Delta Sèvre Argent, avec le SIVOM du Pays Mauléonais qui supporte le CSC de Mauléon en particulier. Cette solution permet de raisonner à des échelles intéressantes pour la proximité des usagers, mais la tendance est à la disparition de ces syndicats au profit des Communautés de Communes.
 - o Enfin, une organisation des services à l'échelle de la Communauté de Communes est possible. Ceci correspond également à la volonté du législateur qui a intégré l'action sociale comme un bloc de compétence optionnelle dans la loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005.

Le portage d'une action sociale et de services à la personne par Delta Sèvre Argent semble, sur cet aspect, cohérent. Toutefois, compte tenu de la taille et de la configuration de la Communauté de Communes, une attention particulière à la proximité devra être portée. En effet, le territoire de Delta Sèvre Argent est vaste et s'organise autour de trois pôles principaux.

1.1.2 Echelon reconnu et échelon de financement

La Communauté de Communes bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle comme un échelon de l'action publique. Ce périmètre est assez bien perçu par la population qui bénéficie déjà de certains services organisés par la Communauté de Communes. Sur le territoire de Delta Sèvre Argent, la Communauté de Communes est identifiée comme un interlocuteur du développement économique, de l'habitat, de l'instruction des demandes d'urbanisme, de l'organisation de la collecte des ordures ménagères. Le public connaît donc la structure et l'élargissement à cet échelon ne pourrait que contribuer à une meilleure lisibilité (services de la commune, services de la Communauté de Communes).

La Communauté de Communes est reconnue par un certain nombre d'instances, en particulier dans le domaine social, comme la CAF par exemple, en tant qu'échelon de proximité. A ce titre, les structures vont avoir comme seul interlocuteur les Communautés de Communes. Ceci est particulièrement important dans le cadre des contractualisations (Contrat Enfance Jeunesse de la CAF par exemple) qui sont encouragées à l'échelle intercommunale.

On peut donc mettre en évidence que la Communauté de Communes apparaît comme une échelle pertinente et bien identifiée pour mener une action sociale coordonnée et des services accessibles à tous. Choisir cet échelon d'action s'inscrit dans une dynamique globale voulue par le législateur et certains partenaires.

1.2 Vers une amélioration des services existants

Une prise de compétence peut également être intéressante dans le cadre de l'amélioration des services existants.

Tout d'abord, un travail à l'échelle de la Communauté de Communes permet des économies d'échelle. Celles-ci peuvent apparaître via la mutualisation de personnel, de matériel, de véhicules, d'installations...

De nombreuses structures ont déjà procédé à l'élargissement de leur périmètre d'action soit par la fusion soit par la réorganisation de leur couverture. Cette solution a permis d'assurer une offre de meilleure qualité mais aussi de maintenir leurs équilibres financiers. Les activités des services à la personne, particulièrement dans le cadre des services à domicile, sont très sujettes à des pics et creux d'activités en fonction des prises en charge nouvelles ou de leur arrêt. Une structure couvrant une zone plus importante sera moins touchée par ce type de variations.

Au sujet de la cohérence et de la coordination, l'implication de Delta Sèvre Argent dans le domaine des services à la personne devrait permettre une meilleure coordination en dépassant les logiques historiques d'action de certaines structures en remettant le bénéficiaire au centre du dispositif. Cette coordination devrait permettre de réduire les

disparités, actuellement importantes, entre les différents services en terme de tarifs, de formules, d'organisation...

L'implication d'un acteur public peut se révéler très intéressante dans la coordination des services, mais aussi dans l'information. En effet, il est important que l'interlocuteur soit relativement neutre et non partisan pour que le débat entre les différents partenaires de la coordination se fasse sur un pied d'égalité. L'information du public pourrait être réalisée dans une préoccupation forte de neutralité envers toutes les structures.

Le niveau intercommunal permettrait un financement coordonné des différentes structures intervenant dans le domaine et particulièrement le soutien de certaines actions dont la pérennité est remise en jeu.

L'échelle de Delta Sèvre Argent semble être adaptée à une réflexion et une action coordonnée de l'action sociale et des services à la personne sur le territoire. L'implication d'un acteur public dans un souci de neutralité apparaît très utile pour les aspects de coordination et d'information.

1.3 Les services à la personne et l'action sociale : des secteurs de l'action publique

Les services à la personne et l'action sociale touchent directement la population et concernent pour la plupart d'entre eux, le secteur non-marchand.

Ces activités ne sont généralement pas développées par des entrepreneurs privés en raison de l'importance des dépenses que ces services entraînent. Les gains pour les entreprises privées dans ce domaine ne sont pas assurés, d'autant plus avec la population locale aux revenus peu élevés. Une offre privée engendrerait des coûts élevés pas forcément supportables par la population. La pérennité de ces organisations privées pourrait alors ne pas être assurée. De plus l'intervention d'acteurs privés ne saurait prendre en compte les aspects d'intérêt général, pourtant fondamentaux à l'action dans ce domaine.

Le milieu associatif porte à l'heure actuelle un grand nombre de services. Il agit très souvent selon des logiques historiques liées à l'évolution des organisations au fil du temps. Les associations ne sont pas fondamentalement porteuses d'une réflexion et d'une action réfléchie et organisée dans le sens de l'intérêt général. Elles visent dans la plupart des cas l'équilibre financier de leurs organisations. Il est très souvent obtenu par de fortes aides des collectivités publiques.

De plus, les services à la personne, même s'ils sont largement financés par l'argent public, donnent lieu à une participation financière non négligeable des bénéficiaires. Il faut remarquer que dans ce secteur il existe un mécanisme de double financement : par l'impôt d'une part et par le bénéficiaire d'autre part. Les citoyens contribuent donc de façon non négligeable au financement de ces actions.

L'action publique ne saurait ignorer les services à la personne et le social. En effet, l'initiative privée ou le milieu associatif ne permettent pas de prendre en compte l'objectif d'intérêt général pourtant essentiel dans ces domaines.

1.4 Une action qui valorise le territoire

Une action sociale à l'échelle communautaire peut également contribuer à la valorisation du territoire.

D'un point de vue interne, mener une action sociale intercommunale contribue à la qualité de vie mais également à l'apport de lien social. Ceci répond bien aux aspirations de cohésion sociale.

Une organisation efficace des services sur le territoire contribue fortement à une vision attractive du territoire dans le cadre de la compétition territoriale en particulier dans l'accueil d'entreprises. Une communication parallèle sur le développement économique et les services à la personne peut être particulièrement efficace pour la valorisation des atouts du territoire.

La prise en compte de l'action sociale et des services à la personne à l'échelle communautaire permet de valoriser le territoire en interne par une meilleure qualité de vie et un renforcement de la cohésion sociale, mais aussi en externe dans le contexte de la compétition territoriale.

1.5 La Communauté de Communes : un bon relais des acteurs locaux

De nombreux services dépendent d'acteurs locaux, associatifs pour la plupart. Nombreux sont ceux dont la situation actuelle est peu favorable en raison de difficultés de financement mais aussi du problème du renouvellement du bénévolat et de l'évolution des services.

Les responsabilités associatives deviennent de plus en plus importantes, et les associations devraient pouvoir favoriser le recrutement de personnel spécialisé pour la gestion, de plus en plus complexe des services. Cependant les contraintes financières ne le permettent pas et un essoufflement généralisé des responsables associatifs est constaté.

Le rôle de la Communauté de Communes pourrait être de soutenir ces acteurs locaux en leur permettant d'aboutir à la professionnalisation de certaines tâches de gestion.

Par ailleurs, certains services étant uniquement portés par des associations, une veille sur la santé de celles-ci doit être assurée pour pouvoir répondre rapidement à des situations possiblement critiques si leur pérennité est remise en jeu.

Enfin le constat d'une progression de l'individualisme joue en défaveur de l'action informelle en particulier pour les activités de maintien du lien social. L'action publique a peut-être une place à prendre pour répondre à ce constat.

Les acteurs locaux, principalement associatifs supportent largement l'action sociale et les services à la personne sur le territoire. Cependant ces associations apparaissent peu pérennes en raison de questions budgétaires et du renouvellement des bénévoles. Une action communautaire pourrait permettre de professionnaliser certaines activités. Une veille sur le fonctionnement des associations doit être portée pour que le niveau de services demeure ou progresse.

2 Les éléments d'une compétence « action sociale d'intérêt communautaire »

Nous avons étudié différents services, en fonction de l'analyse proposée et dans le cadre de l'élaboration d'un projet social intercommunal, nous avons identifié des actions ne nécessitant a priori en l'état actuel l'intervention de la Communauté de Communes ; nous avons également regroupé en trois temps (court, moyen et long terme) les éléments de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » dont Delta Sèvre Argent pourrait se doter.

2.1 Les actions évacuées du programme :

La garde d'enfant à domicile appartient au secteur privé, ce secteur est en marge de la prise de compétence sociale.

Les aides familiales sont gérées par des associations départementales qui fonctionnent correctement. Elles sont mises en place selon un agrément départemental sur lequel Delta Sèvre Argent n'a aucun pouvoir.

La maison de l'enfance du Puy Genest est gérée par une association qui emploie des professionnels expérimentés dans ce domaine.

Les activités pour les jeunes et les camps et séjours pour les jeunes sont le domaine d'activité des centres socioculturels et de Familles Rurales qui ne souffrent pas de dysfonctionnements majeurs et qui sont plus du domaine du loisir que du domaine social.

L'école de musique est de la compétence du Pays du Bocage Bressuirais. Elle ne nécessite pas de prise de compétence.

Les entreprises ou chantiers d'insertion sont gérés par des structures qui fonctionnent bien et qu'il est nécessaire de conserver indépendantes des collectivités territoriales. Cependant, il serait important de leur fournir des commandes publiques pour les aider dans leur mission de réinsertion.

Les ateliers d'insertion sont du domaine de compétence des CSC qui effectuent un travail remarquable.

Les Foyers de Jeunes Travailleurs et l'Aide Sociale au logement pour les jeunes sont gérés par l'association Point de Mire avec le concours du département. On ne note pas de dysfonctionnements importants.

Les structures d'hébergement pour personnes handicapées et les établissements et services d'aide par le travail sont gérés par des associations soutenues par le

département. Le lobbying des associations qui travaillent dans ce domaine n'est pas favorable à l'intervention des collectivités territoriales.

Les entreprises adaptées présentes sur le territoire fonctionnent bien.

Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale est effectué par l'Association des Paralysés de France qui dispose d'un agrément pour l'ensemble du département et assure un soutien de qualité.

Les systèmes de téléalarme et téléassistance sont proposés par des groupements privés.

L'Unité de Soins Longue Durée est gérée par l'Hôpital Local de Mauléon qui fait partie de la fonction publique hospitalière. Les locaux sont récents et adaptés.

Les services accessoires sont proposés par une association (la Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais) qui fonctionne bien et par des initiatives privées encouragées par la création du Chèque Emploi Service Universel.

2.2 Les éléments de compétence à prendre dans un premier temps :

- **La gestion et le développement des services d'accueil collectif dans le secteur de la petite enfance :**

Ces services sont de bonne qualité.

Il existe une déficience de garde collective permanente sur Mauléon et plus globalement des inégalités d'accès à ces structures en raison de préférences communales.

Il existe dans ce domaine des opportunités de développement de solutions complémentaires avec le développement économique.

Ce service devrait être pris dans un premier temps car il offre une visibilité forte. La prise d'un rôle dans le secteur de la petite enfance serait un atout considérable pour assurer une meilleure gestion de la demande de garde.

Ces services sont en bonne santé et il serait possible de s'appuyer sur eux pour développer d'autres actions plus complexes. De plus, il est impératif d'assurer une bonne coordination du secteur mais il serait mal perçu de ne faire que de la coordination sans gérer aucun service.

Les avantages principaux :

Ce service permettrait la disparition de la préférence communale au profit d'une **préférence communautaire** facilitant alors l'accès. Le service est visible et est moteur de l'attractivité du territoire.

Une prise en charge communautaire de ce service permettrait **la coordination des différents lieux d'accueil** (gestion des fermetures annuelles, mutualisation du matériel, du personnel, harmonisation des tarifications...)

- **Coordination et gestion des modes de garde petite enfance et Relais Assistantes Maternelles :**

Les intervenants et les organisations sont différentes. Il manque un interlocuteur ayant une bonne connaissance du secteur. La coordination est indispensable pour répondre aux questions de garde atypique. Cet acteur permettrait de mettre en place une couverture du RAM sur l'ensemble de la Communauté de Communes.

L'échelle de contractualisation de la CAF s'oriente vers les Communautés de Communes.

Il est important de proposer de meilleures solutions de garde notamment pour les difficultés de garde atypique.

Les avantages principaux :

L'échelle de contractualisation est souhaitée et reconnue par les financeurs.

Cette prise de compétence donnerait **la possibilité à toutes les communes** de bénéficier des services des RAM, des différents modes de garde...

➤ **La prévention, la planification, le dépistage :**

Il est indispensable de soutenir les actions de planification, de prévention et de dépistage puisqu'il existe un manque cruel d'initiatives dans ce domaine.

La structure qui devrait se mettre en place (AGORA Nord) n'est pas encore opérationnelle et ne suffira pas à combler les énormes besoins dans ce domaine.

Cette problématique doit être prise en charge très rapidement puisqu'elle est extrêmement importante.

Les avantages principaux :

Le **soutien** qui peut être apporté par la compétence communautaire du point de vue **politique, financier** mais la **lisibilité** serait également largement plus forte. Un soutien communautaire serait d'un poids supérieur à celui offert par les communes individuellement.

➤ **Les commandes publiques pour les chantiers d'insertion :**

L'élément de compétence consisterait en l'encouragement de commandes publiques sociales et solidaires pour soutenir les structures d'insertion.

En effet, les commandes publiques sont indispensables aux structures d'insertion pour mener à bien leurs missions de réinsertion.

La législation des marchés publics intègre le critère social au même titre que les critères économiques et environnementaux du développement durable.

Les avantages principaux :

Ces actions modestes en terme financier et dans leur mise en oeuvre apporteraient néanmoins, un soutien important aux acteurs concernés.

La Communauté de Communes peut apporter une **expertise plus poussée** dans le montage des marchés ayant pour but d'intégrer des **clauses sociales et solidaires**.

➤ **Le portage de repas :**

La compétence pourrait porter sur la gestion du service ou uniquement sur la coordination.

Les disparités sont nombreuses entre les structures (certaines communes ne sont pas couvertes, d'autres ne proposent pas de régimes adaptés...).

Il est nécessaire de prendre cette compétence rapidement puisque ce service est l'un de ceux dont la couverture spatiale est la moins bonne. Ce service est toutefois indispensable au maintien à domicile des personnes âgées.

Les avantages principaux :

Il est important d'assurer une **cohérence ou une uniformisation du service**. Ce service doit impérativement offrir une **couverture globale** du territoire de Delta Sèvre Argent.

C'est également un service qui permettrait de **s'engager dans le secteur des personnes âgées** sans mettre en difficulté les associations d'aide aux personnes âgées. Ce secteur se

caractérise par un climat plutôt tendu et il est important de commencer par un service pas trop difficile à gérer et qui ne demande pas de compétences très spécialisée ni énormément de personnel qualifié.

Le portage de repas peut soutenir des **actions de coordination** mises en place par le CLIC.

➤ **La médiation familiale :**

La médiation familiale est assurée par une seule association (Intermèdes Nord 79) qui exerce sur l'ensemble du Nord Deux Sèvres.

Sa pérennité n'est pas assurée puisque seules quelques communes participent à son financement alors que l'ensemble de la population de Delta Sèvre Argent peut y avoir accès. La structure existante a une bonne expérience dans ce domaine puisqu'elle est reconnue par les services judiciaires qui lui confient le suivi d'un certain nombre de dossiers. Il serait dommageable qu'elle ne puisse pas continuer à assurer sa mission d'intérêt général.

Les avantages principaux :

Delta Sèvre Argent devrait s'associer au **financement de cette association** qui offre un service pour l'ensemble des habitants de son territoire.

Cette structure assure une **mission de prévention des conflits familiaux**. Elle contribue à **apaiser les conflits existants**.

La mise en relation du service de médiation avec les services qui gèrent l'hébergement temporaire pourrait permettre d'être plus réactif aux situations de crises et d'assurer un suivi des familles avec un interlocuteur commun à ces deux types de service.

➤ **La mobilité et le transport :**

Il n'existe sur le territoire de Delta Sèvre Argent aucune offre de transport.

Créer un service de transport à l'échelle de la Communauté de Communes serait pertinent du point de vue spatial.

Les avantages principaux :

Ce service serait un avantage **pour l'ensemble des publics de la jeunesse aux personnes âgées**.

Il permettrait aux habitants des petites communes **d'être moins isolés**.

➤ **L'école des sports :**

Ce service assure une vitalité aux clubs sportifs tout en promouvant les valeurs sportives, le respect des règles, des adversaires...

La pérennité de l'association qui gère l'école des sports n'est pas assurée et afin de poursuivre son activité elle s'adresse aux collectivités territoriales susceptibles de la soutenir. Pour ce faire, elle est prête à se délocaliser vers le territoire qui lui offrirait une pérennité.

La couverture actuelle ne se fait que sur quelques communes mais de nombreuses familles plébiscitent son élargissement à l'ensemble du territoire.

Les avantages principaux :

Ce service est un **atout formidable** pour la jeunesse et un bon **complément pour l'éducation et la socialisation** des enfants.

Delta Sèvre Argent ne devrait pas prendre le risque de perdre une structure telle que celle-ci. Il serait souhaitable que l'ensemble des enfants du territoire puisse y avoir accès. Ceci favoriserait la mixité sociale et les rencontres. L'augmentation du nombre d'enfants concernés permettrait également d'offrir aux animateurs des temps de travail facilitant leur installation durable sur le territoire.

➤ **Promotion de l'installation de professionnels de santé :**

Le contexte de désertification médicale pousse les collectivités territoriales à intervenir pour résoudre ce problème crucial pour les territoires ruraux.

Le départ en retraite des professionnels de la santé ne donne souvent pas lieu à un renouvellement et le problème ne fera que s'accroître dans les années à venir si rien n'est fait.

La situation est urgente et il est important qu'elle soit traitée en priorité.

Les avantages principaux :

Delta Sèvre Argent est un **échelon approprié** puisque qu'il permet d'avoir vision globale. Il permettrait d'effectuer un **travail en réseau**.

La Communauté de Communes pourrait mettre en place une **politique incitative**, avec un projet d'implantation qui corresponde aux besoins de la population.

➤ **Information neutre sur les services à la personne :**

On constate un manque d'information et de lieux ressources clairement identifiés pour chacun des publics.

Une meilleure information permettrait d'améliorer la prise en charge des différents publics et de mettre en relation l'offre et la demande.

Cette action est simple mais importante et nécessite peu de moyens supplémentaires.

Les avantages principaux :

Le travail à une échelle cohérente vis-à-vis des acteurs pour **l'actualisation de l'information**.

L'échelle de Delta Sèvre Argent est pertinente pour mettre en place un **service d'information efficace** (ligne téléphonique dédiée ou maison des services).

2.3 Les actions à mener dans un deuxième temps :

➤ **Logements adaptés pour personnes handicapées :**

Cet élément de compétence est relativement proche de la compétence habitat. Elle permettrait de proposer des solutions alternatives aux problèmes de logement en structure.

L'adaptation de logement pourrait convenir à plusieurs types de publics comme les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite...

Il est facilement envisageable d'inciter les bailleurs sociaux à opérer ces aménagements en raison des financements qui leur sont accordés tous les ans par la collectivité territoriale.

Les avantages principaux :

Il faut intervenir rapidement car cette **solution est peu coûteuse** mais pourrait apporter des **solutions concrètes**.

Delta Sèvre Argent a directement le pouvoir d'intervenir dans ce domaine.

Cette compétence est **cohérente avec la compétence « habitat »** qui est déjà du ressort de la Communauté de Communes.

➤ **Les Points Information Jeunesse :**

Les Points Information Jeunesse fonctionnent bien mais ne sont pas exploités au maximum de leurs capacités.

Il manque une unité sur la commune de Cerizay et des postes d'animation à temps plein sur les autres unités. De plus, les horaires d'ouverture ne sont pas toujours adaptés.

Cette compétence complète bien celle de la prévention et permettrait d'avoir une politique coordonnée en faveur des jeunes.

Les avantages principaux :

La mise en réseau des PIJ existant sur le territoire pour centraliser les données.

Le financement de l'**animation** par des **postes complets** permettrait de résoudre les difficultés d'ouverture.

➤ **Le Point Information Famille :**

L'accompagnement social est trop peu pratiqué.

Le PIF de Mauléon a pour territoire de couverture l'ensemble du Pays mais ne travaille pas vraiment dans cette logique.

Il est important de proposer un système de diffusion de l'information performant en faveur des familles.

Les avantages principaux :

La couverture actuelle est théorique puisque le PIF n'atteint pas l'ensemble du public pourtant il serait intéressant qu'il ait la capacité de s'adresser à l'ensemble de la population.

➤ **Distribution alimentaire et épicerie sociale :**

Les services actuels ne sont pas tous satisfaisants mais il faut laisser la possibilité aux associations d'améliorer leurs dispositifs dans un premier temps.

Il faut coordonner l'aide et l'accompagnement sur tout le territoire. Cela permettrait également de fournir un suivi aux personnes aidées, cohérent sur tout le territoire.

Les avantages principaux :

Il faut garantir une politique **d'Aide Sociale** pour l'ensemble des habitants de Delta Sèvre Argent.

La prise de compétence permettrait de fournir un **niveau d'aide supérieur** à celui que les communes seules pourraient fournir.

➤ **Réseau de garde d'urgence :**

Cette compétence est facile à concrétiser et permettrait de rendre un service important à la population.

Il existe déjà sur trois communes et il serait intéressant de le généraliser.

Le dispositif est peu coûteux à mettre en place puisqu'il s'appuie sur un réseau de bénévoles volontaires. Seule une ligne téléphonique serait à prévoir.
Cette compétence n'est pas prioritaire car il faut laisser tout d'abord le temps aux initiatives privées de se mettre en place.

Les avantages principaux :

Cet élément permettrait de proposer une **solution de garde** lorsque les structures ne peuvent pas temporairement accueillir un enfant (maladie). L'ensemble de la Petite Enfance deviendrait alors une compétence communautaire.

➤ **Hébergement d'urgence ou temporaire :**

Le périmètre de Delta Sèvre Argent est pertinent (le périmètre de la commune n'a aucune réalité pour ces problématiques).

Cet élément de compétence permettrait de faire un accompagnement coordonné.

La mutualisation de ces structures a une réalité puisque leur vocation est plus large que celle du territoire d'une commune.

Il serait intéressant de coordonner cette compétence avec celle de l'aide alimentaire.

Les avantages principaux :

L'hébergement d'urgence et temporaire permettrait d'offrir une **solution aux situations d'urgence**.

Pour l'organisation de ce service, des partenariats avec les financeurs comme la CAF ou le Conseil Général seront nécessaires particulièrement pour l'accompagnement des personnes en difficulté.

2.4 Les actions à mener dans un troisième temps :

➤ **Foyers logements et EHPAD gérés par les CCAS :**

Dans le cadre de la prise de compétence, la structure porteuse peut être un CIAS. Dans ce cas, le transfert des foyers logements et EHPAD gérés par les CCAS pourra être opéré vers le CIAS, seule structure intercommunale pouvant les supporter.

Les structures ne sont pas en mesure actuellement de proposer suffisamment de places d'accueil temporaire ou d'accueil d'urgence.

Les avantages principaux :

Le périmètre de Delta Sèvre Argent est pertinent pour l'accueil des personnes âgées qui souhaitent un **accueil à proximité** de leur ancien lieu de vie. L'intégration de ces structures d'hébergement correspond à une **montée en puissance du CIAS**. Une gestion coordonnée de ces établissements permettrait tout d'abord, de promouvoir une **préférence communautaire** pour l'accès aux établissements dont l'accès est régi par des préférences communales. Elle permettrait également de centraliser les demandes et d'établir ainsi une **liste d'attente commune**. Enfin, elle renforcerait la **coordination** que pourra initier le CLIC dans le domaine.

Une gestion coordonnée pourrait également **faciliter l'organisation de l'hébergement d'urgence ou d'hébergement temporaire**.

➤ **Foyers de jeunes :**

Les foyers de jeunes relèvent plus de l'animation que de l'action sociale. Ils permettent néanmoins d'animer les communes et de proposer des activités aux jeunes.

Des animateurs interviennent dans les foyers, ils sont issus des Centres Socioculturels et de Familles Rurales.

Des actions existent entre foyers mais certaines coopérations pourraient être amplifiées.

Les avantages principaux :

Une action communautaire autour des foyers de jeunes pourrait permettre à tous les foyers de **bénéficier d'un animateur**. Les jeunes auraient donc par ce biais la possibilité de **concrétiser des projets intéressants**.

➤ **Soutien scolaire et aide aux devoirs :**

Un dispositif d'accompagnement scolaire est mis en place par les centres socioculturels. La réponse apportée est très intéressante mais insuffisante pour répondre à la demande.

La réforme de l'éducation nationale en cours offrira peut-être des réponses, sinon un soutien de l'action associative sera nécessaire.

Les avantages principaux :

L'intérêt central de cette action est de **lutter contre l'échec scolaire** pour éviter d'exclure une population qui sera d'autant plus dure à réinsérer ensuite.

➤ **Centre de Loisirs Sans Hébergement pour les petites vacances et les grandes vacances et Mercredi loisirs**

La contractualisation CAF étant déjà intégrée comme élément de compétence lors du premier temps, elle devrait permettre de coordonner les activités. L'intégration de ces activités pourra être réalisée en particulier si les associations actuellement porteuses des services sont en difficulté.

Les avantages principaux :

Le raisonnement et l'organisation des activités « loisirs » pour l'enfance à l'échelle intercommunale pourraient être fort utile pour la **coordination des services** (coûts, horaires et périodes d'ouverture...), mais aussi pour la **mutualisation du matériel, des véhicules, du personnel**...

➤ **Accueil périscolaire :**

Les accueils périscolaires sont des services qui fonctionnent plutôt bien et qui couvrent quasiment l'ensemble du territoire. Une coordination en terme d'horaires d'ouverture et de coûts pour les usagers pourrait être intéressante pour améliorer la lisibilité du service.

Les avantages principaux :

Une gestion communautaire permettrait de **couvrir l'ensemble du territoire**, avec un souci plus fort des locaux et du personnel affecté à cette tâche. Les **locaux** pourraient être plus **adaptés** et le **personnel** bénéficier de **contrats plus stables**.

➤ **Garde malade de nuit :**

Ce service n'existe que dans des cas très exceptionnels et à des tarifs rédhitoires pour la population locale. Des projets de garde de nuit itinérante sont à l'étude.

Si aucune structure n'arrive à mettre en place le service dans des conditions satisfaisantes, la Communauté de Communes pourra être la bonne structure pour le faire compte tenu de la taille déjà importante du territoire.

Les avantages principaux :

Il est indispensable de pouvoir proposer ce type de service sur le territoire. Une solution de **garde de nuit itinérante** pourrait répondre à de nombreuses problématiques en particulier l'insécurité que les personnes âgées peuvent ressentir lorsqu'elles vivent seules à leur domicile.

2.5 Les éléments de compétence sur lesquels il faut rester vigilant :

Les éléments exposés sont gérés correctement par des associations souvent dans un contexte concurrentiel. Néanmoins, il est important de prévoir des solutions pour pallier à une hypothétique défaillance de ces services en raison d'une baisse d'activité des bénévoles, des contraintes réglementaires qui mettent à mal les organisations. Ces services sont toutefois fondamentaux pour le secteur des services à la personne.

➤ Service à domicile pour personnes handicapées :

Actuellement ces services sont effectués par des particuliers employés directement par les personnes handicapées pour répondre à leurs exigences spécifiques. Malgré tout, ce système comporte des risques pour les employeurs qui sont des personnes fragiles qui ne sont pas toujours à même de se faire respecter par les personnes qu'ils emploient.

➤ Aides ménagères à la famille :

Elles sont assurées par les associations d'aide aux personnes âgées. Ces heures sont financées par la CAF et certaines mutuelles. Elles apportent un grand soutien aux familles. Il faut être vigilant à ce que les associations puissent continuer à fournir ce type de service. Il est en effet possible que la difficulté de répondre aux demandes des personnes âgées pousse les associations à se spécialiser et à abandonner leurs missions périphériques.

➤ Services de soutien à domicile et Services de Soins Infirmiers A Domicile :

Les services de soutien à domicile et les SSIAD sont indispensables au maintien à domicile. Les associations qui les effectuent connaissent depuis quelques temps des difficultés de gestion qui remettent en cause leur organisation et parfois même leur capacité à exercer leur mission.

Dans le cas où certaines de ces associations seraient face à des difficultés de nature à compromettre leur pérennité Delta Sèvre Argent doit se préparer à intervenir.

3 Une structure adaptée à l'action sociale intercommunale : Le CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale)

Une structure permet de porter un projet social intercommunal : le Centre Intercommunal d'Action Sociale. Une réunion de formation organisée par Mairie Conseils et l'Union Nationale des CCAS a eu lieu à Niort le 18 septembre dernier. Quelques éléments peuvent être mis en évidence pour démontrer que cette structure semble bien adaptée au portage d'une compétence sociale communautaire.

3.1 Le contexte général

Dans un contexte où le regroupement de communes s'est généralisé (seules 4000 communes ne sont pas intégrées à une intercommunalité) la question de l'action sociale intercommunale devient prépondérante. Les incitations à l'intercommunalité sociale sont nombreuses de la part du gouvernement mais également des financeurs. La loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 par son article 60 propose aux intercommunalités la mise en place d'un bloc de compétence « action sociale d'intérêt communautaire dont l'exercice pourra être confié en tout ou partie à un Centre Intercommunal d'Action Social (CIAS) ».

Un quart des CIAS se situent dans le Sud Ouest. Paradoxalement, ils sont plus souvent rattachés à des Communautés de Communes qu'à des Communautés d'Agglomération alors que les Communautés de Communes sont confrontées à la difficulté supplémentaire du vote de l'intérêt communautaire par l'ensemble des conseils municipaux alors que les Communautés d'Agglomération n'ont pas à obtenir l'accord des communes pour le modifier. Un CIAS ne peut se mettre en place que si un EPCI existe préalablement.

Le phénomène est récent car en 2004, la plupart des CIAS ont une existence inférieure à 9 ans.

- ⇒ 90% des CIAS interviennent dans le domaine des personnes âgées,
- ⇒ 38% interviennent dans le secteur de l'insertion,
- ⇒ 32% interviennent dans le domaine de la petite enfance.

D'un point de vue général, 30% des intercommunalités ont un CIAS et 30% réfléchissent à sa mise en place.

3.2 Le CIAS : outil pertinent de la politique sociale

Le CIAS dispose de nombreux atouts, raisons pour lesquelles il est l'outil le mieux à même pour porter une politique d'action sociale efficace.

➤ Maîtrise d'ouvrage des élus dans le domaine social :

Il permet l'analyse annuelle des besoins de la population pour arriver à une meilleure compréhension des phénomènes sociaux.

C'est un centre de ressources qui offre l'ensemble des informations pertinentes pour mener les actions sociales utiles.

Il organise une veille juridique indispensable pour mettre en œuvre des actions sociales et suivre les évolutions de la législation sociale.

Le CIAS permet d'offrir un niveau de service équivalent pour tous les citoyens de la Communauté de Communes.

➤ **Coordination des acteurs :**

Cet outil a pour objet la coordination des acteurs du secteur social. Cette mission fait partie intégrante du CIAS puisque le conseil d'administration comprend des représentants des principales associations oeuvrant dans le domaine social.

Il permet d'inciter les acteurs sociaux et les élus à s'entendre sur des orientations communes.

Il rassemble par la même occasion les acteurs publics et privés.

Il inclut les financeurs dans l'élaboration des projets.

➤ **Echelon pertinent :**

Le périmètre de l'intercommunalité est un périmètre reconnu par l'ensemble des acteurs sociaux et des organismes publics qui se tournent de plus en plus fréquemment vers cet échelon pour organiser les politiques sociales publiques.

Le CIAS officialise les partenariats avec l'ensemble des acteurs. C'est un interlocuteur permanent qui est à même de répondre aux différentes problématiques efficacement et rapidement.

Les partenariats sont plus fréquents entre les CIAS et les financeurs qui sont plus attentifs aux périmètres plus grands avec une population conséquente.

C'est un outil qui offre la possibilité d'obtenir des délégations de compétences de la part de la CAF, Conseil Général...

Il est souvent l'organe privilégié pour instruire les dossiers d'aide sociale.

➤ **Création et gestion d'équipement :**

Au même titre qu'un CCAS, le CIAS est un organisme qui permet de créer et de gérer un équipement médico-social ou social, ce que ne permet pas un service de Communauté de Communes.

➤ **Animer :**

Le CIAS est un acteur qui peut aisément s'associer aux CSC pour effectuer des démarches communes culturelles et sociales.

Il a pour objet de devenir le partenaire privilégié des associations en reconnaissant leurs rôles et leurs actions. Il soutient leur activité et leur délègue l'exécution de certaines compétences.

Le CIAS à vocation à animer des commissions thématiques sur des thèmes, ou sur des publics.

Il sert à faire avancer le projet social intercommunal en mettant à disposition des moyens techniques et humains ainsi que des compétences spécialisées nécessaires à l'évolution du projet.

Le CIAS permet d'éviter une dissolution de la thématique sociale dans la Communauté de Commune.

* * *

Mairie Conseils propose son assistance aux projets de mise en place d'un CIAS. Deux méthodologies sont possibles.

Une démarche de mise en place du service lorsque les communes sont d'accord et prêtes à mettre en place cet outil.

Une démarche lorsque l'intercommunalité se pose la question d'une prise de compétence mais ne dispose pas d'un diagnostic permettant de prendre une décision éclairée.

Le CIAS apparaît comme une structure adaptée et pertinente pour le portage d'un projet social intercommunal. C'est une structure évolutive et dont l'organisation peut permettre de soutenir un processus de réflexion et de veille sur d'autres thématiques que celles inclues dans l'intérêt communautaire.

La réflexion sur ce type de dispositif peut être accompagnée par Mairie Conseils et l'Union Nationales des CCAS et CIAS.

Conclusion

Ce document a présenté une vision d'une prise de compétence, devant être réévaluée en fonction de l'évolution de la situation de l'action sociale et des services à la personne.

L'objectif est que la réflexion continue, éventuellement en prenant en compte les temporalités et certains éléments présentés dans cette troisième partie de l'étude.

Lexique

ADAPEI : Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés
ADMR : Aide à Domicile en Milieu Rural
AGGIR : Autonomie Gérontologie Groupes Iso-Ressource
ALT : Allocation Logement Temporaire
APA : Allocation Personnalisée d'Autonomie
APF : Association des Paralysés de FRANCE
APS : Accueil Périscolaire
ASE : Aide Sociale à l'enfance
BACB : Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais
CAF : Caisse d'Allocation Familiales
CAT : Centre d'aide par le Travail
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CDAPH : Commission des droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
CDST : Contrat de Développement Social Territorialisé
CESU : Chèque Emploi Service Universel
CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale
CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination
CLSH : Centre de Loisirs Sans Hébergement
CMPEA : Centre Médico-psychologique pour Enfants et Adolescents
CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CRAM : Caisse Régional d'Assurance Maladie
CSC : Centre Socio Culturel
DDASS : Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale
DEAVS : Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale
DIPASS : Direction de la Prévention de l'Action Sociale et de la Santé
DSA : Delta Sèvre Argent
EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EPA : Etablissement Public Administratif
ESAT : Etablissements Services d'Aide par le Travail
ETP : Equivalent Temps Plein
GMP : GIR Moyen Pondéré
HQE : Haute Qualité Environnementale
IME : Institut Médico-Educatif
INSEE : Institut National Statistiques et des Etudes Economiques
IST : Infections Sexuellement Transmissibles
MAPHA : Maison d'Accueil pour Personnes handicapées Agées
MARPA : Maison accueil Rurale pour Personnes Agées
MAS : Maison d'Accueil Spécialisée
MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées
MSA : Mutualité Sociale Agricole
NC : Non Communiqué
PAEJ : Point d'Accueil et d'Ecoute Jeune
PIE : Point d'Information Emploi
PIF : Point d'Information Famille
PIJ : Point d'Information Jeunesse
PMI : Protection Maternelle Infantile
PMR : Personne à Mobilité Réduite
RAM : Relais d'Assistants Maternelles
REBONDS : Réseau Enfance Bocage Nord Deux Sèvres
SALP : Services à la Personne
SAST : Service d'Action Sociale Territorialisé
SAVS : Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SDA : Service départemental d'Accompagnement
SIG : Système d'Information Géographique
SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
SMIC : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
SROS : Schémas Régional d'Organisation Sanitaire
SSIAD : Service de Soins Infirmier à Domicile
TAD : Transport à la Demande
TISF : Technicien des Interventions Sociales et Familiales
URCAM : Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie
USLD : Unité de Soins Longue Durée



Etude « Services à la personne » **Atlas**

Sommaire

Petite enfance

Carte n°1 : Accueil collectif	Page 4
Carte n°2 : Accueil périscolaire	Page 5
Carte n°3 : Accueil du mercredi	Page 6
Carte n°4 : CLSH - Petites vacances	Page 7
Carte n°5 : CLSH - Grandes vacances	Page 8
Carte n°6 : Assistantes maternelles	Page 9
Carte n°7 : RAM et association d'assistantes maternelles	Page 10
Carte n°8 : Aides familiales	Page 11
Carte n°9 : Ecole des sports - Cerizay	Page 12
Carte n°10 : Soutien scolaire - Aide aux devoirs	Page 13
Carte n°11 : Garde d'enfants à domicile	Page 14
Carte n°12 : Autres services Petite Enfance	Page 15

Jeunesse

Carte n°13 : Activités pour les jeunes	Page 17
Carte n°14 : Camps et séjours pour les jeunes	Page 18
Carte n°15 : Ecole de musique du Pays du Bocage Bressuirais	Page 19
Carte n°16 : Foyers de jeunes	Page 20
Carte n°17 : Information - Prévention	Page 21

Adultes - Familles

Carte n°18 : Hébergement d'urgence ou temporaire	Page 23
Carte n°19 : Entreprises ou chantiers d'insertion	Page 24
Carte n°20 : Ateliers ou actions d'insertion	Page 25
Carte n°21 : Autres services Adultes et Familles	Page 26

Personnes handicapées

Carte n°22 : Hébergement Personnes Handicapées	Page 28
Carte n°23 : Services à domicile Personnes Handicapées	Page 29
Carte n°24 : ESAT - Entreprises adaptées	Page 30

Personnes âgées

Carte n°25 : Service de soutien à domicile Personnes âgées	Page 32
Carte n°26 : Portage de repas	Page 33
Carte n°27 : SSIAD	Page 34
Carte n°28 : Téléalarme - Téléassistance	Page 35
Carte n°29 : Garde de nuit	Page 36
Carte n°30 : Hébergement personnes âgées	Page 37

Santé

Carte n°31 : Médecins généralistes	Page 39
Carte n°32 : Chirurgiens dentistes	Page 40
Carte n°33 : Kinésithérapeutes	Page 41
Carte n°34 : Infirmiers libéraux	Page 42
Carte n°35 : Pharmacies	Page 43
Carte n°36 : Ambulances - Taxis	Page 44

Synthèse

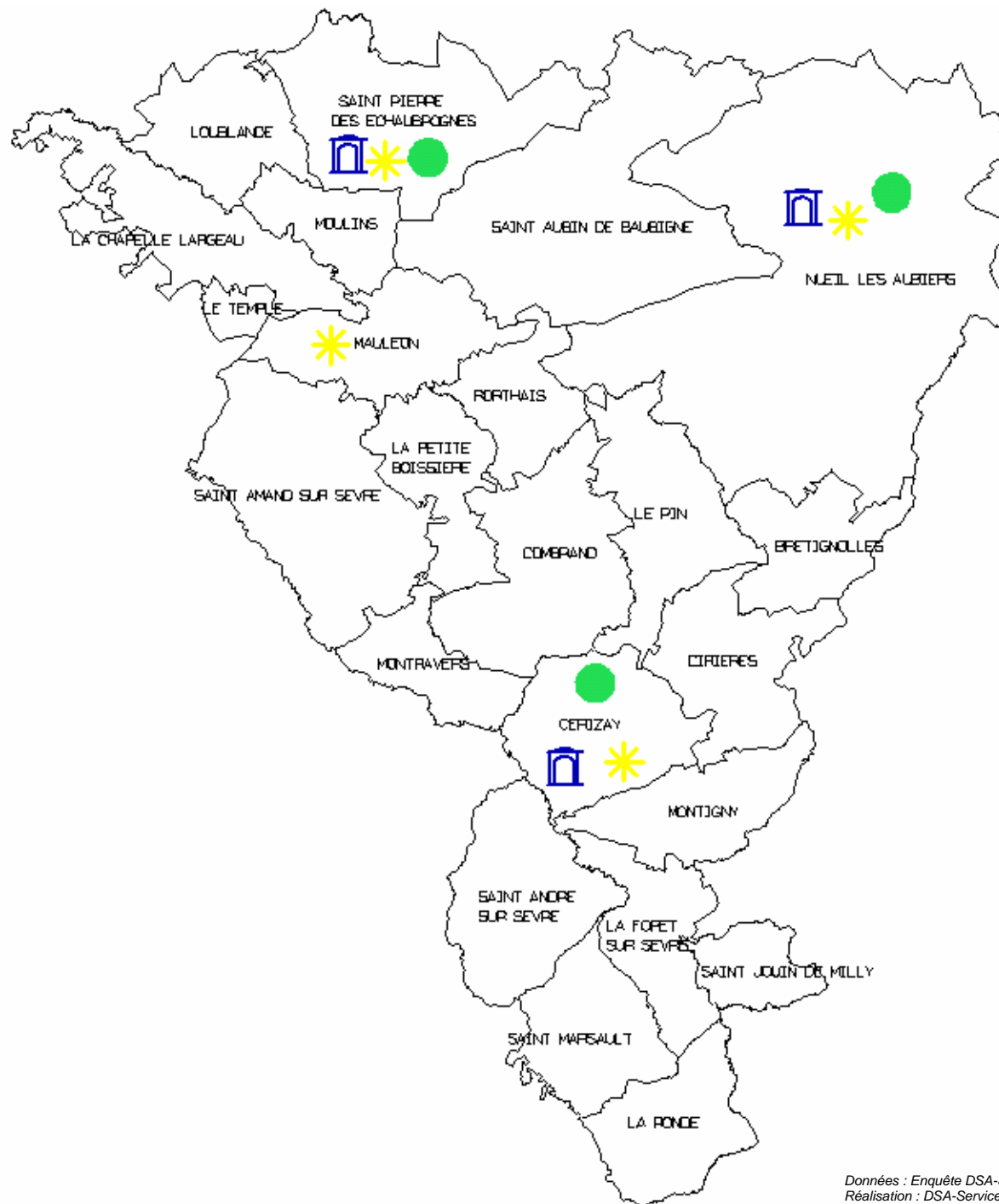
Carte n°37 : Logiques territoriales actuelles d'action sur les services à la personne	Page 46
---	---------

Petite enfance

Carte n°1 : Accueil collectif	Page 4
Carte n°2 : Accueil périscolaire	Page 5
Carte n°3 : Accueil du mercredi	Page 6
Carte n°4 : CLSH - Petites vacances	Page 7
Carte n°5 : CLSH - Grandes vacances	Page 8
Carte n°6 : Assistantes maternelles	Page 9
Carte n°7 : RAM et association d'assistantes maternelles	Page 10
Carte n°8 : Aides familiales	Page 11
Carte n°9 : Ecole des sports - Cerizay	Page 12
Carte n°10 : Soutien scolaire - Aide aux devoirs	Page 13
Carte n°11 : Garde d'enfants à domicile	Page 14
Carte n°12 : Autres services Petite Enfance	Page 15

Carte n°1

Accueil collectif



Structures :



Multi-accueil



Halte-garderie



Crèche

Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

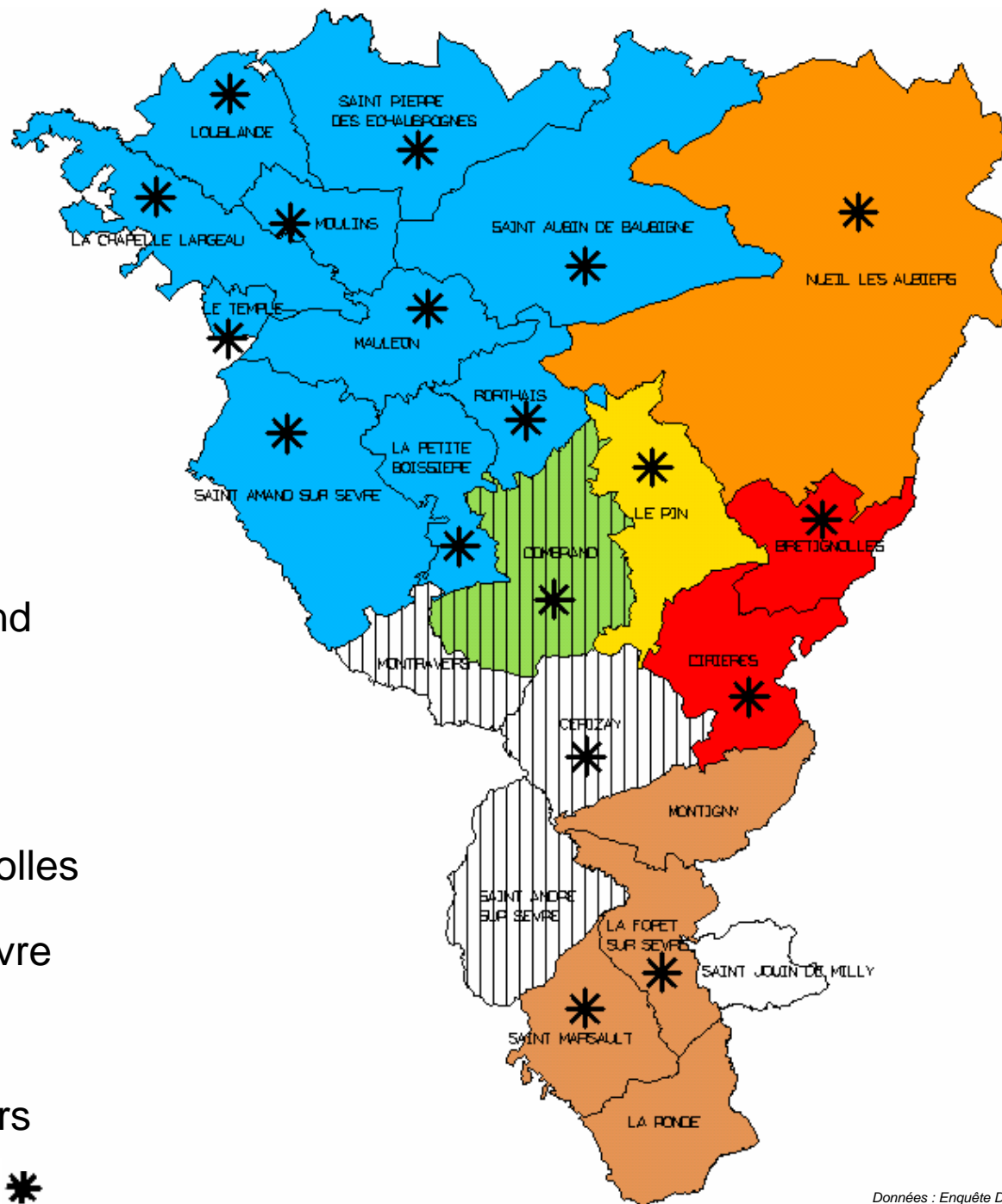
Carte n°2

Accueil périscolaire

Structures :

- École privée St Joseph Combrand
- ▨ Commune de Cerizay
- CSC Mauléon
- Familles rurales Cirières Bretignolles
- Familles rurales La Forêt sur Sèvre
- Familles rurales Le Pin
- Familles rurales Nueil Les Aubiers

Présence d'au moins un site sur la commune : *



Carte n°3

Accueil du mercredi

Structures :

 CSC Mauléon

 École privée St Joseph Combrand

 Familles rurales Cirières Bretignolles

 Familles rurales La Forêt sur Sèvre

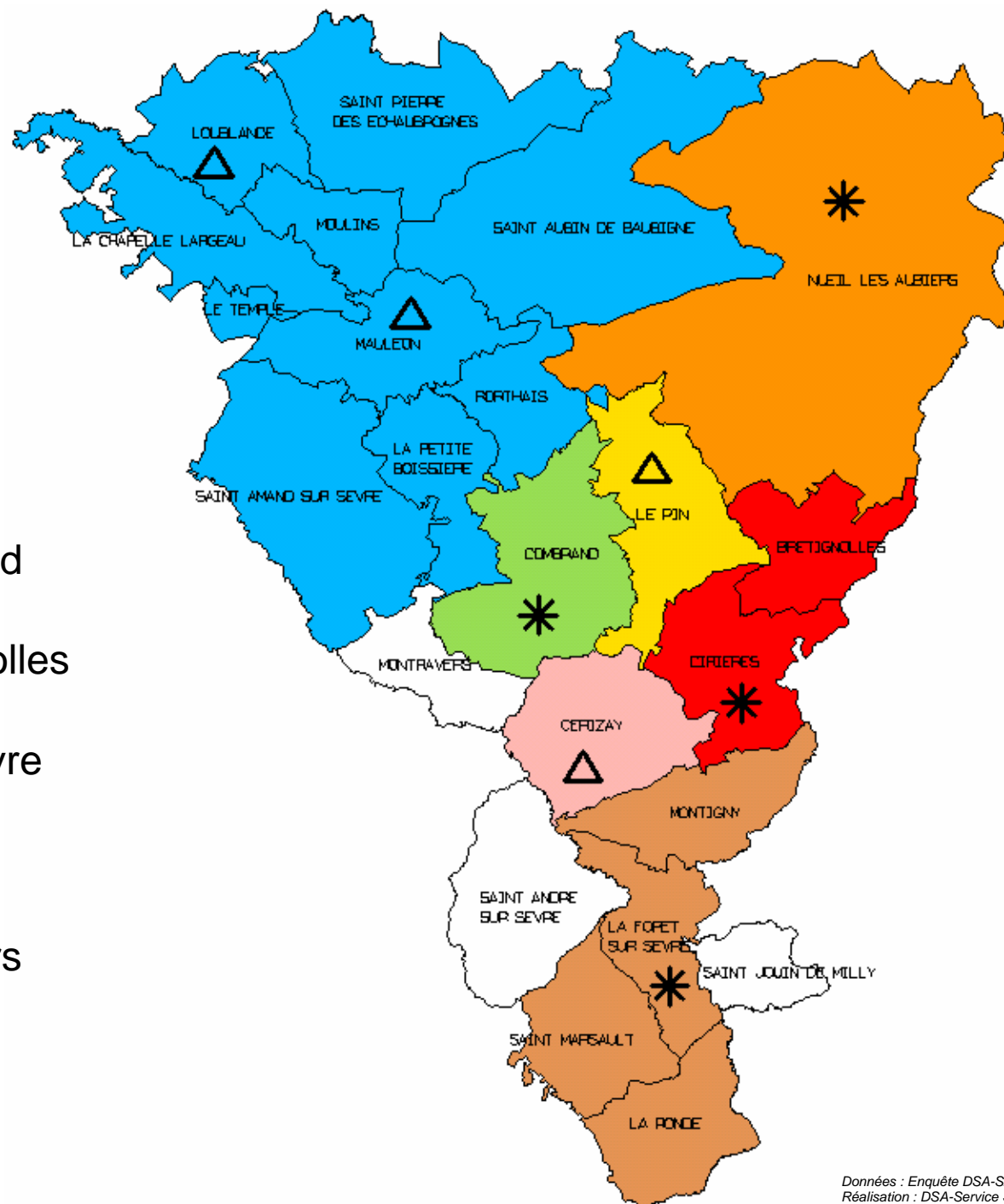
 Familles rurales Le Pin

 Familles rurales Nueil Les Aubiers

 Point de mire Cerizay

Site géré en Accueil Péri-scolaire : 

Site géré en CLSH : 



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°4

CLSH

Petites vacances

Structures :

 CSC Mauléon

 Familles rurales Combrand


 Familles rurales La Forêt sur Sèvre

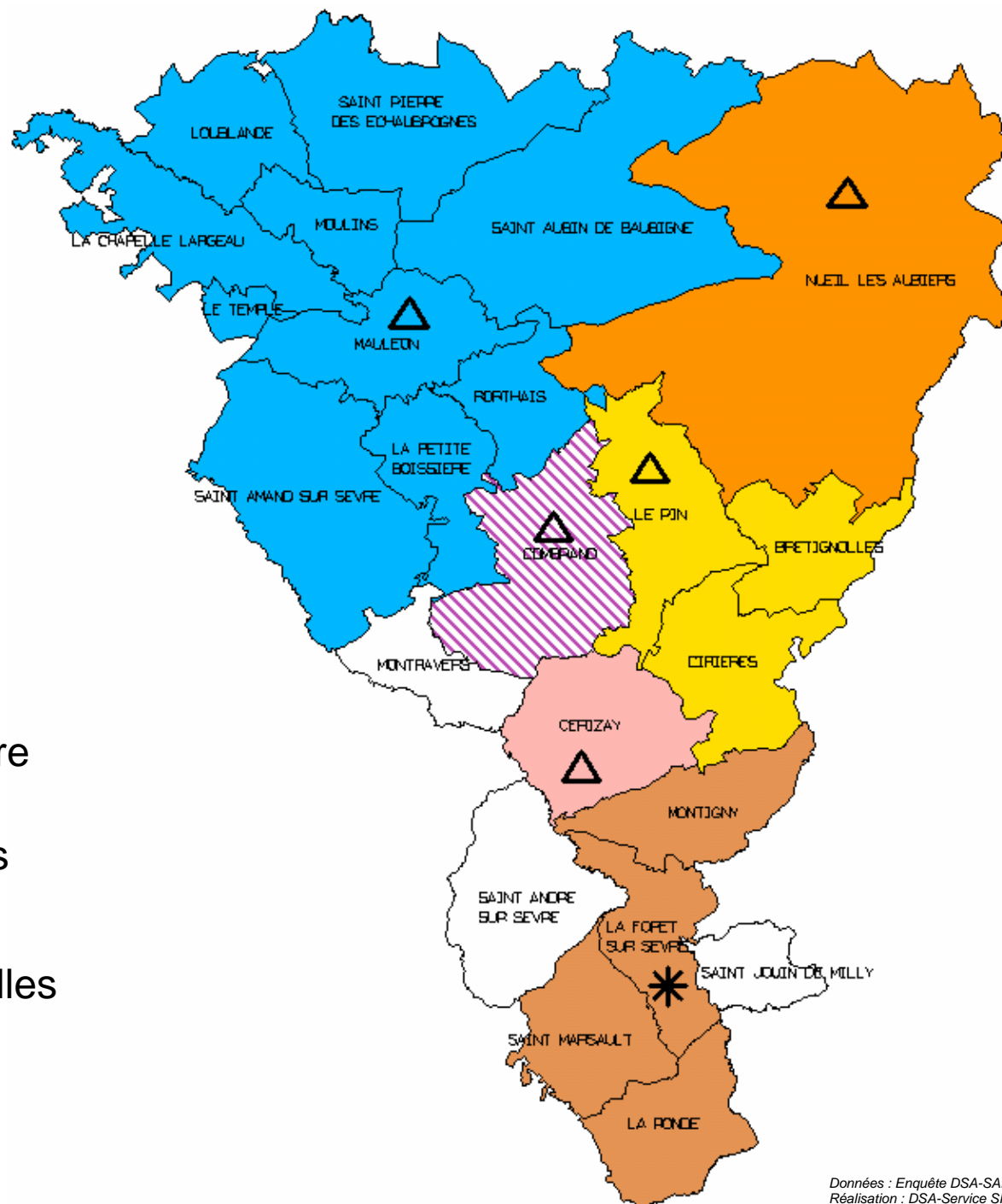
 Familles rurales Nueil Les Aubiers

 Familles rurales Le Pin
Familles rurales Cirières Bretignolles

 Point de mire Cerizay

Site géré en Accueil Péricolaire : 

Site géré en CLSH : 





Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG


Carte n°5

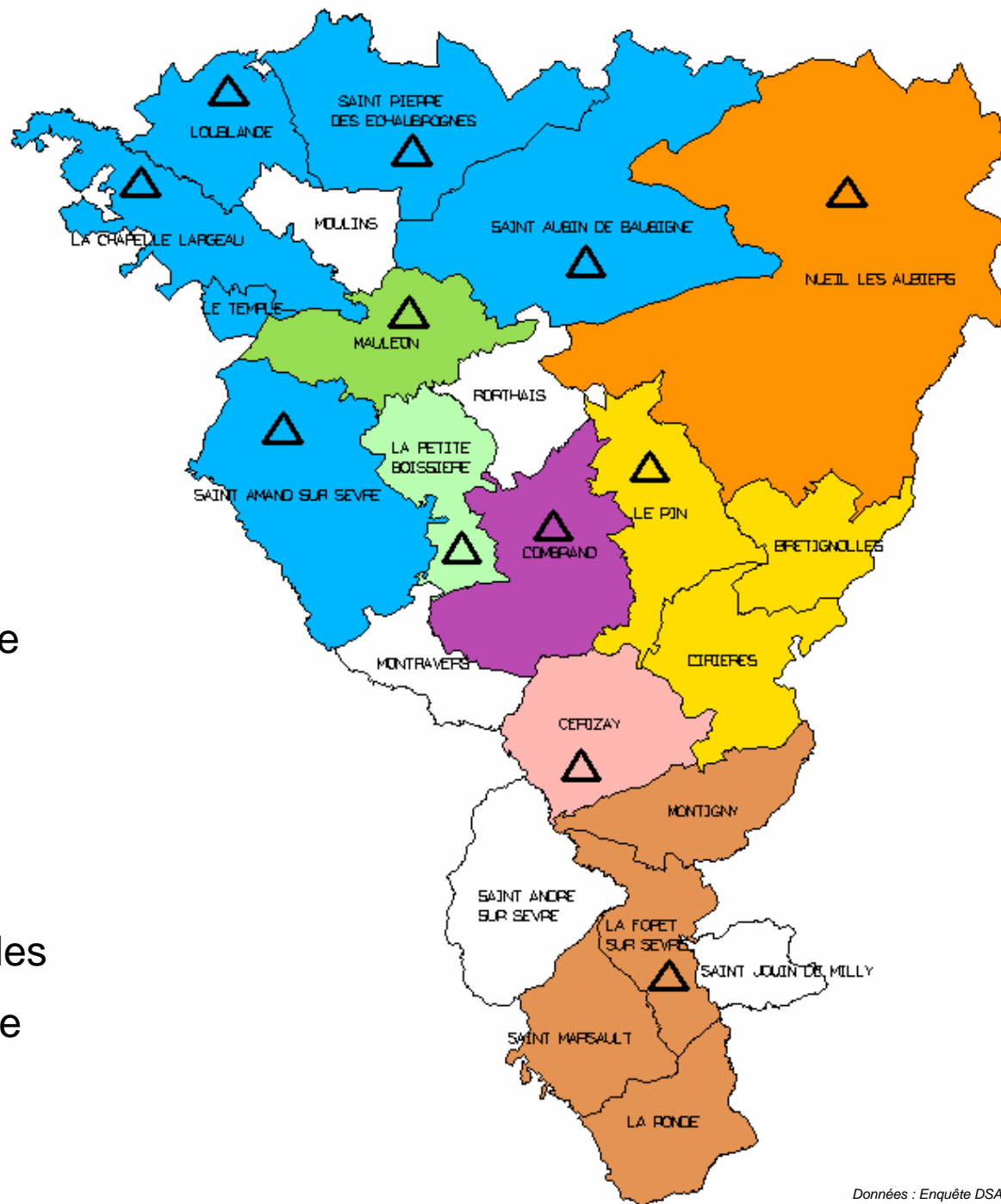
CLSH

Grandes vacances

Structures :

-  CSC Mauléon
-  Familles rurales Combrand
-  Familles rurales La Forêt sur Sèvre
-  Familles rurales Mauléon
-  Familles rurales Nueil Les Aubiers
-  Familles rurales Le Pin
-  Familles rurales Cirières Bretignolles
-  Familles rurales La Petite Boissière
-  Point de mire Cerizay

Site géré en CLSH : 



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

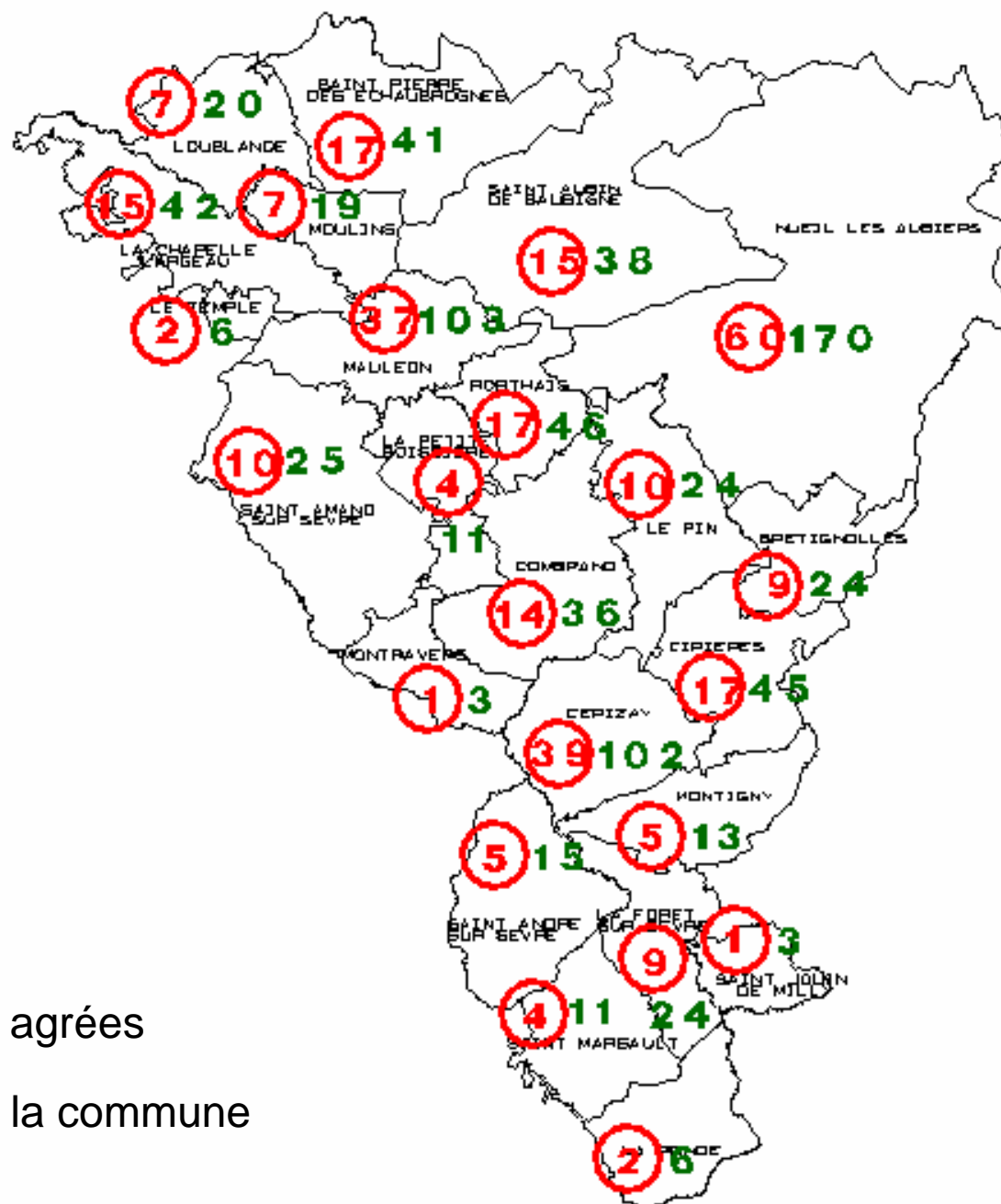
Carte n°6

Assistantes maternelles

Tranche d'âge	Nbre
50 ans à moins de 55 ans	57
55 ans à moins de 60 ans	57
60 ans et plus	14
TOTAL	306

  Nombre d'assistantes maternelles agréées

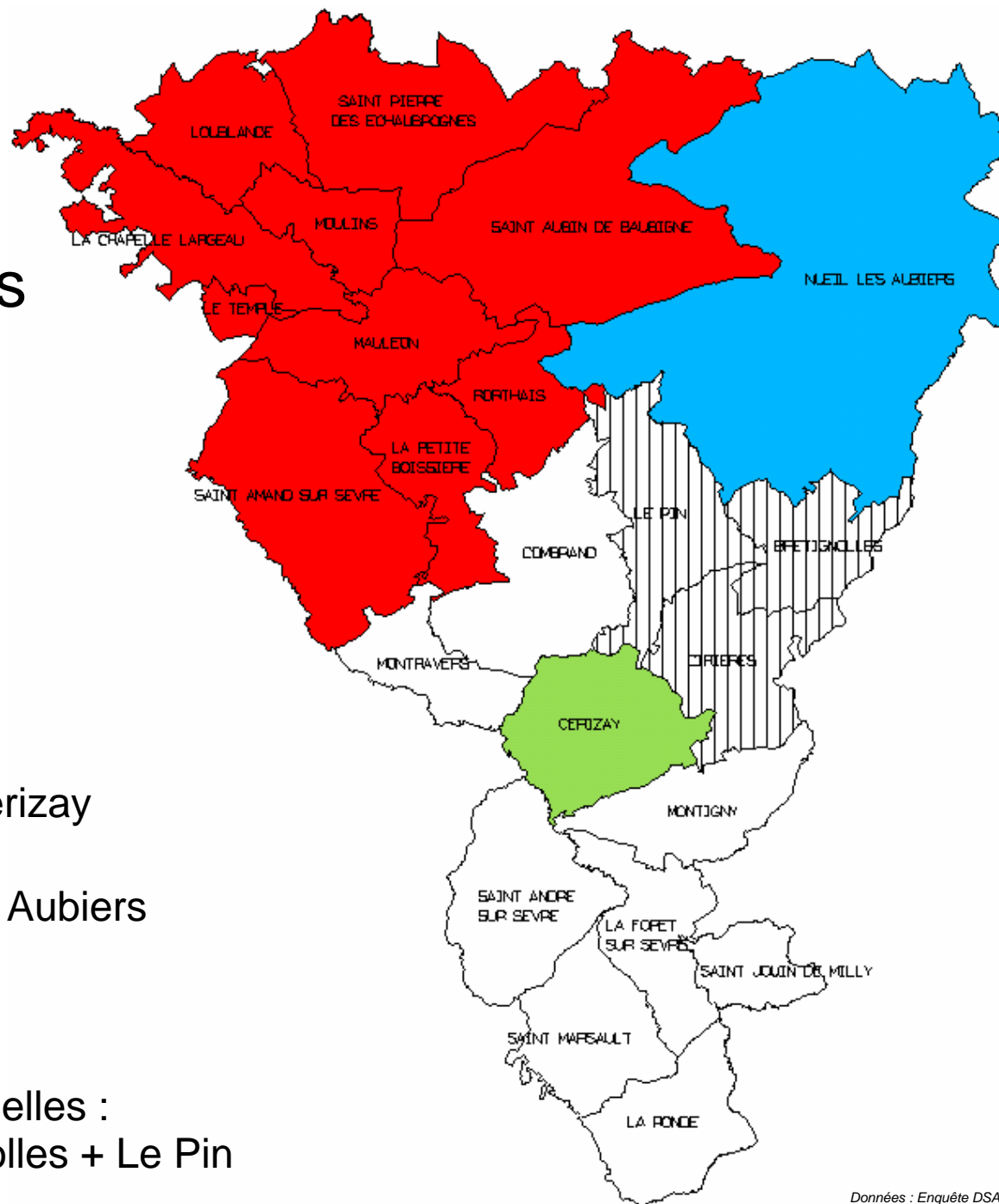
  Nombre de places disponibles sur la commune



Carte n°7

RAM

et association
d'Assistantes Maternelles



Structures :

 RAM : Espace Petite Enfance Cerizay

 RAM : Familles rurales Nueil Les Aubiers

 RAM : CSC Mauléon

 Association d'Assistantes Maternelles :
Familles rurales Cirières Bretignolles + Le Pin

Carte n°8

Aides familiales

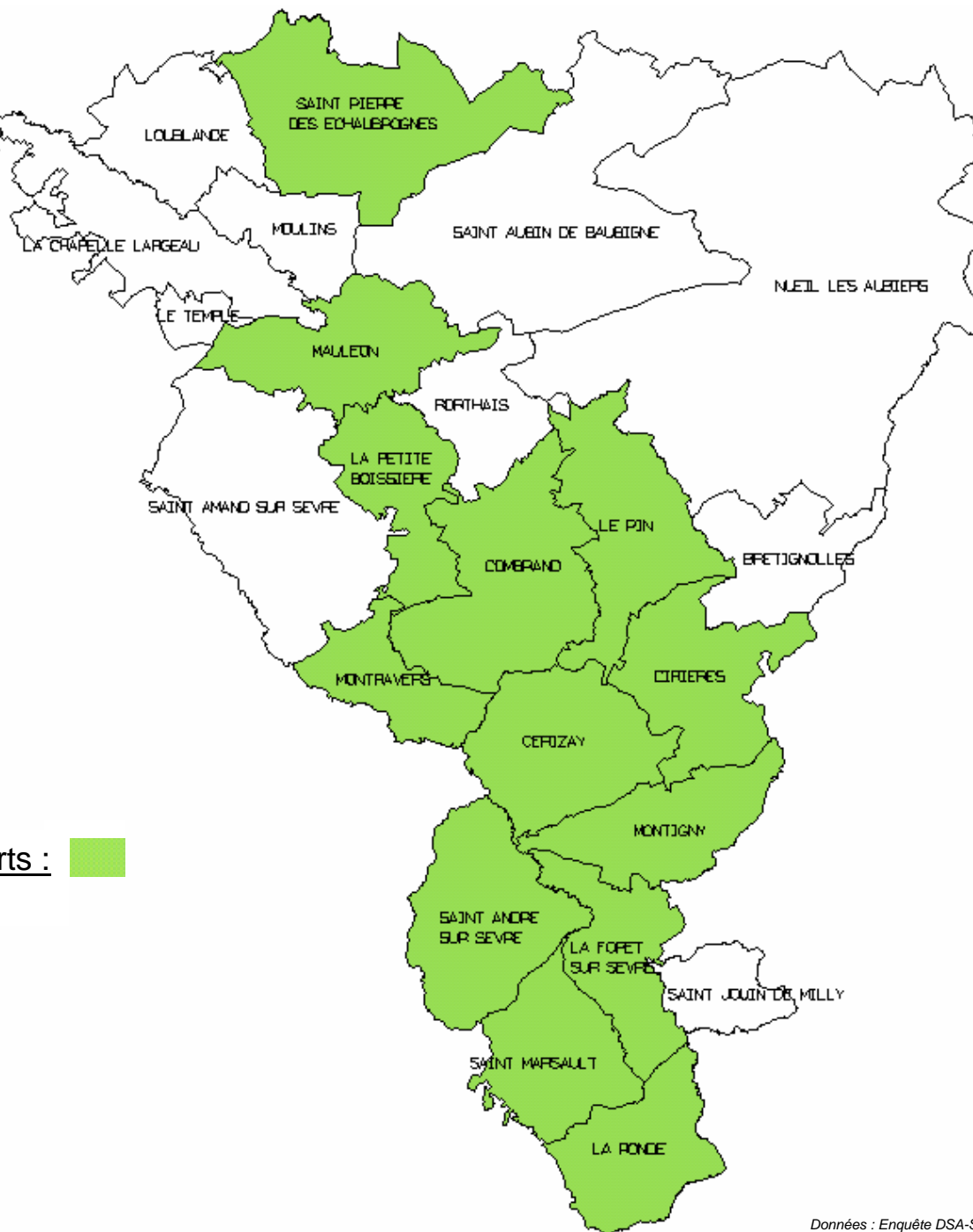


Structure :

ADMR Famille Deux Sèvres - Parthenay

Carte n°9

Ecole des sports Cerizay



Communes d'origine des adhérents à l'école des sports :



Carte n°10

Soutien scolaire Aide aux devoirs

Structures :

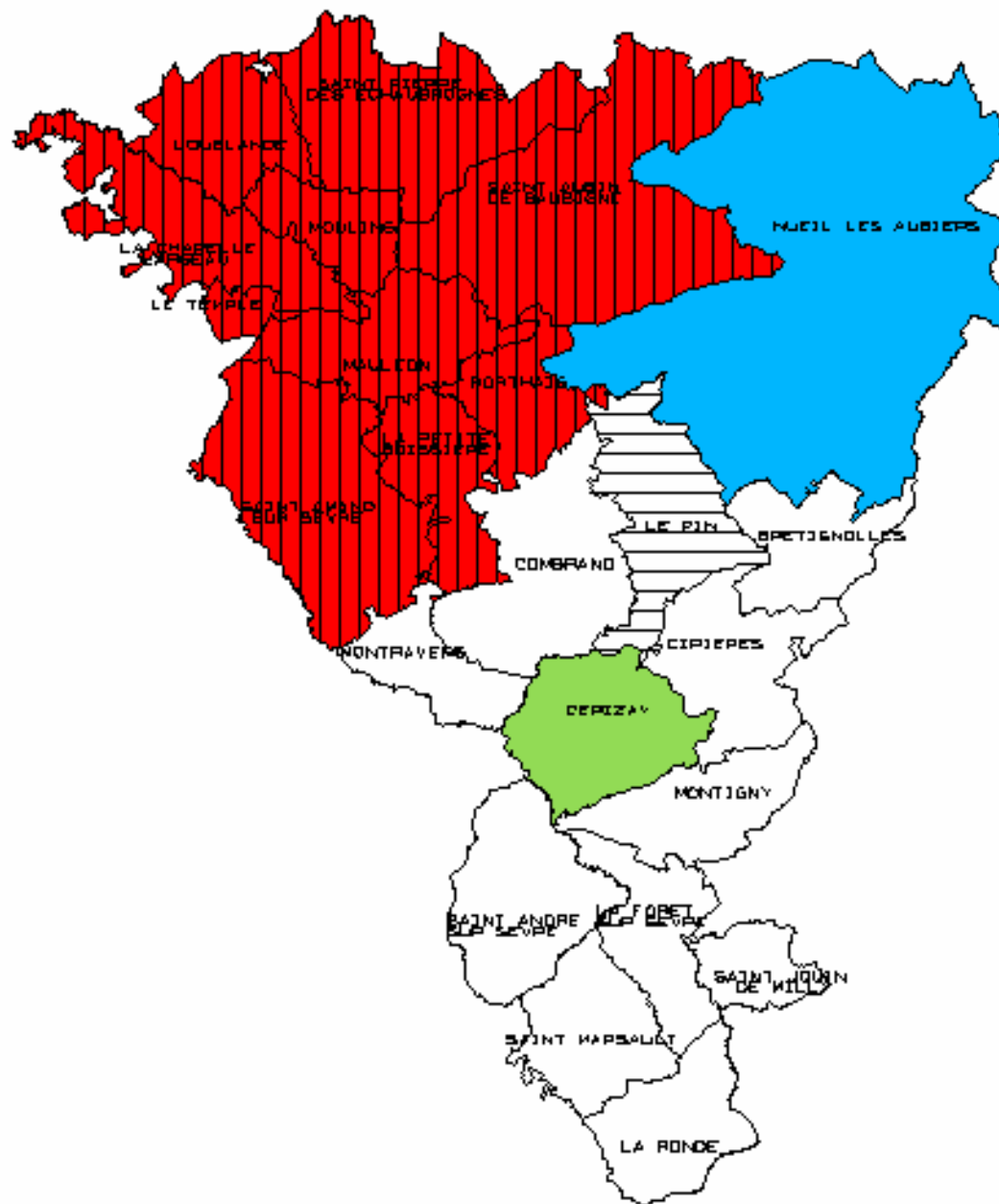
 Accompagnement scolaire
Point de mire Cerizay

 Accompagnement scolaire
CSC Nueil les Aubiers

 Aide aux devoirs
Familles Rurales Le Pin

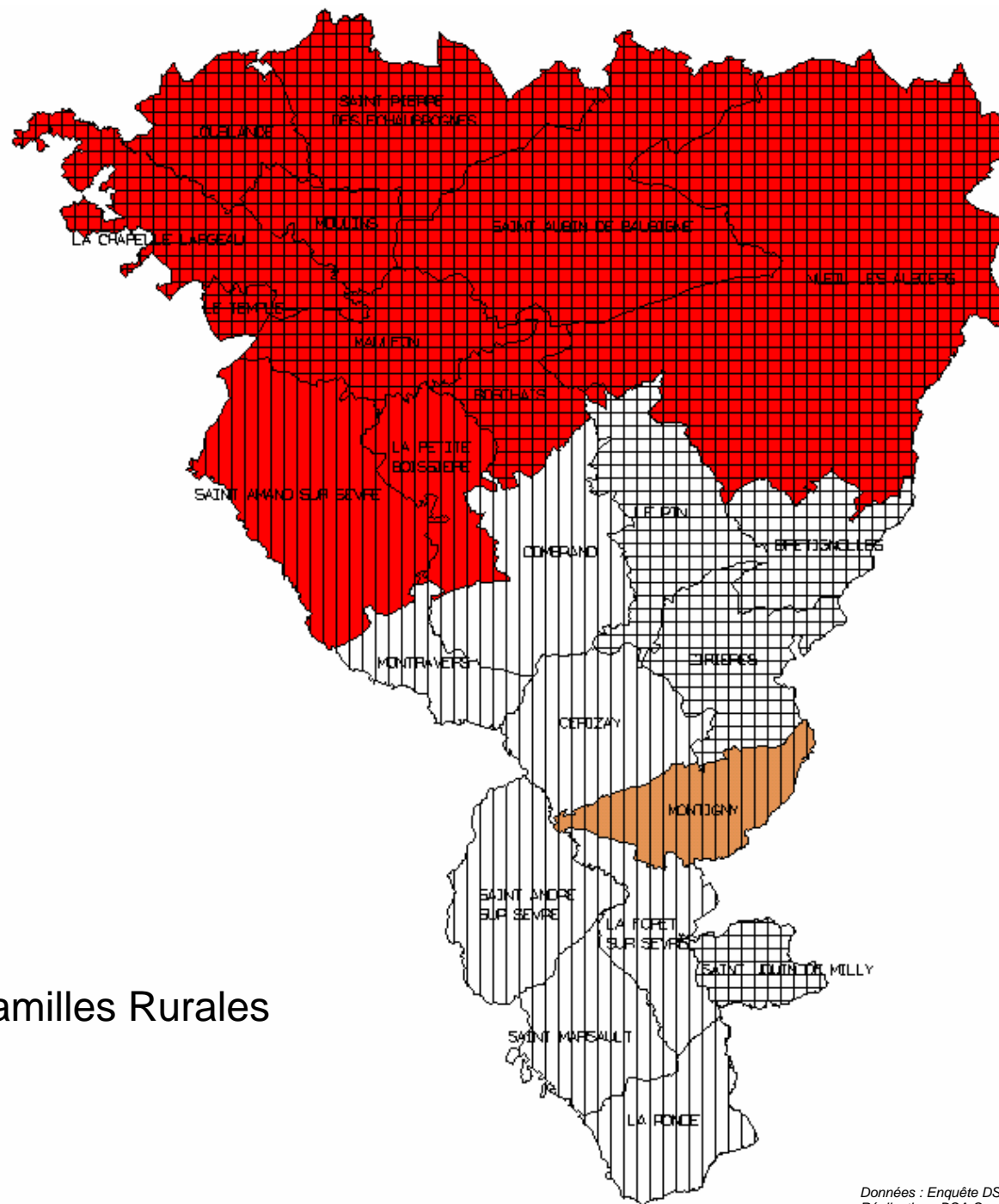
 Accompagnement scolaire
CSC Mauléon

 Aide aux devoirs
CSC Mauléon



Carte n°11

Garde d'enfant à domicile



Structures :

 ADMR Canton de Mauléon

 ADMR Courlay

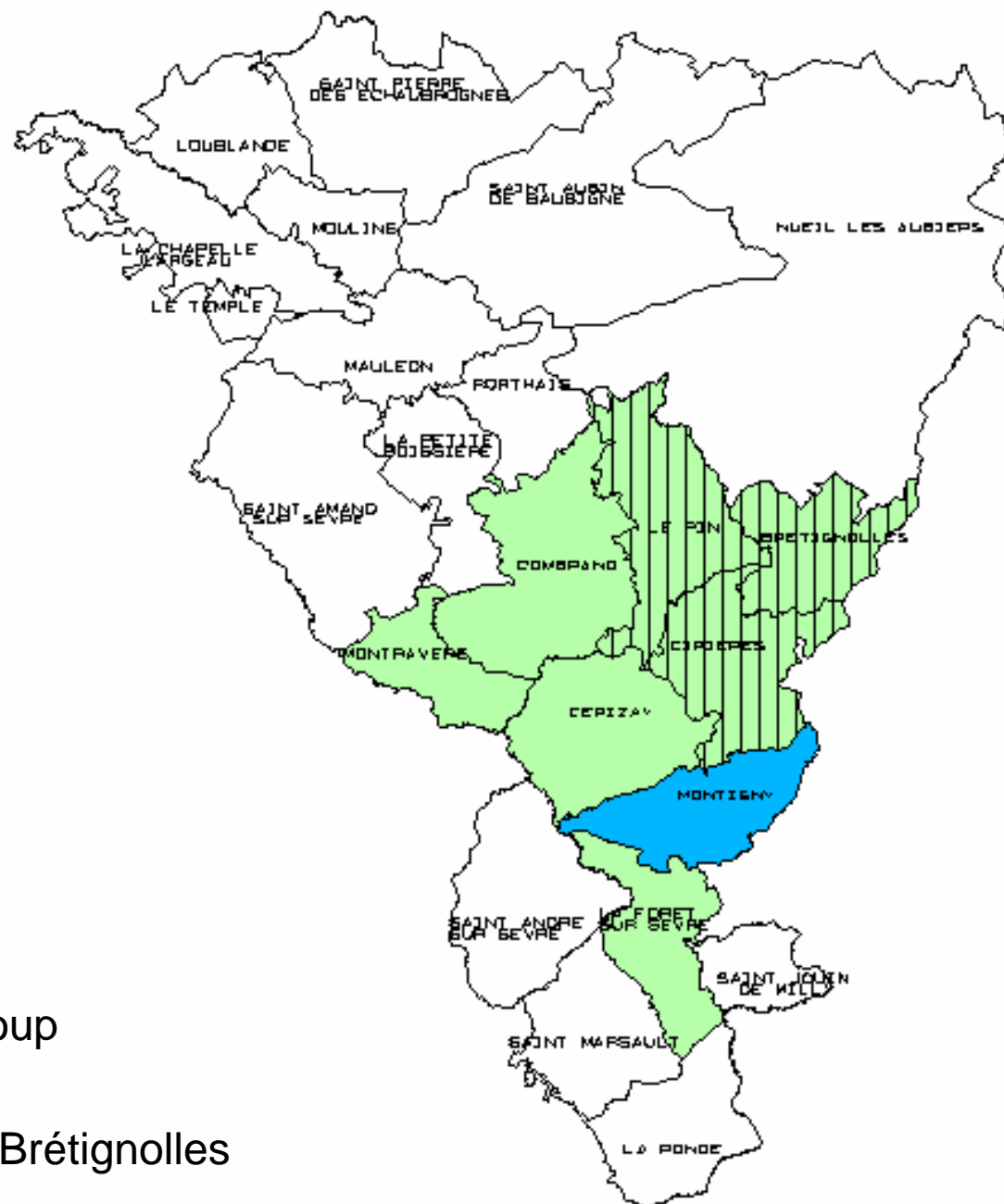
 Association Départementale Familles Rurales

 Proxim'Services ACPADI 79




Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°12

Autres services petite enfance



Structures :

-  Aide ménagère à la famille :
ADMR Nord Cerizéen
-  Aide ménagère à la famille :
ADMR Courlay Montigny Chanteloup
-  Réseau de garde d'urgence
Familles rurales Le Pin + Cirières Brétignolles







Jeunesse

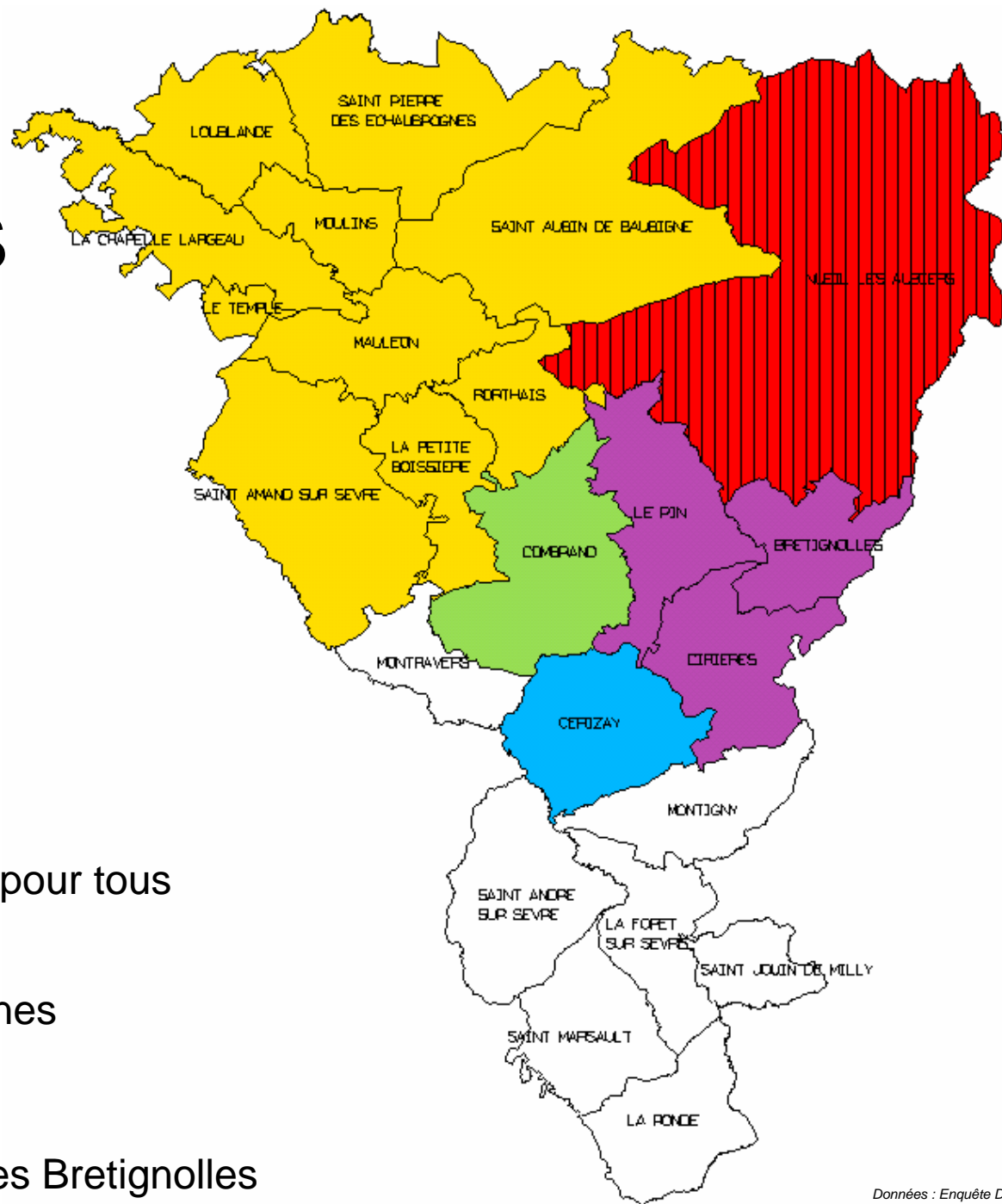
Carte n°13 : Activités pour les jeunes	Page 17
Carte n°14 : Camps et séjours pour les jeunes	Page 18
Carte n°15 : Ecole de musique du Pays du Bocage Bressuirais	Page 19
Carte n°16 : Foyers de jeunes	Page 20
Carte n°17 : Information - Prévention	Page 21

Carte n°13

Activités pour les jeunes

Structures :

-  Activités pour les jeunes
Association Peace Vache
-  Centre d'animation jeunesse
Point de mire Cerizay
-  Centre d'animation jeunesse
CSC Nueil Les Aubiers
-  Centre de loisirs et d'animation pour tous
CSC Nueil Les Aubiers
-  Ateliers et activités pour les jeunes
CSC Mauléon
-  Activités pour les jeunes
Familles rurales Le Pin + Cirières Bretignolles









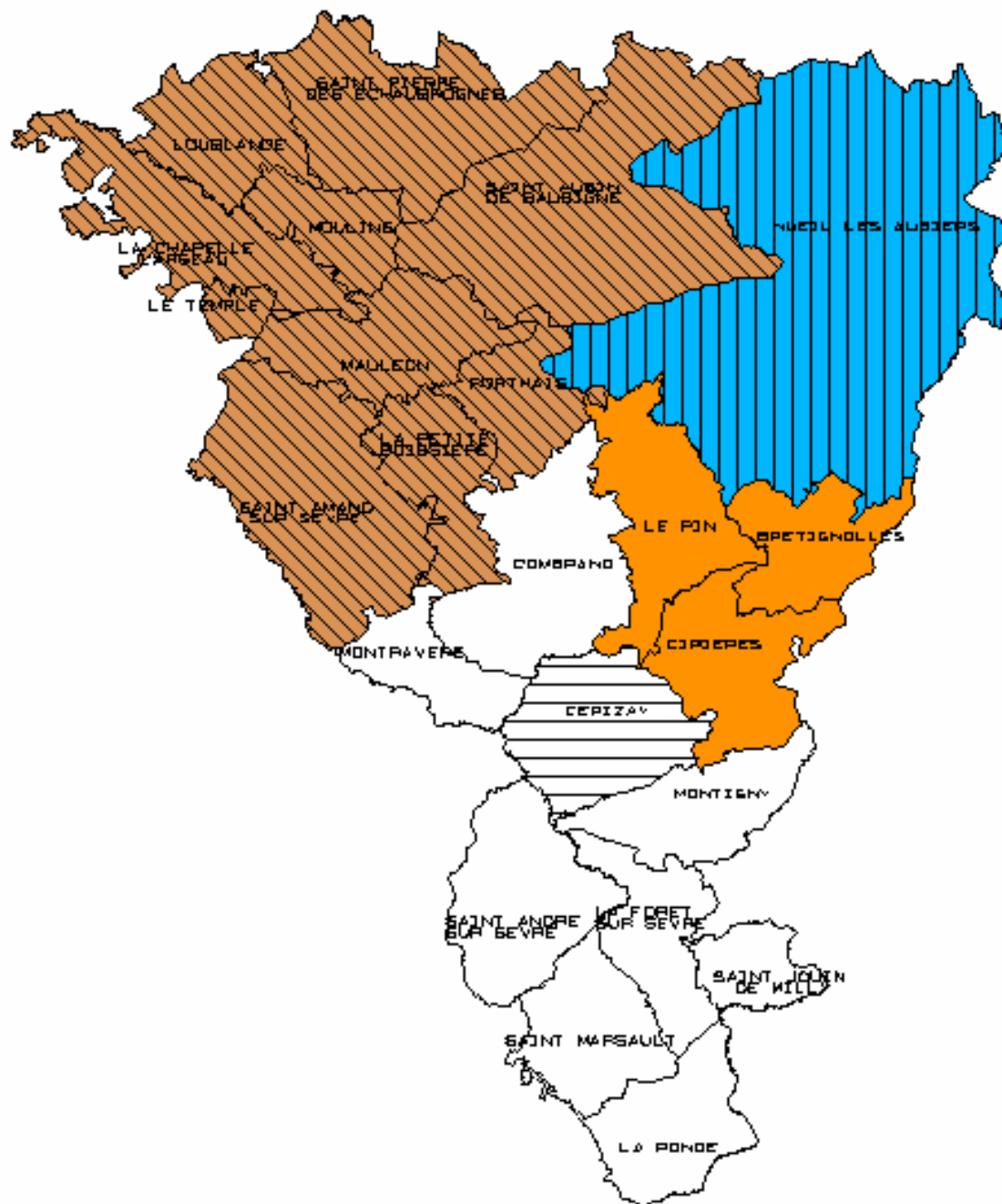
Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°14

Camps et séjours pour les jeunes

Structures :

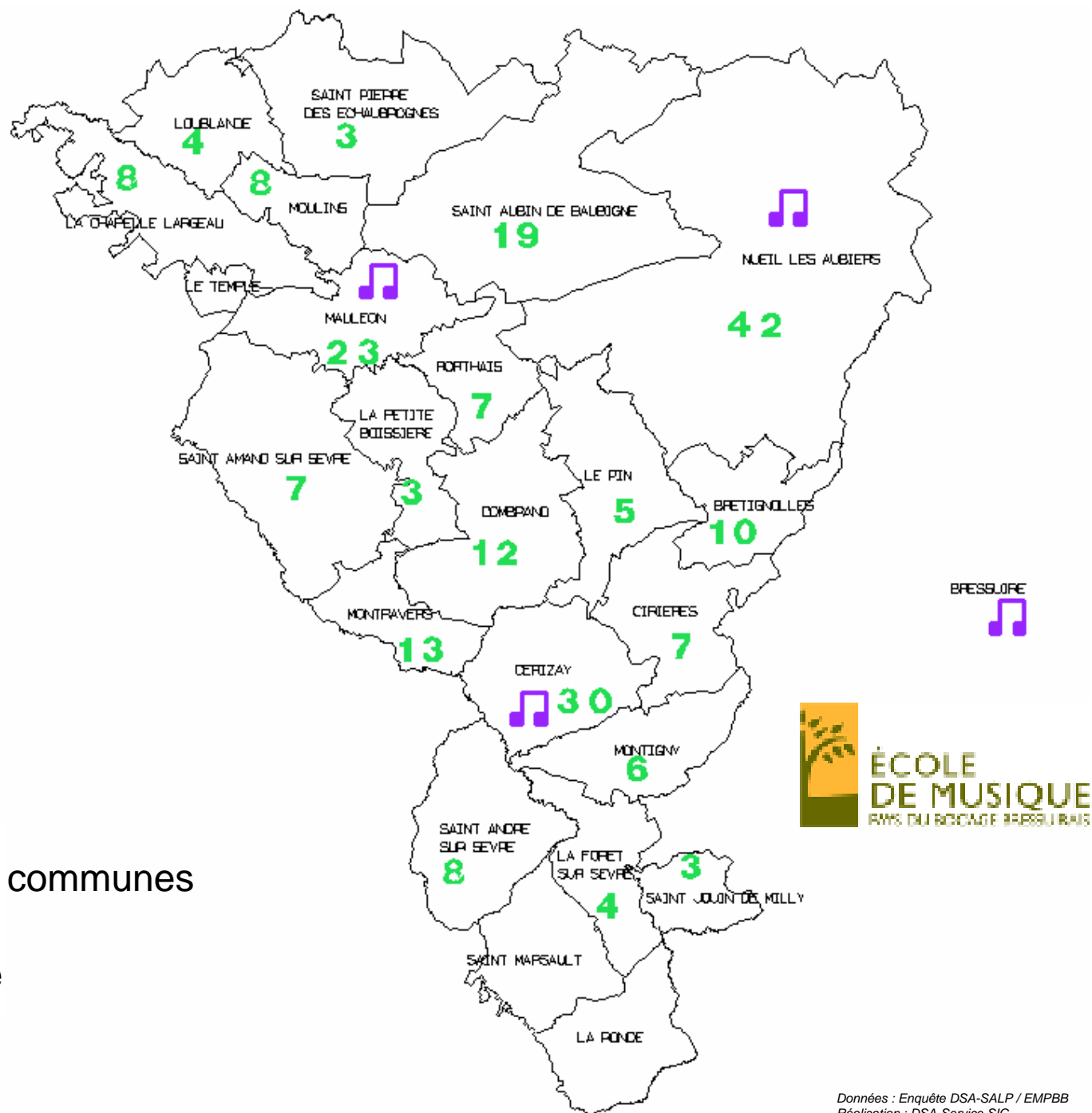
-  Séjours Vacances Plein les Yeux
Point de mire Cerizay
-  Séjour à la neige
CSC Nueil Les Aubiers
-  Séjours Vacances Plein les Yeux
CSC Nueil Les Aubiers
-  Chantier de jeunes
CSC Mauléon
-  Séjours Vacances Plein les Yeux
CSC Mauléon
-  Camps, Mini-camps et séjours
Familles rurales Le Pin + Cirières Bretignolles



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°15

Ecole de musique du Pays du Bocage Bressuirais



 Nombre de participants par communes

 Sites de l'école de musique

Carte n°16

Foyers de jeunes

Structures :

 Foyer animé par Familles Rurales Cirières Bretignolles

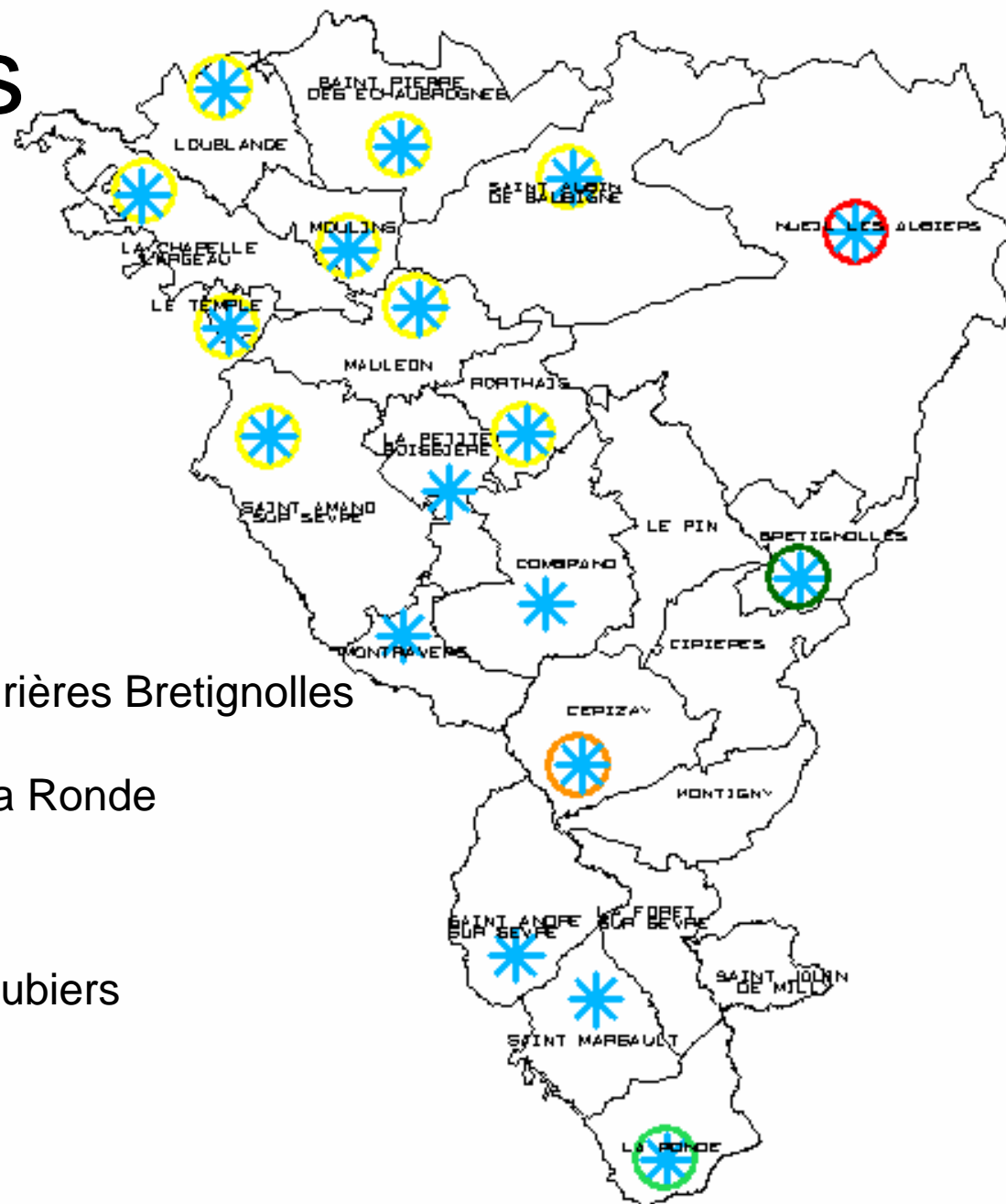
 Foyer animé par Familles Rurales La Ronde

 Foyer animé par le CSC Mauléon

 Foyer animé par le CSC Nueil Les Aubiers

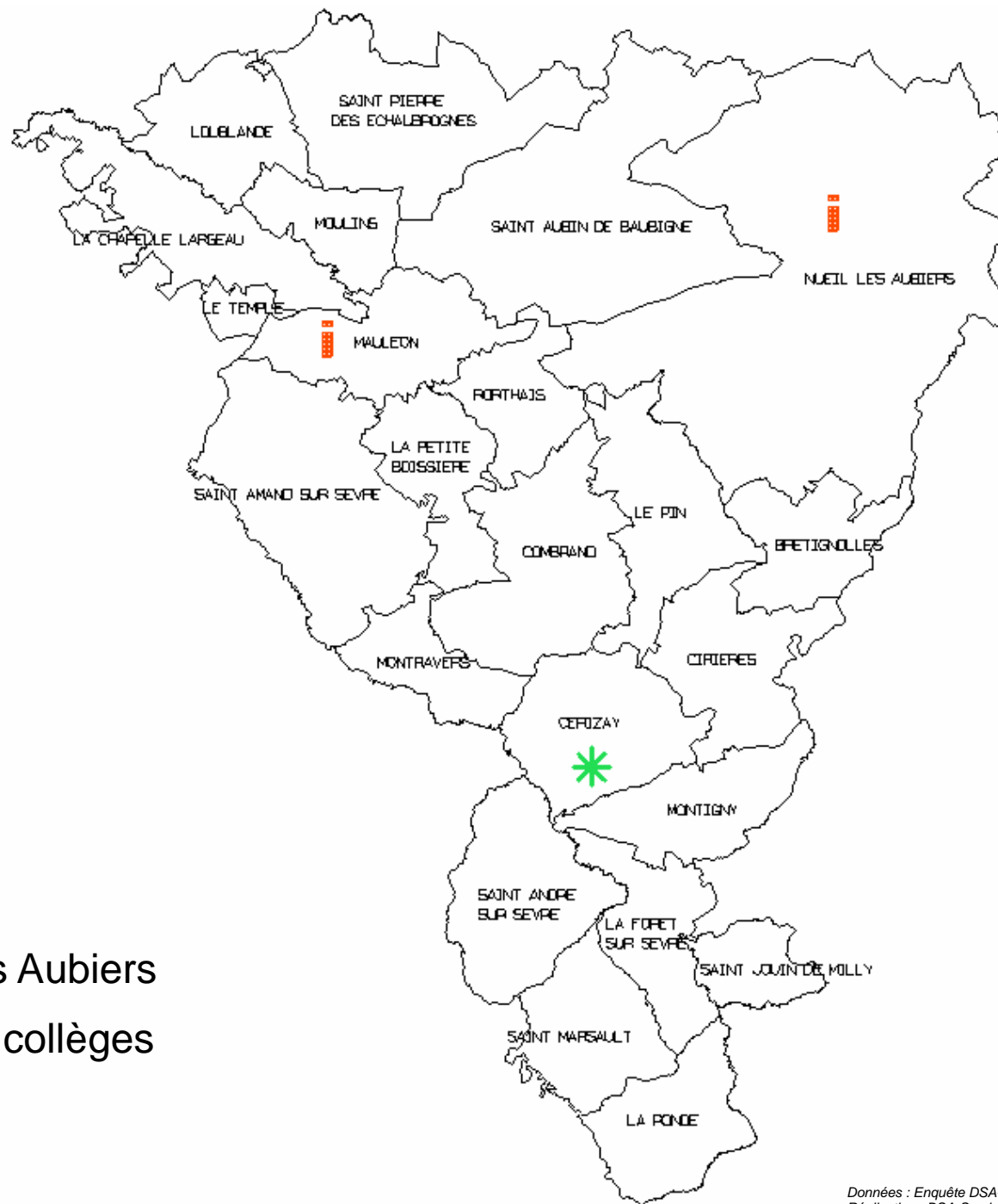
 Foyer animé par Point de Mire

 Foyer de jeunes




Carte n°17

Information Prévention



Structures :

 Point Info Jeunes
CSC Mauléon et CSC Nueil Les Aubiers

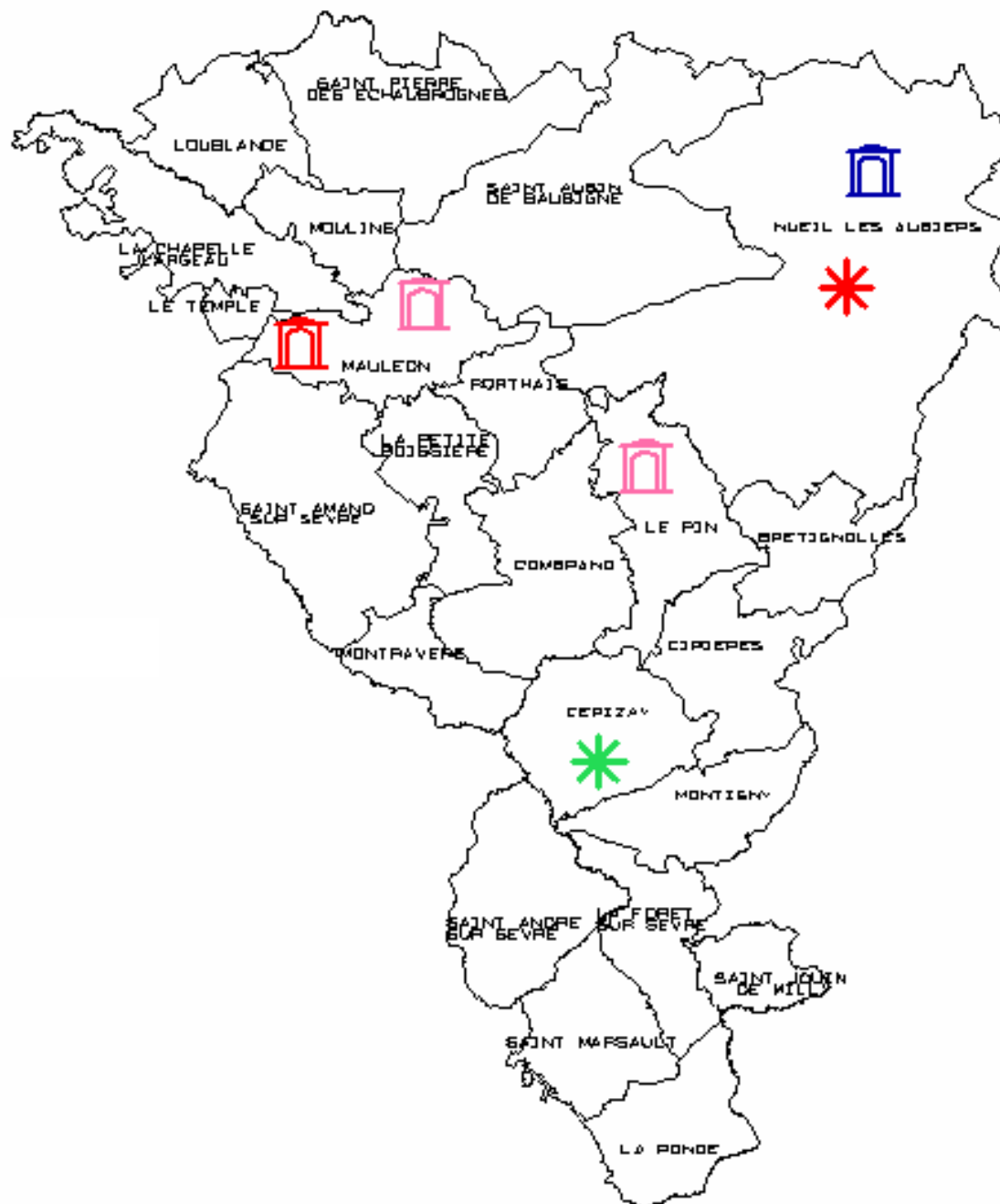
 Actions d'informations dans les collèges
Point de Mire

Adultes - Familles






Carte n°18 : Hébergement d'urgence ou temporaire	Page 23
Carte n°19 : Entreprises ou chantiers d'insertion	Page 24
Carte n°20 : Ateliers ou actions d'insertion	Page 25
Carte n°21 : Autres services Adultes et Familles	Page 26

Carte n°18

Hébergement d'urgence ou temporaire








Solutions d'hébergement d'urgence ou temporaire :

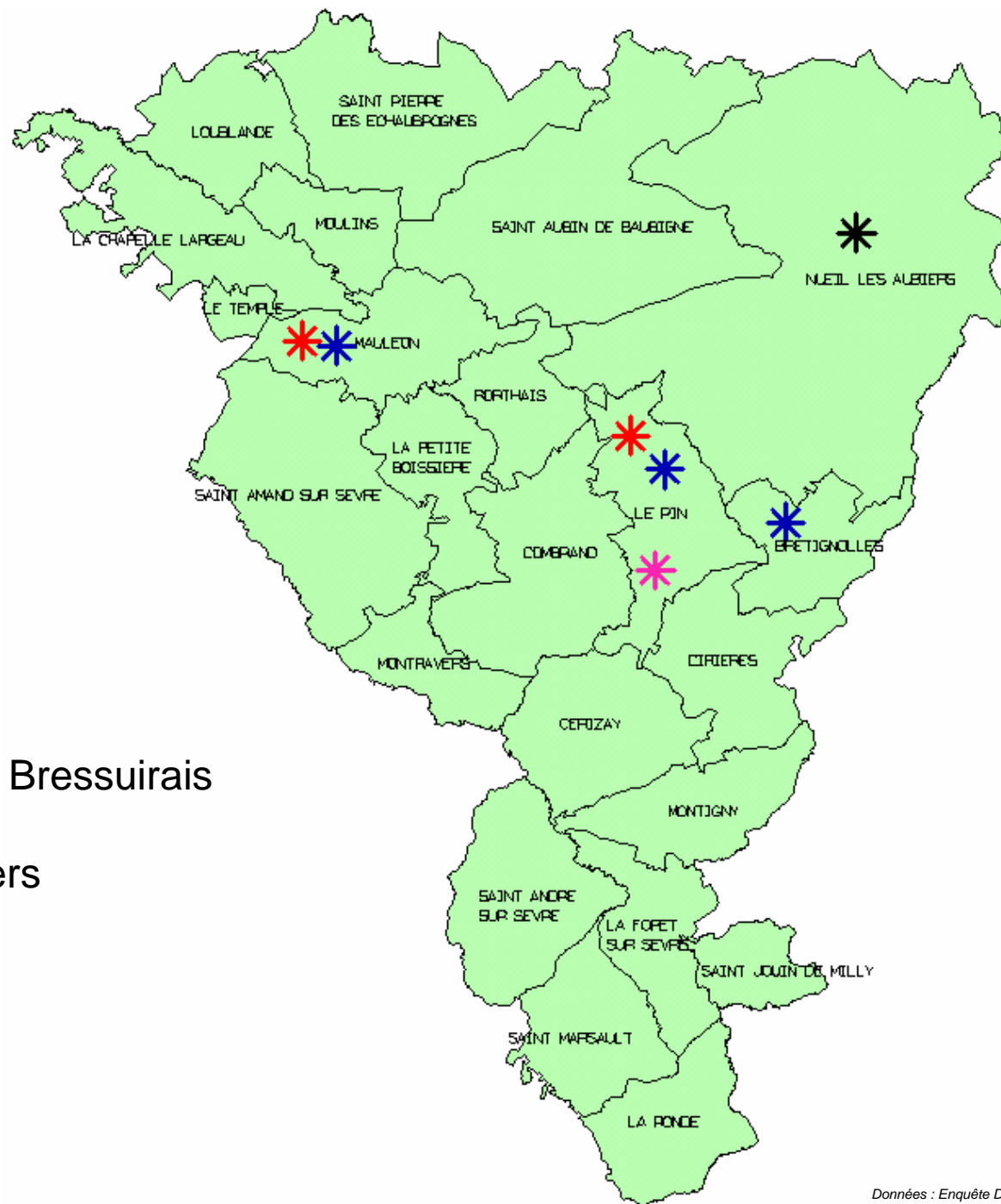
-  Foyer d'accueil d'urgence
Association Voir plus l'Ouin
-  Emmaüs peupins
-  Local ALT : Logement temporaire
CCAS Nueil Les Aubiers
-  Logement temporaire
Point de mire Cerizay
-  Accueil de nuit SDF
Nueil Les Aubiers

Carte n°19

Entreprises ou chantiers d'insertion

Structures :

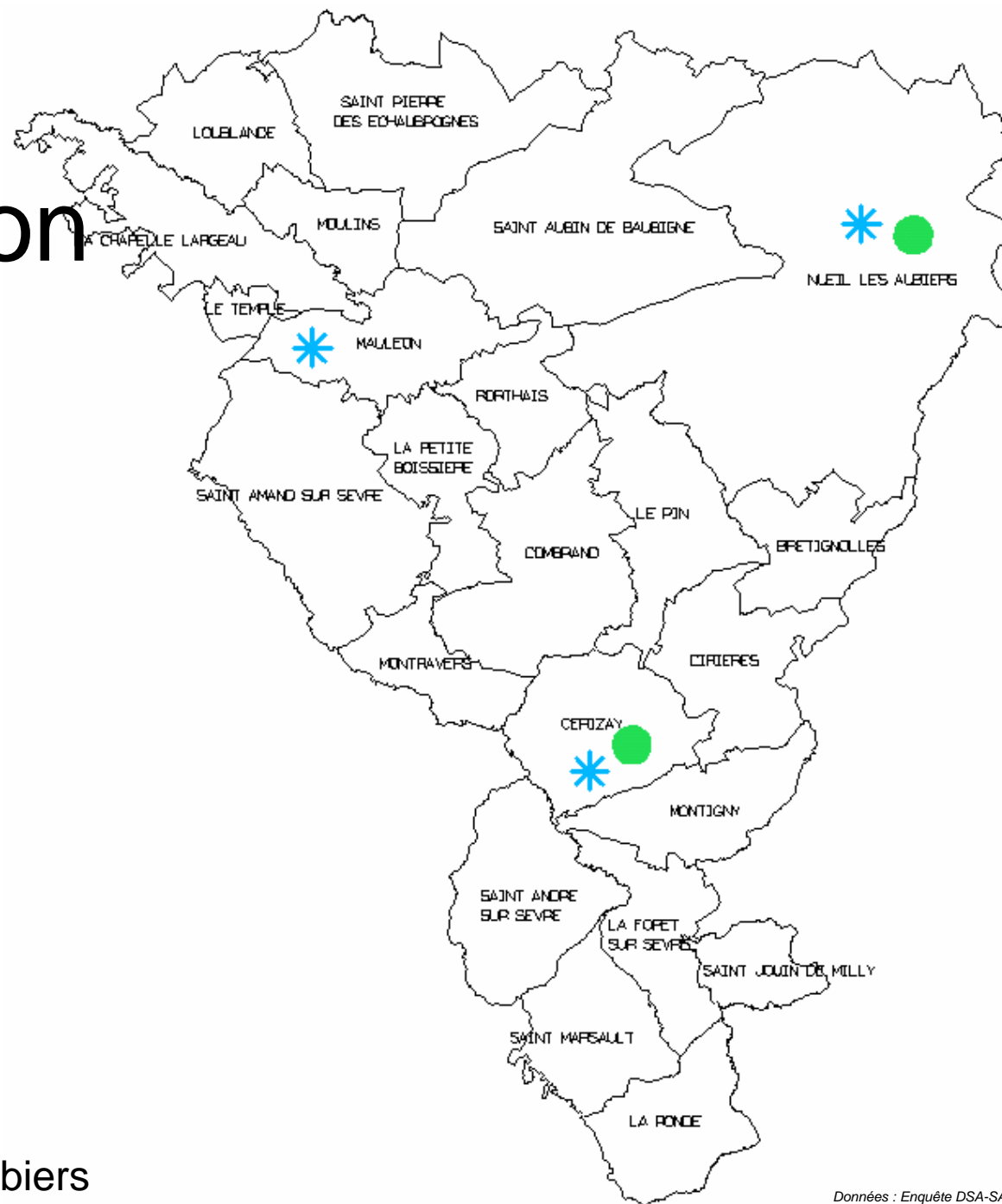
-  Entreprise d'insertion
Bourse d'Aide aux Chômeurs Bressuirais
-  Chantier d'insertion
Commune de Nueil Les Aubiers
-  Chantier d'insertion
Emmaüs peupins
-  Entreprise d'insertion
Ateliers du bocage
-  Chantier d'insertion
Chantiers peupins



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°20

Ateliers ou actions d'insertion



Actions :



Ateliers de lutte contre l'illettrisme
APLIS



Ateliers d'insertion (Cuisine...)
Point de mire et CSC Nueil les Aubiers

Carte n°21

Autres services Adultes et Familles

Autres services Adultes et Familles :



Médiation familiale
Intermèdes Nord 79



Point Info Famille
Voir plus l'Ouin / CSC Mauléon



Distribution alimentaire
CCAS Nueil Les Aubiers



Distribution alimentaire
CCAS Mauléon



Bressuire

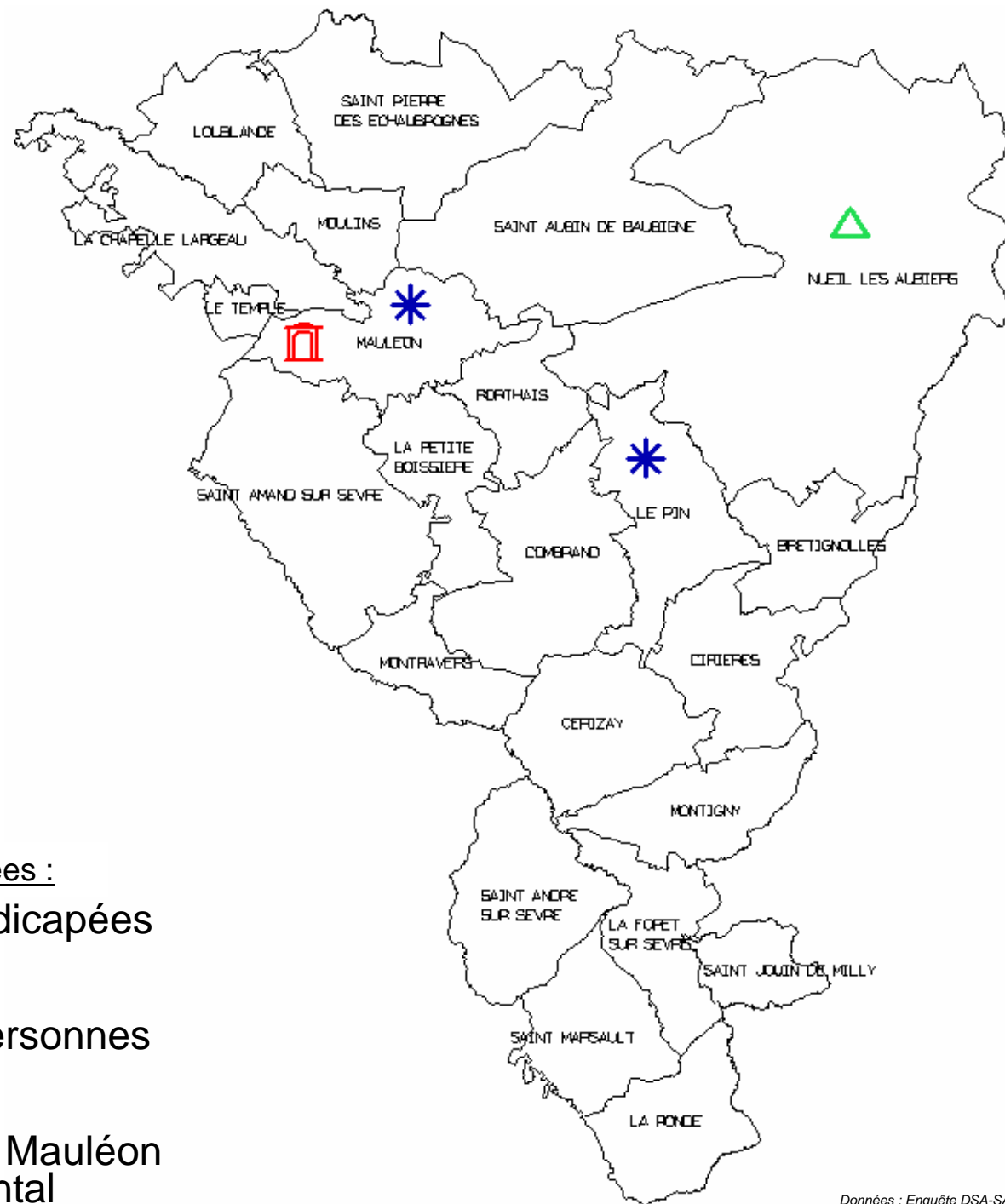


Personnes handicapées

Carte n°22 : Hébergement Personnes Handicapées	Page 28
Carte n°23 : Services à domicile Personnes Handicapées	Page 29
Carte n°24 : ESAT - Entreprises adaptées	Page 30

Carte n°22

Hébergement Personnes Handicapées



Solutions d'hébergement de personnes handicapées :

 Hébergement de personnes handicapées
Emmaüs peupins

 MAPHA : Maison d'Accueil de Personnes
Handicapées Agées ADAPEI

 Foyer de vie « La Mignauderie » Mauléon
Etablissement public Départemental








Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

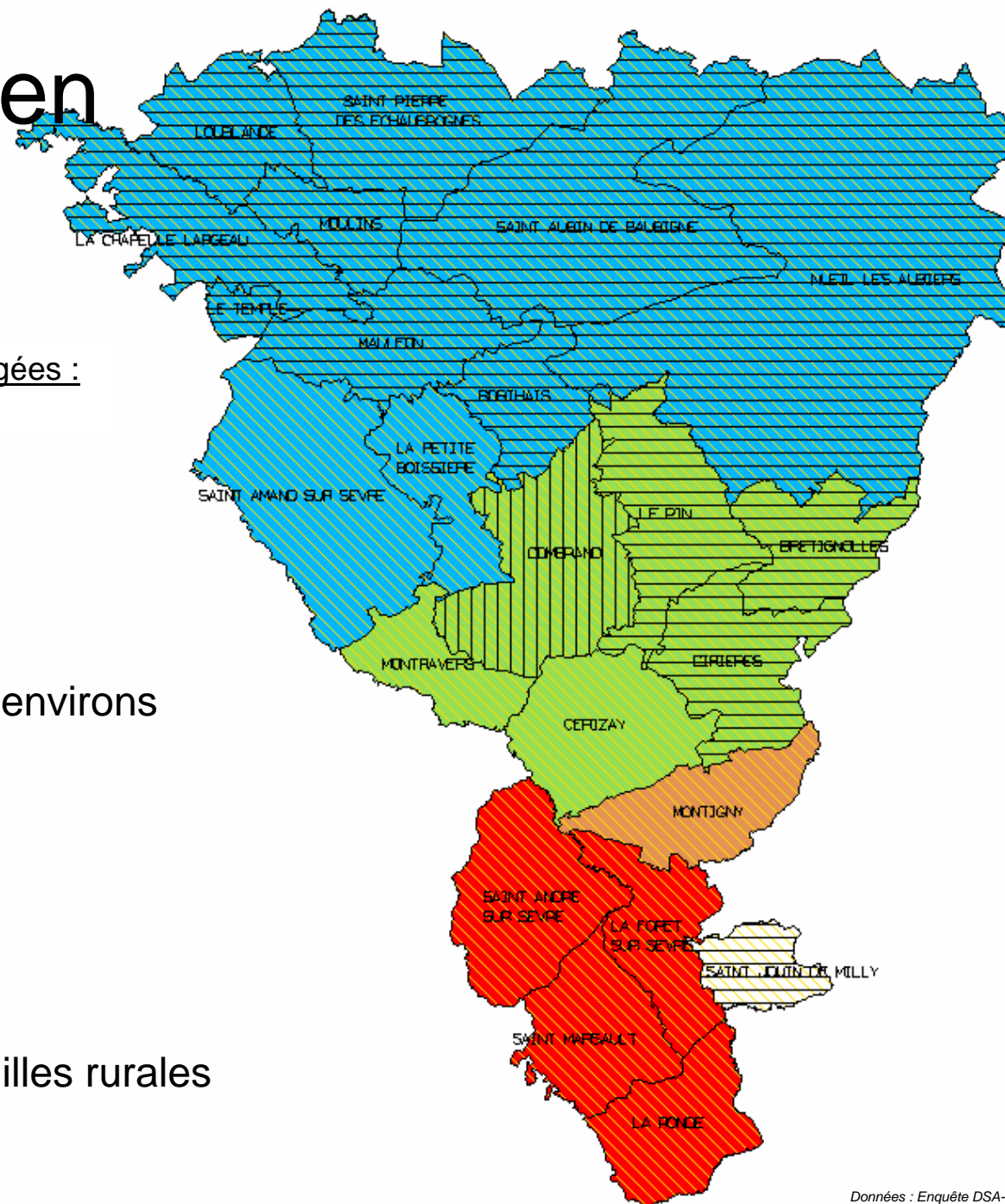
Carte n°23

Services de soutien à domicile

Personnes handicapées

Services de soutien à domicile pour personnes âgées :

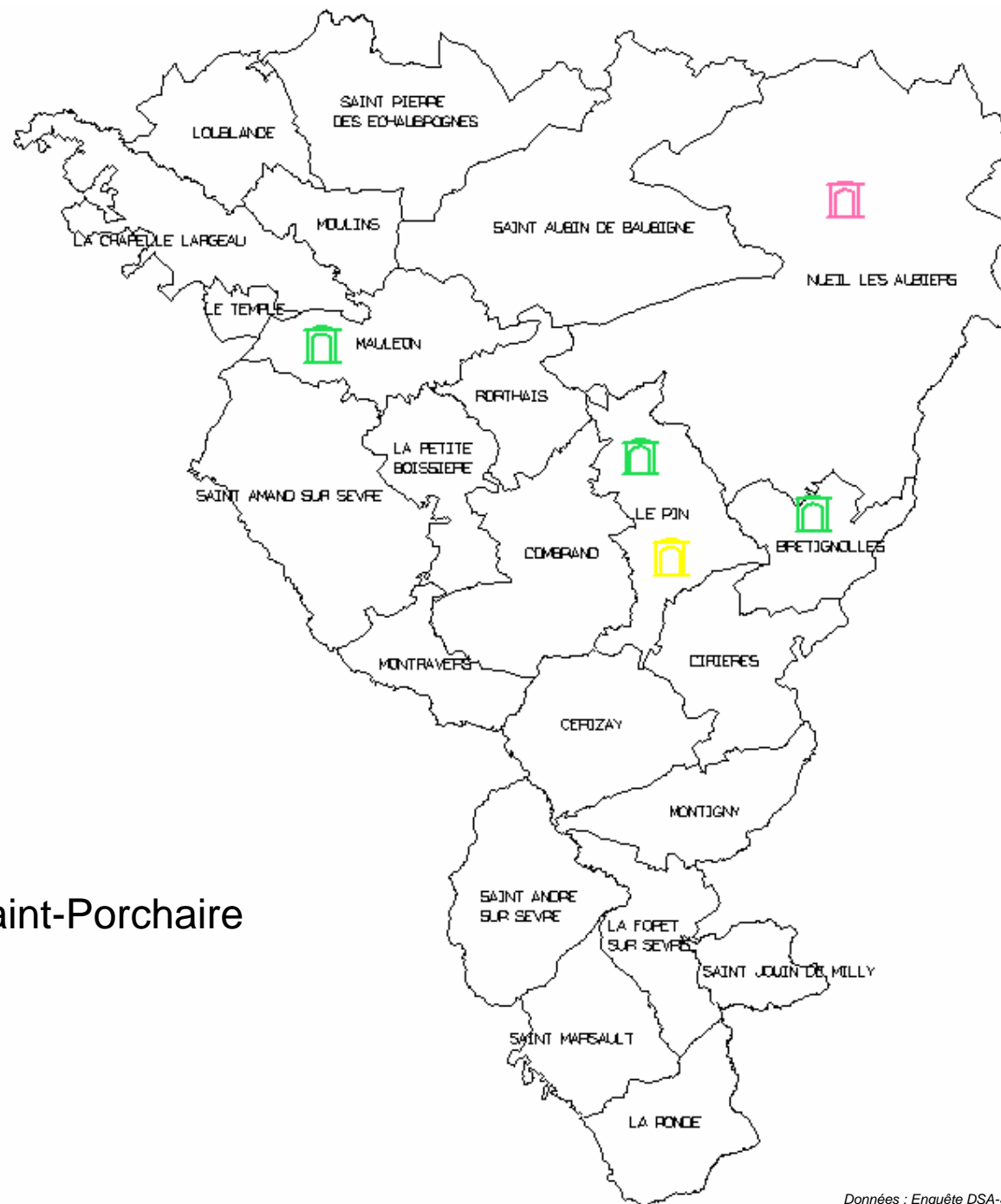
-  ADMR Nord Cerizéen
-  ADMR Canton de Mauléon
-  ADMR La Forêt sur Sèvre et ses environs
-  ADMR Courlay
-  Proxim'Services ACPADI 79
-  Association Départementale Familles rurales
-  CCAS de Combrand



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°24

ESAT Entreprises adaptées



ESAT / Entreprises adaptées :



ESAT – Annexe de l'ESAT de Saint-Porchaire
ADAPEI



Entreprise adaptée
Ateliers du Bocage



Chantiers peupins

Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Personnes âgées








Carte n°25 : Service de soutien à domicile Personnes âgées	Page 32
Carte n°26 : Portage de repas	Page 33
Carte n°27 : SSIAD	Page 34
Carte n°28 : Téléalarme - Téléassistance	Page 35
Carte n°29 : Garde de nuit	Page 36
Carte n°30 : Hébergement personnes âgées	Page 37

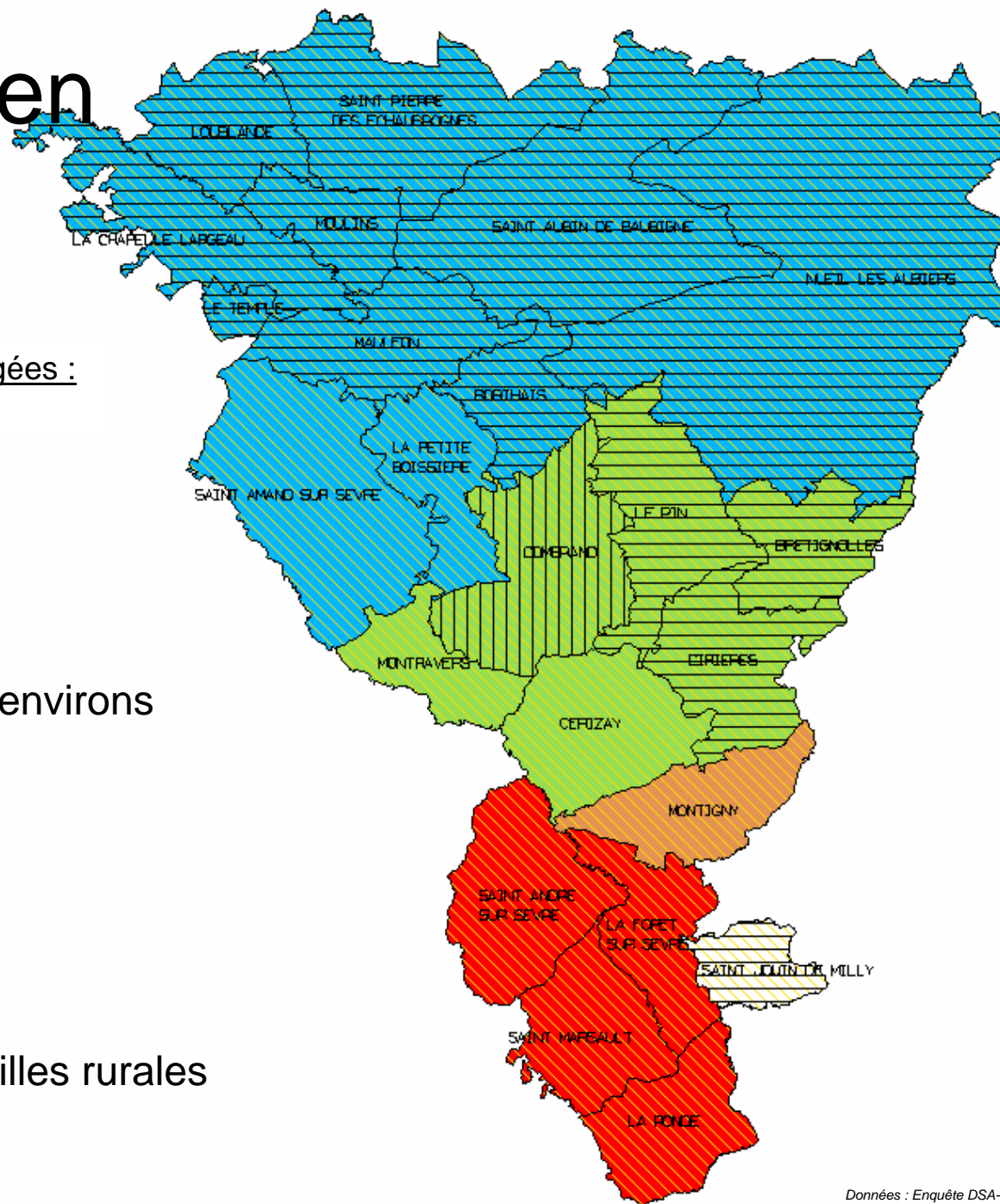
Carte n°25

Services de soutien à domicile

Personnes âgées

Services de soutien à domicile pour personnes âgées :

-  ADMR Nord Cerizéen
-  ADMR Canton de Mauléon
-  ADMR La Forêt sur Sèvre et ses environs
-  ADMR Courlay
-  Proxim'Services ACPADI 79
-  Association Départementale Familles rurales
-  CCAS de Combrand



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°26

Portage de repas

Portage de repas :

 Maison de retraite Sainte-Famille
Nueil Les Aubiers (Nord)

 Maison de retraite La Cressonnière
CCAS de Cerizay

 CCAS de Cirières
Délégué au CCAS de Cerizay

 CCAS Mauléon

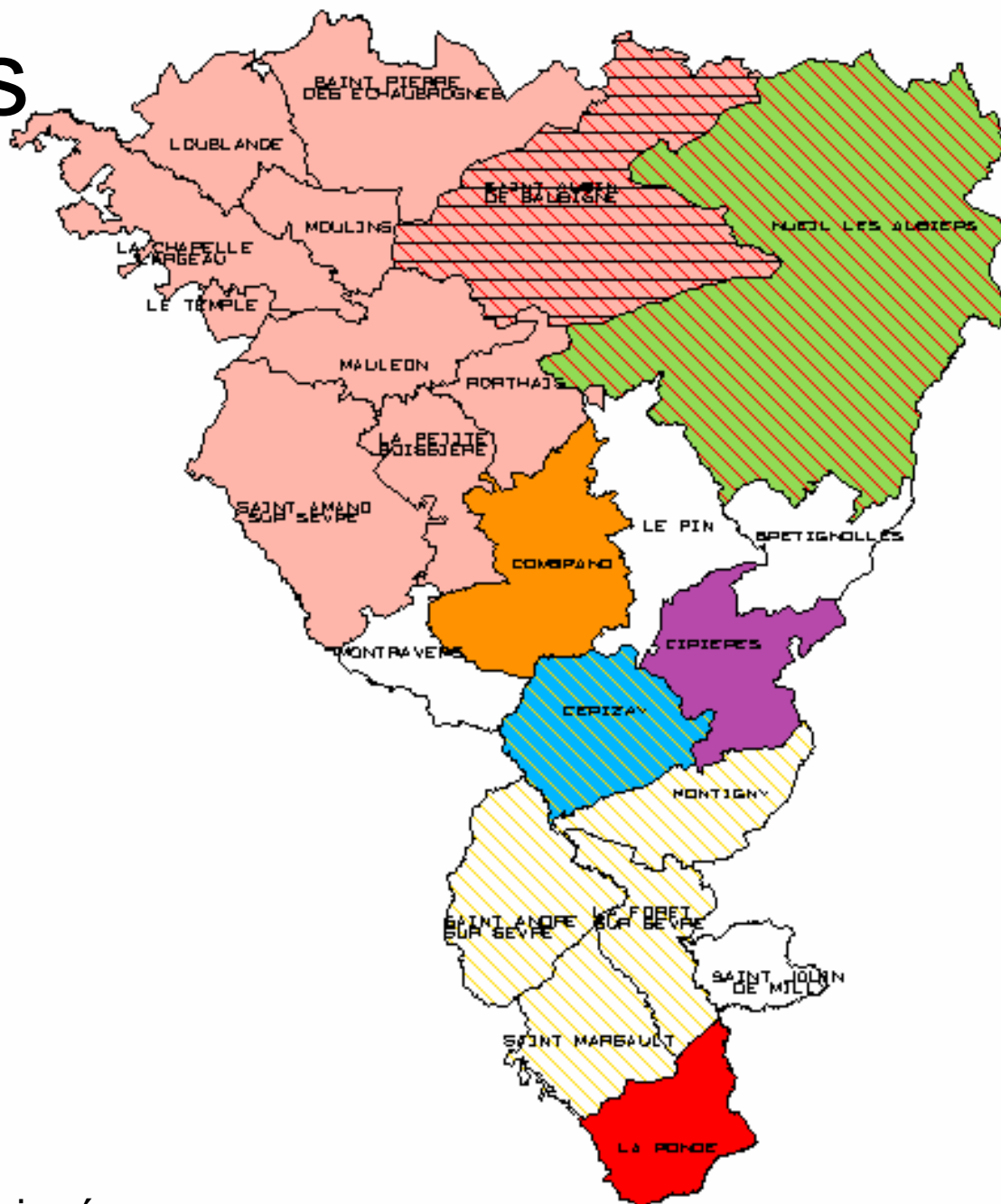
 Restaurant de la Sèvre
La Forêt sur Sèvre

 Maison de retraite Béthanie
Nueil Les Aubiers (Sud)

 Restaurant Le Marigny
CCAS de Combrand

 Restaurant de La Ronde

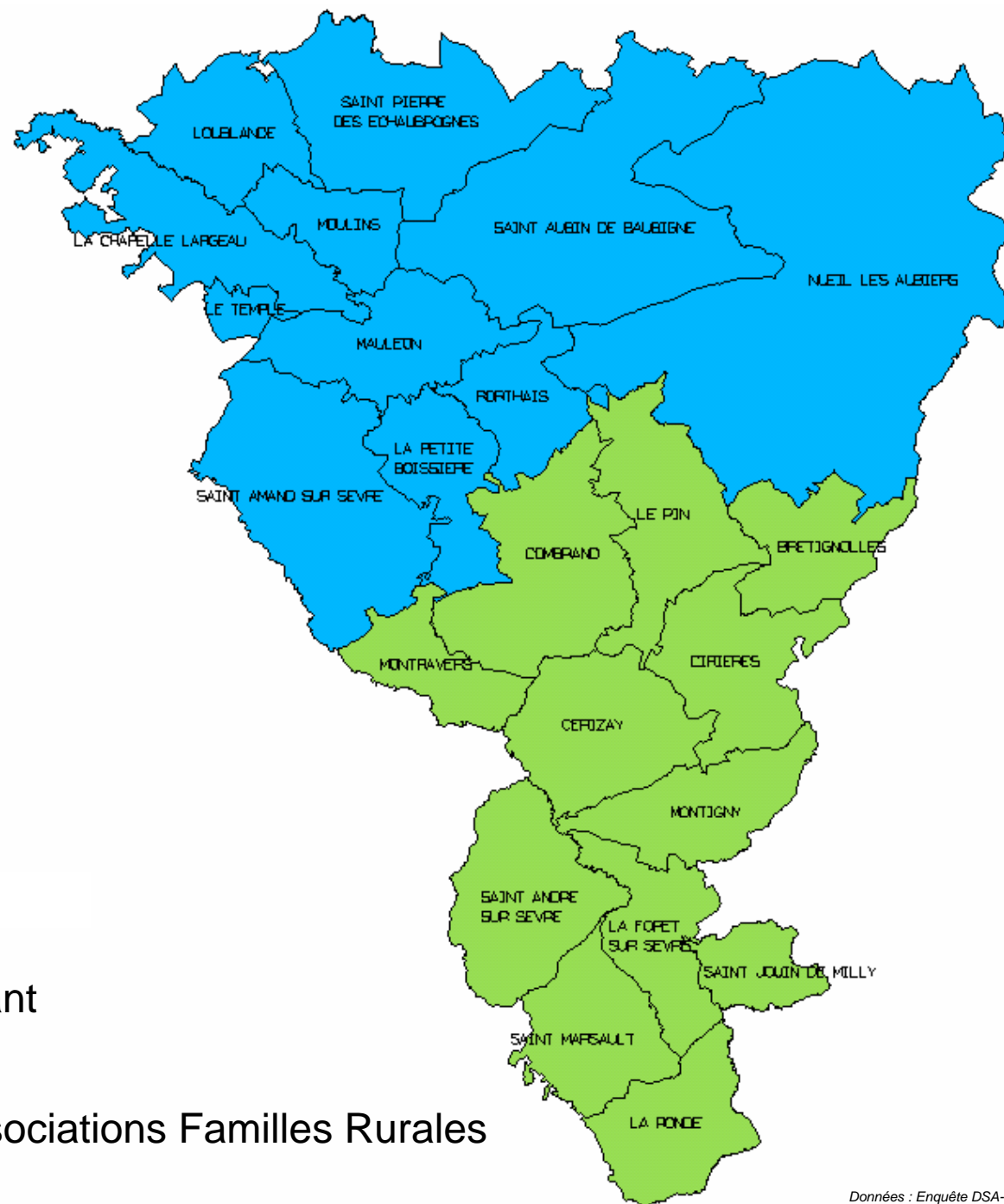
 Familles Rurales Saint Aubin de Baubigné



Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°27

SSIAD



Service de Soins Infirmiers à Domicile :

 SSIAD ADMR Cerizay Moncoutant

 SSIAD Union Cantonale des Associations Familles Rurales
Canton de Mauléon

Données : Enquête DSA-SALP
Réalisation : DSA-Service SIG

Carte n°28

Téléalarme Téléassistance

Téléalarme - Téléassistance :

 CCAS Cerizay

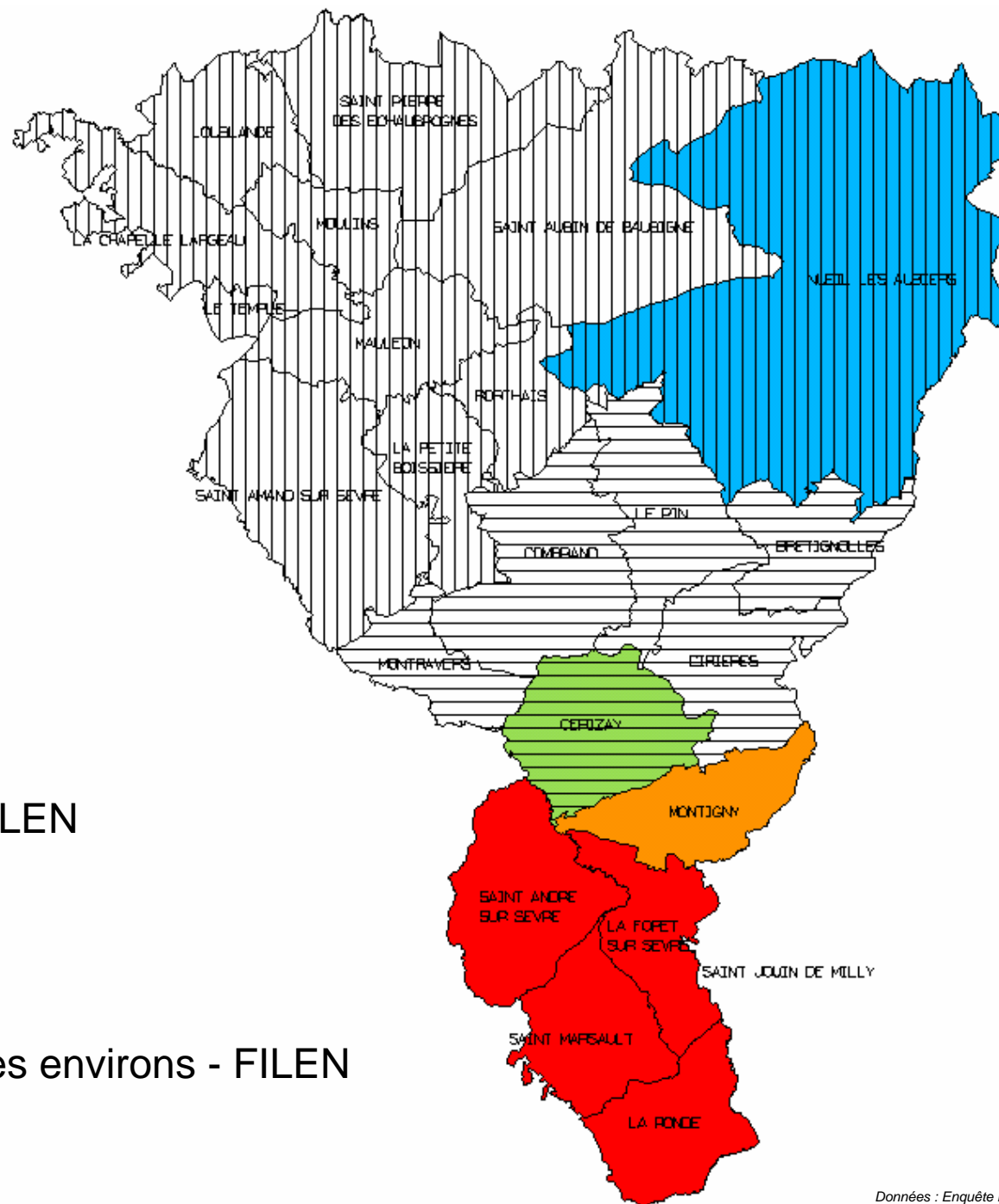
 CCAS Nueil Les Aubiers

 ADMR Canton de Mauléon - FILEN

 ADMR Nord Cerizéen - FILEN

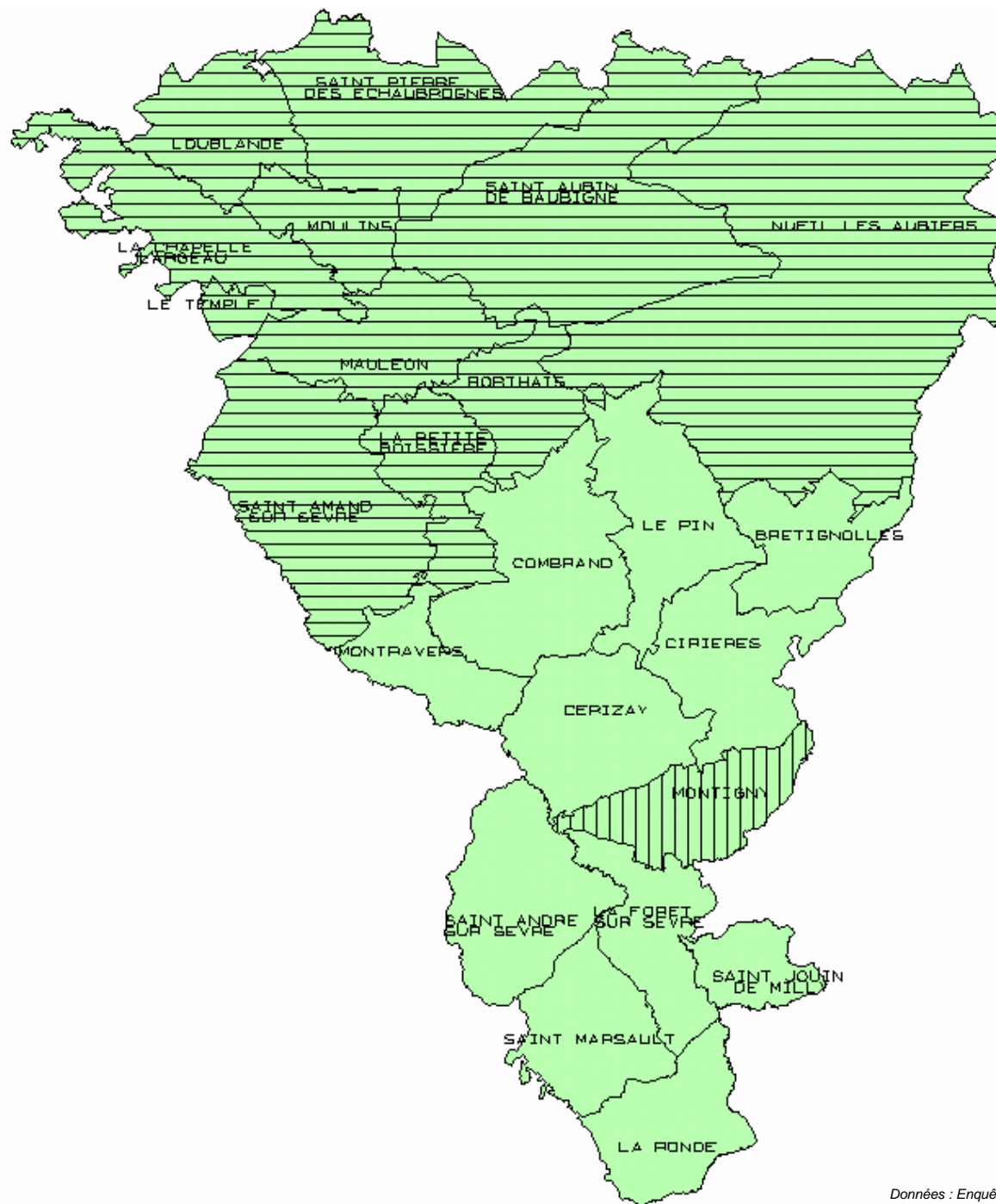
 ADMR La Forêt sur Sèvre et ses environs - FILEN

 ADMR Courlay - FILEN



Carte n°29

Garde de nuit



Garde de nuit possible par les structures :

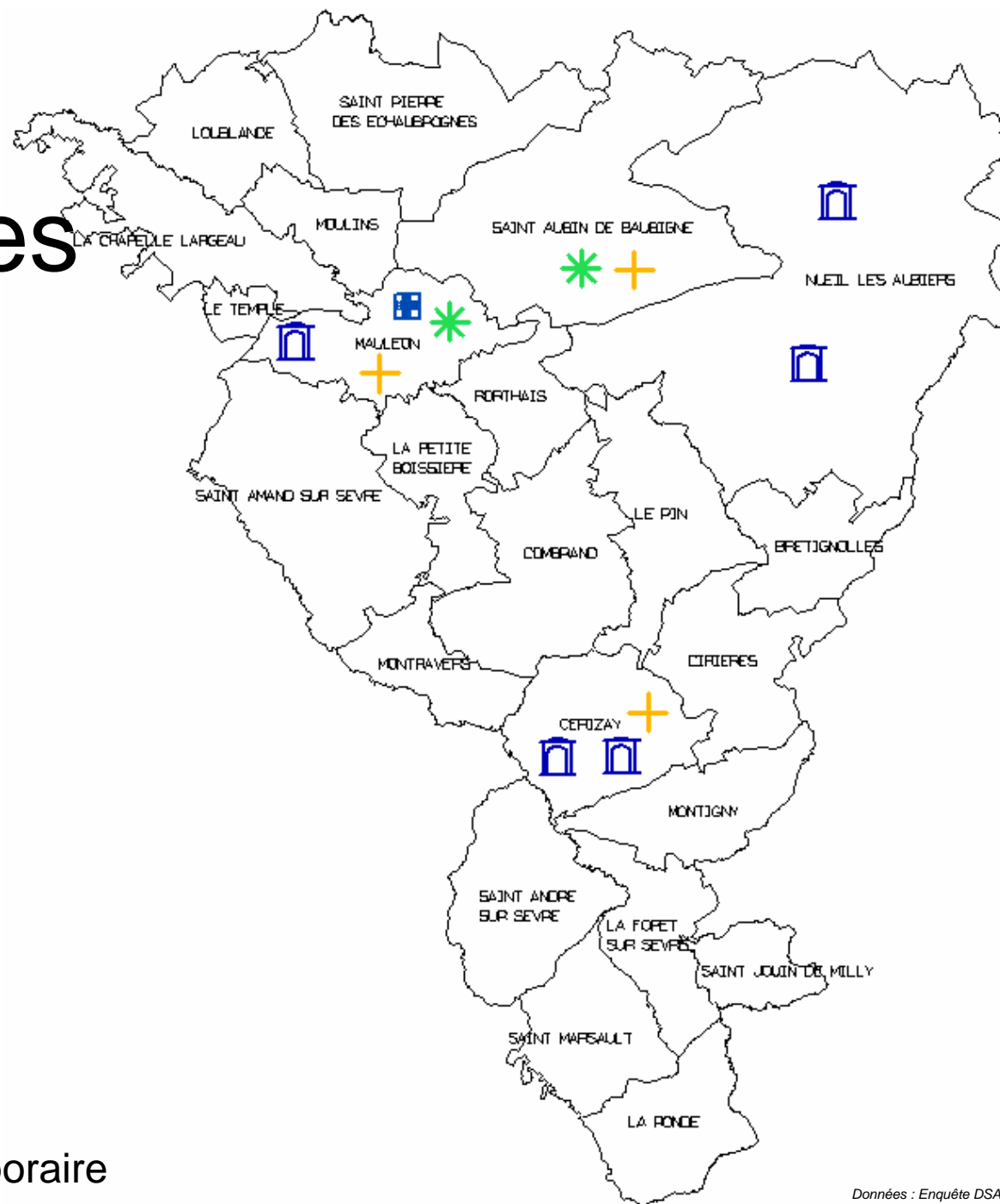
 Proxim'services ACPADI 79

 ADMR Courlay

 ADMR Canton de Mauléon

Carte n°30

Hébergement personnes âgées



Types d'établissements :



Unité de Soins Longue Durée



Maison de retraite EHPAD



Foyers Logements



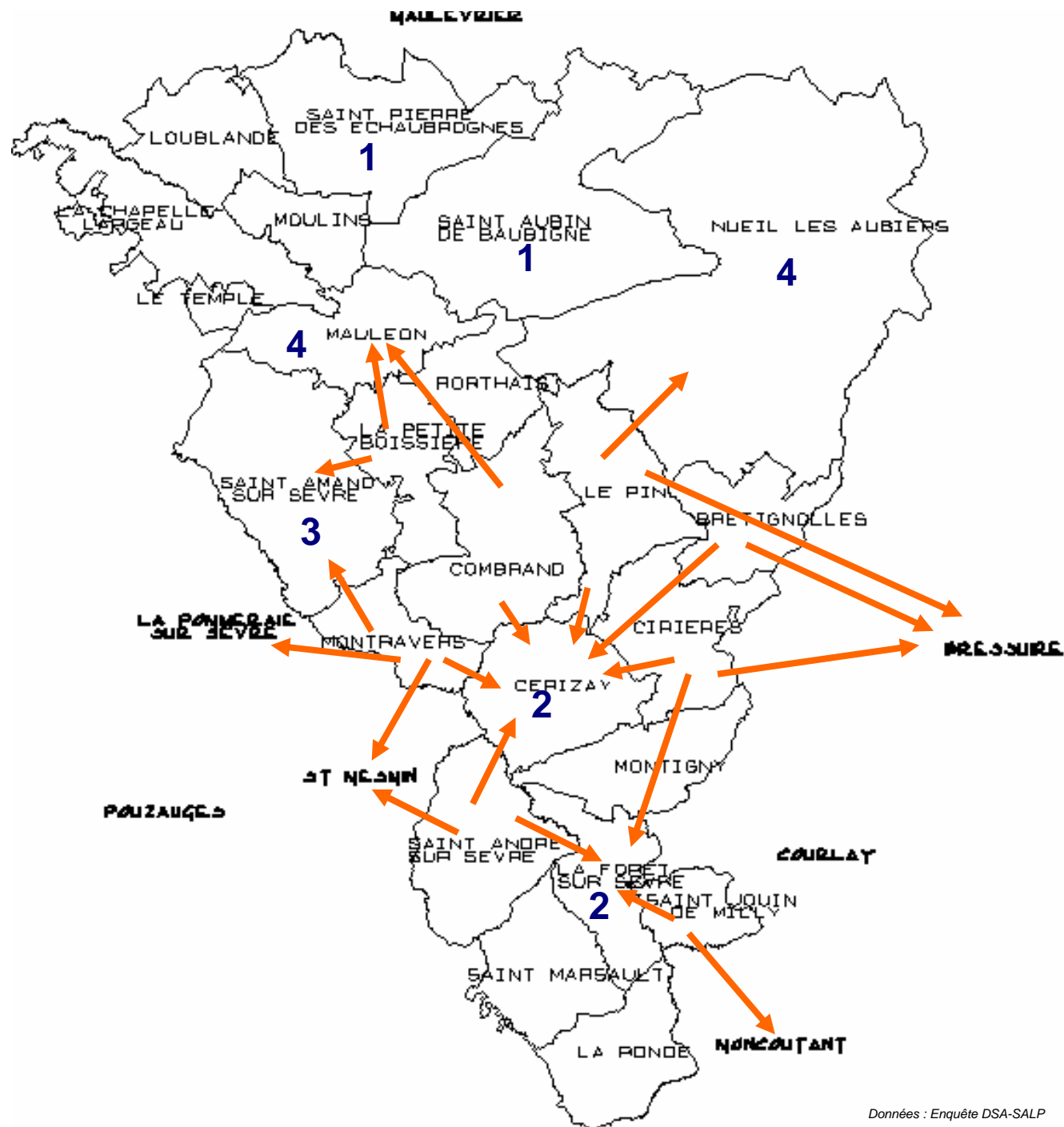
Hébergement d'urgence ou temporaire

Santé

Carte n°31 : Médecins généralistes	Page 39
Carte n°32 : Chirurgiens dentistes	Page 40
Carte n°33 : Kinésithérapeutes	Page 41
Carte n°34 : Infirmiers libéraux	Page 42
Carte n°35 : Pharmacies	Page 43
Carte n°36 : Ambulances - Taxis	Page 44

Carte n°31

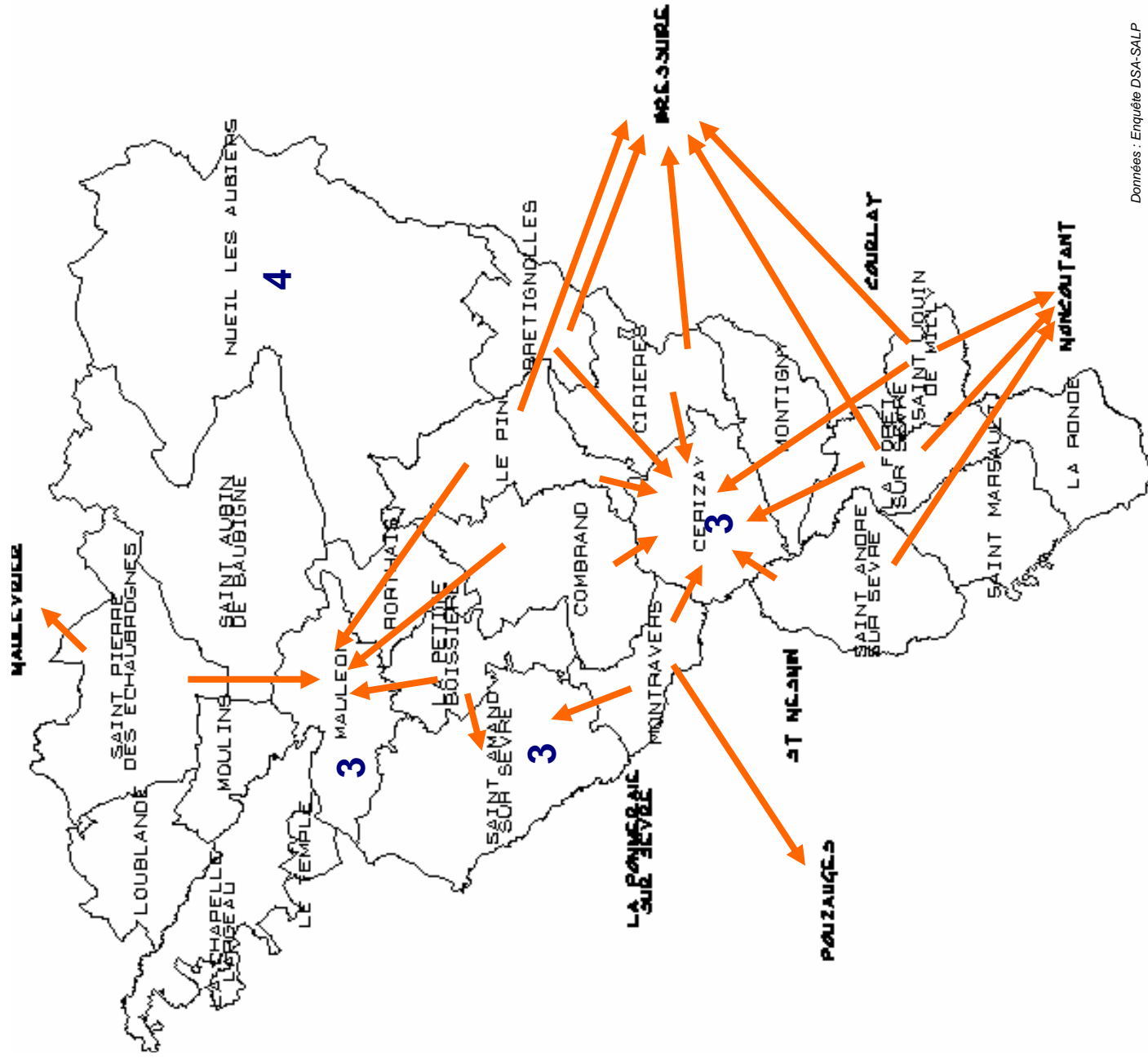
Médecins généralistes



Données : Enquête DSA-SALP

Carte n°32

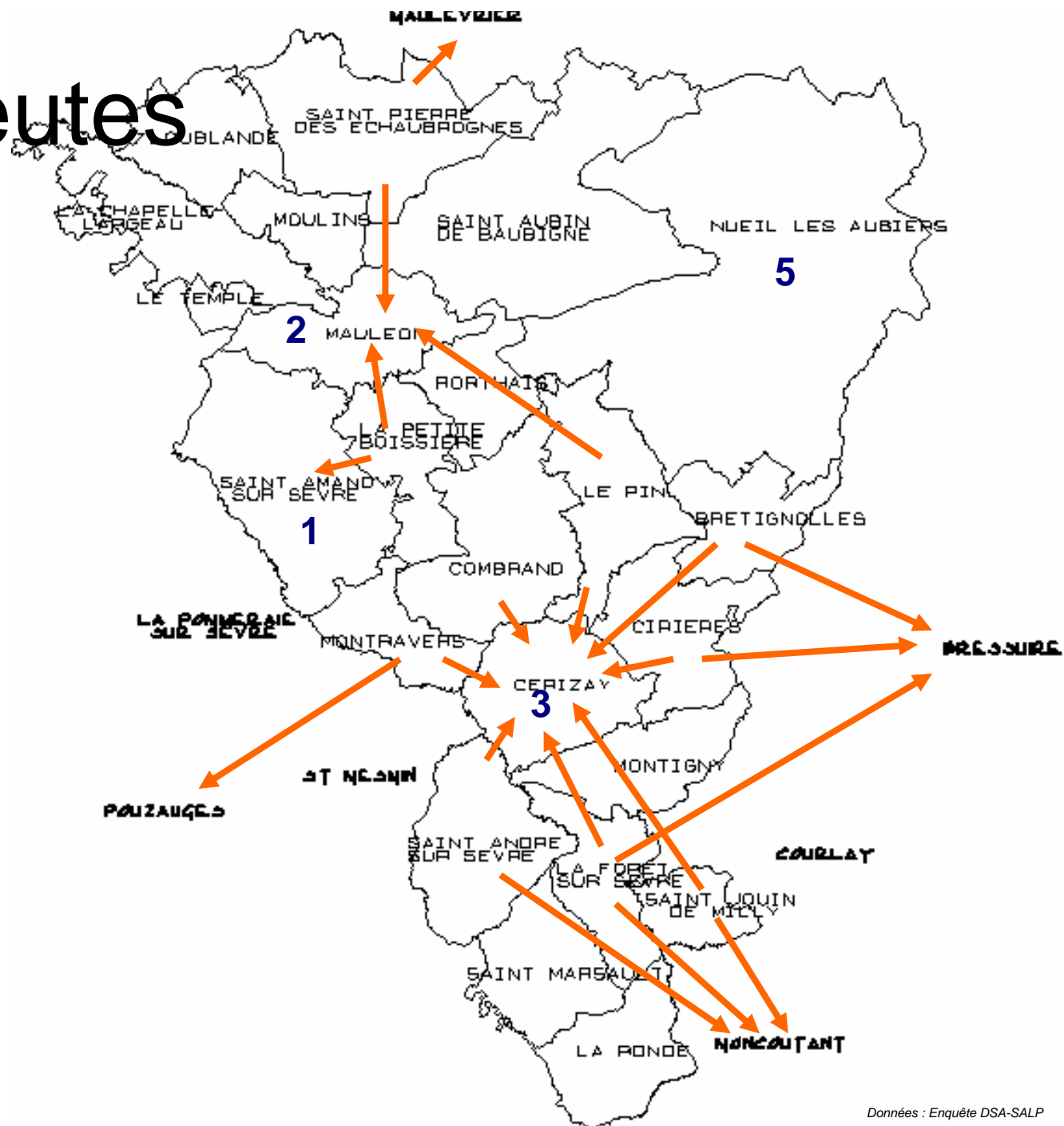
Chirurgiens dentistes



Données : Enquête DSA-SALP

Carte n°33

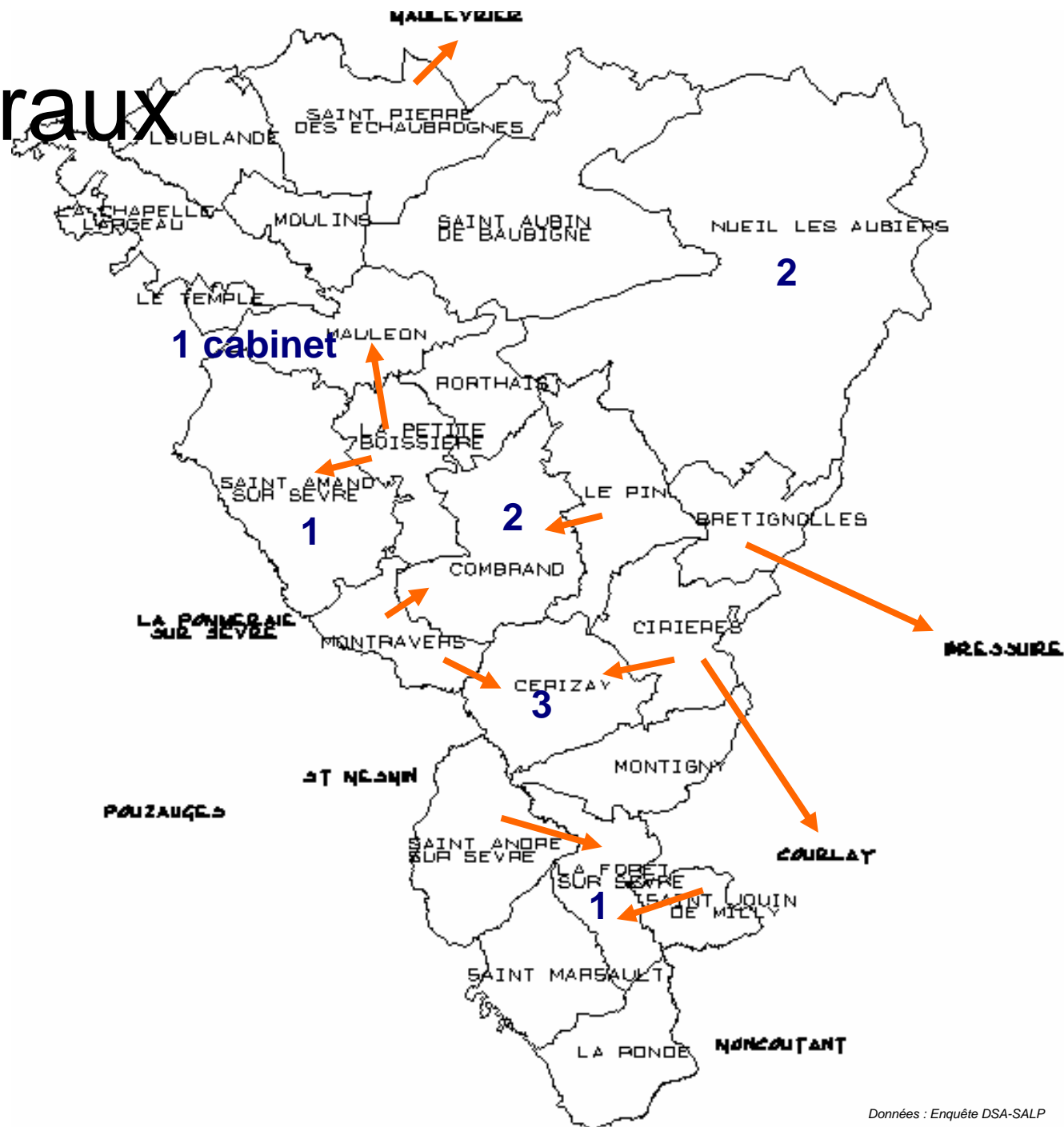
Kinésithérapeutes



Données : Enquête DSA-SALP

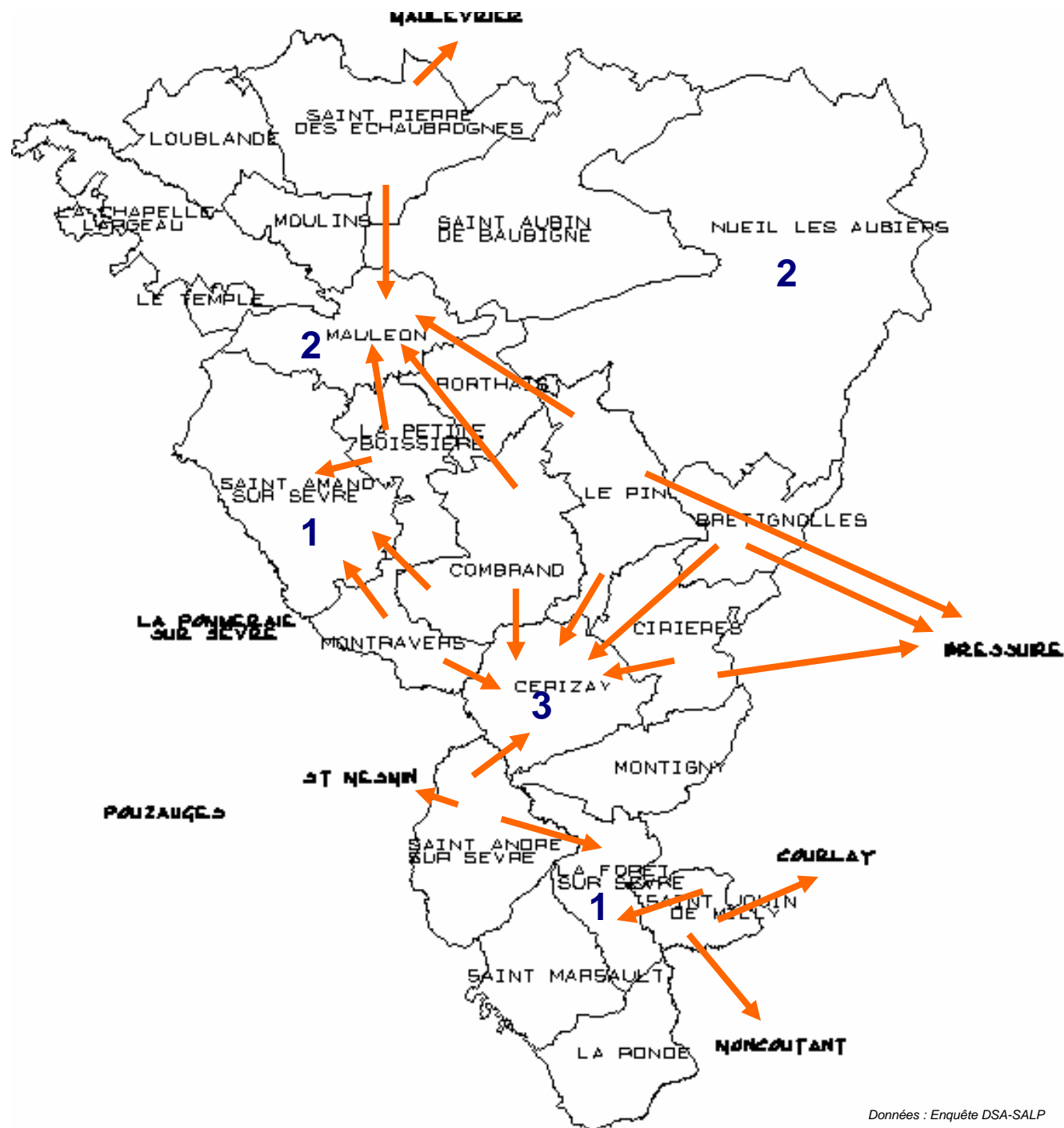
Carte n°34

Infirmiers libéraux



Données : Enquête DSA-SALP

Pharmacies



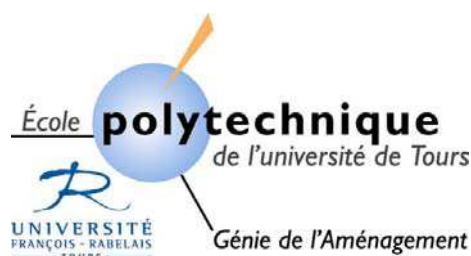
Synthèse

Carte n°37 : Logiques territoriales actuelles d'action
sur les services à la personne

Page 46

Logiques territoriales actuelles d'action sur les services à la personne





Stage de fin d'études

*Réflexion préalable à la prise de compétence « action sociale »
pour la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent*

Note interne

Un grand merci...

A Daniel AMIOT, président de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent, et à l'ensemble des élus du territoire qui m'ont accueilli durant ces 4 mois.

Aux membres du comité de pilotage de l'étude avec qui nous avons partagé de grands débats.

A l'ensemble des responsables des structures et services rencontrés pour le temps qu'ils ont consacré à notre mission.

A Annick ARRIAL et Nathalie JOGUET-DUGAST de la Mutuelle Sociale Agricole pour leur soutien et leurs apports à la mission.

A Philippe BODY, directeur général des services de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent et Julie TETARD, chargée de développement économique, pour leur accompagnement au sein de structure tout au long de la mission.

A Juliette BAILLET qui a travaillé avec moi pendant les quatre mois de la mission.

A l'ensemble du personnel de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent et des Aquadel pour leur accueil.

Introduction

Cette note interne complète les rapports ci-joint concernant l'étude sur les services à la personne et l'action sociale que j'ai réalisée dans le cadre de mon stage de fin d'études de Magistère en Aménagement au Département Aménagement de l'école polytechnique de l'université de Tours.

La mission menée de juin à septembre avait pour but d'amorcer une réflexion sur une prise de compétence « action sociale d'intérêt communautaire » pour la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent (79).

Cette note présentera tout d'abord le territoire, ainsi que les compétences de la Communauté de Communes. Ensuite, nous reviendrons sur la commande et la façon dont nous avons pu répondre à cette mission. Enfin nous nous attarderons sur les acteurs locaux qui ont eu un rôle particulièrement important au cours de cette mission et nous reviendrons sur certaines conclusions de l'étude.

Tout au long de cette note et particulièrement en conclusion j'essaierai de mettre en évidence ce que j'ai apprécié dans cette étude et les regrets ou critiques que je peux formuler.

Sommaire

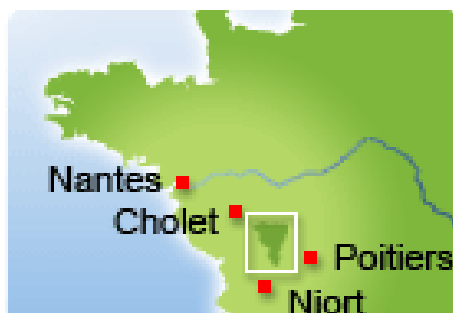
Introduction.....	3
Sommaire	4
1 Le territoire : Une Communauté de Communes qui promeut le développement économique.	6
<u>1.1 Un territoire soumis à de fortes influences extérieures :.....</u>	<u>6</u>
1.1.1 Le dynamisme vendéen (Les Herbiers, Le Puy du Fou).....	7
1.1.2 Le Cholettais.....	7
1.1.3 Bressuire, sous-préfecture.....	7
1.1.4 L'axe Nantes <> Poitiers.....	8
<u>1.2 Delta Sèvre Argent mise sur le développement endogène :.....</u>	<u>8</u>
1.2.1 De grandes entreprises locales qui portent l'activité économique.....	8
1.2.2 De nombreuses entreprises endogènes.....	9
1.2.3 De fortes aides de la Communauté de Communes.....	9
<u>1.3 La Communauté de Communes porteuse d'autres compétences.....</u>	<u>10</u>
1.3.1 Habitat.....	10
1.3.2 Ordures ménagères.....	10
1.3.3 Espaces aqualudiques	10
1.3.4 Aire d'accueil des gens du voyage	10
1.3.5 Gestion des biens affectés aux bureaux de Poste, trésorerie et gendarmerie nationale	11
1.3.6 Prestations de services: urbanisme, archivage, SIG.....	11
2 La structure : En manque d'un projet intercommunal	12
<u>2.1 14 ou 23 communes ?.....</u>	<u>12</u>
2.1.1 3 pôles principaux (de 5000 hab. environ) et des petites communes.....	12
2.1.2 2 fusions-associations : Mauléon et La Forêt sur Sèvre.....	12
2.1.3 1 fusion-intégration : Nueil-Les-Aubiers.....	13
<u>2.2 Un leadership politique clairement identifié.....</u>	<u>13</u>
2.2.1 2 élus prépondérants.....	13
2.2.2 Le PVP, l'organe de décision.....	13
2.2.3 Le bureau : instance de débat pour les élus	14
2.2.4 Le conseil : validation et délibération	14
<u>2.3 Une équipe de la communauté de communes dynamique et responsable.....</u>	<u>14</u>
2.3.1 Une hiérarchie réduite.....	14
2.3.2 L'opposition balatum / parquet.....	15
3 La commande : Evaluer le domaine des services à la personne pour envisager une prise de compétence communautaire	16
<u>3.1 Cinq phases :</u>	<u>16</u>
3.1.1 Etat des lieux et diagnostic des services existants.....	16
3.1.2 Dynamiques de population	16
3.1.3 Exemples de Communauté de Communes extérieures	17
3.1.4 Les enjeux du secteur.....	17
3.1.5 Une proposition de prise de compétence	17

<u>3.2</u>	<u>Une démarche cadrée à l'approche des élections :</u>	<u>17</u>
3.2.1	Pas de contact avec la population	17
3.2.2	Définition des services à étudier	18
3.2.3	Rencontres avec les maires (principaux)	18
3.2.4	Rencontres avec les structures.....	18
4	Les acteurs de l'étude sur les services à la personne	20
<u>4.1</u>	<u>Deux chargés d'étude :</u>	<u>20</u>
4.1.1	Profil social et droit public	20
4.1.2	Profil aménagement et développement local	20
4.1.3	Soutien d'autres agents de la Communauté de Communes	20
<u>4.2</u>	<u>Un groupe de pilotage compétent mais faible politiquement.....</u>	<u>21</u>
4.2.1	Deux personnes monopolisent la parole.....	21
4.2.2	Suivi en direct par le président.....	22
4.2.3	Volonté de ne pas s'investir dans des choix	22
<u>4.3</u>	<u>La multitude d'acteurs locaux des services à la personne et de l'action sociale</u>	<u>23</u>
4.3.1	Des acteurs associatifs très importants :	23
4.3.2	Les communes et CCAS, acteurs publics assez peu présents	24
4.3.3	Un partenariat fort avec la MSA.....	24
5	Les services à la personne : mal connus sur le territoire	25
<u>5.1</u>	<u>Un travail de diagnostic nécessaire, sous-évalué par le comité de pilotage.....</u>	<u>25</u>
5.1.1	Des études anciennes devant être reprises en profondeur.....	25
5.1.2	Des domaines non étudiés	25
5.1.3	La période d'été : complexe pour la prise de rendez-vous	25
<u>5.2</u>	<u>Les logiques spatiales d'action pour les services à la personne.....</u>	<u>26</u>
<u>5.3</u>	<u>Une approche globale qui contraste aux logiques des communes vis-à-vis de la Communauté de Communes.....</u>	<u>27</u>
<u>5.4</u>	<u>Des propositions peu abouties en raison de l'absence de choix.....</u>	<u>27</u>
Conclusion		29
<u>Une réflexion lancée</u>		<u>29</u>
<u>Quelques regrets</u>		<u>29</u>
<u>Apport personnel.....</u>		<u>29</u>

1 Le territoire : Une Communauté de Communes qui promeut le développement économique.

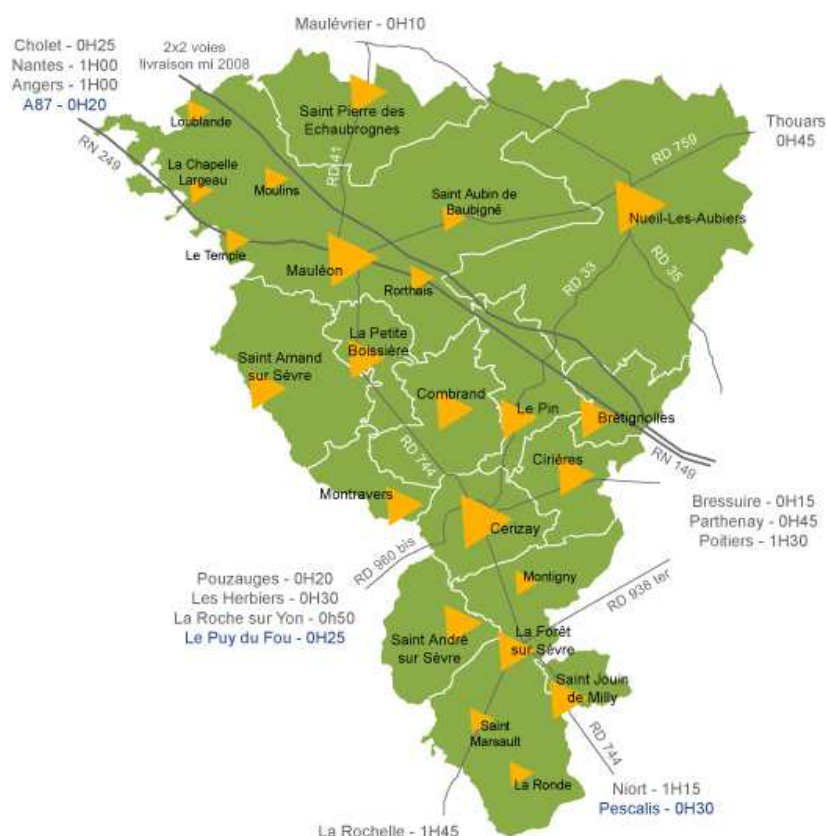
La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent se situe au Nord Ouest du département des Deux Sèvres en limite avec le Maine et Loire et la Vendée.

Nous verrons tout d'abord les influences qui s'appliquent sur le territoire, et reviendrons ensuite sur les compétences de la Communauté de Communes, sur le plan du développement économique, mais aussi sur les autres compétences.



1.1 Un territoire soumis à de fortes influences extérieures :

Le territoire de Delta Sèvre Argent est en zone rurale, des dynamiques extérieures influent donc sur le territoire. La carte suivante présente le territoire de la Communauté de Communes et les temps d'accès aux différents pôles urbains ou équipements spécifiques.



1.1.1 Le dynamisme vendéen (Les Herbiers, Le Puy du Fou)

Le département de la Vendée, voisin de la Communauté de Communes est très dynamique sur de nombreux domaines. D'un point de vue économique, la vitrine « Vendée » est beaucoup plus attractive que les Deux Sèvres. Les Herbiers est un pôle local qui connaît un dynamisme important en raison de la présence à proximité du Puy du Fou. L'attraction touristique pour ce site (parc d'attraction et cinéscénie) est très forte.

1.1.2 Le Cholettais

A 20 minutes du territoire, Cholet est la grande ville qui a la plus forte attraction sur le territoire. Malgré tout, Cholet étant dans un département différent et dans une région différente, les habitants ne peuvent pas se tourner vers cette ville pour les formalités administratives. Cependant, la dynamique des entreprises du Cholettais, inscrite dans les systèmes productifs locaux, s'étend également sur le territoire de Delta Sèvre Argent avec une forte volonté de développement endogène et un tissu économique actif dont nous reparlerons plus tard.

1.1.3 Bressuire, sous-préfecture

La configuration du département des Deux Sèvres positionne le territoire à près d'une heure et demi du chef lieu de département. Il faut noter que dans le Nord du département des Deux Sèvres, trois villes sont de taille importante : Parthenay, Bressuire et Thouars.



Ces trois villes se partagent un certain nombre de services. Par exemple un centre hospitalier de nouvelle génération va voir le jour à Bressuire regroupant les équipements de ces trois villes. Pour Delta Sèvre Argent, le rôle d'une sous-préfecture comme Bressuire est très important pour relayer les services départementaux et garantir l'accès aux services publics. Le Conseil Général a installé à Bressuire une Maison du Conseil Général qui regroupe un certain nombre de services à proximité des bénéficiaires.

1.1.4 L'axe Nantes <> Poitiers



Delta Sèvre Argent est également positionné sur l'axe Nantes <> Poitiers (RN 149). Cet axe routier reçoit une circulation importante. Des portions de ce trajet sont développées en 2x2 voies ou vont l'être prochainement. Entre Cholet et Bressuire, l'ouverture est prévue pour 2008. Cette route est importante pour le désenclavement du territoire et favorable particulièrement au développement économique.

1.2 Delta Sèvre Argent mise sur le développement endogène :

La compétence centrale de la Communauté de Communes est le développement économique. De grandes entreprises sont implantées sur le territoire ainsi que leur réseau des sous-traitants. Ces grands pourvoyeurs d'emplois permettent également le développement de commerces et d'artisanat dans les bourgs. Le développement économique du territoire mise aussi sur le développement endogène et de nombreuses petites et moyennes entreprises s'installent ou sont reprises sur le territoire.

1.2.1 De grandes entreprises locales qui portent l'activité économique

De grandes entreprises sont implantées sur le territoire, elles génèrent de nombreux emplois. Cependant les secteurs d'activités de l'agroalimentaire et de la construction automobile ne sont pas pourvoyeurs d'emplois très qualifiés. En conséquence, les salariés de ces grandes entreprises n'ont pas des niveaux de vie importants. De plus, le travail est organisé en postes, générant des problématiques importantes pour la garde des enfants par exemple.

Il faut également noter que certaines de ces entreprises sont dans des secteurs très concurrentiels et connaissent des problèmes d'activité pouvant remettre en cause leur pérennité. Ces entreprises sont, par ailleurs, les plus grands financeurs de la Communauté de Communes dans le cadre de la Taxe Professionnelle Unique. Ce sont donc des interlocuteurs importants et les politiques locaux suivent de près l'évolution de ces entreprises.

- **Heuliez**

Cette entreprise de carrosserie s'illustre dans la conception, la réalisation et la fabrication de véhicule niche et de module de véhicule (toit, sous-ensemble, structure de siège). L'entreprise dont le siège social est basé à Cerizay sur le territoire de Delta Sèvre Argent, dispose de plusieurs sites : la conception au Pin, la production à Cerizay. Après la fabrication des coffres et dispositifs de toit de la 206 CC qui a demandé un investissement particulier dans la conception, l'entreprise travaille actuellement sur l'assemblage complet de l'Opel Tigra TwinTop. Le contexte international de l'automobile met en danger cette entreprise qui dépend des grands groupes automobiles. Pour soutenir l'activité de l'entreprise, la Communauté de Communes lui a acheté un grand nombre de bâtiments.

- **Heuliez Bus**

Heuliez Bus est à l'origine une filiale du groupe Heuliez, la marque a été rendue célèbre dans les années 80 par la fabrication de nombreux véhicules spécifiques pour les forces de l'ordre ou la sécurité incendie. Désormais filiale du groupe Irisbus-Iveco, Heuliez Bus produit sur son site de Rorthais l'ensemble des véhicules de sa marque. Cette entreprise connaît un développement satisfaisant.

- **Gastronome**

Gastronome est un groupe agroalimentaire important. Cette entreprise emploie de nombreux salariés particulièrement dans le domaine de l'abattage et de la découpe de volailles.

Cette entreprise a beaucoup souffert de la crise de la grippe aviaire, mais son niveau de production est revenu. De nombreuses femmes ont des emplois dans cette entreprise.

- **Millet Portes et Fenêtres**

Cette entreprise de menuiserie, qui développe son activité avec des préoccupations fortes pour l'environnement, emploie de nombreuses personnes sur le site principal (siège social) à Bretignolles et à proximité à Beaulieu sous Bressuire (hors de la Communauté de Communes).

1.2.2 De nombreuses entreprises endogènes

On recense sur le territoire de nombreuses entreprises ayant pour la plupart connues un développement à l'origine d'habitants de la Communauté de Communes. C'est le cas pour certains groupes : Heuliez, Millet... mais aussi pour de nombreuses petites et moyennes entreprises. Ces dernières s'inscrivent dans le cadre de la sous-traitance pour les grands groupes du territoire, mais aussi dans des niches ou des métiers très spécifiques. Par exemple la société Wesco fabrique sur le territoire des jeux collectifs pour enfants. L'activité de confection du SPL Cholettais couvre le territoire. L'action de la Communauté de Communes est directement dirigée pour le développement des entreprises locales, pour la création sur le territoire. L'inscription dans le cadre d'une concurrence territoriale pour le développement économique est assez faible en raison du choix des élus de promouvoir l'entrepreneuriat endogène.

1.2.3 De fortes aides de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes aide les entreprises sous deux formes principalement :

- le développement de parcs économiques (la voirie d'intérêt communautaire correspond aux voiries à l'intérieur des parcs économiques),
- la distribution d'aides :
 - o pour la création d'entreprises
 - o pour la transmission et la reprise d'entreprises
 - o pour les projets d'immobilier d'entreprises...

Le développement économique concerne principalement les grands pôles de la Communauté de Communes qui concentrent les entreprises et les zones d'activité au détriment des plus petites communes.

1.3 La Communauté de Communes porteuse d'autres compétences

La Communauté de Communes est également en charge d'autres compétences, dont les principales sont développées ci-après. Pour la plupart, elles jouent un rôle important dans la connaissance de Delta Sèvre Argent auprès de la population.

1.3.1 Habitat

Après avoir mené une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, le service habitat porte des dispositifs post-OPAH (subventions façades, assainissement individuel...) mais s'engage également dans l'habitat durable par des subventions pour les chauffe-eau solaires par exemple.

Des permanences de l'ADIL, agence départementale pour l'information sur le logement, du PACT des Deux Sèvres et du CRER, Centre Régional des Energies Renouvelable de Poitou-Charentes, sont organisées dans les locaux de la Communauté de Communes.

1.3.2 Ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères est une compétence de la Communauté de Communes. Une entreprise privée assure la réalisation de ce service. Le traitement ainsi que la collecte sélective sont délégués à un autre syndicat (SVL : Syndicat du Val de Loire).

1.3.3 Espaces aquatiques

La Communauté de Communes assure la gestion de deux espaces aquatiques « Aquadel ».

Aquadel Cerizay, équipement ouvert toute l'année, combine des activités liées à l'eau (piscine, jacuzzi, toboggan), des activités de remise en forme (sauna, hammam) et de fitness (salle de sport).

Aquadel Mauléon, ouvert uniquement en période estivale, se concentre sur les activités liées à l'eau avec trois bassins découverts.

Aquadel emploie une dizaine d'agents durant l'année et une vingtaine durant la période estivale.

1.3.4 Aire d'accueil des gens du voyage

La Communauté de Communes assure pour les communes du territoire la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Deux sont opérationnelles : l'une à Mauléon, l'autre à Nueil-Les-Aubiers. Une troisième est en projet à Cerizay.

1.3.5 Gestion des biens affectés aux bureaux de Poste, trésorerie et gendarmerie nationale

La Communauté de Communes assure la gestion des bâtiments affectés aux activités de la Poste, des deux trésoreries, et des services de la gendarmerie nationale.

1.3.6 Prestations de services: urbanisme, archivage, SIG...

La Communauté de Communes assure des prestations de services pour les communes dans différents domaines :

- Les services intercommunaux assurent l'instruction des autorisations de droit des sols pour les 9 communes disposant d'un document d'urbanisme réglementaire.
- Un agent intercommunal, archiviste, intervient pour la Communauté de Communes et pour les communes afin d'assurer une conservation satisfaisante des archives.
- Un agent assure la gestion d'un système d'information géographique. Ce dispositif est déployé dans toutes les communes, principalement pour l'accès au cadastre numérisé.

La Communauté de Communes a en charge également la compétence touristique déléguée au Pays du Bocage Bressuirais et à son office de tourisme. Un projet de base de loisirs est en cours d'élaboration.

Une réflexion sur l'élargissement de l'intérêt communautaire pour la voirie a été engagée en 2006 et a débouché sur le maintien du partage de compétence actuel.

La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent, se situe en limite du département des Deux Sèvres et profite du dynamisme cholettais et vendéen. Le développement économique sur le territoire mise cependant sur un développement endogène assez performant. La Communauté de Communes est un acteur fort de ce développement économique par le soutien des grands groupes présents mais aussi dans l'encouragement à la création, au développement, à la transmission de petites et moyennes entreprises qui interviennent soit dans la sous-traitance, soit dans des activités spécifiques. La Communauté de Communes développe également des compétences en relation directe avec la population dans les domaines de l'habitat, de la collecte des ordures ménagères... Par ces actions, elle affirme auprès de la population sa légitimité. La Communauté de Communes assure également un certain nombre de services pour les communes : instruction des autorisations d'urbanisme, archivage, SIG...

2 La structure : En manque d'un projet intercommunal

Delta Sèvre Argent est une Communauté de Communes créée en 1992. Plusieurs communes n'étaient pas intégrées dans le périmètre et ont rejoint la Communauté de Communes depuis.

Nous verrons, tout d'abord, le contexte communal du territoire, fortement marqué par des fusions et par prédominance de trois pôles. Ensuite, nous nous intéresserons au contexte politique et décisionnel de la Communauté de Communes. Enfin nous évoquerons le personnel de la structure.

2.1 14 ou 23 communes ?

Delta Sèvre Argent regroupe 14 communes et 23 entités communales en raison des fusions-associations du Grand Mauléon et du Grand La Forêt sur Sèvre. Il faut préciser que le territoire de Delta Sèvre Argent couvre quasiment deux cantons (moins une commune) alors que la plupart des Communauté de Communes des Deux Sèvres se limitent à un seul.

2.1.1 3 pôles principaux (de 5000 hab. environ) et des petites communes

Le territoire s'organise autour de trois pôles, d'où le nom « Delta ». Ces trois communes regroupent autour de 5000 habitants. Ils concentrent les plus importantes entreprises et sont très souvent les relais pour les commerces et les services qui n'existent pas dans les petites communes. Ces trois pôles sont :

- Cerizay qui attirent les communes de son canton exceptées La Ronde et Saint Jouin de Milly attirées par Moncoutant, et Bretignolles dont l'influence de Bressuire est importante.
- Nueil-Les-Aubiers dont l'attractivité ne se fait pas à l'intérieur de la Communauté de Communes mais plutôt vers deux communes limitrophes.
- Mauléon sert de relais aux communes de Saint-Pierre des Echaubrognes, de la Petite-Boissière et de Saint-Amand sur Sèvre, mais aussi des communes associées à Mauléon.

On constate une volonté des maires des petites communes à faire exister leur territoire et une volonté de peser par rapport aux grandes communes. C'est le cas particulièrement avec Le Pin, Cirières et Bretignolles vis-à-vis de Cerizay.

Par rapport à l'action de la Communauté de Communes, les petites communes expriment un sentiment de trop grande concentration sur les pôles du Delta. Ceci est particulièrement vrai pour les communes du canton de Cerizay, qui sont plus éloignées du siège communautaire situé à Rorthais sur la commune du Grand Mauléon.

La Communauté de Communes regroupe environ 28 000 habitants.

2.1.2 2 fusions-associations : Mauléon et La Forêt sur Sèvre

• Le Grand Mauléon

Cette fusion association a eu lieu dans les années 70, et a fortement impliqué les communes dans un travail collectif et dans une logique intercommunale. Des dispositifs communs ont été développés : centre socio-culturels, CCAS... dans une logique de desserte de toutes les communes.

- **Le Grand La Forêt sur Sèvre**

Comme pour Mauléon la fusion association entre les quatre communes du Grand la Forêt sur Sèvre a eu lieu dans les années 70. Cependant, malgré une gestion commune, la logique intercommunale est plus complexe à imposer. On peut l'expliquer par des questions de taille plus réduite, donc d'un dynamisme moins important mais aussi par des influences extérieures plus fortes particulièrement vers Moncoutant au Sud.

2.1.3 1 fusion-intégration : Nueil-Les-Aubiers

La commune de Nueil-Les-Aubiers est née en 2001 par la fusion de Nueil sur Argent et des Aubiers. Les rivalités historiques entre ces deux bourgs très proches, simplement départagés par la rivière « la Scie », sont fortes et la fusion ne les a pas encore dissolues. Le contexte politique local est complexe avec trois groupes identifiés, ce qui est assez rare sur le territoire.

2.2 **Un leadership politique clairement identifié**

Plusieurs instances et personnes animent la vie politique, et finalement la décision au sein de la structure.

2.2.1 2 élus prépondérants

On peut mettre en évidence deux élus prépondérant dans le leadership de la Communauté de Communes.

Daniel AMIOT, président de la Communauté de Communes et maire de Mauléon, porte l'action de la Communauté de Communes. Il donne peu de délégations et suit politiquement la plupart des dossiers.

Jean GRELIER, vice-président de la Communauté de Communes, maire de Cerizay, et nouveau député du territoire, avait avant sa dernière élection un rôle important venant en équilibre avec Daniel AMIOT, sachant que leurs appartenances politiques sont différentes.

Désormais, Daniel AMIOT porte quasiment seul la politique de la Communauté de Communes.

2.2.2 Le PVP, l'organe de décision

Le PVP (Président et Vice-Présidents) est un organe de la Communauté de Communes. Le PVP se réunit tous les lundis matin et est le lieu d'impulsion, d'organisation et de gestion de la Communauté de Communes.

En plus des deux élus précédemment présentés, la Communauté de Communes a pour vice-présidents : Chantal MENARD, maire du Pin, Jean-Marie GUILLET, maire de Saint-Jouin-de-Milly et Serge BOUJU, adjoint au maire de Nueil-Les-Aubiers.

Cette instance n'a pas le pouvoir final, puisque seul le conseil communautaire est habilité à délibérer. Mais le PVP oriente l'action des services et prépare les décisions et dossiers présentés ensuite au bureau communautaire et au conseil communautaire.

Dans le cadre de la mission que j'ai réalisé dans la Communauté de Communes, un certain nombre d'orientations sur l'implication de tels ou tels acteurs a été encadré par les décisions du PVP.

2.2.3 Le bureau : instance de débat pour les élus

Le bureau communautaire est composé d'un représentant par tranche de 2000 habitants complète ou incomplète, président et vice-présidents inclus, issus de chaque entité territoriale ce qui permet au moins un représentant par commune.

C'est l'instance de débat qui permet de préparer les délibérations du conseil. Néanmoins, comme on l'a vu précédemment le PVP influe sur l'orientation des projets et questions débattues.

2.2.4 Le conseil : validation et délibération

Le conseil communautaire est l'instance de validation et de délibération. Il n'y a quasiment pas la place au débat lors de la séance.

Il est composé d'un représentant par tranche de 1000 habitants par entité communale complète ou incomplète. Cette répartition contribue à donner un poids important aux trois grands pôles de la Communauté de Communes. Bien que très classique, elle peut apparaître inverse à la logique de l'intercommunalité profitable aux petites communes qui peuvent profiter de services plus performants.

Par rapport au fonctionnement politique de Delta Sèvre Argent, on peut émettre quelques critiques :

- Depuis la création de la Communauté de Communes, aucune réflexion complète n'a été portée sur le territoire. C'est une difficulté car on ne dispose pas d'éléments complets de diagnostic.
- L'absence de cette réflexion ne permet pas à la Communauté de Communes d'avoir un projet de territoire déterminé. Le développement d'actions est assez peu coordonné et se base sur des opportunités diverses et variées sans véritable cohérence.
- Enfin, on peut regretter que le pouvoir politique des élus des petites communes ne soit pas plus fort.

2.3 **Une équipe de la communauté de communes dynamique et responsable**

En temps ordinaire, l'équipe de techniciens de la Communauté de Communes se compose d'une trentaine de personnes.

2.3.1 Une hiérarchie réduite

Les services sont organisés directement sous la responsabilité du Directeur Général des Services. Il n'existe pas de niveau hiérarchique intermédiaire, y compris pour la gestion des espaces aqualudiques, qui ne sont pourtant pas sur le même site et nécessitent une organisation spécifique.

Ce fonctionnement permet à l'ensemble des chargés de mission de partager d'égal sur des aspects transversaux de leurs missions, mais pose parfois problème.

Vis-à-vis de l'encadrement de ma mission, officiellement seul le Directeur Général des Services assurait de loin la surveillance de l'avancement du travail jusqu'au moment de la préparation des restitutions où les politiques, et particulièrement le PVP, se sont fortement impliqués.

Le bon fonctionnement des services est, sans doute, lié au dynamisme et à la responsabilité des agents vis-à-vis de leur mission et plus généralement du fonctionnement global de la Communauté de Communes. Cependant, il faut noter que

l'absence de projet de territoire, évoqué à l'échelon politique est encore plus problématique pour les agents intercommunaux, pour qui la stratégie globale apparaît floue, et la cohérence de leurs actions pas affirmée.

2.3.2 L'opposition balatum / parquet

L'opposition en terme de compétences présenté précédemment entre le développement économique et les autres services se ressent également dans l'installation physique des locaux de la Communauté de Communes.

L'aile « parquet » regroupe les bureaux du Président, du Directeur Général des Services, du développement économique (agents de développement économique et services techniques en charge de la gestion des parcs économiques) et des affaires générales (juridique, ressources humaines, comptabilité).

L'aile « balatum » regroupe les bureaux des services environnement, habitat, urbanisme, archives et SIG.

Les deux chargés d'étude sur les services à la personne dont je faisais partie étaient installés dans une salle de réunion à l'écart des autres, pour des raisons de place principalement.

La réunion de service ne réunit que les membres de l'aile parquet, sans qu'il n'y ait d'explications particulières.

Cette distinction se ressent, mais ne pèse pas pour autant dans les relations professionnelles à l'intérieur de la structure.

La Communauté de Communes Delta Sèvre Argent regroupe 14 communes et 23 entités communales. Le territoire s'organise autour de trois pôles : Mauléon, Nueil-Les-Aubiers et Cerizay.

Les différentes fusions entre communes n'ont pas eu les mêmes résultats en terme de progression de la logique intercommunale.

D'un point de vue politique, le président et ses vice-présidents orientent largement les décisions de la Communauté de Communes. La répartition des sièges au conseil favorise la représentation des communes les plus importantes sur lesquelles se concentre déjà le développement.

Le personnel de Delta Sèvre Argent est sous la responsabilité du directeur général des services. La séparation constatée précédemment entre la compétence principale du développement économique et les autres compétences se trouve confirmée dans le cadre de l'organisation des services.

Un constat qui intervient au niveau de certains élus mais aussi des techniciens est l'absence de vision intercommunale qui nuit à une action cohérente.

3 La commande : Evaluer le domaine des services à la personne pour envisager une prise de compétence communautaire

La présentation de la mission est faite dans la première partie du document « état des lieux », puisqu'il était nécessaire de préciser pour les personnes amenées à reprendre l'étude, le contexte de la mission et les contraintes ayant été apportées dans la définition de celle-ci. Ces aspects engendrent des limites à l'étude présentées également dans le rapport « état des lieux ».

On peut néanmoins résumer la mission en précisant qu'il s'agit d'une réflexion préalable à une prise de compétence dans le champ de l'action sociale et des services à la personne.

La mission de départ devait aboutir à des scénarios de prise de compétence mais plusieurs raisons n'ont pas permis d'arriver jusque là.

3.1 Cinq phases :

La mission s'est finalement organisée en cinq phases reprenant les différents points déterminés par la définition de la mission.

3.1.1 Etat des lieux et diagnostic des services existants

Ce travail d'état de lieux a nécessité une analyse systématique du territoire pour recenser l'ensemble des services à la disposition de cinq publics : la petite enfance, la jeunesse, les adultes et familles, les personnes handicapées et les personnes âgées.

Après avoir défini une typologie, des grilles d'entretien ont été mises en place pour les rencontres avec les maires, puis avec les responsables des structures. L'analyse proposée pour chacun de ces services a eu lieu sous trois aspects : la couverture spatiale, les données quantitatives et une appréciation qualitative.

L'interprétation des résultats pour les aspects spatiaux et quantitatifs principalement a été réalisée grâce à une base de données et un logiciel SIG.

La santé a également été étudiée par le biais d'un relevé auprès des maires et la comparaison avec les fichiers de l'URCAM.

Des problématiques transversales sont apparues dans l'analyse des données collectées.

Cet état des lieux des services existants est présenté dans la partie 3 du document « Etat des lieux » et dans l'Atlas joint.

3.1.2 Dynamiques de population

Les dynamiques de population du territoire sont évoquées dans la partie 2 du document « état des lieux ». Une étude de la population du territoire apparaissait intéressante pour évaluer l'adéquation des services avec la population et éventuellement prévoir des possibilités d'évolution de celle-ci dans les années à venir.

Néanmoins, comme expliqué dans la partie 2, nous n'avons pu obtenir de données fiables à ce sujet. Par ce fait, l'étude s'est concentrée sur les services existants et n'a pris en compte que les dynamiques avérées en terme de population.

3.1.3 Exemples de Communauté de Communes extérieures

Comprendre comment l'action sociale et les services à la personne étaient pris en compte dans d'autres territoires voisins, proches ou plus lointains de la Communauté de Communes, nous a permis tout d'abord de constater que de nombreuses structures intercommunales s'étaient investies dans ce domaine, ensuite de comprendre les logiques qui ont débouché sur des niveaux de prise de compétence très différents, enfin de retirer des enseignements dans l'éventualité d'une prise de compétence de Delta Sèvre Argent.

Cette phase était particulièrement intéressante et a permis de mettre en évidence certains points importants pour la suite de l'étude. Elle est présentée dans la partie 4 du document d'« état des lieux ».

3.1.4 Les enjeux du secteur

Nous avons ensuite identifié des enjeux. Cette analyse n'était pas limitée aux enjeux dont la Communauté de Communes pouvait se saisir. En effet, l'analyse de départ étant globale, le souhait était de proposer des axes dont les communes, les CCAS, les acteurs locaux pourraient se saisir pour faire évoluer leur action. Nous avons mis en évidence deux types d'enjeux : d'une part des grands principes d'action, qu'il nous semblait important de rappeler pour envisager dans de bonnes conditions une action intercommunale voire communautaire ; d'autre part des enjeux par publics pour répondre aux dysfonctionnements des différents services.

Cette partie fait l'objet du deuxième document.

3.1.5 Une proposition de prise de compétence

Cette dernière phase devait aller beaucoup plus loin, et analyser en particulier les influences d'une prise de compétence pour la structure de la Communauté de Communes. Des scénarios devaient être mis en place pour envisager différentes hypothèses.

En définitive, compte tenu du manque de temps et surtout du refus des élus de donner des orientations prioritaires et de nous laisser les mettre en place, nous n'avons pas pu aboutir à ce résultat et le troisième document présente un catalogue de services pouvant intégrer une compétence communautaire. Il présente aussi le dispositif du CIAS, Centre Intercommunal d'Action Sociale pour lequel nous avons bénéficié d'une formation, et qui nous semble bien adapté pour porter une compétence sociale.

Ce dernier document n'est pas abouti et a pour but d'alimenter la réflexion du groupe de pilotage de l'étude qui doit travailler jusqu'aux élections.

3.2 Une démarche cadrée à l'approche des élections :

La proximité des élections et la sensibilité du sujet des compétences communautaires vis-à-vis des communes et de la population ont impliqué un cadrage assez clair de l'étude. Ces questions bien que sous-jacentes étaient importantes à prendre en compte.

3.2.1 Pas de contact avec la population

Une consigne a été de ne pas mener directement avec la population d'entretiens ou d'évaluation des besoins. Cette question des besoins de la population a été souvent

posée par nos interlocuteurs alors qu'ils avaient déterminé ces conditions d'étude. Nous avons pu recueillir des avis, des remarques, des besoins grâce à la démarche de la Mutuelle Sociale Agricole menée directement auprès de ces adhérents pour laquelle nous avons insisté à participer aux réunions. Les rencontres des responsables de structures nous ont permis d'approcher la question des besoins qu'ils évaluent de leur côté.

3.2.2 Définition des services à étudier

La définition des services à étudier a été faite par le comité de pilotage réuni juste avant notre arrivée.

Une liste assez précise a été préparée à laquelle nous avons ajouté quelques éléments supplémentaires comme les hébergements d'urgence et hébergements temporaires.

Les champs à étudier ainsi définis, mélangent deux dimensions de l'action sociale dont la juxtaposition peut parfois poser problème. Pour les professionnels du secteur social, les activités pour les enfants ou les jeunes, l'accueil périscolaire, certains services à vocation sociale mais aux connotations de loisirs, ne font pas partie de l'action sociale.

Dans notre cas, certains éléments de ceux-ci font partie de l'étude et d'autres non selon une logique non précisée.

Il nous a été également demandé d'éviter d'explorer les actions à but social pouvant être développées dans le cadre des compétences préexistantes de Delta Sèvre Argent, principalement le développement économique et l'habitat. Paradoxalement, la dernière réunion du comité de pilotage a mis en avant des actions que nous avions proposées et qui pouvaient être opérées sans prise de compétence sociale dans le cadre des autres compétences.

3.2.3 Rencontres avec les maires (principaux)

Une typologie a été établie en fonction des dispositifs existants, et de la liste des services à étudier. Cette typologie a été testée auprès des 14 maires ou représentants. Il faut noter que les communes associées ne devaient pas être rencontrées. On peut regretter ce choix qui a gêné l'émergence de certaines problématiques locales.

Notre position de chargés d'étude était complexe à assurer lors de la rencontre des maires des communes associées dans le cadre de leurs activités associatives par exemple.

3.2.4 Rencontres avec les structures

A partir de la typologie, des questionnaires spécifiques ont été développés pour questionner les structures développant des services à la personne ou contribuant à l'action sociale sur le territoire.

Nous avons donc rencontré près de 70 structures gérant plus de 200 services.

La pédagogie sur les modalités de l'étude que nous menions était capitale pour limiter les oppositions des acteurs ne voulant pas être absorbés par des services intercommunaux, mais aussi pour rappeler que la prise de compétence sociale n'était pas acquise. Ceci n'a pas empêché des prises de position virulentes au téléphone de la part d'une fédération d'association. Au contraire, certaines structures ont un peu vite espéré dans une prise de compétence communautaire.

La mission au départ devait être plus aboutie, un certain nombre de contraintes ont modifié le déroulement mais aussi les attentes des commanditaires.

Le travail réalisé s'est appliqué à conserver une dimension globale pour impliquer tous les acteurs et pas seulement envisager le rôle que peut avoir la Communauté de Communes dans ce domaine de l'action sociale.

Certains aspects du déroulement de l'étude, particulièrement pour l'état des lieux sont détaillés dans les rapports de l'étude, d'autres détails ont été présentés ici.

4 Les acteurs de l'étude sur les services à la personne

La question des acteurs dans le cadre des services à la personne et de l'action sociale est une préoccupation importante. Ils sont forts nombreux avec particulièrement les services du Conseil Général, des organismes sociaux, des communes, des CCAS, des associations, de certaines entreprises... Notre étude posait la question de l'opportunité de l'apparition d'un nouvel acteur : la Communauté de Communes. Cette interrogation était en quelque sorte le but de la mission, mais elle se posait également dans le cadre de celle-ci.

4.1 Deux chargés d'étude :

La mission des services à la personne a été confiée à deux chargés d'études dans une volonté de complémentarité et de double responsabilité. Certains agents de la Communauté de Communes ont été associés à notre travail dans des cadres précis.

4.1.1 Profil social et droit public

Juliette BAILLET a été recrutée par Delta Sèvre Argent dans le cadre de son premier emploi après sa formation. Elle est donc diplômée d'une licence dans le domaine social et d'un Master « Droit des interventions sanitaires et sociales dans les collectivités territoriales ».

Juliette BAILLET a particulièrement apporté son expérience et ses connaissances du domaine social et des multiples dispositifs et équipements pouvant entrer dans cette catégorie.

Elle a particulièrement suivi les rencontres avec les structures et l'analyse qualitative des services proposés à la population du territoire.

4.1.2 Profil aménagement et développement local

Moi-même, Guillaume DELORME, je présentais un profil plus généraliste de Magistère en Aménagement avec un intérêt particulier pour les structures intercommunales. En raison de mon arrivée anticipée à celle de Juliette BAILLET (fin de sa formation) et de l'absence dans son cas de pratique d'études et de missions telles que celle qui nous avait été confiée, j'ai piloté l'organisation du travail dans l'équipe.

J'ai particulièrement suivi les rencontres avec les élus de la Communauté de Communes, l'analyse spatiale et quantitative (gestion de la base de données) ainsi que les rencontres avec les autres Communauté de Communes du département pour un partage d'expériences.

Malgré cette répartition assez informelle, l'un et l'autre avons largement participé à tous les domaines de l'étude.

4.1.3 Soutien d'autres agents de la Communauté de Communes

Pour l'avancement de la mission, deux collègues ont été principalement associés à notre étude :

- Claire PAULIC, responsable du SIG, Système d'Information Géographique a participé à notre mission dans le cadre de la cartographie, particulièrement dans la finalisation des cartes que la version du logiciel que nous avions ne permettait pas. Un important travail de formalisation a été réalisé pour bâtir une base de données compatible avec le SIG.

- Julie TETARD, ancienne du CESA, a assuré le suivi informel de la mission puisqu'elle a été chargée au départ de la définition de l'étude et des fiches de postes. Etant chargée de mission pour le développement économique, son apport sur le sujet de l'action sociale et des services à la personne a été relativement faible. Néanmoins, elle a assuré un suivi régulier, la correction des documents, mais aussi nous a guidé sur les procédures internes, les habitudes, et les multiples aspects techniques et logistiques de la mission... Associée à l'ensemble de la démarche, elle nous a également permis de faire des bilans d'étape et des réunions avec un regard extérieur.

La mission reposait donc largement sur les deux chargés d'études en particulier parce que le sujet n'était pas dans les domaines de compétence des autres agents de la Communauté de Communes.

4.2 Un groupe de pilotage compétent mais faible politiquement

Un groupe de pilotage a été constitué par le Président et le PVP. Ce groupe de pilotage a défini notre mission lors de sa première réunion du 28 mai 2007, quelques jours avant notre arrivée.

Durant la mission, le groupe de pilotage a été réuni 4 fois :

- Le 19 juillet 2007, pour une première exploration des données collectées dans le cadre de l'état des lieux.
- Le 28 août 2007, pour présenter les enjeux retenus en relation avec le diagnostic et les exemples des autres Communauté de Communes.
- Le 11 septembre 2007, pour présenter le contenu de la restitution aux élus du 18 septembre 2007 et préparer la prise de parole du groupe de pilotage dans le cadre des temps de débat.
- Le 25 septembre 2007, pour présenter les raisons qui nous semblaient favoriser la prise de compétence sociale, les éléments qui pouvaient y être intégrés, ainsi que la structure CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale qui nous apparaissait bien adapté au contexte local.

Ces réunions, ainsi que celle du 18 septembre 2007, ont fait l'objet de comptes-rendus modérant certaines affirmations ou ouvrant d'autres pistes non exploitées jusque là.

4.2.1 Deux personnes monopolisent la parole

Le groupe de pilotage a été composé majoritairement d'élus dans une logique de compétence dans le domaine social :

- Claude POUSIN est maire de Saint de Pierre des Echaubrognes mais aussi directeur d'un EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes).
- Michel BAZIN est adjoint de la commune du Grand Mauléon et assure la gestion du CCAS de Mauléon, il exerce son activité professionnelle en tant que directeur de l'antenne de la caisse primaire d'assurance maladie de Cholet. Il est avec Claude Pousin administrateur du CLIC.
- Delphine CHESSERON est chargée de développement au Pays du Bocage Bressuirais et assure l'animation d'un collectif sur les sujets de la petite enfance et de la famille (présenté dans l'état des lieux).
- Thérèse ALBERT et Ginette POUIGNAULT adjointes pour la commune de Cerizay sur laquelle les services sont fortement développés, avec des services communaux ayant un rôle important.
- Marie-Thérèse LHERIAU adjointe à la Forêt sur Sèvre est impliquée dans tous les aspects du champ de l'action sociale.

- Jean-Jo MARCEAU, adjoint aux affaires sociales pour la commune de Nueil-Les-Aubiers assure la gestion de plusieurs services et particulièrement d'une distribution alimentaire mais aussi d'un chantier d'insertion à l'échelle de sa commune.
- Jean-Marie GUILLET et Chantal MENARD, vice-présidents de la Communauté de Communes et respectivement maires de Saint-Jouin de Milly et du Pin représentaient les petites communes qui ont des problématiques particulières.
- Serge BOUJU, vice-président de la Communauté de Communes et adjoint au maire de Nueil-Les-Aubiers était en charge du suivi politique de l'étude.

Bien que membre de droit, le président n'a pas participé à ces diverses réunions.

Ce groupe se compose de personnes compétentes dans de multiples aspects que l'étude a exploré. Cependant deux personnes, Serge BOUJU et Michel BAZIN ont eu tendance à monopoliser la parole et à inhiber la prise de parole par des réactions virulentes ne laissant pas souvent place à d'autres avis. Nous avons essayé au maximum d'impliquer et de faire participer les autres membres. Les débats ont été néanmoins fructueux particulièrement lors de deux réunions où l'une ou les deux de ces personnes étaient absentes.

4.2.2 Suivi en direct par le président

Malgré le suivi délégué à Serge BOUJU, le président a tenu à conserver un suivi en direct sur la mission. A sa demande des points, finalement assez réguliers, ont été faits directement entre les chargés d'étude et lui.

N'étant pas favorable a priori à une prise de compétence, ces rendez-vous très courts (5 à 10 minutes) étaient l'occasion d'exposer l'avancée de la mission pour nous et de réagir souvent en contradiction avec nos conclusions pour lui.

Les conséquences en terme de démotivation ont parfois été assez fortes. Au delà de ces considérations, le double suivi de la part des élus ne facilitait pas notre positionnement et les orientations à prendre.

4.2.3 Volonté de ne pas s'investir dans des choix

Le comité de pilotage malgré la présence de 5 membres du conseil, dont trois vice-présidents, n'a pas souhaité s'investir dans des choix.

En effet, après la présentation des enjeux, nous aurions souhaité pouvoir définir des axes stratégiques principaux pour nous permettre de disposer d'orientations plus politiques quant à l'élaboration de notre proposition de prise de compétence.

Le groupe de pilotage ne se sentant pas représentatif du conseil, car n'ayant au final qu'un poids politique assez faible, n'a pas souhaité se positionner sur des publics prioritaires ou des enjeux à privilégier.

Par ailleurs, certains membres du comité de pilotage ont pris conscience à ce moment de l'étendue des sujets traités et des besoins importants dans de nombreux domaines.

Le comité de pilotage nous a demandé de ne pas opérer ce choix et de poursuivre notre travail en vue de la restitution.

Lors de la réunion de restitution à l'ensemble des élus, le président a demandé au comité de pilotage de définir trois grandes orientations qui devraient être présentées en octobre au bureau communautaire.

Dans le cadre du troisième document, qui reste un document de travail pour le comité de pilotage et de la quatrième réunion du comité, nous avons proposé une présélection, pouvant apparaître un peu comme un catalogage. Mais ces propositions formulées et identifiées ont alimenté le débat et ont déjà permis à certaines thématiques de s'imposer.

4.3 La multitude d'acteurs locaux des services à la personne et de l'action sociale

Les gestionnaires de services sont nombreux ; plus de 70 structures ont été rencontrées pendant notre état des lieux. Leurs visions et logiques d'action sont très différentes, leurs réactions face à l'implication de la Communauté de Communes dans leur domaine sont très contrastées.

4.3.1 Des acteurs associatifs très importants :

Plus des deux tiers des structures rencontrées correspondent à des organisations associatives. Le rôle des associations est particulièrement important dans ces domaines de l'action sociale et des services à la personne. On peut identifier différents types d'associations.

4.3.1.1 Des associations hostiles à l'arrivée de la Communauté de Communes dans le secteur

Certaines associations, qui gèrent certains services depuis des années, ont été confrontées au développement d'initiatives privées grâce au Chèque Emploi Service Universel. L'arrivée de l'interlocuteur Communauté de Communes est alors perçue comme un risque de captation d'une part du marché. Dans de nombreux cas, ces associations sont aussi en concurrence entre elles. L'arrivée d'une instance publique, donc a priori plus neutre, est aussi mal perçue pour les aspects de coordination qu'elle pourrait imposer.

4.3.1.2 Des associations travaillant en réseau

Des associations puissantes travaillent déjà en réseau à l'échelle de la Communauté de Communes ou plus largement. C'est par exemple le cas des centres socioculturels qui sont fédérés et qui mènent des projets ensemble. L'implication de l'échelon communautaire n'est alors pas mal perçue puisqu'il permettrait d'élargir les sources de financement, de supprimer des préférences communales souvent gênantes et aussi de concrétiser des projets mettant en valeur le territoire intercommunal.

4.3.1.3 Des associations remises en cause par les problèmes financiers ou le renouvellement du bénévolat

Pour de nombreuses associations, la pérennité de l'action et de la structure se trouvent mises en jeu. Avec la loi de cohésion sociale de 2005, les concurrences s'exacerbent et les équilibres financiers deviennent plus difficiles.

La question du renouvellement des bénévoles est également cruciale.

Pour ces associations, l'arrivée de l'interlocuteur « Communauté de Communes » est perçue comme une aubaine. Elles trouvent dans la collectivité une nouvelle source de financement ou le relais qui va pouvoir reprendre complètement l'activité.

4.3.1.4 Des associations qui portent des services publics communaux

Pour terminer cette présentation des associations intervenant sur le territoire, on peut mettre en évidence l'existence de structures associatives dont l'administration et le financement dépendent largement des municipalités. Il s'agit alors de services qu'une

structure associative pouvait plus facilement mettre en place qu'une commune. C'est donc ce fonctionnement qui perdure, permettant ainsi de gérer plus facilement la structure en terme comptable, mais aussi facilitant le recrutement...

4.3.2 Les communes et CCAS, acteurs publics assez peu présents

Excepté quelques contre-exemples dans les trois pôles du Delta, les acteurs publics ne sont pas fortement investis dans la mise en œuvre de services à la personne ou d'action sociale.

Les CCAS sont souvent des structures aux budgets anecdotiques qui n'assurent que quelques aides d'urgence (énergie, alimentaire...) et un repas ou une animation annuelle pour les personnes âgées.

La commune de Cerizay, développe de nombreuses actions sociales mais principalement en tant que services communaux, le CCAS étant limité à la gestion d'un EHPAD et des aides d'urgence.

La commune de Combrand, qui n'est pas un pôle principal, a choisit depuis de nombreuses années de développer un CCAS puissant qui est le seul acteur public sur le territoire assurant les services de soutien à domicile (aide ménagères et auxiliaires de vie).

4.3.3 Un partenariat fort avec la MSA

Compte tenu du caractère rural du territoire, la Mutuelle Sociale Agricole est fortement présente. Elle met en place des CDST (Contrat de Développement Social Territorialisé) sur quasiment l'intégralité du territoire de la Communauté de Communes. En effet, Nueil-Les-Aubiers participant à un micro - bassin de vie indépendant de celui de Mauléon, la commune a été exclue du CDST du canton de Mauléon. Quant au canton de Cerizay, il est complètement couvert par le CDST, incluant une commune ne faisant pas partie de la Communauté de Communes Delta Sèvre Argent.

Annick ARRIAL et Nathalie JOGUET-DUGAST qui animent ces deux CDST nous ont associé à leur démarche et une restitution informelle de notre étude leur a été présentée dans un souci de complémentarité et de portage partagé de certaines questions.

Le travail qu'elles ont mené nous a été très utile pour confirmer les constats que nous faisons avec les retours de la population.

Le travail en binôme sur la mission a permis d'enrichir l'étude de deux regards différents mais très certainement complémentaires. Deux collègues nous ont aidé particulièrement pour les aspects en lien avec le SIG et pour un suivi informel de l'avancement du travail.

La mission a été encadrée et enrichie par le travail du comité de pilotage, composé de personnes compétentes mais dont l'influence politique ne permet pas de représenter l'ensemble de la Communauté de Communes.

Les acteurs de l'action sociale et des services à la personne sont très nombreux. La majorité d'entre eux sont des associations dont les visions du service sont très différentes. Les acteurs publics sont peu présents, excepté dans les trois grands pôles du Delta et à Combrand.

5 Les services à la personne : mal connus sur le territoire

Un manque de connaissance des acteurs et des services sur le territoire a été rapidement constaté. Ce constat a été mis en relation avec l'absence d'organes d'information et de coordination efficaces. Le diagnostic a donc été particulièrement important pour clarifier la situation actuelle et comprendre tous les fonctionnements spécifiques des différents acteurs. Une interprétation des logiques spatiales d'action pour les services à la personne a pu être proposée.

La réponse proposée aux dysfonctionnements constatée s'est voulue globale et s'est vu confrontée à des logiques communales tenaces.

Enfin, le dernier document n'a pu que lancer des pistes de prise de compétence sans construire un scénario articulé.

5.1 Un travail de diagnostic nécessaire, sous-évalué par le comité de pilotage

Le comité de pilotage, lors de la définition de la mission a largement sous-évalué la phase de diagnostic. En effet, il ne s'agissait pour eux que d'actualiser des études déjà réalisées. Mais la réalité a été bien différente.

5.1.1 Des études anciennes devant être reprises en profondeur

La lecture des études préexistantes a mis en évidence, au moins pour plusieurs d'entre elles, leur obsolescence. En effet, certaines études datent de plus de 10 ans, basées sur des données de population de 1990. Pour la plupart d'entre elles, toutes les communes n'étaient pas traitées puisque certaines ont rejoint la Communauté de Communes depuis la réalisation de l'étude. La législation et la réglementation dans le domaine social évoluent rapidement et conduisent à des perspectives très différentes. Les attentes des bénéficiaires ont également beaucoup évolué ces dernières années.

Ces études n'ont pas pu être réutilisées en tant que telles. Elles ont été utiles pour mettre en place la typologie des services à étudier, pour mettre en évidence des problématiques spécifiques. C'est donc une nouvelle approche de diagnostic qui a été mise en place et qui a englobé les études précédentes. Ceci a conduit à une durée plus importante consacrée à cette phase.

5.1.2 Des domaines non étudiés

Il faut ajouter également au constat de péremption de certaines anciennes études, que des domaines entiers n'ont jamais fait l'objet d'études mais ont été inclus dans les points à étudier dans cette mission. Les questions de la jeunesse, de l'insertion, des personnes handicapées ont donc dû être abordées sans aucune base de départ.

5.1.3 La période d'été : complexe pour la prise de rendez-vous

Le diagnostic a nécessité de multiples rendez-vous avec les maires, les responsables de structures, les autres Communautés de Communes. Le lancement de la mission en juin a fait courir la phase de diagnostic jusqu'au mois de juillet. La période n'était pas très favorable à la prise de rendez-vous, certaines structures ne nous ont reçu que beaucoup

plus tard, les informations alors collectées ont été intégrées dans le document et la base de données au fur et à mesure.

La rédaction et la formalisation des constats effectués lors de l'état des lieux se sont poursuivies jusqu'à la mi-août. Ce renforcement de la période d'analyse de l'existant par rapport aux souhaits de départ a fortement réduit les phases suivantes, ce qui a permis toutefois de faire progresser la réflexion à un rythme plus facilement assimilable par les élus.

5.2 Les logiques spatiales d'action pour les services à la personne

Les conclusions de l'état des lieux ont mis en évidence des logiques spatiales d'action pour les services à la personne sur le territoire. Celles-ci traduisent des degrés d'ouverture très différents des communes vis-à-vis d'un travail intercommunal.

- Les communes rassemblées dans le SIVOM de Mauléon, ont une tradition de travail en commun et privilégie la couverture de toutes les communes, y compris les communes associées de Mauléon.
- La fusion récente de Nueil-Les-Aubiers oblige déjà un travail important à l'échelle de la commune.
- Cerizay développe un offre de services très importante et approfondie mais se limite au territoire communal.
- Les communes de Montravers et de Saint-André sur Sèvre sont directement polarisées sur Cerizay, en particulier en raison de l'absence d'école sur le territoire. Néanmoins Cerizay, appliquant une préférence communale, les services ne sont pas prioritairement accessibles aux habitants de ces deux communes.
- Les communes du Pin, de Cirières et de Bretignolles organisent un certain nombre de services à elles trois. Elles doivent se tourner vers Cerizay dans certains cas mais souhaiteraient pouvoir co-organiser ces services plutôt que d'avoir un simple accès avec des tarifs majorés aux services de Cerizay.
- Combrand est dans une logique identique restant en revanche au maximum à l'échelle communale.
- Le grand La Forêt sur Sèvre a une unité interne pas parfaite mais mène un certains nombre de projets à son échelle.
- Enfin, Saint-Jouin de Milly et La Ronde (commune associée à La Forêt) sont spatialement tournées vers Moncoutant à l'extérieur du territoire.

Le constat qui est fait oppose deux logiques :

- le Nord qui unit ses forces pour proposer un service à tous,
- le Sud où Cerizay revendique une indépendance et une spécialité.

Ce constat, formulé en plusieurs temps, a pour tous les interlocuteurs bien résumé les enjeux du travail intercommunal qui devrait être mené pour les services à la personne.

Lors de notre dernière réunion de comité de pilotage, une mise au point a été nécessaire vis-à-vis des représentantes de Cerizay dans le comité, absentes pour la troisième fois (2 comités de pilotage et réunion de restitution), qui semblent avoir profité d'un malentendu d'invitation à des réunions pour marquer une certaine volonté d'indépendance. Cette attitude est compréhensible, Cerizay étant la commune qui pourrait le plus perdre à une prise de compétence communautaire.

5.3 Une approche globale qui contraste aux logiques des communes vis-à-vis de la Communauté de Communes

Les enjeux et la proposition que nous avons formulés pour la prise de compétence a été toujours réfléchi et conçue dans une vision globale. Ceci avait pour but de promouvoir la mise en place d'actions à d'autres échelles que celle de la Communauté de Communes, parfois plus pertinentes pour certains services. Par ailleurs, cette volonté de vision globale avait pour objectif d'insister sur un projet intercommunal cohérent et construit.

Cette approche était en opposition aux logiques de travail des communes avec Delta Sèvre Argent. Le fonctionnement actuel revient à confier à la Communauté de Communes :

- les services que les communes n'arrivent pas à faire seules,
- les services que les communes ne veulent pas assurer,

alors que les communes gardent les services qui fonctionnent bien sur leur territoire.

Comment s'inscrire dans cette règle si un service fonctionne bien sur 30 % du territoire, mal sur 30% et dont 30% ne sont pas couverts ?

C'est le cœur de la réflexion que les élus vont devoir mener, mais qui dépasse le sujet de l'action sociale et des services à la personne. Si la Communauté de Communes n'est pas vécue autrement, l'écriture de l'intérêt communautaire ne sera que l'écriture d'intérêts particuliers des communes sans consensus et sans vision de l'intérêt général pour le groupement.

Doit-on s'interdire de prendre en charge un certain nombre de services avec pour raison leur bon fonctionnement actuel ?

Notre réponse a été claire dans le cadre de notre proposition de prise de compétence où le positionnement à court terme de la gestion des modes de garde collectif pour la petite enfance répondait au problème des préférences communales, mais permettait également de gérer un service pour lequel il n'y aurait pas un besoin fort d'accompagnement ou de réorganisation du service.

L'avantage est alors d'affirmer un rôle de la structure intercommunale pour un public précis et de soutenir le développement de cette prise de compétence sociale par des services « faciles » à prendre en charge.

Lors du dernier comité de pilotage, un débat s'est engagé sur cette question, qui devra se reposer ensuite dans le prolongement de la réflexion.

5.4 Des propositions peu abouties en raison de l'absence de choix

Les contraintes de temps, mais aussi l'absence de choix d'axes stratégiques, expliquée précédemment, ont conduit à une proposition de prise de compétence très peu aboutie, négligeant un certain nombre d'aspects de phasage, de contraintes financières, de ressources humaines...

Nous avons axé cette proposition pour qu'elle active des réflexions, des choix, d'où peut-être des aspects de catalogue.

Nous avons néanmoins affirmé l'intérêt que peut avoir le fonctionnement sous la forme d'un CIAS. Ce volet a beaucoup intéressé les membres du comité de pilotage en raison de l'évolutivité de la structure en fonction des services inclus dans sa compétence. Nous avons bénéficié, pour ce sujet, d'une aide précieuse d'une demi-journée de formation organisée par l'union nationale des CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) et Mairie Conseils de la Caisse des Dépôts et Consignations. Malgré une volonté d'encourager les

structures à se tourner vers ce type de fonctionnement, les interlocuteurs ont su expliquer, avec des retours d'expérience et une expertise assez poussée, les intérêts et les limites de ce type de structure.

Le déroulement de la mission a modifié les demandes de la commande, mais s'est aussi adapté à des logiques des acteurs locaux, particulièrement des acteurs politiques. Le diagnostic a dû être plus poussé pour répondre à l'analyse de l'ensemble des services demandés.

L'affirmation d'une vision globale et avant tout à l'échelle de la Communauté de Communes sans négliger la proximité, est allée contre les logiques actuelles de travail pour les services à la personne, mais plus généralement pour l'ensemble des activités.

L'objectif de la fin de l'étude a été plus d'engager une réflexion qui devrait porter ses fruits au moment des échéances électorales que de donner une solution de prise de compétence.

Conclusion

Une réflexion lancée

Les quatre mois de mission ont permis d'amorcer une réflexion sur un sujet très complexe pour lequel les convictions politiques sont également importantes.

Les décideurs de la Communauté de Communes ont désormais à leur disposition un état des lieux précis et quasiment exhaustif de l'existant. Cet état des lieux met en évidence des constats pour lesquels des réponses doivent être trouvées. En effet, dans de nombreux cas, il est capital et urgent de proposer des solutions aux habitants adaptées à leur besoin.

Nous avons mis en évidence des directions, des objectifs à atteindre, nous avons affirmé les intérêts du travail intercommunal, nous avons proposé des éléments de compétence.

Le débat est lancé et de nombreux élus commencent à se saisir de ce sujet qui sera certainement un enjeu des futures élections au sein des communes mais surtout pour l'intercommunalité.

Quelques regrets

Un des intérêts que pouvait avoir cette mission pour moi était le travail autour de la prise de compétence. En effet, des questions administratives, des questions techniques auraient été intéressantes à prendre en compte. Néanmoins, le travail que nous avons effectué dans cette perspective de prise de compétence m'a permis de questionner l'intercommunalité et la complexité du travail commun.

Le travail en duo a été très riche de partages d'expériences et de compétences. Malgré cela les approches de chacun restaient très différentes et parfois peu compatibles tant sur des questions de contenus, de l'essence même de certaines propositions que sur des aspects de formes et tournures de phrases. Un consensus a naturellement été trouvé, la plupart du temps par l'échange et la compréhension des raisons que l'autre formulait. Il reste cependant toujours des éléments que j'aurais souhaité traiter différemment.

La période de réalisation de cette mission l'a positionnée dans des problématiques assez spécifiques. La gestion des relations avec les politiques est nettement plus difficile à l'approche des échéances électorales et a certainement contribué à influencer le déroulement de l'étude. La période des congés d'été était également complexe pour prendre des contacts et faire avancer certains sujets.

Apport personnel

Même si je formule précédemment quelques regrets, cette expérience a été très riche. Tout d'abord, elle m'a permis de découvrir un champ d'action publique que je ne connaissais pas et dont les influences sur d'autres aspects de l'aménagement sont importants. Par exemple, la qualité des services à la personne sur un territoire contribue à sa valorisation et par conséquent à sa compétitivité.

Au-delà de l'action publique, ces quatre mois m'ont permis une ouverture aux questions sociales et à l'importance de certaines situations. Ce fut également l'occasion de découvrir des initiatives très intéressantes.

J'ai également pu me former sur des dispositifs qui devraient être amenés à se développer comme les CIAS.

Ensuite ce fut l'occasion d'un travail en duo, riche de coopérations et de partages. J'ai pu, même si les conditions étaient informelles, apprendre à piloter une mission de ce type et à mener un travail le plus pertinent possible.

Enfin ce fut aussi l'occasion de pratiquer les relations avec les élus dans un contexte particulier sur la place de l'intercommunalité et à proximité d'échéances politiques.

Cette expérience a été très riche par rapport à mon projet professionnel, j'ai pu ainsi confirmer ma volonté de m'impliquer dans des structures intercommunales. L'affirmation d'un projet de territoire ou d'éléments de stratégie attirera désormais mon attention. Mon souhait reste dans une approche généraliste à laquelle la découverte des problématiques sociales trouve une place toute particulière, au même titre que d'autres thématiques que j'ai eu l'occasion de découvrir au cours de ma formation supérieure : génie civil, transport, stratégies territoriales...